

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°230

MAI 2004

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

Sommaire :

- **EZZEDINE SALIM, PRESIDENT EN EXERCICE DE L'EXECUTIF IRAKIEN, TUÉ DANS UN ATTENTAT À BAGDAD**
- **IRAN: LES CONSERVATEURS PRENNENT OFFICIELLEMENT LE POUVOIR AU PARLEMENT**
- **CLAUDIA ROTH, EMISSAIRE ALLEMANDE DES DROITS DE L'HOMME, ET DES DÉPUTÉS ALLEMANDS ONT ÉTÉ EMPÊCHÉS DE RENDRE VISITE À LEYLA ZANA**
- **LE PARLEMENT TURC ADOPTE UN PROJET DE LOI CONTROVERSÉ FAVORISANT LES ÉCOLES RELIGIEUSES**
- **DAMAS: DES CENTAINES DE KURDES LIBÉRÉS DES PRISONS SYRIENNES ALORS QUE LES AMÉRICAINS IMPOSENT DES SANCTIONS CONTRE LA SYRIE**
- **LE KONGRA-GEL, SUCCESSEUR DU PKK, ANNONCE LA FIN DE LA TRÊVE**
- **AINSI QUE...**

---

**EZZEDINE SALIM, PRESIDENT  
EN EXERCICE DE L'EXECUTIF IRAKIEN,  
TUÉ DANS UN ATTENTAT À BAGDAD**

**A**BDEL ZAHRA Osmane Mohammad, dit Ezzedine Salim, le président en exercice de l'exécutif irakien a été tué dans un attentat à la voiture piégée le 17 mai au matin à l'entrée de la Zone verte à Bagdad. Dix Irakiens ont également été tués, six autres blessés dont deux grièvement ainsi que deux soldats américains. Plusieurs voitures ont été endommagées près de l'entrée située dans le quartier Harithiya, dans l'ouest de Bagdad. Des soldats américains et des

policiers ont bouclé le secteur, où se trouvaient des ambulances. L'explosion s'est produite vers 09H30 (04H30 GMT). Des voitures étaient en feu sur le lieu de l'explosion, situé à 500 mètres du siège du parti de l'Entente nationale, représenté au sein du Conseil de gouvernement provisoire. Des morceaux de corps humains ont été projetés à plusieurs mètres. Un pied carbonisé a été retrouvé à 30 mètres, accroché à des barbelés.

Ezzedine Salim est le deuxième

membre du CIG, qui en compte 25, tué en Irak. En septembre, Mme Akila Hachemi, l'une des trois femmes siégeant au Conseil et ancienne diplomate du régime baasiste, avait été abattue près de son domicile. M. Salim était le dirigeant du parti islamique Daoua à Bassorah et le rédacteur en chef de plusieurs journaux et magazines. Il était l'un des neuf membres du CIG qui occupent la présidence tournante du CIG. Chacun étant président pendant un mois.

Sur les rives de la mer Morte, en Jordanie, où se tenait un forum économique mondial, le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari a déclaré que la

mort de Salim ne changerait rien au processus politique en cours. « *Cela montre que nos ennemis sont toujours là et feront tout pour intimider les Irakiens afin de faire dérailler le processus politique* », a-t-il déclaré. « *Cela renforce notre détermination à poursuivre ce processus* », a-t-il ajouté.

« *Au nom du peuple américain, je condamne l'attentat terroriste brutal commis contre le président du Conseil du gouvernement irakien, Ezzedine Salim, et plusieurs citoyens irakiens. M. Salim était un homme courageux qui a risqué sa vie pour un Irak libre, démocratique et prospère* », a de son côté déclaré le président américain George W. Bush dans un communiqué diffusé en marge d'une visite à Topeka (Kansas). Le « *30 juin, le drapeau de l'Irak libre sera hissé et le nouveau gouvernement intérimaire irakien assurera la souveraineté* », a ajouté M. Bush.

Le général américain Mark Kimmitt a estimé que l'attentat portait la « *marque habituelle* » du Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, dirigeant d'Al-Qaïda. Un message publié sur l'internet au nom du « *Mouvement de la résistance arabe* », un groupe inconnu jusqu'ici, a revendiqué l'attentat. « *Deux héros du Mouvement de la résistance arabe/Brigades Al-Rachid, Ali Khaled Al-Joubouri et Mohammad Hassan Al-Samarraï, ont mené une opération audacieuse, qui a conduit à la mort du traître et mercenaire Ezzedine Salim* », lit-on dans ce message. Le mouvement, qui ne s'est jamais manifesté auparavant et qui ne donne aucune indication sur sa représentativité, promet « *à la Nation de lutter jusqu'à la libération du glorieux Irak et de la chère Palestine* ».

Le Premier ministre britannique, Tony Blair, a souligné à Ankara que les troupes britanniques n'effectueront pas « *un départ rapide*

*de l'Irak* », malgré la mort du président du Conseil de gouvernement provisoire irakien. « *Ce qui s'est passé aujourd'hui (...) souligne ce fait: nous n'allons pas faire ce qu'on appelle une sortie rapide, il n'y aura pas de départ précipité de l'Irak* », a affirmé M. Blair.

A moins de deux mois du transfert de souveraineté des forces de la Coalition aux autorités irakiennes, le 30 juin, les Etats-unis ont, le 16 mai, réaffirmé par la voix de Condoleezza Rice, la conseillère pour la sécurité nationale du président George W. Bush, que leurs troupes allaient rester en Irak « *jusqu'à ce que le travail soit achevé* ». Les Etats-Unis ont également annoncé à la Corée du Sud le 17 mai qu'ils allaient retirer 3.600 soldats de ce pays pour les envoyer en Irak.

Par ailleurs, Salama al-Khafaji, membre du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien a échappé 27 mai à une embuscade tendue au convoi qui la ramenait à Bagdad après une mission de médiation à Nadjaf. Le convoi, composé de trois véhicules, a essuyé des tirs à hauteur de la ville de Youssoufiyah. Mme al-Khafaji a survécu à l'attaque, mais l'un de ses gardes du corps a été tué et un autre a été grièvement blessé. Mme al-Khafaji remplace au sein de l'exécutif provisoire feu Aquila al-Hashimi.

Les attaques contre les forces de la coalition ainsi que contre la police et la défense civile se sont poursuivies tout au long du mois. Au moins 62 soldats américains ont trouvé la mort en Irak en mai 2004 et le bilan pour les deux derniers mois dépasse les 200 victimes, selon les chiffres du Pentagone. Ces chiffres révèlent une augmentation des pertes dans les rangs de la Garde et de la Réserve nationales, qui représentent un tiers

des 135.000 soldats américains déployés en Irak. Au moins 22 de ces soldats ayant une profession dans la vie civile en dehors des conflits sont morts en mai, soit près d'un tiers des pertes américaines pendant ce mois. En termes de pourcentage, c'est deux fois plus que lors des mois précédents.

Les soldats américains sont principalement victimes des bombes installées au bord des routes. Ces engins, qui explosent au passage des convois ou des patrouilles, ont fait 19 morts en mai. D'autres militaires américains ont été tués par des tireurs isolés, des kamikazes, des mortiers ou des lance-grenades. Des accidents, dont deux électrocutions, entrent également dans les statistiques du mois.

Avec 62 morts, le mois de mai a été plus meurtrier que les mois précédents, mais toutefois moins qu'avril, qui, avec 136 pertes, reste le mois le plus sanglant depuis le début du conflit en mars 2003. Au total, plus 800 soldats américains ont été tués et près de 4.700 blessés en Irak depuis le début de la guerre.

Les miliciens de Moqtada Sadr ont récemment essuyé de lourdes pertes et subi de nombreux revers. Le jeune chef chiite radical Moqtada Sadr, recherché par les Américains qui l'accusent d'avoir éliminé un rival politique en 2003, s'est retranché depuis plus d'un mois à Najaf (160 km au sud de Bagdad) où ses miliciens de l'Armée du Mehdi se sont déployés en force. L'armée américaine avait le 6 mai annoncé avoir tué 41 partisans de Moqtada Sadr lors de violents combats à l'est de Nadjaf. Au moins 34 personnes ont été tuées le 23 mai et des dizaines d'autres blessées dans des frappes américaines ou des combats entre forces américaines et ses

miliciens près de la ville de Najaf. Les forces américaines ont dit avoir tué une vingtaine de combattants dans un raid de soldats et de blindés dans la ville de Koufa. Le 27 mai, à Washington, des responsables américains ont indiqué que Moqtada Sadr avait accepté une trêve dans trois villes chiïtes du centre de l'Irak, Najaf, Koufa et Kerbala. Un responsable a expliqué qu'aux termes de l'accord, la milice de Moqtada Sadr cesserait les violences, mettrait fin à ses attaques contre les militaires américains, et quitterait les bâtiments gouvernementaux de ces trois villes.

Des incidents survenus dans tout l'Irak, et dont certains visaient des étrangers, traduisent la persistance de l'insécurité dans le pays alors que les Etats-Unis s'apprêtent, à transférer bientôt le pouvoir aux Irakiens. Un convoi de 21 camions transportant des biens civils a été attaqué le 11 mai par des inconnus entre la frontière jordanienne et Bagdad. Plusieurs personnes sont portées disparues. Mais on ne dispose que de peu de détails sur cette attaque survenue près de Routba. La Russie a exhorté quant à elle ses ressortissants à quitter l'Irak au lendemain de la mort d'un ingénieur russe et de l'enlèvement de deux autres près de la centrale électrique où ils travaillaient.

Un civil américain a été décapité par ses ravisseurs en Irak suscitant une onde de choc aux Etats-Unis. L'Américain, Nicholas Berg, un homme d'affaires de 26 ans disparu depuis la mi-avril en Irak où il était à la recherche de contrats, a été décapité selon des images vidéo diffusées le 11 mai sur un site internet considéré comme proche du réseau terroriste Al-Qaïda d'Oussam ben Laden.

A Kirkouk, quatre personnes ont été

tuées et 25 autres blessées dans une explosion dans un quartier kurde de cette ville pétrolière. L'explosion a eu lieu le 10 mai dans un quartier kurde densément peuplé à 09h50 (05h50 GMT), faisant quatre tués et 25 blessés. Un nouvel acte de sabotage a endommagé le 24 mai l'oléoduc transportant le pétrole des champs de Kirkouk vers le terminal turc de Ceyhan. Selon un responsable de la Compagnie pétrolière du nord de l'Irak, l'incendie a ensuite été éteint mais il a fallu 12 jours pour réparer les dégâts. Le chef kurde de la Défense civile de Kirkouk et sa famille ont été tués le 29 mai dans une attaque à l'arme à feu. Les assaillants, qui circulaient à bord d'une voiture, ont ouvert le feu sur son véhicule à 08H50 (04H50 GMT) dans le centre de la ville. Le général Saber Mohammed Saber a été tué sur le coup. Sa femme, sa soeur et son fils ont été conduits à l'hôpital où ils sont décédés. Leur chauffeur a été grièvement blessé. Le 24 mai, des hommes armés avaient tué un haut responsable du parti représentant la minorité ethnique turque de l'Irak, la victime avait été visée alors qu'elle quittait son bureau à Kirkouk. Ahmed Najmeddine de l'Alliance turkmène irakienne est mort sur le coup et ses agresseurs ont pris la fuite.

A Baaqouba, quatre Kurdes ont été blessés le 6 mai dans un attentat contre le siège de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). L'attentat a été commis à l'aide de deux engins qui ont explosé à quelques minutes d'intervalle. Le gardien du siège de l'UPK, l'un des quatre blessés, a indiqué avoir entendu la première explosion à 05H45 (01H45 GMT) et la deuxième quelques minutes plus tard.

A Sadr City, le quartier chiïte de l'est

de Bagdad, les affrontements entre troupes américaines et miliciens chiïtes dans la nuit du 24 mai ont fait 18 morts et 12 blessés parmi les Irakiens, d'après les registres des hôpitaux de Sadr City, alors que le bilan de l'armée américaine fait état de 26 miliciens tués.

A Samaoua, dans le sud de l'Irak, un soldat néerlandais a été tué et un autre blessé par un tir de grenade, le 10 mai, fait savoir le ministère de la Défense néerlandais, confirmant ainsi la première perte essuyée dans les rangs du contingent néerlandais en Irak, qui compte 1.200 hommes.

Par ailleurs, 41 Irakiens ont, le 19 mai, été tués dans un raid américain sur un village de l'ouest de l'Irak, l'opération la plus meurtrière de la coalition depuis la chute du régime de Saddam Hussein. Les victimes du raid aérien, dans la région d'Al-Qaïm (ouest), venaient de célébrer un mariage dans ce hameau proche de la frontière syrienne et étaient parties se coucher lorsque le bombardement s'est produit, selon les télévisions arabes Al-Jazira et Al-Arabiya ainsi que des témoins. La mort des civils a plongé l'armée américaine dans un nouvel embarras alors même qu'elle tente de corriger son image après le scandale de la prison d'Abou Ghraïb, révélé par des photos publiées il y a près d'un mois. Le soldat Jeremy Sivits, 24 ans, a été, le 19 mai, condamné par une cour martiale à un an de prison et à la radiation de l'armée pour "mauvaise conduite". Sept militaires ont été inculpés dans l'affaire des sévices. Le 6 mai, le président américain George W. Bush s'était dit « désolé » des sévices infligés par des soldats américains lors d'une conférence de presse commune avec le roi de Jordanie Abdallah II à la Maison Blanche. Par l'intermédiaire des médias, le président Bush avait - fait

sans précédent - rendu public son mécontentement sur la manière dont son ministre de la Défense avait géré l'affaire. George W. Bush a annoncé le 24 mai que la prison d'Abou Ghraib allait être détruite dans un discours prononcé peu après la présentation à l'ONU d'un projet de résolution sur le transfert de souveraineté en Irak.

En outre et dans ce qui constitue un revirement total, Ahmad Chalabi, allié privilégié et protégé des Américains au début de la guerre en Irak en 2003, membre du Conseil de gouvernement provisoire irakien, a annoncé le 20 mai sa rupture avec la coalition après les perquisitions de sa

maison et de ses bureaux par la police irakienne et l'armée américaine qui ont saisi des documents et des ordinateurs. Le secrétaire américain adjoint à la Défense Paul Wolfowitz a annoncé le 18 mai que les Etats-Unis cesseraient de financer son parti.

Finalement, les derniers militaires espagnols déployés en Irak ont quitté le 21 mai leur base de Diwaniyah. Le Honduras et la République dominicaine ont décidé le mois dernier de retirer leurs contingents militaires présents en Irak à la suite de la décision prise par l'Espagne de retirer ses 1.432 soldats du territoire irakien.

députés en réponse au discours de M. Moussavi-Lari. Ces slogans "reflètent notre priorité", a déclaré Mehdi Kouchakzadeh, député conservateur de Téhéran et ancien membre des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, qui avait pris la parole pour demander aux députés de répondre au ministre de l'Intérieur.

Malgré cet incident, les députés conservateurs, forts de leur majorité confortable, semblaient plutôt sereins. Douze femmes, en majorité conservatrices, ont également fait leur entrée au parlement, contre treize réformatrices pour la précédente législature.

## IRAN: LES CONSERVATEURS PRENNENT OFFICIELLEMENT LE POUVOIR AU PARLEMENT

**L**A nouvelle majorité conservatrice du parlement iranien a prêté serment le 27 mai, criant "mort à l'Amérique" en réponse au discours du ministre réformateur de l'Intérieur qui rappelait qu'elle avait été élue après la disqualification de la plupart de ses adversaires. Les quelque 290 parlementaires, dont environ 200 conservateurs, ont prêté serment pour "défendre les valeurs" de la religion et de la Révolution et le velayat-e faqih, qui institue le magistère politique d'un chef religieux, le Guide.

Le ministre de l'Intérieur, Abdolvahed Moussavi-Lari, a toutefois suscité les premières réprobations du 7ème Majlis en rappelant dans quelles conditions ce dernier avait été élu. Les candidatures de plus de 80 députés sortants et 2.300 candidats, pour la plupart des réformateurs, avaient été censurées, avant le premier tour des

législatives le 20 février, par les organes de contrôle conservateurs non-élus, permettant la victoire aisée des conservateurs.

La République islamique avait alors connu l'une des plus graves crises de son histoire, l'année de son 25ème anniversaire. Le ministre de l'Intérieur, chargé d'organiser les élections, avait bataillé vainement pour en obtenir le report, jusqu'à ce que le Guide suprême ordonne qu'elles aient lieu à la date prévue. Les réformateurs, qui avaient la majorité absolue au parlement, n'y ont plus qu'une cinquantaine de représentants. Une quarantaine de députés ont formé un groupe indépendant, plutôt proche des conservateurs.

Plusieurs députés conservateurs ont violemment protesté contre le discours du ministre de l'Intérieur. "Mort aux forces d'occupation en Irak, mort à l'Amérique" ont crié les

Dans un message lu par son chef de cabinet, le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a demandé aux députés d'éviter "les querelles politiques et partisans qui ne font que donner de l'espoir à l'ennemi". "Vous devez vous concentrer sur les vrais besoins des gens" dans les domaines de "l'emploi, l'inflation et la lutte contre la corruption et la pauvreté", a-t-il ajouté. Le numéro un iranien a également affirmé que les députés devaient tenir compte de la "situation sensible" créée par "la présence des forces d'occupation américaines et britanniques" en Irak.

Intervenant devant les députés, le président réformateur Mohammad Khatami a affirmé que le nouveau majlis "devrait surtout se préparer à coopérer avec le futur gouvernement" qui sera mis en place après l'élection présidentielle de 2005. Il a souligné que le nouveau parlement devrait œuvrer à favoriser "les investissements privés et étrangers", afin d'atteindre l'objectif d'une "croissance économique de 8%" et limiter le chômage. M. Khatami a aussi affirmé que l'Iran n'avait pas d'autres choix que de poursuivre la politique de détente avec le monde extérieur et de

*“développer ses relations avec tous les pays à l'exception d'Israël et les puissances qui cherchent à renverser le régime islamique”.*

Par ailleurs, le parlement iranien, alors avec une majorité réformatrice, avait voté le 10 mai une loi accordant aux femmes les mêmes droits de succession qu'aux hommes, pour mettre fin à l'une des criantes inégalités dans le couple. Selon le nouveau texte, à la mort de l'autre conjoint et en l'absence d'autre héritier, la femme hérite désormais, comme l'homme, de la totalité des biens du défunt. S'il y a d'autres descendants, le calcul de la part de la femme ne porte plus seulement sur les biens mobiliers, les constructions et les arbres, mais sur tout l'héritage et en particulier la terre.

La loi doit cependant encore obtenir l'approbation du Conseil des gardiens de la Constitution, pilier institutionnel du régime, dont les membres très majoritairement conservateurs ont systématiquement rejeté par le passé toute loi allant dans le même sens. Ce même Conseil des gardiens a empêché l'an dernier la ratification par l'Iran de la Convention internationale contre la discrimination des femmes, en jugeant certaines dispositions contraires au Coran.

Les réformateurs s'inquiètent que la nouvelle majorité conservatrice ne remette en cause ces acquis. Sous le tchador, les nouvelles élues conservatrices prônent en effet « *la liberté dans l'islam* ».

*faut libérer Leyla et ses collègues », a ensuite déclaré Mme Roth qui a rencontré le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gul et le lendemain le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan à qui elle a offert un morceau du mur de Berlin. Elle s'est ensuite rendue à Diyarbakir et a été reçue par le maire de la ville, Osman Baydemir. “Je vais à Diyarbakir comme à chaque fois que je suis en visite en Turquie car je pense comme Mesut Yilmaz [ancien Premier ministre turc] que la route de l'Europe passe par Diyarbakir”, a-t-elle souligné.*

Leyla Zana, lauréate en 1995 du prix Sakharov décerné par le Parlement européen, ainsi que Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak ont été condamnés en 1994 à 15 ans de prison. À la suite de la condamnation de la Turquie par la Cour européenne des droits de l'homme et puis de leur rejugement en appel, le mois dernier, la peine a été confirmée par la justice turque, provoquant l'indignation de la communauté internationale.

#### CLAUDIA ROTH, EMISSAIRE ALLEMANDE DES DROITS DE L'HOMME, ET DES DÉPUTÉS ALLEMANDS ONT ÉTÉ EMPÊCHÉS DE RENDRE VISITE À LEYLA ZANA

**L**ES autorités turques ont, le 10 mai, empêché Claudia Roth, l'émissaire allemande pour les droits de l'Homme et vice-présidente du CILDEKT, de rendre visite à Leyla Zana, et à ses trois collègues détenus à la prison centrale d'Ankara.

Claudia Roth, en visite en Turquie avec des députés allemands, avait sollicité le droit de rencontrer les quatre anciens députés du parti de la Démocratie (DEP-dissous) avant de venir en Turquie, mais sa requête a été rejetée au motif que seuls les proches et les avocats des prisonniers peuvent leur rendre visite, a ajouté le porte-parole de Mme Roth.

*“J'ai juste voulu saluer mon amie. Ils ne m'ont même pas laissée lui remettre un bouquet de fleurs. Il m'est très difficile de les comprendre...Leyla Zana est devenue un véritable symbole dans le processus*

*d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Toute l'Europe pense qu'il*

#### LE PARLEMENT TURC ADOPTE UN PROJET DE LOI CONTROVERSÉ FAVORISANT LES ÉCOLES RELIGIEUSES

**L**E Parlement turc a adopté le 13 mai au terme d'une très longue et houleuse séance le projet de loi controversé du gouvernement issu de la mouvance islamiste, favorisant les écoles religieuses, qui est dénoncé par les pro-laïcs et l'armée qui y voient un danger pour le système laïque. Sur les 258 députés présents, 254 ont voté pour et quatre contre, a annoncé le vice-président de l'Assemblée nationale, Nevzat Pakdil. L'unique formation de l'opposition au Parlement, le Parti républicain de peuple (CHP) a boycotté le vote qui s'est déroulé le 13 mai à l'issue de 18 heures de débats houleux, faisant

passer une nuit blanche aux députés.

Le gouvernement turc a pris le risque de s'engager dans un bras de fer avec le président Ahmet Necdet Sezer en faisant voter ce projet de loi. Le projet du gouvernement du parti de la Justice et du Développement (AKP) vise notamment à permettre aux diplômés des lycées professionnels de s'orienter vers n'importe quel établissement universitaire. Il permettrait ainsi aux étudiants issus des lycées religieux (Imam Hatip) d'avoir accès aux universités de leur choix en jouant sur des coefficients aux examens d'entrée aux universités.

L'actuel système bannit l'accès des élèves de ces écoles à l'enseignement supérieur, en dehors des facultés de théologie. Il empêche surtout les étudiants formés dans ces écoles, suspectés d'islamisme, d'accéder aux postes de la fonction publique exigeant des diplômes universitaires.

La réforme vise également à réduire l'influence du Conseil de l'enseignement supérieur (YOK), institution qui soumet les universités à un contrôle strict. Les lycées religieux sont considérés comme des pépinières pour les militants de l'islamisme en Turquie.

La puissante armée, qui se considère la garante de la laïcité, a réagi contre le projet, estimant qu'il porterait atteinte aux principes laïques du régime. Dans un communiqué rendu public le 6 mai, l'état-major des armées s'était opposé au projet estimant qu'il pourrait provoquer de « *sérieux problèmes* ».

Pour le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, lui-même un ancien élève d'une « *imam hati* », ce projet qu'il défend fait partie des promesses électorales faites par son parti AKP avant les législatives de 2002 qui l'ont hissé victorieusement au pouvoir avec une majorité absolue au Parlement.

L'ensemble des cadres universitaires a vilipendé le projet et les recteurs ont menacé d'une démission collective.

Le CHP (parti républicain du peuple) qui s'est servi de tous les moyens dilatoires au Parlement lors des débats a accusé le gouvernement de vouloir « *rapprocher le système d'enseignement (turc) de ceux de l'Iran ou des pays arabe* » par cette réforme. « *C'est une tentative pour exploiter la religion. Ce projet va porter atteinte à la paix sociale et à la stabilité* » du pays, a

insisté le chef du CHP, Deniz Baykal, au Parlement.

De l'avis général, le président de la République, Ahmet Necdet Sezer, un fervent pro-laïc, devrait rejeter cette loi.

L'AKP pourrait alors le faire voter de nouveau et le renvoyer au président qui cette fois n'aura pas le droit de s'y opposer selon la Constitution. M. Sezer pourra encore saisir la Cour constitutionnelle pour demander son annulation. L'AKP pourrait aussi décider d'enterrer son projet au vu des critiques en décidant de ne pas le

renvoyer au chef de l'Etat, affirme-t-on de source parlementaire.

M. Erdogan affirme avoir renoncé à son engagement islamiste passé et se présente aujourd'hui comme un « *musulman-démocrate* ». Mais ses opposants le soupçonnent de poursuivre secrètement une politique d'islamisation de la Turquie.

La presse libérale turque critique l'insistance du gouvernement d'aller de l'avant avec son projet. « *L'image de la Turquie (à l'étranger) se dégrade* », titrait ainsi, le 13 mai, à la Une le journal à gros tirage *Hurriyet*.

## DAMAS: LIBÉRATION D'UNE PARTIE DES PRISONNIERS KURDES ALORS QUE LES AMÉRICAINS IMPOSENT DES SANCTIONS CONTRE LA SYRIE

**L**ES autorités syriennes ont libéré le 25 mai, 25 Kurdes arrêtés à la suite des affrontements qui ont opposé en mars des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes. Le 24 mai, un tribunal pour mineurs avait libéré 27 Kurdes mineurs arrêtés à Damas. Le 16 mai, environ 300 Kurdes avaient été relâchés. Ces personnes ont tous été arrêtées durant les violences entre forces de l'ordre et tribus arabes, d'un côté, et Kurdes, de l'autre. Ces heurts ont duré du 12 au 17 mars et ont fait 40 morts, selon des sources kurdes, et 25 selon un bilan officiel. Fin mars, le secrétaire général du Parti démocratique progressiste kurde (interdit) Abdel Aziz Daoud avait indiqué que plus de 2.000 Kurdes syriens se trouvaient en détention depuis ces troubles. La plupart d'entre eux reste donc toujours en prison.

Des partis kurdes en Syrie réclament

régulièrement que les autorités restituent à près de 300.000 Kurdes leurs cartes d'identité qui leur avaient été retirées en 1962. Outre la reconnaissance de leur langue et de leur culture, les Kurdes de Syrie affirment revendiquer des droits politiques et administratifs « *dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays* ».

Quelque vingt-mille Kurdes de Syrie seront réintégrés dans la nationalité syrienne, a cependant indiqué le général et ex-ministre syrien de la Défense Moustapha Tlass. Le président Bachar al-Assad « *a promis la nationalité à environ 20.000 Kurdes, car ils sont véritablement Syriens, mais pas inscrits* » sur les registres de l'état civil, a-t-il déclaré dans une interview publiée le 21 mai dans le quotidien arabe *Al-Hayat*. « *Nous ne faisons pas de différence entre un Arabe et un Kurde (...) Il existe un nombre de Kurdes qui sont Syriens, et qui ont droit à la nationalité syrienne* », a ajouté le général Tlass.

Interrogé sur le sort des autres Kurdes de Syrie, il a indiqué que "des dizaines de milliers de Kurdes sont venus d'Irak et de Turquie en Syrie nous leur avons dit franchement que ceux qui sont syriens auront la nationalité et les autres pas".

Le général Tlass avait rencontré des représentants de la communauté kurde après les heurts et le président Assad avait assuré que "la question de la nationalité (pour les Kurdes) qui dure depuis 42 ans serait résolue". "Les Kurdes sont des citoyens syriens qui vivent parmi nous, et le nationalisme kurde fait partie de l'histoire de la Syrie", avait-il dit dans une récente interview.

Moustapha Tlass a pris sa retraite le 12 mai dernier, après 32 ans à la tête du ministère de la Défense, mais il demeure un membre actif du bureau politique du parti Baas, au pouvoir en Syrie.

Par ailleurs, le président américain George W. Bush a imposé le 11 mai des sanctions, essentiellement économiques, contre la Syrie, accusée de soutenir le terrorisme, de développer des armes de destruction massive et de gêner la stabilisation de l'Irak. Damas a immédiatement réagi en qualifiant ces sanctions d'« injustes et injustifiées », selon le Premier ministre Mohammad Naji Otri. Elles « n'auront toutefois pas d'effet sur la Syrie », a-t-il déclaré, en appelant les Etats-Unis à « revenir sur leur décision et à ne pas provoquer de problèmes entre les deux pays ».

Les sanctions portent notamment sur l'interdiction pour des avions possédés ou contrôlés par le gouvernement syrien de décoller des Etats-Unis ou d'atterrir sur le territoire américain. Elles bannissent les exportations de munitions et

celles de tout produit depuis les Etats-Unis vers la Syrie à l'exception de la nourriture et de médicaments. Le département américain du Trésor va également geler les comptes de la Commercial Bank of Syria en raison d'opérations de blanchiment d'argent présumées ainsi que des avoirs appartenant à « certaines personnes et entités gouvernementales syriennes », indique le communiqué.

Selon Washington, la Syrie n'a toujours pas restitué au Fonds de développement pour l'Irak environ 200 millions de dollars d'avoirs irakiens qui se trouvent dans des banques syriennes. Damas aurait également dégagé 3 milliards de dollars de bénéfice grâce à des relations commerciales avec le régime déchu de Saddam Hussein en violation des résolutions des Nations Unies sur l'embargo contre l'Irak.

### LE KONGRA-GEL, SUCCESSEUR DU PKK, ANNONCE LA FIN DE LA TRÊVE

**L**E Congrès du peuple du Kurdistan (Kongra-Gel), successeur du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a décidé de mettre fin à partir du 1er juin à la trêve déclarée unilatéralement en 1998, a rapporté le 29 mai l'agence pro-kurde Mésopotamie. "Le processus de cessez-le-feu (...) décrété en 1998 a perdu sa signification politique et militaire en raison des opérations d'anéantissement (des rebelles) lancées ces trois derniers mois par l'Etat turc", précise un communiqué de l'organisation, cité par l'agence, basée en Allemagne, sur son site internet. "Notre engagement pour une trêve cessera d'exister à compter du 1er juin", souligne le document qui appelle les touristes et les investisseurs étrangers à éviter la Turquie à partir de cette date. "Les touristes ne doivent pas choisir la Turquie (...) Nous appelons ceux qui veulent investir en Turquie à ne pas choisir ce pays, sachant qu'il entre dans une période de conflit", affirme le Kongra-Gel.

"Nous répondrons par les armes aux attaques qui nous viseront sur nos bases (...) Nous nous engagerons dans divers types d'activités visant les forces turques", souligne l'organisation.

La trêve actuelle avait été décrétée en 1998 après la capture du chef du PKK Abdullah Ocalan par un commando au Kenya. Ocalan avait été ramené en Turquie où il a été jugé et condamné à la peine capitale l'année suivante. Sa peine a été commuée à la prison à vie après l'abolition de la peine de mort. Il est maintenu en isolement sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest).

Selon le communiqué du Kongra-Gel, environ 500 "guérilleros" de l'organisation ont été tués par les forces turques ces six dernières années.

Une récente recrudescence de la violence dans le Kurdistan de Turquie est palpable après quatre ans de sommeil. "La situation pourrait empirer", estime pour sa part Selahattin Demirtas, responsable de l'Association des droits de l'Homme dans la ville de Diyarbakir. "Vingt-six personnes ont été tuées dans des incidents au cours des deux derniers mois", affirme-t-il. Le printemps, après la fonte des neiges, est généralement propice à la reprise des opérations de ratissage menées par l'armée pour débusquer des combattants dans les régions rurales, ce qui expliquerait

en partie l'augmentation du nombre d'affrontements.

Par ailleurs, huit combattants kurdes, membres présumés de l'ancien Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel), ont été tués au cours le 5 et le 6 mai, selon les sources sécuritaires dans la région. Six combattants ont été tués le 6 mai près du Mont Caci, non loin d'Eruh, dans la province de Siirt, là où un autre combattant avait été abattu la veille, selon des responsables locaux. Un autre combattant a été tué le 6 mai lors d'affrontements dans le district rural de Gercus, dans la province voisine de Batman. Un supplétif de l'armée turque avait été tué et quatre blessés le 5 mai lors d'affrontements avec des combattants du PKK dans la province proche de Bingol

D'autre part, deux soldats turcs ont été tués quand le véhicule dans lequel ils circulaient a heurté une mine dans la région de Diyarbakir. L'explosion, qui s'est produite près de la localité de Lice a eu lieu le 9 mai alors que les soldats effectuaient une patrouille. Le 12 mai, deux soldats turcs ont été tués et trois autres blessés quand le véhicule dans lequel ils circulaient a heurté une mine à Cukurca. Le 23 mai, trois policiers turcs ont été blessés dans l'attaque du commissariat à Yuksekova, près de la frontière iranienne et le 26 mai un soldat turc a été tué et un autre blessé dans une attaque attribuée au PKK dans la région montagneuse de Cemisezek.

Par ailleurs, la Cour suprême néerlandaise, la plus haute instance judiciaire des Pays-Bas, a autorisé le 7 mai l'extradition de Nuriye Kesbir, une dirigeante du Parti des travailleurs du Kurdistan vers la Turquie. « La décision finale (sur une extradition) revient au ministre de la

Justice, qui se prononcera d'ici quelques semaines », a déclaré un porte-parole du ministère, Ivo Hommes.

Selon les autorités turques, Mme Kesbir serait responsable d'au moins 25 attaques contre des objectifs militaires dans le Kurdistan de Turquie entre 1993 et 1995. Mme Kesbir était membre du Conseil présidentiel du PKK (rebaptisé Kongra-Gel), et exerçait des fonctions importantes au sein de cette organisation aux côtés notamment d'Osman Ocalan, frère d'Abdullah Ocalan. Elle a cependant toujours nié avoir été impliquée dans des attentats et affirmé ne s'être occupée que de questions relatives aux femmes.

Par sa décision, la Cour suprême casse une décision de la cour d'appel

d'Amsterdam, qui avait estimé en décembre 2002 que la Turquie n'avait pas précisé suffisamment quel aurait été le rôle de Nuriye Kesbir dans les attentats.

Nuriye Kesbir, qui craint un procès inévitable et la torture en Turquie, a immédiatement annoncé qu'elle entamerait une grève de la faim pour protester contre la décision de la Cour suprême. Son avocat Victor Koppe s'est dit déterminé à utiliser tous les recours possibles pour empêcher l'extradition, y compris en faisant appel à la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg. Mme Kesbir avait été arrêtée à l'aéroport d'Amsterdam Schiphol en septembre 2001. Elle avait demandé l'asile politique aux Pays-Bas, ce qui lui avait été refusé

## AINSI QUE...

• **JOHN NEGROPONTE NOMMÉ AMBASSADEUR AMÉRICAIN À BAGDAD.** La nomination par le président Bush de l'actuel ambassadeur américain à l'ONU, John Negroponte, a, le 6 mai, été confirmée par le Sénat américain au poste d'ambassadeur des États-Unis en Irak, par 95 voix contre 3. Lors de ce vote de confirmation, les sénateurs démocrates ont mis de côté leur rejet de la politique irakienne de l'administration Bush pour soutenir son choix pour ce poste sensible.

Après le transfert de souveraineté à l'Irak prévu pour le 30 juin, John Negroponte, actuellement en poste à l'ONU, sera à la tête de l'ambassade américaine à Bagdad, qui devrait devenir la plus grande ambassade des États-Unis dans le monde.

• **“ AU REVOIR ” ET “ MERCI ” EN KURDE DONNENT LIEU À DES POURSUITES EN TURQUIE ET LES PRÉNOMS KURDES CONTINUENT À ÊTRE INTERDITS.** Le parquet de la ville de Nusaybin a, le 13 mai, ouvert une instruction à l'encontre de Tuncer Bakırhan, président du parti de la démocratie du peuple (DEHAP-prokurde). Les autorités turques lui reprochent d'avoir dit “ au revoir ” [Xatira we] et “ merci ” [spas] en kurde à la fin d'une réunion politique à Nusaybin le 26 mars et le poursuivent sur la base de l'article 81/C de la loi N°2820 relative aux partis politiques interdisant toute autre langue que le turc dans le débat politique. M. Bakırhan se voit obligé de plaider qu'il n'a pas enfreint ladite loi puisqu'il n'a parlé qu'en turc au cours de son discours mais a remercié et dit au revoir en kurde, ce

qui ne devrait pas rentrer dans le cadre du débat politique.

Tuncer Bakirhan est d'ores et déjà poursuivi dans le cadre de 29 autres instructions ouvertes à son encontre dans le cadre de ses engagements politiques.

Par ailleurs, le Tribunal de grande instance N°2 de Beyoglu, a, le 10 mai, rejeté les requêtes de deux

responsables de l'Association turque des droits de l'homme (IHD), Mmes Eren Keskin et Kiraz Biçici, qui demandaient au tribunal le droit de porter des prénoms kurdes, Xezal (gazelle), Xecê (diminutif de Khadidja). Le tribunal a suivi les conclusions du procureur qui demandaient aux requérantes d'utiliser la lettre " H ", puisque la lettre " X " n'existe pas en turc.

résisté jusqu'au bout, malgré les ordres de révision du jugement donnés par le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Devenu depuis une figure emblématique, l'universitaire Aghajari a été condamné en 2002 à huit ans de prison et à la peine de mort, malgré sa stature de révolutionnaire et de combattant de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Pour le juge, il avait remis en cause les fondements de la religion et de la République islamique en plaidant en public en faveur d'une sorte de protestantisme de l'islam et en affirmant que les musulmans n'étaient pas des « singes » pour « suivre aveuglément un chef religieux ». Cette sentence avait provoqué une grave crise politique, mobilisant contre elle jusque dans les rangs conservateurs et braquant surtout les étudiants. La condamnation avait été cassée par la Cour suprême. La peine d'emprisonnement avait ensuite été ramenée en appel à quatre ans, avant que Hachem Aghajari ne bénéficie d'une grâce pour cette partie des faits. Mais l'accusation d'apostasie et la peine capitale restaient en suspens, et cette partie du dossier avait été renvoyée devant le juge de Hamédan.

Le nouveau jugement de ce dernier doit à présent être « transmis à trois juges » de la Cour suprême. Le bureau du prix Nobel de la paix Shirin Ebadi a jugé « inacceptable de condamner à mort quelqu'un simplement parce qu'il a exprimé un avis ». Hachem Aghajari reste détenu dans la prison d'Evine à Téhéran.

#### • LE BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DANS LES RÉGIONS KURDES POUR LE MOIS D'AVRIL

La branche de Diyarbakir de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) a, le 13 mai, rendu public son bilan des violations des droits de l'homme pour le mois d'avril 2004 dans les régions kurdes. Voici le bilan publié par l'IHD :

- Nombre de personnes tuées lors des affrontements : 5
- Nombre de meurtres non élucidés et d'exécutions extrajudiciaires : 3 morts et 7 blessés
- Nombre de victimes des mines antipersonnelles : 2 morts et 7 blessés
- Nombre de placements en garde-à-vue : 57
- Nombre de plaintes de tortures et de sévices : 32
- Nombre d'arrestations : 15
- Nombre de manifestations culturelles interdites : 3

• **LE DISSIDENT IRANIEN HACHEM AGHAJARI RISQUE TOUJOURS LA PEINE DE MORT POUR « APOSTASIE ».** Le dissident iranien Hachem Aghajari a de nouveau défié la justice le 4 mai après la confirmation de sa condamnation à mort, en lui laissant le soin de faire appel de ce nouveau jugement et de désavouer un de ses magistrats. Le même jour, l'intellectuel avait appris que le juge unique du tribunal de Hamadan (ouest) qui avait prononcé la peine capitale contre lui en novembre 2002 avait « maintenu son jugement » justifié par des faits « d'apostasie ».

L'autorité judiciaire nationale s'est empressée de proclamer que la sentence n'était toujours pas définitive, dans le souci de prévenir une poussée de fièvre semblable à celle qu'avait provoquée le premier jugement. Encore faut-il que la Cour suprême soit saisie. « Si M. Aghajari persiste dans son refus de faire appel, seul le chef de l'autorité judiciaire pourra utiliser ses prérogatives » pour le faire, a déclaré l'avocat de la défense.

L'affaire Aghajari revient ainsi au même point qu'un peu plus d'un an plus tôt. L'universitaire refusait alors de faire appel, faisant valoir que c'était à la justice de régler la crise qu'elle avait créée. La justice avait

• **UN 1ER MAI SOUS SURVEILLANCE POLICIÈRE DANS LES PROVINCES KURDES OÙ LES AFFRONTMENTS**

**S'INTENSIFIENT.** Quelques 110 personnes ont été interpellées le 1er mai à Diyarbakir par la police anti-émeutes alors qu'elles tentaient de passer outre une interdiction de manifester dans la ville. Lors d'un court affrontement au moins un manifestant a été blessé. Une centaine de membres de syndicats, de partis politiques et d'associations tentaient d'organiser une manifestation sur la place Dagkapi en bravant une interdiction des autorités locales, qui n'avaient autorisé qu'un

rassemblement à une dizaine de kilomètres hors la ville. Ils ont été interpellés par la police, ne voulant pas quitter les lieux. Par ailleurs un deuxième groupe, d'une dizaine de personnes, a également été interpellé alors qu'il tentait de rallier la même place. D'autre part, la police de Diyarbakir a, le 2 mai, annoncé l'arrestation de 41 personnes soupçonnées d'être liées au PKK et de préparer des attentats contre des bâtiments gouvernementaux. La police a également déclaré avoir saisi

25 cocktails Molotov et des drapeaux " *interdits* ", selon un communiqué de la police municipale.

La police avait renforcé les mesures de sécurité dans les principales villes du pays à l'occasion du 1er mai, afin de prévenir des incidents. Les manifestations du 1er mai en Turquie ont donné lieu dans le passé à plusieurs reprises à des affrontements sanglants entre manifestants et forces de sécurité.

---



3 MAI 2004

# Les baasistes prennent la relève à Fallouja

Les Américains se retirent de la ville irakienne et confient la sécurité à d'anciens officiers de Saddam Hussein.

Fallouja envoyé spécial

**T**rottoirs vides, rideaux de fer tirés, Fallouja survit au ralenti, cantonné dans une sage prudence. Pour l'heure, la bataille a cessé. Les groupes d'assaut du 1<sup>er</sup> corps expéditionnaire des marines se sont repliés sur leur camp retranché, aux limites de cette ville rebelle qu'ils ont échoué à soumettre après trois semaines de combats. Quelques rafales, de rares explosions secouent parfois le quartier d'Al-Jolan. Le gros des forces moudjahidin profite de l'accalmie pour se refaire une santé. Les mosquées de Bagdad ont dépêché vers la ligne de front un convoi chargé de victuailles. *«Avec nos seuls fusils et nos poitrines, nous avons tenu, sans céder un pouce de terrain, face aux avions, aux canons, aux chars américains. Aujourd'hui, l'occupant se retire, plastronne un jeune volontaire. Grâce à Dieu, nous avons offert la victoire au peuple irakien. Nous lui avons rendu son honneur.»*

**Promesses d'indemnisation.** Enjeu de tous les affrontements, les quartiers nord, bordant la zone industrielle, ont souffert des bombardements. Maisons détruites, minarets éventrés, façades grêlées d'impacts. En annonçant la levée du siège, les généraux américains ont promis d'indemniser les victimes de leurs tirs. Déjà, des familles s'enquière des procédures de dédommagement sans que personne ne soit capable de leur répondre. Le centre-ville, en revanche, semble avoir été épargné. Sur la longue avenue principale, une seule ruine, celle d'une villa cosue en pierre de taille, frappée par un missile. Les boutiques, nombreuses, restent closes mais sont intactes. Des enfants assiègent l'unique épicerie ouverte. *«Nous devons nous soutenir, professe un homme. Les Américains ne pourraient jamais rien nous imposer si les Irakiens étaient unis comme le sont les habitants de Fallouja.»*

Les bâtiments administratifs, abandonnés par la police irakienne au début de la bataille, ont été réinvestis ce week-end par le 505<sup>e</sup> bataillon de la Force de défense civile. Une unité de supplétifs formée par la coalition, équipée par les Américains et chargée de remettre de l'ordre dans la ville, mais de tout cœur avec les insurgés. La résistance armée ne s'est donc pas opposée à son installation à Fallouja. Bien au contraire. Les moudjahidin ont accueilli en héros le général Jassem Salah al-Mahamdiaya, provisoirement à la tête de cette troupe disparate qui ne leur fait guère d'ombre. Enfant du pays, issu de l'une des grandes tribus de la région, cet ex-officier de la garde républicaine a servi toute sa carrière sous les ordres de Saddam Hussein, auquel il paraît avoir emprunté la bedaine et la moustache, atours indispensables sous l'ancien régime. Sanglé dans son uniforme vert olive tout juste sorti de la naphthaline, le général a fait

**«Nous verrons bien si cela permet de ramener la stabilité. De toute façon, nous ne serons jamais loin.»**

Eric Sloan, lieutenant américain

une entrée fracassante en limousine noire aux vitres teintées, un drapeau irakien battant au vent. Sans coup férir, il a installé ses quartiers dans les anciens bureaux du Baas, le parti unique dissous après l'invasion des forces américaines.

Al'évidence, les chefs du corps expéditionnaire américain ont tiré les leçons de leur échec militaire et opéré un retournement stratégique. Depuis deux semaines, le général James Conway, patron des marines, a engagé de tortueuses négociations avec les chefs de tribu et les religieux de l'Ouest irakien sunnite pour déléguer le contrôle de Fallouja à ses notables, quand bien même ils seraient d'anciens cadres du Baas et de l'armée de Saddam Hussein.

Une initiative qui aurait surpris le général Mark Kimmit, commandant les forces américaines en Irak. Pratique, le général John Abizaid, coordinateur des opérations en Irak et en Afghanistan, voit dans cette tactique *«une occasion d'arrêter les combats»* avant le transfert officiel des pouvoirs de la coalition à un gouvernement provisoire irakien, le 30 juin. *«Nous avons fait un pas en arrière pour laisser les habitants de Fallouja prendre le contrôle de leur ville, explique sur le terrain le lieutenant Eric Sloan. Nous verrons bien si cela permet de ramener la stabilité. De toute façon, nous ne serons jamais loin.»*

**File d'attente.** Abandonnées, les exigences de reddition des volontaires étrangers, de remise des armes lourdes, d'arrestation des responsables du lynchage des gardes de sécurité américains, le mois dernier, en centre-ville. *«Les marines font pression sur nous pour que nous combattions les moudjahidin à leur place, sourit un gradé du 505<sup>e</sup> bataillon de la Force de défense civile, mais ils n'y arriveront pas. Nous avons été désignés pour former l'ossature de la nouvelle brigade de Fallouja. Son rôle sera de défendre la ville contre toutes les attaques extérieures.»* Autour de lui, le message passe fort et clair. Devant le poste de commandement, une file d'attente se forme. Une centaine d'anciens officiers de l'armée irakienne se portent volontaires. La plupart faisaient encore le coup de feu contre les marines la veille ou le matin même. Recruteur, le général Khamis Mohamed al-Falahi ne semble pas y voir malice: *«L'accord signé avec les Américains prévoit que notre bataillon les remplace à Fallouja puis dans toute la région. C'est une grande victoire de la résistance. Il est donc normal que les officiers qui ont participé à la résistance rejoignent ce bataillon. Fallouja a montré l'exemple. Si d'autres villes le suivent, nous libérerons tout l'Irak.»* ◆

DIDIER FRANÇOIS

## Onze Américains tués en 24 heures

Onze GI ont été tués en 24 heures en Irak, dont six dimanche lors d'une attaque au mortier contre une base américaine, dans la province sunnite d'Al-Anbar. Londres s'apprêterait par ailleurs à envoyer jusqu'à 4 000 soldats supplémentaires en Irak pour contrôler la ville chiite de Najaf. Selon le journal britannique *Sunday Telegraph*, ils commenceront à arriver dans les prochaines semaines pour combler le vide laissé par le départ des 1 500 hommes du contingent espagnol. Une force multinationale dirigée par l'ONU participera au maintien de la sécurité en Irak après le transfert de la souveraineté aux autorités irakiennes, le 30 juin, a annoncé hier le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Un otage civil américain, enlevé le 9 avril, a semble-t-il réussi à s'enfuir.

D'après AFP

# A general's take on prison abuse

By Philip Shenon

**WASHINGTON:** A U.S. Army Reserve general whose soldiers were photographed as they abused Iraqi prisoners says that she knew nothing about the abuse until weeks after it occurred and that she was "sickened" by the pictures.

She also says that the prison cellblock where the abuse occurred was under the tight control of army military intelligence officers who may have encouraged the abuse.

The suggestion by Brigadier General Janis Karpinski that the reservists acted at the behest of military intelligence officers appears largely supported in a still-classified army report on prison

conditions in Iraq that documented many of the worst abuses at the Abu Ghraib prison, west of Baghdad, including the sexual humiliation of prisoners.

The New Yorker magazine said in its new edition that the report by Major General Antonio Taguba had found that reservist military police officers at the prison were urged by army military officers and CIA agents to "set physical and mental conditions for favorable interrogation of witnesses."

According to the New Yorker article, the army report offered accounts of rampant and gruesome abuse from October to December 2003 that included the sexual assault of an Iraqi detainee with a chemical light stick or broomstick.

On Sunday, General Richard Myers, the chairman of the joint chiefs of staff, said that only a small number of American troops were to blame, and he condemned the use of torture as "appalling."

While reports of abuse of Iraqi prisoners, by U.S. and British soldiers have come to light in the last several days, the report cited by The New Yorker indicates a far more wide-ranging and systematic pattern of cruelties than previously reported.

Karpinski was formally admonished in January and "quietly suspended" from commanding the 800th Military Police Brigade, the magazine reported.

In a phone interview over the weekend from her home in South Carolina, in which she offered her first public comments about the growing international furor over the abuse of the Iraq detainees, Karpinski said the special high-security cellblock at Abu Ghraib had been under the direct control of army intelligence officers, not the reservists under her command.

She said that while the reservists involved in the abuses were "bad people" who deserved punishment, she suspected that they were acting with the encouragement, if not at the direction, of military intelligence units that ran the special cellblock used for interrogation. She said that CIA employees often joined in the interrogations at the prison, although she said she did not know if they had unrestricted access to the cellblock.

According to the New Yorker article, by the investigative journalist Seymour Hersh, one soldier under investigation, Staff Sergeant Ivan Frederick 2nd, an army reservist who is a prison guard in civilian life, may have reinforced Karpinski's contention in e-mail messages to family and friends while serving at the prison. Frederick wrote in a letter earlier this year, "I questioned some of the things that I saw." He described "such things as leaving inmates in their cell with no clothes or in female under-

pants, handcuffing them to the door of their cell." He added, "The answer I got was, 'This is how military intelligence wants it done.'"

Prisoners were beaten and threatened with rape, electrocution and dog attacks, witnesses told army investigators, according to the report obtained by The New Yorker. Much of the abuse was sexual, with prisoners often kept naked and forced to perform simulated and real sex acts, witnesses testified. Hersh notes that such degradations, while deeply offensive in any culture, are particularly humiliating to Arabs because Islamic law and culture so strongly condemn nudity and homosexuality.

Karpinski said she was speaking out because she believed that military commanders were trying to shift the blame exclusively to her and other reservists and away from intelligence officers still at work in Iraq.

The army's public affairs office at the Pentagon referred calls about her comments to military commanders in Iraq.

Karpinski said in the interview that the special cellblock, known as 1A, was one of about two dozen cellblocks in the large prison complex and was essentially off-limits to soldiers who were not part of the interrogations, including virtually all of the military police under her command at Abu Ghraib.

She said repeatedly that she was not defending the actions of the reservists who took part in the brutality and who were part of her command. She said that when she was first presented with the photographs of the abuse in January, "My immediate reaction was: These are bad people, because their faces revealed how much pleasure they felt at this."

But she said the context of the brutality had been lost, noting that the six army reservists charged in the case represented were only a tiny fraction of the nearly 3,400 reservists under her command in Iraq and that Abu Ghraib was one of 16 prisons and other incarceration centers around Iraq that she oversaw.

She said she was also alarmed that little attention has been paid to the army military intelligence unit that controlled Cellblock 1A, where her soldiers guarded the Iraqi detainees between interrogations. She estimated that the floor space of the two-story cellblock was only about 20 meters by 6 meters, or 65 feet by 20 feet, and that military intelligence officers were in and out of the cellblock "24 hours a day."

The New York Times

INTERNATIONAL  
Herald Tribune  
May 3, 2004



Anja Niedringhaus/The Associated Press

Iraqis gathered on Sunday at the Abu Ghraib prison near Baghdad, demanding to see relatives after hearing reports of abuse there. In Falluja, the situation was in flux as plans to turn some control over to a former Iraqi general hit a snag.

# White House defends altered tactics in Iraq

## Moves entail rewriting Bremer's plans

By Richard W. Stevenson and David E. Sanger

**WASHINGTON:** Two months before its self-imposed deadline to give Iraqis limited power to run their country, the Bush administration is showing an increased willingness to reverse or alter elements of its occupation tactics, and a new hesitation to engage in military confrontations that could inflame the Iraqis, government officials say.

President George W. Bush's senior aides are characterizing the moves as course corrections en route to an unchanging goal, even if they involve scrapping or rewriting plans that the White House or the head of the American occupation in Iraq, L. Paul Bremer 3rd, announced months ago.

The new tactics include ceding substantial power to the United Nations to

**'I'm not going to look in the rearview mirror. We have a plan and are doing our best to implement it.'**

pull together a transitional government; backing away from the ban on Baath Party members in the new government; and reopening the question of whether the United States should have disbanded the Iraqi Army.

Pressed to explain the changes, a senior administration official who is playing a central role told reporters on Friday, "I'm not going to look in the rearview mirror here," adding that the focus now was on making the transfer of sovereignty work.

"We have a strategy and we have a plan and we are doing our best to implement it," the official said. "And it runs into bumps in the road, as all plans do."

Presented with a short list of the most notable recent reversals — the abandonment of Bremer's plan for the transfer of power; the pullback from declarations that Moktada al-Sadr, the renegade Shiite leader in Najaf, must be arrested or killed; a last-minute decision to allow former Iraqi Army soldiers to quell the insurgency in Falluja — the official shrugged.

Academic historians, he said, will have to consider those issues.

In Iraq, even military officers who

support the president's broad goals say the administration is lurching day by day toward June 30, reaching for any proposals that promise to bring calm in time. And from the military to the State Department, where many feel frozen out of a strategy developed largely at the White House and in the Pentagon, officials say Bush and his aides badly underestimated what it would take to pacify Iraq and have stubbornly refused to admit that mistake.

A year ago, Bush stood on the deck of the aircraft carrier Abraham Lincoln and declared, in front of a banner reading "Mission Accomplished," that major combat operations were over.

Today, the success or failure of his efforts to stabilize Iraq could determine whether he achieves his goal of a peaceful and democratic Middle East, and perhaps the outcome of his re-election race as well. In his weekly radio address on Saturday, Bush said the United States and its allies were "implementing a clear strategy in Iraq."

He said that strategy was built first on establishing an "atmosphere of security" throughout Iraq, a goal he said would involve supporting "the efforts of local Iraqis to negotiate the disarmament of the radicals in Falluja" and fol-

lowing through on demands that insurgents in Najaf disarm.

The willingness to shift direction, even at the risk of appearing to be grasping for solutions, was particularly evident over the past week as the White House grappled with how to deal with insurgents holed up in Falluja. When Bush convened a videoconference of his national security team last Saturday from Camp David, the Pentagon was on the verge of an all-out assault there.

But at that meeting the administration decided to hold off and try conducting joint patrols with Iraqi security forces. Days later that plan was abruptly dropped, replaced by an agreement to allow a former Iraqi major general, whose influence and loyalties remain unproven, to intercede in Falluja with a reconstituted battalion of his own. General Richard Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said Sunday that the Iraqi officer was still being vetted.

The White House said the rapid-fire shifts were prudent attempts to avoid house-to-house combat and the enraged reaction that would no doubt have brought throughout the Arab world.

Critics said the changes were evidence of floundering by an administra-

tion that had failed to plan for or acknowledge the difficult reality of occupying and rebuilding a hostile and devastated nation.

If Bush has held fast to the June 30 date to transfer a limited measure of self-government to Iraqis, he has certainly shown a willingness to recalibrate or jettison many of the policies he had set out to get there.

After initially keeping the United Nations largely on the sidelines, Bush is now relying heavily on it to build a transitional government. Since last autumn, he has abandoned or substantially reshaped most of the major elements of his proposal for drafting a constitution and holding elections.

The chief UN adviser responsible for Iraq, Lakhdar Brahimi, is to return to the country this week to find candidates to run the transitional government, including a president, a prime minister and more than a score of technocrats, and the administration is giving him wide discretion.

Administration officials said that the White House had always wanted the United Nations to play a real role in Iraq but that the world body pulled out after an attack last summer and had sought maximum flexibility by insisting that it not be tied to specific responsibilities.

Where the United States has changed policy, it has most often been at the behest of the Iraqis, as they sought more power over their own future, Bush officials said. The moves by the administration to keep the insurgency from derailing the transfer of authority have focused new attention on many of the assumptions used and policies set over the last year by Bush and Bremer.

It was Bremer who decided to disband the Iraqi Army, saying that after it melted away, there was little to preserve. He turned the purge of Baath Party members over to Ahmad Chalabi, a prominent Iraqi exile leader who is now publicly opposing many American policies.

Bremer, according to some disaffected officials here and in Iraq, also underestimated the influence among the Shiite majority of the Grand Ayatollah Ali al-Sistani, and failed to head off the violent threat posed by Sadr, the cleric whose forces are currently surrounded by occupation troops in Najaf.

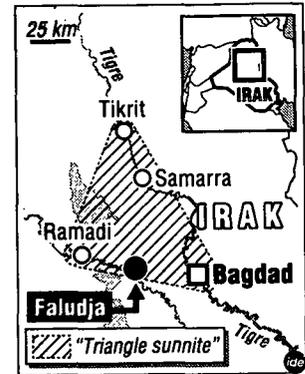
The administration at first believed it could persuade the Kurds in northern Iraq to accept the presence of Turks as peacekeepers, but failed and had to disinvite the Turks from playing that role.

The New York Times

# Les insurgés de Faludja ne baissent pas la garde

Onze GI ont été tués en 24 heures en Irak. Six soldats américains sont morts hier lors d'une attaque au mortier contre une base américaine dans la province sunnite occidentale d'Al-Anbar. Un autre soldat a été tué dans un attentat à l'explosif près d'une base de Kirkouk dans le nord. Deux autres GI ont trouvé la mort dans une embuscade au nord-ouest de Bagdad. Au sud, deux GI ont été tués samedi soir dans la ville d'Amara. Un civil américain, Thomas Hamill, enlevé le 9 avril à l'ouest de Bagdad, est réapparu libre hier. Il a échappé hier à ses ravisseurs et a été récupéré par des troupes américaines au sud de Tikrit.

Un haut responsable de la coalition a indiqué que le général Mohammed Latif, 67 ans, emprisonné sept ans sous le régime de Saddam Hussein et approuvé, serait en charge de la brigade irakienne de Faludja. Des éléments de cette brigade ont commencé à se déployer vendredi dans la ville, y relevant les marines qui se sont retirés de certaines positions. Une force multinationale autorisée par l'ONU participera au maintien de la sécurité en Irak après le transfert de la souveraineté aux Irakiens le 30 juin, a affirmé hier le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan.



**Faludja : de notre envoyé spécial Adrien Jaulmes**

Abou Djihad est un jeune homme plutôt fluet. Mais la dizaine de fedayins armés de kalachnikov et de lance-roquettes alignés devant le mur criblé de balles d'une villa de Faludja l'écoutent avec un silence respectueux. Certains gardent le visage caché par un keffieh à carreaux, d'autres sont simplement vêtus à l'occidentale. Un membre du groupe n'a guère plus de douze ans, mais plusieurs arborent d'épaisses moustaches noires.

Une fois les consignes données, ils aident Abou Djihad à monter en voiture en lui tenant ses béquilles. Le jeune chef de ce groupe d'insurgés irakiens est

plâtré du pied jusqu'à la cuisse. Il a été blessé par deux balles américaines quelques jours plus tôt pendant un combat de rues dans un faubourg de Faludja.

« Dans les quartiers sud de la ville, les Américains sont arrivés avec plus de 80 véhicules et des centaines de soldats, raconte-t-il. Nous n'étions qu'une douzaine, avec deux mitrailleuses lourdes et des lance-roquettes RPG-7. Nous les

wons laissé approcher, entrer dans les rues et nous avons tiré. Nous avons incendié plusieurs de leurs blindés, tué ou blessé près de 70 soldats. Ils ont dû utiliser des avions et des bombes pour se replier. »

La « bataille de Faludja » a commencé le 5 avril dernier, lorsque les Marines entreprennent d'investir la ville en représailles au meurtre de 4 merce-

naires américains, dont les corps mutilés et calcinés avaient été pendus sous un pont de la ville par une foule en liesse. Mais au bout de quatre semaines de combats qui ont fait des centaines de morts parmi les civils et les combattants irakiens et plusieurs dans les rangs des Marines, les insurgés continuent de tenir la plupart des quartiers de Faludja.

Après un étrange cessez-le-feu passé directement à la fin de la semaine dernière avec les insurgés et aux termes duquel un ancien général irakien originaire de la ville a été chargé de déployer une force d'interposition recrutée sur place, les Marines semblent avoir reculé de la plupart des positions qu'ils occupaient dans les faubourgs. Mais Abou Djihad n'a aucune confiance dans les Américains. « Nous ne croyons pas à leur trêve. Ils n'ont aucune parole.

Jeudi dernier, ils ont bombardé le quartier de Jolan alors qu'ils venaient d'annoncer un cessez-le-feu. »

Faludja la rebelle n'a rien d'une ville romantique de l'Orient. Les rues ne sont que des alignements rectilignes de maisonnettes cubiques et de portes de garages, reliées par un fouillis de fils électriques entourées de champs de débris et de tourbillons de sacs plastiques. Les bourrasques tièdes apportent parfois une odeur de cadavres. Des groupes de fedayins en armes sont visibles presque à chaque coin de rue. Abou Djihad les salue bruyamment en se penchant par la fenêtre de la voiture.

Pour les Américains, Faludja est le repaire de combattants étrangers et d'affidés d'al-Qaïda, décidés à faire de la ville un repaire d'où lancer des opérations

terroristes en Irak. « Nous ne sommes pas des combattants étrangers, ni des terroristes, rétorque Abou Djihad. Nous sommes des habitants de Faludja et nous nous battons pour défendre notre terre, l'Irak, et notre religion, l'islam. »

Saddam lui-même avait renoncé à discipliner cette ville de routiers et de trafiquants qui s'étale à une cinquantaine de kilomètres de Bagdad le long de

l'autoroute qui mène en Jordanie. Depuis la chute de son régime, Faludja a été le catalyseur de toutes les erreurs commises en Irak par ses vainqueurs. Dès le mois d'avril 2003, les soldats américains ouvrent le feu sur une manifestation d'habitants de la ville, faisant une vingtaine de morts. Depuis, d'attentats en représailles, les habitants de Faludja, dont les Irakiens moquent volontiers l'épaisseur d'esprit, ont fini par verser dans l'insurrection armée, que ni les Marines ni les bombes n'ont réussi à mater. Abou Djihad montre un tract en arabe déversé par hélicoptères sur la ville par les Américains, invitant les combattants

à se rendre. « Sauvez vos vies ! Rendez-vous aux forces de la coalition ! Vous êtes encerclés », proclame le texte. « Les forces de la coalition vont continuer à capturer et à tuer les terroristes à Faludja et ne pardonneront pas les actions terroristes. Si vous êtes des terroristes, faites attention, votre vie est derrière vous. »

Selon Abou Djihad, ce genre de tracts ne fait que renforcer la détermination des fedayins. « Pendant la guerre, nous ne nous sommes pas battus, car nous pensions que les Américains ne resteraient pas. On a attendu. Mais ils ne sont pas partis. Au contraire, ils nous ont



Les habitants de Faludja ont fini par verser dans l'insurrection armée, que ni les marines ni les bombes n'ont réussi à mater.

attaqués, en fouillant nos maisons et nos femmes, ce qui est un crime pour les musulmans. Ils profanent nos mosquées et emprisonnent nos cheikhs», dit-il. « Nous ne nous battons pas pour un président ou quelque chose comme Saddam. Nous nous battons pour notre pays et pour notre religion. Nous avons tous une bonne expérience militaire et nous sommes surtout motivés par l'islam. »

Hier, les habitants qui avaient fui les combats commençaient à rentrer à Faludja. Pour éviter les chars américains déployés à l'entrée de la ville, sautillant dans la poussière et les ornières, des voitures pleines de Bédouins

en keffieh et des minibus bondés coupent à travers le désert. A l'une des entrées de Faludja, Abou Djihad salue joyeusement les soldats irakiens en uniforme neuf déployés depuis quelques jours devant un fanion jaune annonçant les « Forces de protection de la ville aux 102 mosquées ». « Comment ça va les gars ? Vous avez tout ce qu'il vous faut ? », leur demande-t-il.

« Les Américains ne leur fournissent aucun ravitaillement, et ce sont les habitants de Faludja qui leur prêtent tout le nécessaire. Mais nous n'avons pas de problèmes avec eux, ce sont des gens d'ici, dit Abou Djihad. Le seul problème vient des Améri-

cains. Nous voulons qu'ils quittent non seulement Faludja, mais l'Irak tout entier. Faludja n'est qu'un début. »

Même si les combats n'ont été que sporadiques et l'utilisation de bombes par les Américains relativement limitée, la population est ulcérée. Devant la mosquée Abdul Aziz al-Samarai, la plus grande du quartier d'al-Nazal, faubourg populaire des quartiers ouest de Faludja, un vieil homme montre du doigt le minaret troué par un obus. « Ce genre de choses ne s'est jamais vu depuis l'époque du Prophète Mahomet », dit-il. « Un tank a tiré en plein dans le minaret, et une

bombe est tombée juste à côté », explique le vieillard. « Les Américains ont traversé les Sept mers pour nous apporter la démocratie et la liberté, mais ce qu'on voit ici ce sont surtout de la fumée, des bombes et des destructions ».

Le groupe d'habitants qui l'entoure opine gravement. Le vieil homme prend ensuite à témoin un garçonnet en culottes courtes. « Est-ce que tu aimes les Américains ? », lui demande-t-il. « Non ! », répond l'enfant. « Qui sont tes ennemis ? » « Les Américains ! »...

# Freedom remains the goal in Iraq

William Safire

WASHINGTON

'April is the cruelest month," wrote T.S. Eliot in "The Waste Land." This April cruelly set back democracy and antiterrorism in Iraq.

Casualties reached a peak. A Marine commander had to appeal to a Republican Guard general to come to terms with Baathist insurgents in Falluja. President George W. Bush had to express America's disgust at the humiliation of Iraqi prisoners by a handful of sadistic guards. Taken together, that's about as bad as it gets.

However, a certain grim logic suggests a turn for the better may be coming this summer.

America's June 30 deadline for the end of occupation, once criticized, is now inexorable. Iraqi sovereignty, it has been agreed, will be palpable but limited; coalition troops will remain under command of the former occupiers, and the purpose of the UN-chosen transitional Iraqi government is strictly to set up free elections.

The United Nations, at last given its long-sought "central role" in Iraq's politics, is becoming less afflicted with hubris.

The UN envoy Lakhdar Brahimi, the Berber who sought cheap popularity among anti-Americans in Iraq by calling Israel "poison" and the U.S. support of Gaza withdrawal "thoughtless," was reported by the UN secretary general, Kofi Annan, to wish he had not said that.

Annan went on to assure NBC's Tim Russert that any UN employee who refused to cooperate with the independent investigation into the oil-for-food scandal would be fired.

Annan still called corruption charges a "smear."

He passed the failed-supervision buck to the Security Council's 661 committee, then lamely professed little knowledge of a cover-up letter sent only two weeks ago in the name of his chief aide, hinting that it might not have been his aide's doing.

But the secretary general seemed aware of the damage done to the United Nations by the \$5 billion kickback scheme. Hoping to recoup its reputation in Iraq, he must realize that this is no time to join French and Russian profiteers in multilateralist triumphalism.

The new certainty in Iraq of ultimate coalition troop withdrawal should also concentrate the minds of those Iraqis who until now have been all too

content to allow the outside world to bear the human and financial costs of overthrowing Saddam Hussein.

But there is never any free ride to freedom. If Iraqis do not take up the opportunity now made available to them by the sacrifice of outsiders, they will slip back into a new dictatorship, with new torture chambers and mass graves.

The Kurdish minority is aware of this. That is why only a few hundred U.S. troops are needed in northern Iraq to help the Kurds keep the peace and build democracy in their region.

But in the Sunni triangle, many of Falluja's insurgents jubilantly declared victory, waving a Saddam-era flag, when a Marine commander apparently made a hasty deal with one of Saddam's generals to recruit a few hundred former officers and quieten

the hotbed city. We can hope that any such gamble with unvetted Baathists does not mean America has stopped fighting to win and started fighting not to lose.

Perhaps the sight of a Sunni force in charge of a key city will snap the Shia leaders in the south out of their political torpor. Grand Ayatollah Ali al-Sistani, unwilling so far to order his followers to confront Iran's violent stooge, faces the need to exert his influence lest it be lost to the anti-American firebrand.

Where are the religious Shia in the face of this challenge to their spiritual leader? Where are the secular Shia who would face another horrendous wipeout if the old Sunni military took over when coalition forces left? Where are the voices of a million Iraqis who returned from exile after their persecutor was overthrown? Where is the leader brave enough to tell fellow Iraqis that the danger to them is not from America, but from Iran, Al Qaeda and a new Saddam?

The great majority of Iraqis are glad that Saddam has been overthrown. The United States and the United Nations are giving them democracy's moment, but courageous Iraqis must come forward to seize it.

Next April's goal is not "stability," the new soft word for the old hard tyranny. The goal — theirs and ours — remains Iraqi freedom.

**Courageous Iraqis must come forward to seize democracy's moment.**

May 4, 2004

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

**Roger Cohen**

*Globalist*

# Iraq's Abu Ghraib prison should be closed now

**LONDON**

**T**he practice of armies putting the prisons of the barbaric regimes they topple to new use has a history. The Soviet Army, for example, employed the Nazi Buchenwald camp to grim effect for several years after 1945.

Still, the decision by the U.S. military to place most of its Iraqi prisoners in the vast Abu Ghraib prison near Baghdad appears bizarre, for this was the center of the killing perpetrated on a vast scale by Saddam Hussein. It seems particularly troubling because, in the absence of the Iraqi biological, chemical and nuclear weapons whose possible existence was the Bush administration's

chief argument for war, Saddam's murderous cruelty has become the main justification for the invasion.

Asked last week about his apparently premature "Mission Accomplished" speech of May 1, 2003, President George W. Bush said: "A year ago, I did give the

speech from the carrier, saying that we had achieved an important objective, that we had accomplished a mission, which was the removal of Saddam Hussein. As a result, there are no longer torture chambers or rape rooms or mass graves in Iraq."

Here in Britain, Prime Minister Tony Blair has used similar arguments. Yet the very symbol of such torture, Abu Ghraib, continues to function. It serves as a prison holding more than half of the 8,080 Iraqi prisoners currently detained by the American authorities. The complex is surrounded by close to 1,000 unmarked graves found by U.S. soldiers soon after the invasion; these represent a small fraction of the Iraqis killed there by the Saddam regime.

Captain Mark Doggett, a spokesman for the American-led coalition military forces in Baghdad, said that Abu Ghraib was being refurbished to bring it "up to Western standards,"

with medical facilities, improved hygiene and a decent kitchen. "It's a world apart from the condition it was left in by Saddam," he said, "but a lot of work still needs to be done."

Just how much work has been made clear by the photographs first broadcast by CBS on April 28 showing Iraqi prisoners at Abu Ghraib, stripped naked, hooded, piled up like the corpses that once accumulated in this nightmarish place, being tormented by their American captors.

It is not easy to make bad places good. It is hard to cleanse them of their horror; the ghosts tend to linger.

More than a dozen American officers and military police have either been reprimanded or face criminal charges for this abuse. Bush says the images caused him "deep disgust." An army report obtained by The New Yorker magazine speaks of "sadistic, blatant and wanton criminal abuses."

Just how far this all went, and at whose instigation, is now under investigation. Britain is also investigating photographs, possibly fakes, of alleged mistreatment of prisoners.

It seems safe to say that the abuses will not recur. But much damage has been done. Senator Joseph Biden Jr., Democrat of Delaware, called the incident at Abu Ghraib "the single most significant undermining act that's occurred in a decade in that region of the world."

That may not be hyperbole. America's image in the Middle East was already in a free fall, hurt by perceptions of a tilt toward Israel and neo-colonialism in Iraq. The photographs bolstered the worst, and generally least justified, stereotypes of anti-Americanism.

So why was Abu Ghraib reopened in the first place? The Pentagon referred questions to Central Command in Florida, which referred questions to Doggett in Baghdad, who thought the Pentagon might know. Informed of this runaround, Doggett said: "I have no idea why it was decided to use Abu Ghraib. The decision was not taken by those presently in the country, but before the ground war was over."

It appears that the chief reason for using the prison lay in the need to find somewhere near Baghdad where large numbers of prisoners could immediately be held. A temporary solution then became permanent, despite the misgivings of some American officers. There were certainly no illusions about the place. Paul Wolfowitz, the deputy secretary of defense, toured the prison last summer. He was shown

the torture chambers. He was shown where Iraqi prisoners were hanged.

Doggett said that "a great deal of planning went into the decision to use Abu Ghraib." But, like much else about the American occupation, the transformation of such a place into America's main detention center gives the impression of improvisation in the absence of adequate planning for the postwar phase.

A damaging shortage of troops, reversals of course on the role of the United Nations, flip-flops over the employment of former Baath Party members, ditto over Iraqi Army officers, and countless iterations of the plan for a political transition have also raised serious questions about postwar planning. Meanwhile, the death toll mounts.

These have been difficult weeks for those, like myself, who backed the war in Iraq as a move justified by the need, after Sept. 11, to remove a murderous dictator who would hurt America by

---

**It is hard to cleanse bad places of their horror; the ghosts tend to linger.**

---

whatever means he could find, and to inject revolutionary democratic change into a region breeding violence inspired by a totalitarian ideology. It was always a gamble but, after the loss of 3,000 lives, it appeared defensible.

Now, it seems, the possibility of a positive outcome has not been entirely lost as the United States scrambles to allow the United Nations to put in place Iraqis able to run the country after June 30. But an accumulation of errors has formed a pattern that suggest carelessness or worse.

"Abu Ghraib was handy," said Edward Mortimer, an adviser to Kofi Annan, the UN secretary-general. "But was using it really the best idea?"

No, it was not. NATO, arriving in Bosnia in 1995, did not consider reopening Omarska, the camp where Serbs tortured and killed Muslims. American forces liberated Dachau on April 29, 1945, and shut it down.

John Kerry is looking for something punchy to distinguish his Iraq policy from that of Bush. Here is one small idea: Close Abu Ghraib, symbol of horror, now.

*International Herald Tribune*

Roger Cohen can be reached at [rocohen@nytimes.com](mailto:rocohen@nytimes.com).

**Herald INTERNATIONAL Tribune**

MAY 5, 2004



Courtesy of The New Yorker/Reuters

**A prisoner at Abu Ghraib was reportedly told he would be electrocuted by the attached wires if he fell off the box.**

# Violence in Iraq chills Saudis' democratic urges

By Neil MacFarquhar

Saudis watching the newly introduced broadcasts of their country's Consultative Council a few months back were startled to discover the royal family's handpicked legislators discussing an almost comically minor problem: the theft of wood from the desert kingdom's forests.

There are, in fact, endangered trees in Saudi Arabia, but the country faces far greater ills that the council seems studiously to avoid. They include the increasing spasms of Islamic violence that for the first time last week singled out the oil industry, coming on top of an unemployment rate rising by 100,000 men a year and a growing impatience with the extravagant lives of the Royal family.

The attack on Saturday at the nation's petrochemical hub, which killed five foreign engineers and a Saudi officer, increased tensions already high after a suicide bombing in the capital and deadly shootouts between Muslim militants and the police.

Interviews conducted during an 18-day reporting trip just completed in Saudi Arabia suggest that average Saudis seem caught between competing desires. On one hand, they want the royal family to yield power so citizens may have more say over their own lives. On the other, they fear the chaos spread by Islamic militants, and as they gaze next door at the bedlam in Iraq they worry that replacing a clear authority with something more diffuse may usher in chaos.

There is an animosity toward anything American because of the Bush administration's support for Israel and its invasion of Iraq. Thus, the fact that Washington is pushing democracy gives it a bad odor.

The result is that political reformists in both the liberal and religious camps have lost the confidence they had just weeks ago that reform will lead to real changes, like an elected Consultative Council tackling significant problems.

Many Saudis contend that the royal family recognizes the anger bubbling in the kingdom but simply refuses to accept far-reaching changes as the answer.

"Up to now, the government has yet to take a clear decision that it wants to reform," said Abdel Aziz al-Qasim, a retired judge and a moderate Islamist who is trying to reshape the kingdom's educational curriculum. "There are partial

**'The government has yet to take a clear decision that it wants to reform.'**



Jaafar Sheik Idris, a Sudanese scholar in Saudi Arabia, said that most conservative clerics paint democracy as against the principles of Islam.

decisions or partial steps, but no central clear decision supporting reform."

Among the worrying signs for reformists: a dozen outspoken advocates for change were arrested in March, and there are no visible preparations for municipal elections promised this autumn.

Qasim and others offer three main reasons for the renewed hesitancy. First, the most hard-line advocates of change raised the stakes by discussing topics like constitutional monarchy, apparently frightening senior princes that change might mushroom out of control.

Second, much of the pressure for change had come from Washington, but given the state of the U.S. starter-democracy project next door in Iraq, the pressure has little effect.

Finally, the price of oil remains high, so the princes feel less need to appease public demands than they would if they were, for example, contemplating some kind of tax to raise revenue.

Since the arrests in March, newspapers that had been growing more daring all but stopped printing columns about major issues like unemployment, making public the full national budget and establishing an independent judiciary.

Dissidents note that the new, government-appointed National Human Rights Association did little about the arrests other than issuing a statement saying it was following the case.

The arrests came on the eve of a visit by the U.S. secretary of state, Colin Powell, and were seen as a clear message to both the democracy proponents and the Americans to back off.

Prince Saud al-Faisal, the foreign minister, said as much at a joint news conference with Powell. "These people sought dissension when the whole country was looking for unity and a clear vision, especially at a time when it is facing a terrorist threat," the prince said.

Those arrested were told their freedom hinged on signing "I'm sorry and I will not do it again" confessions. Three of the intellectuals — Ali Doulemi, Abdullah al-Hamid and Matrouk al-Falah — refused and remain imprisoned. They were part of a group preparing a statement against the new human rights organization and planning to announce the formation of an independent group.

Crown Prince Abdullah initiated a "national dialogue" last June, inviting select groups of Saudi thinkers to attend several days of conferences to discuss important issues. He even took the unprecedented step of including women and members of the sometimes-reviled Shiite Muslim minority. But no concrete plans have emerged.

The elections the crown prince promised for half the seats in municipal councils also remain a question mark. The government will probably await a planned September census before developing voter registration rolls, which may mean postponing the elections scheduled for October.

The Wahhabi religious doctrine does not abet change. Jaafar Sheik Idris, a Sudanese scholar in Saudi Arabia writing a book about Islam and democracy, notes that the most conservative clerics here say, "If we take democracy to mean the rule of the people, that goes against the principle of Islam because in Islam this is God's right."

Saudi Arabia calls the Koran the only constitution it will ever need.

"They say Koran, Koran, do you want something other than the Koran?" groused one retired professor, also declining to use his name because of recent arrests. "Of course you have to say no."

The religious establishment feels it already lost one round this academic year when the lesson directing Muslims to shun non-Muslims was removed

INTERNATIONAL  
Herald Tribune  
May 5, 2004

from religious textbooks. Some Saudis wanted it deleted because the principle was used to justify terrorist attacks, but conservative clerics depicted the change as the first step by the West in dismantling the country's religion through the education system.

"Saying that the Jews and the Christians are infidels is part of our religious dogma," said Saleh al-Wohaibi, the U.S.-educated secretary-general of the World Assembly of Muslim Youth.

Any changes in the way that dogma is

taught, he said, should be decided by Saudis, adding, "It doesn't mean we try to incite hatred against others, but my religion has its own principles that should not be violated or changed."

No one believes that the recent terror attacks — always attributed to "deviants" in official Saudi statements — pose a real threat to unseating the royal family, the Saudis.

"All the indicators that I see tell me that the government is strong and that the numbers who are opposing them vi-

olently are small," said James Oberwetter, the U.S. ambassador.

Reformists warn, however, that the royals are deluding themselves with the argument that they need to kill or capture those fomenting terrorism before they can open up the political process.

As long as young men cannot find jobs, remain frustrated with their prospects and have no means to express their problems, there will be deep problems here that will continue reverberating beyond Saudi Arabia's borders, they say.

The New York Times

Limiting the damage ■ By William Pfaff

# An exit strategy based on Iraqi nationalism

**T**he outline of a policy to get the United States out of Iraq, limiting further damage to Americans and Iraqis, is now becoming visible.

Unlike proposals that some American analysts and former diplomats have made for dividing Iraq into ethnic or religious federal entities — which the United States today is scarcely in a position to attempt — this plan would keep the country together.

It relies on Iraqi national interest and Iraqi nationalism. The latter is often dismissed, with the comment that Iraq "only became a nation in the 1920s." The implication is that several loose and ethnically incompatible bits of the old Ottoman Empire were stuck together by British imperial officials, and could easily be taken apart today by their American successors.

The modern Iraqi state is roughly coterminous with Mesopotamia, the oldest of the Middle Eastern civilizations. It emerged 3,000 to 5,000 years ago in the fertile land along the Tigris and Euphrates rivers, and remained a coherent cultural and political entity over the millennia, through the brilliant era of the Arab Abbasid caliphate and its successors in Baghdad, continuing through the Ottoman Empire that followed, lasting until 1918.

Iraq's 20th century resistance to foreign threats has typically been national in character, not separatist, beginning with the revolts against British occupation in the 1920s.

British rule was contested during World War II, continuing until the 1958 rebellion in which the British-installed monarch — a Hashemite Arab — was murdered and Iraq was proclaimed a secular republic.

Sunni and Shiites fought together against Shiite Iran from 1980 to 1988. Some Shiites rallied to support the Sunni insurgents in Falluja in late April.

Iraqi nationalism today is fueled by the American occupation. The political confusion and heavy-handedness of

the occupation, and the toll of civilian victims, contribute to it, but fundamentally the current violent resistance to the United States is an inevitable reaction against foreign military occupation.

The longer the occupation continues, the more powerful the nationalist reaction becomes, driving even Iraqis disposed to sympathy with America's proclaimed objectives into solidarity with the resistance.

I wrote in this space last January that "no leader will be able to rally Iraq, or its major religious or ethnic components (except the Kurds), whose program is not national sovereignty, an end to the occupation and departure of American troops, and national renewal on Iraq's own terms. That means an Iraq

## The longer the occupation of Iraq continues, the more powerful the nationalist reaction becomes.

in full control of its resources, its security, and its foreign policy."

The notion that American forces are essential to "stabilize" Iraq is illusion. American forces destabilize Iraq — as Iraqis themselves keep trying to explain to Americans.

The situation will almost certainly get worse next month when the time comes for the occupation authority to hand over "sovereignty." According to present reports, the United States has no intention of handing over sovereignty.

It wants to keep control of all armed force in the country, make use of that force at its own discretion, with American forces enjoying extraterritorial status and legal immunities, and to exercise a veto over the legislative decisions of whatever Iraqi government takes office.

If Washington insists on this, there will be no UN-sponsored new government, nor the new United Nations Security Council resolution Washington wants in order to rally NATO and other international help in Iraq.

What can be done?

First, the reality of legitimate Iraqi nationalism must be admitted, with recognition that the United States cannot keep military, economic and political domination in Iraq, however this may be disguised, without meeting Iraqi resistance.

Moreover, neither the UN nor any American ally — probably not even Britain — will back the United States in trying to keep control against resistance. Violence will continue, and worsen, with the United States isolated (and experiencing intense internal controversy, as during the Vietnam war).

I wrote above that a specific plan for getting out is taking shape. The main contributor is William Polk, a former diplomat and government adviser, and founder of the University of Chicago Middle Eastern Studies Center.

Polk argues that the United States not only has to decide to get out, but has to convince the Iraqis — and the United Nations, and others in the international community — that it really intends to do so "with all deliberate speed."

It must make it utterly clear that it will not try to keep economic advantage in Iraq, dominate the use of Iraq's resources, or maintain military bases or forces other than those freely consented to by an internationally legitimate Iraqi government.

It must start devolving meaningful political power, ceding political and economic authority to the United Nations and to whatever provisional Iraqi government is set up.

To this basic program, in my opinion, a timetable has to be added, as retired General William Odom — now of Hudson Institute, who teaches at Yale University and Georgetown University — has recently proposed. Odom wants a unilateral American declaration that it will completely withdraw U.S. troops within six months — regardless of what happens in Iraq, or of what the United Nations and the international community do to deal with the situation.

That is drastic action. It also is essential, since as Odom says, "we have failed; the issue is how high a price we're going to pay."

May 5, 2004

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

## **A referendum for Kurdistan**

*Jerusalem Post*

by Shlomo Avineri 5 May 2004

It becomes clearer by the day that in most of Iraq, the US is failing to create the minimal law-and-order structure needed to enable an orderly transfer of power by June 30. A few weeks ago, the signing of a constitutional document by a US-appointed group of unelected Iraqi officials was heralded as if it were a reenactment of the signing of the American constitution in 1787 Philadelphia. Yet it is now clear this is a worthless piece of paper, not very helpful to Coalition forces when confronted with mayhem in Fallujah or Najaf.

Meanwhile, in northern Iraq, in the Kurdish region, the situation is totally different. In the last 10 years, under the protection of the Allies' No-Fly Zone, and even more so since the toppling of Saddam, the Kurdish Regional Government has been able to run a relatively orderly administration, overcome tribal and party differences, and create a de facto functioning government, with impressive records in development (education, irrigation, construction) - and, above all, with no internal violence.

Confronted with the debacle in the rest of Arab Iraq, the question has to be asked why the US-led Coalition should not hold a referendum in the Kurdish region, asking the population how they would like to be ruled. After all, the Kurds have, by any internationally accepted standards, a right for self-determination.

Historically, the Kurds - who are distinct in language, culture, and historical consciousness from Arabs - never had their day in court. After World War I and the downfall of the Ottoman Empire, they were promised by the victorious Allies a state of their own - only to be cynically betrayed when British and French imperial interests took precedence over Wilsonian principles of self-determination.

Since then, they have suffered under foreign rule.

THERE ARE obvious obstacles to holding such a referendum. Primarily, the US does not have a mandate to dispose of Iraq at its will. But the same goes for the rest of Iraq. The US is now lamely asking for a UN resolution mandating a transfer of power to a legitimate Iraqi government - but such an authorization is highly unlikely. Nor is there anyone in Iraq to whom authority can conceivably be transferred.

Why should the one region - and people - that runs an orderly house and is not involved in murder, attacks on mosques,

and suicide bombing of schoolchildren be penalized? Another objection is the opposition of Turkey (and, to a lesser degree, Iran and Syria) to granting the Iraqi Kurds self-determination. But if one thinks in terms of universal norms of human rights, what right has Turkey to dictate the future of internal development in another country?

Nobody accepts the claim of Israel to oppose in principle the establishment of a Palestinian state in the West Bank and Gaza. The same should apply to Turkey. Certainly if Turkey grants its own Kurdish minority more cultural and language rights and allows legitimate Kurdish political representation in the Turkish parliament, the willingness of Turkish Kurds to oppose Ankara will be diminished.

In the 19th century, the joint interests of the authoritarian Russian, German, and Austrian empires prevented the establishment of a free Poland. Such unholy alliances have no place in the 21st century.

Recently, under UN aegis, a referendum about the future of Cyprus was held in the Greek and Turkish communities on the island. The outcome was paradoxical and not to the liking of those who initiated it. But the right of the communities to determine their future has been accepted. Why not in Iraqi Kurdistan?

Perhaps to assuage political fears - and considerations of international law - the plebiscite in the Kurdish region should, initially, have merely a consultative status. But it will give legitimate expression to the will of a people long oppressed and entitled to their place in the sun.

Such a referendum may also concentrate the minds of Arab Sunnis and Shi'ites in Iraq when they see that it is their violence that is dismantling Iraq.

Perhaps Arab Iraqis will decide that violence is counterproductive and carries its own penalties. They might then want to follow the Kurdish example of curbing violence and putting Iraq together again. It is time the injustice suffered by the Kurdish people for generations was, at long last, rectified.

The author is professor of political science at the Hebrew University of Jerusalem.

## Vingt-sept Kurdes mineurs accusés de crimes et délits à Damas



DAMAS, 2 mai (AFP) - 13h30 - Un tribunal pour mineurs à Damas a porté récemment plusieurs accusations contre 27 Kurdes mineurs, arrêtés en mars lors de troubles meurtriers dans le nord-est de la Syrie, ont indiqué dimanche des partis kurdes dans un communiqué.

"Le juge des mineurs à Damas a porté six accusations dont, certaines à caractère criminel, contre 27 mineurs kurdes arrêtés le 14 mars", affirme le communiqué faxé à l'AFP

Les mineurs, dont les âges n'ont pas été précisés, sont accusés de "provoquer des troubles et de porter atteinte à l'image de l'Etat, de dénigrer le chef de l'Etat, de nuire au sentiment national, de causer des dommages aux biens de l'Etat et de briser les vitres des voitures", précise le texte.

"Les mineurs interrogés par la Cour en présence de quatre avocats, ont tous plaidé non coupables", ajoute le communiqué.

"Nous dénonçons la poursuite de l'arrestation illégitime de ces mineurs accusés parce qu'ils sont Kurdes (...) et nous affirmons que le respect de l'image de l'Etat passe par l'introduction de réformes démocratiques et non par des pratiques répressives", ajoutent les partis kurdes.

Du 12 au 17 mars, des affrontements ont opposé des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans des régions du nord de la Syrie, faisant 40 morts, selon des sources kurdes, 25 morts selon un bilan officiel syrien.

Les Kurdes de Syrie, estimés à 1,5 million, représentent environ 9% de la population du pays et sont installés essentiellement dans le nord.

Dans une interview à la télévision al-Jazira diffusé samedi soir, le président syrien Bachar al-Assad a affirmé que "la question de la nationalité sera résolue".

Des partis kurdes en Syrie réclament régulièrement que les autorités restituent à près de 200.000 kurdes leurs cartes d'identité qui leur avaient été retirées en 1962.

Outre la reconnaissance de leur langue et de leur culture, les Kurdes de Syrie affirment revendiquer des droits politiques et administratifs "dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays".

---

## Quatre Irakiens blessés dans un attentat contre un parti kurde à Baaqouba



BAAQOUBA (Irak), 6 mai (AFP) - 8h09 - Quatre Irakiens ont été blessés dans un attentat jeudi matin contre le siège de l'Union patriotique du Kurdistan à Baaqouba, au nord de Bagdad, a annoncé la police locale.

L'attentat a été commis à l'aide de deux engins qui ont explosé à quelques minutes d'intervalle, a indiqué à l'AFP un lieutenant de police Firas Mahmoud.

Le gardien du siège de l'UPK, l'un des quatre blessés, a indiqué avoir entendu la première explosion à 05H45 (01H45 GMT) et la deuxième quelques minutes plus tard.

"La deuxième explosion a été plus forte et a sérieusement endommagé le bâtiment", a-t-il indiqué à l'AFP, ajoutant que trois civils habitant une maison proche ont été blessés.

Le siège de l'UPK est situé dans le centre-ville de Baaqouba, à une soixantaine de kilomètres au nord de Bagdad.

---

## Huit rebelles kurdes tués par les forces de sécurité turques dans le sud-est



DIYARBAKIR (Turquie), 6 mai (AFP) - 17h20 - Huit rebelles kurdes, membres présumés de l'ancien Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel), ont été tués au cours des deux derniers jours dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris jeudi de sources sécuritaires dans la région.

Six rebelles ont été tués jeudi près du Mont Caci, non loin d'Eruh, dans la province de Siirt, là où un autre rebelle avait été abattu mercredi, selon des responsables locaux.

Par ailleurs, un autre rebelle a été tué jeudi lors d'affrontements dans le district rural de Gercus, dans la province voisine de Batman.

Un supplétif de l'armée turque avait été tué et quatre blessés mercredi lors d'affrontements avec des rebelles dans la province proche de Bingol.

Le PKK a lutté pendant 15 ans pour l'indépendance de cette région.

La rébellion, qui a fait plus de 36.000 morts, a beaucoup perdu en ampleur depuis l'arrestation en 1999 de son chef, Abdullah Ocalan.

Le Kongra-Gel affirme avoir renoncé au séparatisme.

# George Bush peine à endiguer le scandale des tortures en Irak

## WASHINGTON

de notre correspondant

Mettre George Bush à l'abri, tel était la consigne, mercredi 5 mai, à la Maison Blanche et chez les parlementaires républicains. A mesure que l'opinion publique, au fil des jours, prenait conscience de la gravité des révélations des médias au sujet des humiliations et des tortures subies par des détenus des forces américaines en Irak, la réaction du président, exprimant son « dégoût », le 30 avril, paraissait de plus en plus faible. Son crédit risquait d'être atteint, son autorité d'être ébranlée. Il devenait urgent de mettre en place des lignes de défense.

Dans des entretiens accordés à deux chaînes de télévision – l'une arabe, Al-Arabiya, l'autre américaine à destination du Proche-Orient, Alhurra –, M. Bush a déclaré que « les actes qui se sont produits dans cette prison sont odieux et ne représentent pas l'Amérique ». « Nos citoyens, en Amérique, sont stupéfaits de ce qu'ils ont vu, exactement comme les gens sont stupéfaits au Proche-Orient », a dit le président

américain. *Nous partageons les mêmes soucis profonds. Et nous trouverons la vérité. Nous allons enquêter jusqu'au bout. Le monde verra que l'enquête et la justice seront servies.* »

## ACTE DE CONTRITION

Reconnaissant que l'effet produit, au Proche-Orient, par les photos de soldats américains maltraitant et humiliant des détenus irakiens est « terrible », M. Bush n'a pas exclu que ces pratiques ne soient pas limitées à la prison d'Abou Ghraïb, près de Bagdad, où ces photos ont été prises. « Nous voulons être sûrs, s'il y a un problème systémique (...), d'arrêter ces pratiques », a-t-il dit. Il a souligné que le débat provoqué, aux Etats-Unis, par la révélation de ces faits montre toute la différence qui existe entre une dictature et un Etat démocratique.

« Nous croyons à la transparence, parce que nous sommes une société libre », a insisté M. Bush, ajoutant que « les gens devront rendre des comptes ». Le président a témoigné, ainsi, de l'émotion du peuple

américain, mais il n'a pas présenté d'excuses. Le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan, a dit que M. Bush « regrette profondément ce qui est arrivé et la peine

Rice, avait exprimé, sur Al-Arabiya et sur Al-Jazira, les regrets du gouvernement dans son ensemble.

En ne s'excusant pas lui-même, M. Bush se place au-dessus des

## La Maison Blanche a été informée

Alors que les dirigeants américains entretiennent le flou sur le point de savoir qui savait quoi, et à quel moment, à Washington, à propos des enquêtes en cours sur les sévices infligés à des détenus dans les prisons américaines en Irak, le chef d'état-major interarmées adjoint, le général Peter Pace, second du général Richard Myers, a déclaré, mercredi 5 mai, sur CBS : « J'étais au courant [de l'ouverture d'une enquête] dès le 14 janvier [date des premiers interrogatoires par la police militaire] et tout le monde a été tenu au courant de la suite de l'enquête oralement ». Le général Pace a jugé possible que tous les documents relatifs à cette affaire ne soient pas parvenus jusqu'à Washington, mais, a-t-il ajouté, « le fait que les documents ne soient pas arrivés à Washington ne signifie pas que l'information n'y est pas parvenue. En fait, elle y a bien été répercutée. » « Êtes-vous en train de dire que le général Richard Myers était tout à fait au courant de la situation et que le président [Bush] était lui aussi tout à fait au courant de la situation ? », a insisté le journaliste de CBS. « Oui », a répondu le général Pace. – (AFP.)

que ces faits ont causée », mais il est revenu aux militaires, à Bagdad, de faire acte de contrition devant les caméras de télévision. La veille, la conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza

chefs civils et militaires, responsables des violences. Il se range, presqu'absolument, parmi les victimes collatérales de ces exactions, rapportées dans des enquêtes dont il a fait dire, par son porte-parole, qu'il n'en avait

## Le « Washington Post » publie de nouvelles photos de sévices



**DE NOUVELLES PHOTOS** de sévices infligés par les soldats américains aux détenus irakiens de la prison d'Abou Ghraïb, ont été publiées jeudi 6 mai sur le *Washington Post* (sur son site Internet et dans le quotidien). Elles montrent deux prisonniers nus attachés, l'un à un lit métallique (*photo du milieu*), l'autre aux barreaux de la cellule (*ci-contre*), le visage recouvert d'un slip ou d'une cagoule.

Les clichés ont été recadrés pour ne pas montrer le sexe des victimes. L'une d'entre elles est traînée en laisse comme un chien par le soldat Lyndie England, qui est déjà apparue sur d'autres photos de mauvais traitements. Plusieurs détenus sont ligotés ensemble dans un couloir sous les regards indifférents de militaires qui passent.

pas eu connaissance. Sur la chaîne Alhurra, il a déclaré : « La première fois que j'ai vu les photos ou que j'en ai entendu parler, ce fut à la télévision. » Il se référait, ainsi, à l'émission « 60 Minutes » de CBS, qui a montré ces photos le 28 avril.

Les explications données par la Maison Blanche sont que le président n'a été informé qu'en termes vagues, en janvier, du déclenchement d'une enquête sur des mauvais traitements infligés à des prisonniers.

#### DÉMISSION DE M. RUMSFELD ?

Seldn cette théorie, M. Bush n'a pas eu connaissance des résultats

de cette procédure, ni du rapport établi, fin février, par le général Antonio Taguba, ni de l'existence des photos prises à Abou Ghraïb. Alors que le général Richard Myers, chef d'état-major interarmes, a demandé à CBS, vers le 20 avril, de retarder son reportage, le président, selon son entourage, n'en a rien su.

La Maison Blanche a indiqué qu'en recevant le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, mercredi matin, M. Bush lui a reproché de ne pas l'avoir informé convenablement. « Oh, bien sûr, j'ai confiance dans le secrétaire à la défense », a-t-il dit, sur Alhurra, en

réponse à une question. Convoqué pour une audition publique par la commission de la défense du Sénat, M. Rumsfeld a négocié le jour - vendredi - et la durée - deux heures - de cette séance. Il a exigé, aussi, d'y venir avec le général Myers et avec d'autres militaires.

Saisi, par M. Bush, d'une demande de crédits supplémentaires de 25 milliards de dollars, destinés aux opérations en Irak, pour la fin de cette année, les parlementaires semblaient très remontés contre le chef du Pentagone.

La démission de M. Rumsfeld a été demandée par les démocrates et, à mots couverts, par certains

républicains. Des experts du système politique américain la considéraient, toutefois, comme peu probable à six mois de l'élection présidentielle.

Patrick Jarreau

## Visite guidée à Abou Ghraïb et excuses du général Miller

Le responsable de la prison a annoncé que les 53 techniques d'interrogatoire vont être revues

« JE VOUDRAIS en mon nom personnel m'excuser auprès du peuple irakien pour les actes d'un petit nombre de commandants et de soldats », a solennellement déclaré le général Geoffrey Miller, mercredi 5 mai, à l'issue d'une visite de plusieurs heures organisée pour les journalistes dans la tristement célèbre prison d'Abou Ghraïb. Le général Miller, qui auparavant a travaillé sur la base de Guantanamo et vient d'être nommé responsable des prisons militaires en Irak, s'est employé à prouver que les choses avaient changé.

Première étape, le « camp Ganci », où quelque 3 200 prisonniers sont détenus en plein air par groupe de 500, dans des tentes couleur sable plantées derrière des fils de fer barbelés et surmontées par des miradors. A l'arrivée des journalistes devant la plus grande prison d'Irak, les détenus se sont mis à crier en arabe : « Je n'ai rien fait ! pourquoi suis-je là ? ». Un des prisonniers a lu librement un discours en anglais dans lequel il affirme « les forces de la coalition ont humilié le peuple irakien. Elles nous prennent notre liberté, nos droits et notre dignité ».

Pour la directrice de l'hôpital de la prison, le major Cheryan Polard, « 95 % des détenus sont traités exactement de la même façon que nous soignons les soldats américains ». Dans l'aile A1, où ont été prises les terribles photos de prisonniers maltraités, il y a dix-neuf hommes, « parmi les plus dangereux » et cinq femmes enfermés

séparément. Ces dernières se sont mises à hurler derrière leurs barreaux. « Je suis là depuis cinq mois. Ils ne nous faisaient pas ça sous l'ancien régime ! Je ne fais pas partie de la résistance et j'ai des enfants à la maison », a crié l'une d'elles.

Le bâtiment des interrogatoires est une petite maison en bois, où, de part et d'autre d'un couloir étroit, se trouvent des petites pièces avec une table et deux chaises. Des glaces sans tain permettent d'observer depuis le couloir. « Les interrogatoires durent entre une et quatre heures. Nous les menons 24 heures sur 24 », explique le colonel Foster Payne, responsable de la 504e brigade de renseignement militaire, chargé des interrogatoires. « Nous utilisons des techniques convenables » et légales, a-t-il fait remarquer. Le colonel s'est dit « dégoûté et horrifié » par ce qui s'est passé tout en affirmant : « nous ne sommes pas impliqués ».

En raison du scandale des tortures, le général Miller a demandé une présence permanente du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à la prison d'Abou Ghraïb et a annoncé que les quelques 53 techniques d'interrogatoire autorisées par l'armée américaine sont en train d'être revues, notamment les « plus agressives ». D'ores et déjà, l'usage de sacs pour couvrir la tête de détenus et les méthodes de privation de sommeil sont interdites. Les détenus ne seront plus soumis à des situations stressantes sans l'autorisation des commandants. Les procé-

dures de détention sont en train d'être revues, afin notamment « d'améliorer les conditions de vie des prisonniers ».

Des experts pénitentiaires sont arrivés des Etats-Unis pour donner aux policiers militaires chargés des détenus irakiens quarante heures de formation, notamment sur la Convention de Genève sur les prisonniers. Les autorités militaires sont en train d'examiner les cas de 1 700 prisonniers d'Abou Ghraïb, pour décider soit de les déferer devant des tribunaux ira-

« Camp Ganci », composé de huit complexes en plein air au sein de la prison d'Abou Ghraïb, vont être transférés dans les prochaines semaines vers un autre lieu de détention, le « camp Avalanche » également à Abou Ghraïb, où ils disposeront de davantage de commodités.

Des centaines de manifestants ont dénoncé, mercredi, à l'extérieur de la prison, les sévices contre des détenus. Tout juste libérés, certains ont raconté les humiliations subies. « Ils ont des règles. Ils m'ont frappé à la tête, aux pieds, au ventre, dénudé, empêché de dormir pendant des heures », raconte Mossouf Radi, enseignant de 49 ans. Il relève sa chemise, ses pantalons, montre une boule au niveau du foie, ses pieds abîmés.

D'autres sont encore sous le choc. « C'était vraiment dur. On se serait cru du temps de Saddam. J'ai été exposé à la torture, battu, dénudé, ils m'ont humilié », dit Oudaï Naama, 25 ans, arrêté à Sadr City il y a vingt-cinq jours. « D'abord, nous avons été soumis à une forte pression psychologique. Ils utilisaient des gaz lacrymogènes, nous versaient de l'eau froide sur le corps, nous menaçaient. Puis il y a eu un changement brutal de comportement il y a une semaine : les gardes se sont mis à nous parler poliment et à bien nous traiter », dit Azad Kadem, 25 ans, originaire de Nassiriya. Sur un panneau est écrit « Abou Ghraïb symbole de la sauvagerie américaine ». - (AFP, Reuters.)

### Des experts pénitentiaires sont arrivés des Etats-Unis pour donner une formation aux policiers militaires

kiens, soit de les libérer, soit de les garder dans les prisons de la coalition. Trois cents détenus ont été libérés cette semaine et 400 devraient être élargis la semaine prochaine.

Abou Ghraïb compte actuellement 3 900 prisonniers. A partir du 10 mai, les détenus devraient avoir droit à deux visites par mois. Les 3 200 détenus de sécurité à

# Bush runs out of options as chaos deepens

Guy Dinmore finds drift and gloom have engulfed the White House that went to war so confidently and promised so much

Iraq's deepening crisis has left the Bush administration with few options, and although the US has entrusted the United Nations with the task of finding a way towards political stability and elections, officials and analysts close to the White House admit that hopes of success are receding fast.

Insiders describe a lack of direction and a prevailing sense of gloom and desperation in the administration. This gloom has only been intensified by the exposure of torture and sexual abuse of Iraqi prisoners.

Analysts point to an absence of clearcut strategy that has seen repeated personnel changes and policy reversals resulting from continuous battles between the State Department and the Pentagon. The White House national security advisers are blamed for not resolving the interagency battles.

This "dysfunctional" administration as described by Robert Kagan, a prominent foreign policy thinker, is mirrored by an increasingly public battle of recriminations among President George W. Bush's conservative supporters.

While Lakhdar Brahimi, the UN special envoy, may be able to put together a weak caretaker government with limited authority by the June 30 target date set for the handover of sovereignty, many in the administration fear violence will derail UN-supervised elections set for January 2005.

"They [the administration] are flying blind," comments one former official just back from service in Baghdad. "They recognise it is a mess. There is no consistency in vision and when they do agree, there is no consistency in implementation."

"We are seeing a devolution of powers in an absence of clear strategy. Local commanders are making local decisions that have profound implications for the rest of the country."

Marina Ottaway, analyst with the Carnegie Endow-

ment, says the Bush administration has run out of options and is already lowering expectations of what Mr Brahimi can achieve.

Anthony Cordesman, just back from Iraq for the Center for Strategic and International Studies, says political tension has escalated and security deteriorated to such an extent that the US no longer has a military solution to fighting insurgents.

The US lacked effective options "other than to turn as much of the political, aid, and security effort over to moderate Iraqis as soon as possible, and pray that the United Nations can create some kind of climate for political legitimacy," he wrote this week.

This sense of confusion was highlighted last week in the Sunni town of Falluja, where Marines failed to dislodge insurgents and then turned for help to local militia and former Saddam-era officers. The Arab world and many Iraqis saw the outcome as a rebel victory.

"The insurgents want political recognition. They want to make Falluja a Ba'athist mini-state," said Entifadh Qanbar, Iraqi National Congress spokesman.

Among the Shia majority in Najaf and Karbala, there is a sense of outrage that ex-Ba'athists are being allowed to return. For the Shia, who were brutally suppressed under Saddam Hussein, the move reaffirms suspicions that the US intends to repeat history and install a Sunni strongman.

And the US failure to disband the many militias and private tribal armies, or integrate them into a national army, reflects how Iraq is splintering in the absence of a strong central government.

How it will end few care to predict. But there is increasing talk - some close to the administration call it "plan B" although it does not exist as such - of engineering Iraq's division into three loosely-linked mini-states, perhaps a confederation.

At best it will be a controlled fragmentation, as advocated by former US ambassador Peter Galbraith, into a system resembling the former Yugoslav model of republics. The danger is a bloody Balkan-style break-up as Kurds, Sunni Arabs and Shia fight for disputed territory and resources.



Daily duty: a US soldier helps secure the scene of another blast in Baghdad yesterday - this time near US administrative offices. A suicide car bomber killed five Iraqis and a US soldier in the attack

Mr Galbraith, who has long been associated with the Kurdish cause and also served in the Balkans, believes Iraq "is not salvageable as a unitary state". Writing in the New York Review of Books, he also says a break-up is not a realistic possibility "for the present" because of hostility from neighbours wary of similar demands for self-rule by their own Kurdish and Shia communities. Attempts to define the specifics of a federal Iraq were abandoned during the writing of the interim constitution.

For many conservatives in Washington - especially the ideologues who envisaged Iraq as a shining example of America's power to bring about change - talk of lowering expectations or allowing Iraq to fall apart smacks of "cut and run".

"I find even the administration's strongest supporters, including fervent advocates of the war a year ago

and even some who could be labelled 'neo-conservatives', now despairing and looking for an exit," Mr Kagan, a champion of American potency, wrote in the Washington Post. "All but the most blindly devoted Bush supporters can see that Bush administration officials have no clue about what to do in Iraq tomorrow, much less a month from now," he continued, asking why the president tolerated "a dysfunctional policymaking apparatus".

Some neo-conservatives have called for the resignation of Donald Rumsfeld, the

defence secretary. Others blame the State Department and Paul Bremer, the US civilian administrator. Michael Rubin, a former Pentagon analyst now with the conservative American Enterprise Institute, has attacked the "racism and condescension" towards Iraqis of diplomats of the State Department. "The State Department, Centcom and CIA argument that only a strongman or benign autocrat can govern Iraq creates a self-fulfilling prophecy," Mr Rubin wrote in the National Review Online. Other commentators who backed the war are starting to blame the Iraqis instead.

Opinion polls are starting to show a small US majority losing faith in the war, but President Bush still projects an air of steadfast and faith-based confidence.

Richard Armitage, deputy secretary of state, said that after the deaths of more than 700 American soldiers in Iraq there would be "no cutting and running", nor any lowering of the bar "which has been set as a stable and democratic Iraq".

This gives heart to the neo-conservatives and others who fear Mr Bush's advisers and campaign managers might hang up the "Mission Accomplished" sign - and then head for the door.

"Our coalition is implementing a clear strategy in Iraq," Mr Bush declared in his latest weekly radio address, pledging stability and democracy. But he also warned that more violence was likely as the handover of sovereignty approached.

# Turkish education plan brings charges of 'hidden Islamic agenda'

By Vincent Boland in Ankara

Universities in Turkey are locked in a dispute with the government over a proposed change to admissions policy that has led to claims of a "hidden Islamic agenda" and has echoes of a previous clash between the secular state and an Islamic-oriented government.

Some university rectors threatened to resign yesterday and opposition MPs walked out of a parliamentary commission in protest at a government proposal to give students from Islamic high schools the same access to secular third-level institutions as those from secular high schools.

The general staff of the armed forces said anyone "devoted to the principles of the republic" could not accept the measure, which the government intends to put to a vote in parliament next week. It was approved by parliament's education committee yesterday despite the walk-out by members of the opposition Republican People's party.

The dispute goes to the heart of an increasingly fractious debate in Turkey over the rise to power of the ruling Justice and Development party (AKP). Its power base is among an emerging middle class of devout, socially conservative Muslims in the

country's Anatolian heartland, whose children would be the chief beneficiaries of the proposed change.

The government's measure would overturn a 1999 law banning students from *imam hatip* high schools, where they get a solid Islamic schooling, from receiving third-level education in secular universities and pursuing careers other than as imams and preachers. That law was introduced after Turkey's first, unhappy experience with an Islamic-oriented government, and it drastically reduced the number of students at these schools.

Some opponents of the new measure said it would lead to a revival of *imam hatip* schools and greatly expand religious education, violating the republic's official secular ideology.

Many university-educated Turks remain convinced that the AKP has a "hidden agenda" to force all women to wear headscarves and to shift the country, whose population of 70m is 99 per cent Muslim, gradually towards a stricter interpretation of Islamic law. Any suggestion of a move in that direction would almost certainly end Turkey's chances of joining the European Union.

Ural Akbulut, rector of Middle East Technical University, said he would resign if the measure became law.



Women study at an Islamic-oriented high school in Istanbul: some fear the ruling AKP party wants all women to wear headscarves

In an interview, he said the higher education system would be "swamped" by religious students who would gradually take over state institutions. "The hidden agenda is for every government appointee to be a practising Muslim," he said.

Erdogan Tezic, head of the Higher Education Board, accused the government of pursuing a "political initiative" that would "irreparably damage" Turkey's secular education system. If the measure and other education reforms are approved by parliament, the leadership of

the HEB will be replaced.

The government denied the charge of having a hidden agenda to politicise the education system. Huseyin Celik, education minister, said ministers were "implementing a just social demand" that would end discrimination against *imam hatip* students. He said only about 70,000 out of 20m school and university students attended such schools.

# Tehran fears Ba'athist restoration in Baghdad

By Gareth Smyth in Tehran

After months of appealing for calm in Iraq, Tehran is increasingly wary of chaos in its western neighbour and fearful that the US is looking to members of Saddam Hussein's Ba'ath party to stabilise the situation and counter the influence of Iraq's Shia Muslims.

"This seems to be a turning point," said Abbas Maleki, a leading analyst in Tehran. "The US is bringing back Ba'athists because it is

not easy for them to compromise with the Shia."

These fears were sparked by the recall of former Iraqi officers to police Falluja and by confusion over the trans-

fer to Iraqi rule scheduled for July 1.

Despite misgivings about US military intervention, Tehran welcomed the overthrow of its arch-enemy Saddam Hussein.

Iran was confident that a representative government in Iraq, whose population is

majority Shia Muslim, would be friendly with Iran, whose 65m people are about 90 per cent Shia.

Tehran therefore encouraged its friends in Iraq to sit on the US-appointed governing council and backed calls from Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq's most influential Shia cleric, for early elections.

"Iran's national interest is in having a friendly Iraq," said Saeed Leylaz, a Tehran-based analyst. "Tehran

would like the [Iraqi] people to decide the government, and [failing that] Iran might like to see the US face a can of worms."

In his harshest condemnations of the US role in Iraq, Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, this week spoke of a "wolf caught in a trap".

Other than urging an early transfer of sovereignty, however, Tehran has found itself reacting to drift in Iraq rather than taking a proactive approach.

Iran's long-standing call for a greater UN role was stymied when Kofi Annan,

the UN secretary-general, named Lakhdar Brahimi, an Algerian diplomat, as UN envoy in Baghdad.

Tehran shared the surprise of Iraqi Shia that Mr Annan should appoint a Sunni Arab to such a sensitive position, given the past role of Sunni Arab states - including Saudi Arabia, Jordan and Egypt - in supporting Mr Hussein's regime during the war with Iran.

Commentators in Tehran argued that Mr Brahimi's plan to empower "technocrats" in the new Iraqi authority smacked of the days of Mr Hussein when the regime was drawn largely from Sunni Arabs.

A front-page editorial in

the Tehran Times this week recalled Mr Brahimi's "friendship" with Mr Hussein at the time of the 1980-88 Iran-Iraq war.

Mr Hussein's fall raised hopes among Iranians that they might visit the holy sites of Shia Islam in southern Iraq from which he excluded them.

Hundreds of thousands of Iranians streamed across the border to make pilgrimages to previously closed Iraqi holy cities, but events turned sour as explosions in March killed 170 pilgrims, including at least 40 Iranians, in Karbala and Baghdad.

Tehran then backed Ayatollah Sistani's appeals for

restraint aimed at countering the rise of Moqtada al-Sadr, the militant cleric.

In Brussels this week, Kamal Kharrazi, Iran's foreign minister, said the stand-off in Najaf between US forces and Mr Sadr's militia should be brokered by the city's senior religious leaders including Mr Sistani.

Mr Kharrazi criticised the US treatment of Mr Sadr for "inflaming" his followers. "We have had some contacts with Sadr in the past in order to calm him down, and to a certain extent we were successful," he said.

On April 14 Mr Kharrazi told reporters that the US had actually invited Iran to help negotiate a solution to

the stand-off in Najaf between US forces and Mr Sadr's militia, though he added that the talks were "going nowhere".

US State Department officials told the FT that Washington opposed any Iranian mediation. The office in Iran of Ayatollah Kazem al-Hairi, Mr Sadr's religious mentor, also denied reports it was mediating.

The frustration in Tehran is very evident. "It's up to the Americans and the British to manage this rationally," said Mr Maleki. "Not all [new government] officials should be Shia, but there should be no return to the practices of the Ba'athists."

## There are Muslims who love America — in Iran

Nicholas D. Kristof

TEHRAN

Finally, I've found a pro-American country. Everywhere I've gone in Iran, with one exception, people have been exceptionally friendly and fulsome in their praise for the United States, and often for President George W. Bush as well. Even when I was detained a couple of days ago in the city of Isfahan for asking a group of young people whether they thought the Islamic revolution had been a mistake (they did), the police were courteous and let me go after an apology.

They apologized; I didn't.

On my first day in Tehran, I dropped by the "Den of Spies," as the old U.S. Embassy is now called. It's covered with ferocious murals denouncing America as the "Great Satan" and the "archvillain of nations" and showing the Statue of Liberty as a skull.

Then I stopped to chat with one of the Revolutionary Guards now based in the complex. He was a young man who quickly confessed that his favorite movie is "Titanic." "If I could manage it, I'd go to America tomorrow," he said wistfully.

He paused and added, "To hell with the mullahs."

In the 1960s and 1970s, the United States spent millions backing a pro-Western modernizing shah — and the result was an outpouring of venom that led to American diplomats' being held hostage. Since then, Iran has been ruled by mullahs who despise everything America stands for — and now people stop me in the bazaar to offer paeans to America.

Partly because being pro-American is a way to take a swipe at the Iranian regime, anything American, from blue jeans to "Baywatch," is revered. At the bookshops, Hillary Clinton gazes out from three different pirated editions of her autobiography.

"It's a best-seller, though it's not selling as well as Harry Potter," said Heidar Danesh, a bookseller in Tehran. "The other best-selling authors are John Grisham, Sidney Sheldon, Danielle Steel."

Young Iranians keep popping the question, "So how can I get to the United States?" I ask why they want to go to a nation denounced for its "disgustingly sick promiscuous behavior," but that turns out to be a main attraction. And many people don't believe a word of the Iranian propaganda.

"We've learned to interpret just

the opposite of things on TV because it's all lies," said Odan Seyyid Ashrafi, 20, a university student. "So if it says America is awful, maybe that means it's a great place to live."

Indeed, many Iranians seem convinced that the U.S. military ventures in Afghanistan and Iraq are going great, and they say this with more conviction than your average White House spokesman.

One opinion poll showed that 74 percent of Iranians want a dialogue with the United States — and the finding so irritated the authorities that they arrested the pollster. Iran is also the only Muslim country I know of where citizens responded to the Sept. 11 attacks with a spontaneous candlelight vigil as a show of sympathy.

Iran-U.S. relations are now headed for a crisis over

Tehran's nuclear program, which appears to be so advanced that Iran could produce a bomb by the end of next year. The Bush administration is right to address this issue, but needs to step carefully to keep from inflaming Iranian nationalism and uniting the population behind the regime. America should lay out the evidence on satellite television programs that are broadcast into Iran, emphasizing that the regime is squandering money on a nuclear weapons program that will further isolate Iranians and damage their economy.

Left to its own devices, the Islamic revolution will collapse.

Left to its own devices, the Islamic revolution will collapse, and there is a better chance of a strongly pro-American democratic government in Tehran in a decade than in Baghdad. The ayatollahs' best hope is that hard-liners in Washington will continue their inept diplomacy, creating a wave of Iranian national

ism that bolsters the regime — as happened to a lesser degree after Bush put Iran in the axis of evil.

Oh, that one instance when I was treated inhospitably? That was in a teahouse near the Isfahan bazaar, where I was interviewing religious conservatives. They were warm and friendly, but a group of people two tables away went out of their way to be rude, yelling at me for being an American propagandist. So I finally encountered hostility in Iran — from a table full of young Europeans.

May 6, 2004

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

# Bush, on Arab TV, assails abuse

By Brian Knowlton

**WASHINGTON:** Seeking to defuse building fury in the Arab world over abuse of prisoners in Iraq, President George W. Bush appeared Wednesday on Arab-language television to condemn what he called abhorrent practices that he said were foreign to most Americans.

He solemnly promised full disclosure and a firm response but offered no explicit apology, though his spokesman later described him as deeply sorry.

Several other high-ranking U.S. officials took to the airwaves Wednesday to support Bush's message and try to fend off particularly angry congressional criticism.

The president pledged that "people will be held to account" for the abuse and humiliation of prisoners by U.S. troops. He also said that he retained full trust in Defense Secretary Donald Rumsfeld, who some congressmen suggested Wednesday might have to resign.

With rage in the Arab world such that some of the administration's larger Middle East policy efforts appear jeopardized, Bush decided Tuesday to grant the rare interviews with two Arab-language television networks.

"The people in Iraq must understand that I view those practices as abhorrent," Bush told an interviewer for Al Hurra, a station financed by the U.S. government and seen in Iraq and other parts of the Middle East.

What happened at Abu Ghraib prison, he said, does not represent "the America that I know." But he said it was important for Iraqis to know that "those mistakes will be investigated, and people will be brought to justice."

This, he said, was in "stark contrast to life under Saddam Hussein."

There was no clear end in sight, however, to the possible damage from known or suspected abuses, which have spilled in the past two days beyond the widely aired photos of U.S.

troops humiliating naked Iraqis at Abu Ghraib prison near Baghdad.

Officials said Wednesday that the number of prisoner deaths in Iraq and Afghanistan for which Americans are blamed or are under investigation had risen to 14, including two additional deaths being scrutinized by the CIA's inspector general. The army said Tuesday it was conducting criminal investigations of 10 deaths, having ruled 2 others as homicides.

While the Pentagon announced its Abu Ghraib investigation in January, and issued a then-classified report in March, the White House and State Department had seemed caught off-guard last week by the release of the photos. Officials had difficulty Tuesday explaining why they had not responded more quickly to a growing public-affairs disaster.



President Bush on Arab television Wednesday. He promised a firm response to prisoner abuse but offered no explicit apology.

Bush also said he had not seen the photos of abuse at Abu Ghraib before they were broadcast last week by CBS-TV, though he indicated he might have heard of the case as early as January.

Bush also granted an interview to Al Arabiya, based in the United Arab Emirates.

The president did not mention the abuse in his campaign appearances Tuesday, though he had condemned it earlier. His response Wednesday led an

all-out U.S. effort to tamp down the sharply negative publicity over the story.

Along with a variety of official expressions of remorse, concrete actions were announced: The American commander in charge of military jails in Iraq said he would sharply cut the number of prisoners at Abu Ghraib. The commander, Major General Geoffrey Miller, also banned the use of hoods over prisoners' heads. It was unclear, however, what the Bush administration could do to effectively erase the corrosive images of naked prisoners being mocked by gloating American jailers.

"The Arab world will not accept anything less than an apology from President Bush for the torture of Iraqi detainees," Imad Jan, an analyst at Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies in Cairo, told Bloomberg News.

Abdel Barri Atwan, editor of the London-based daily Al Quds al Arabi, agreed, saying, "Whatever Bush says will not diminish hatred toward the U.S. and its double standards of advocating democracy but shying away from democratic standards in Iraq."

Some Arabs said they expected stronger punishments than the seven administrative reprimands issued so far; six soldiers still face possible military tribunals.

Rumsfeld was among the many officials appearing on television to address

the abuse matter. Like Bush, he expressed deep consternation but offered no personal apology and insisted that the legal process needed time to determine who was responsible for any crimes.

Asked directly by an ABC-TV interviewer, "Do you apologize?" he said that "any American who sees the photographs that we have seen has to feel apologetic to the Iraqi people who were abused and recognize that that is something that is unacceptable and certainly un-American."

Anger over the matter is exceptionally high in Congress. Some members of military oversight committees complained bitterly Tuesday that they were just learning details of prisoner abuses that should have been shared with them much earlier, such as when Rumsfeld met with them last week, hours before the photos were broadcast by CBS.

At least one Democratic senator, Joseph Biden of Delaware, said Wednesday that Rumsfeld might have to step down. "If it goes all the way to Rumsfeld, then he should resign," Biden said.

And Senator John Kerry of Massachusetts, the presumptive Democratic nominee for president, was among those who said that the scandal could undercut U.S. policy throughout the Middle East. It can increase acts of terror against America and Americans, he said, and it undermines America's own efforts in the region.

The Senate Armed Services Committee formally invited Rumsfeld to appear before it Thursday, but there was no immediate response. Bush stood behind his defense secretary, who faces mounting pressure over the continued restiveness and violence in Iraq, which some critics attribute to poor Pentagon planning.

"Of course, I've got confidence in the secretary of defense, and I've got confidence in the commanders on the ground in Iraq," Bush told Al Hurra.

International Herald Tribune

INTERNATIONAL  
Herald Tribune  
May 6, 2004

War and the law in Iraq

## Crime and punishment

Getting to the bottom of the reports of mistreatment of Iraqi prisoners will be hard; punishing all the evil-doers properly may be even harder



EVERYONE knows that even the most civilised countries sometimes break the rules in the stress of battle. But few people, at least in the West, had suspected that things were this bad. All around the world, people have been reacting with horror to revelations of American, and possibly also British, troops subjecting Iraqi civilian detainees to such cruel and inhumane practices that some have died. In Arab countries, the outrage, and mistrust of America, have rarely been greater.

These are no longer the unverifiable allegations of former detainees, from Iraq or Afghanistan or in the detention camp at Guantánamo Bay, with an obvious interest in blackening the reputation of their former captors. These are the conclusions of an official American military inquiry into the treatment of prisoners at Abu Ghraib, Saddam Hussein's former notorious centre of torture and summary executions near Baghdad, now used by American forces as their main detention and interrogation base for around half their 8,000-odd Iraqi "security detainees".

The 53-page report, drawn up by Major-General Antonio Taguba in late February, details numerous instances of "sadistic, blatant and wanton criminal abuses" of detainees by American troops, male and female, in an attempt to "set favourable conditions for subsequent interviews". At first classified secret, it became public this

week after leaks in the media.

Among the abuses listed in the report and by American eye-witnesses are: sodomising a detainee with a chemical light; pouring phosphoric liquid on detainees; beatings; threats of rape and electrocution; stripping detainees naked; and forcing them to masturbate and simulate other sex acts in public. Photographs and videos taken by American soldiers who allegedly witnessed the abuses were not included in the report because of their "extremely sensitive nature", said the major-general.

But several were carried by CBS, an American television channel, on its programme, "60 Minutes". One (shown on our cover) is of a hooded prisoner, arms outstretched, standing on a box, with wires attached to his genitals and other parts of his body. There is no suggestion (yet) that electric shocks had actually been administered; the prisoner was reportedly told he would be electrocuted if he fell. In another, leering American soldiers are seen pointing and giving a thumbs-up as a young Iraqi, naked except for a sandbag over his head, is made to masturbate. A third shows a pile of naked, hooded detainees being watched by two grinning American soldiers. Such sexual humiliation is particularly offensive in the Arab world, where Islam forbids homosexual acts and frowns on public nakedness.

The alleged abuses came to light in Jan-

uary after one soldier, sickened by what he had seen in photographs, told his superiors. A criminal investigation was immediately set up. Six American army reservists, among them two women, are facing courts martial. Several other soldiers, including Janis Karpinski, an army reserve brigadier-general previously in charge of the Abu Ghraib prison, have been reprimanded and suspended from duty but are unlikely to face criminal charges.

The British government has likewise ordered a military investigation into allegations of abuse by British soldiers (see page 37). On May 1st, the *Daily Mirror* published photographs purporting to show British soldiers kicking and urinating on a hooded detainee in Basra. Despite growing doubts as to the photographs' authenticity, the affair has hugely embarrassed the government, which fears it will damage attempts to win Iraqis' "hearts and minds" and further imperil British forces.

President Bush went on two Arab-language television networks, roundly condemning the abuses but falling short of a direct apology, which top colleagues have issued. American officials insist that only an isolated handful of soldiers were responsible. But there are indications not only that such behaviour may have been more widespread but also occurred with the full knowledge and even encouragement of the miscreants' superiors. Having at first "categorically" stated that there was "no evidence of systematic abuse", General Richard Myers, chairman of the American Joint Chiefs of Staff, has now admitted that he "could not be sure".

According to Staff Sergeant Ivan "Chip" Frederick, the most senior of those so far facing criminal charges, he and his fellow reservists had simply been carrying out their orders, in particular from military ►►

intelligence. They had, he said, been told they had been doing a "great job"; a lot of useful information had been extracted as a result of their work.

Under international law, all detainees, military or civilian, must be treated humanely. In no circumstance may they be subjected to torture or any other "cruel or degrading" treatment. Pleading "exceptional circumstances" or "higher orders" is no excuse.

Brought in last month to head detention operations in Iraq, Major-General Geoffrey Miller, formerly in charge of the Guantánamo Bay centre, claimed this week that only "authorised interrogation practices" were now being used in Iraq. All threats, hooding, and "physical contact" with the detainee were prohibited. Sleep deprivation and stress positions could be used but only under special authorisation from a high-level authority. He, personally, was opposed to such methods, finding them counter-productive. Interrogation of detainees while naked was "not one of the authorised techniques".

But in the last 16 months, the American military admits that it has carried out 25 criminal investigations into deaths and ten into allegations of misconduct involving detainees in Iraq and Afghanistan. Of the ten deaths deemed to have taken place in suspicious circumstances, two have been classified as criminal homicides. A soldier found guilty in Iraq was given a dishonourable discharge but was not jailed. In the other case, in Afghanistan, the person involved was working with the CIA and was not charged with a crime.

When there is any breach of international law, it is up to the state whose citizens are held responsible to ensure that the culprits are brought to justice. The problem is that many allegations of abuse never come to light, particularly where the armed forces are involved. And even when they do, the culprits often seem to get off with a mere reprimand or a less-than-honourable discharge. This time, with the world watching, the sanctions may have to be much more exemplary.

If a state is deemed to have dealt with its citizens too leniently, the case could go before the International Criminal Court—but only if either the state of the perpetrator or the state of the victim is a signatory to the court. Neither the United States nor Iraq is.

Donald Rumsfeld, America's defence secretary, is under growing pressure in Washington to take personal responsibility for the scandal. He said he was "stunned by all of it". The soldiers' actions in the photographs were "totally unacceptable and unAmerican". But it was "an exceptional situation, not a pattern or a practice". Six investigations had been launched by the Pentagon, he said. But will they get to the bottom of the affair? ■



Iraq's armed forces

## DeBaathify, then reBaathify?

BAGHDAD

**Is Saddam Hussein's old army coming back into the fold?**

**T**HE good news for the United States is that Fallujah, the city at the heart of Iraq's insurgency has, for the time being, fallen strikingly quiet. American forces have lifted their three-week siege and withdrawn beyond the town's perimeter. Many of the 100,000 residents who had fled have come home. Americans and Iraqis who were fighting each other have agreed to create a "Fallujah brigade". Insurgents who hours earlier were shooting at Americans happily accepted American offers of cash, radios and uniforms.

Many Americans—and Iraqis—in Iraq worry that these short-term gains have come at the cost of rehabilitating the old security apparatus that the Americans have travelled so far to crush. But already America's generals are touting Fallujah as a model for pacifying other rebellious towns. "They feel like it's a solution that could work elsewhere," says the marines' commander, General Jim Conway. "There are obvious advantages to it." An Iraqi general said that the deal over Fallujah could serve as a precedent for Iraq's other most bloody-minded cities: Ramadi, Kufa, Najaf, Karbala, Basra, Mosul and even for "beloved Baghdad, Iraq's beating heart".

Most of the rebels, with whom this tentative but so-far-successful accommodation had to be made, served in Saddam Hussein's vast security forces and were disenfranchised overnight a year ago,

when America's proconsul in Iraq, Paul Bremer, stripped them of their income and jobs. Mr Bremer has now also softened his deBaathification order, which barred senior members of Mr Hussein's regime from power. This week he also ordered that many prisoners be freed.

Not only does this bring back many of Mr Hussein's men into public service. It also authorises a new militia at a time when militias were supposed to disband. In Fallujah, the Americans forgot their previous demands that, as the price for peace, the rebels' heavy weapons should be handed over, along with foreign jihadis and those who had killed and mutilated four American private security men who had been ambushed in the town. Fears that the jihadis' flight would trigger a new wave of bombings were confirmed on May 6th when a suicide car-bomb killed six people in Baghdad, ending several weeks of respite in the capital.

The deal over Fallujah makes many Baghdadis feel edgy. They fear that the insurgents will now go elsewhere in search of new targets. A rebel Shia cleric, Muqtada al-Sadr, who led a wave of uprisings in Shia cities in the south a few weeks ago, will be encouraged too, though American forces this week began to flush his Mahdi army out of Karbala and another town in the south. Still holed up in Najaf, Mr Sadr says that he has learnt a lesson from Fallujah: "if you want to be friends with America, you must fight it." The revival of a Sunni Arab militia has given Kurdish and Shia militia commanders good cause to reconsider their earlier promise to dissolve and join a new army.

Iraq's new American-appointed defence minister, Ali Allawi, is furious. His plans to create a united Iraqi army from the 50,000 strong Kurdish *peshmergas* (guerrillas) and the two religious Shia militias—the 10,000-strong Iranian-trained Badr brigade, which owes allegiance to the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) party, and the 1,500 militiamen loyal to the Dawa party—are in tatters.

### Disunity beckons

If it is deprived of a united army, Iraq is more likely to split down ethnic and religious lines. Mr Allawi's efforts to recruit from the 400,000 dismissed members of Mr Hussein's armed forces or to tempt them on-side with offers of a pension and employment scheme have been undermined. Now Mr Hussein's former soldiers may be able to choose between a career in Mr Allawi's forces and in those run by former Baathist generals.

Mr Allawi has 35,000 troops under his control. They could expand to 80,000 by mid-May, when his ministry takes over the 45,000 local levies of the Iraqi Civil Defence Corps. He reckons his lightly-armed forces could grow to 125,000. Mr Allawi ▶▶

The Economist May 8th 2004

▶ wants to deploy most of them on Iraq's porous borders but is also setting up a "special task force" division, 10,000-strong, that could be sent to flashpoints such as Najaf, to keep Americans out of the fray.

But Mr Allawi and the new interior minister, Samir Sumaidy, are struggling with the divided loyalties of many Iraqis, especially those serving in the revamped army and police. When Sunni and Shia insurgents rebelled last month, even the previous interior minister's brother, who ran Basra's police, switched sides.

By contrast, the Fallujah brigade has cash, arms and discipline. It may be only 600-strong but it can call on a network of thousands, perhaps tens of thousands, of like-minded men, mostly ousted soldiers from the old army, within the Sunni trian-

gle around Baghdad. The deal over Fallujah suggests that some of the insurgents care less for now about ending the occupation than winning recognition as America's partners. Many senior Iraqi officers already hail the deal as the first step on the path to replacing Iraqi civilian rule with Iraqi military rule, which is more likely, they argue, to bring about the stability which America craves. "Democracy will never take root in Iraq," says a former Baathist general. "Only the Iraqi army can cow the population into acquiescence."

Mr Allawi, an Oxford don before he became defence minister, has refused to bring the Fallujah brigade into his fledgling army. He will not, he says, rehabilitate Republican Guard generals whom he blames for the deaths of 300,000 Iraqis, mostly

Shias, killed in 1991 during the suppression of the uprising after the first Gulf war.

Mr Allawi is strongly backed by anti-Baathist Shias in the soon-to-be-dissolved Governing Council (GC), who share his fear that a belt of subversive ex-Baathist brigades could soon encircle Baghdad. They fear, too, that when an interim Iraqi government takes office in July, the old and new armies could clash. Military coups, after all, punctuated Iraqi history throughout the last century. "No other institutional force is more powerful than the former army," worries a Shia on the GC.

The defence minister worries that President Bush may be drawn to the idea of stability in Iraq, even if that means military rule. Iraqi democrats are talking nervously about the restoration of "Saddam Lite". ■

Iran

## Mocking mullahs

TEHRAN

A funny new film has put Iran's real leaders in a damaging quandary

**D**ISENCHANTED by their theocratic government, many Iranians enjoy the not uncommon sight of a gowned cleric standing helplessly at the side of the road, hailing taxis that refuse to stop. They make fun of *akhunds*, an impolite word for mullahs, and crack jokes about seminarians whose ambition is to parrot their teachers' every banality. Iranians have always chuckled in private.

Until April 21st, that is, when "Marmulak" (Lizard), a film that contains these and other impious jibes, came out in several Iranian cities. Kamal Tabrizi's comedy, about Reza, a fugitive criminal disguised as a mullah, is very funny. But it is also a taboo-breaker, which is one reason it has enjoyed the most successful opening in Iranian film history.

"Marmulak" punctures clerical self-esteem more comprehensively than any Iranian film since the ayatollahs took power in 1980. The film shows Reza, resplendent in gown and turban, flirting with a comely widow, picking the pocket of a Tehran swell and fluffing his lines after inadvertently becoming prayer leader of a small-town mosque.

*Jumhuri-ye Eslami*, a conservative newspaper, says that such scenes insult Iran's "religion, government and people". Others, however, point to the success of Reza's idiosyncratic sermons in drawing worshippers to his mosque, and to his bent for pious deeds. "Marmulak", they argue, may even draw some of the sting of popular discontent.

Although censorship is in theory controlled by Iran's reformist government, headed by President Muhammad Khatami, it is unlikely that "Marmulak"

could have been made without support from some in the conservative establishment. Though the film is not being shown in two cities known for their piety, Iran's most senior ayatollahs have so far expressed their unhappiness in private; it is still possible that the film will be taken off the screens.

Having used their unaccountable powers to kill Mr Khatami's reform movement, conservative clerics have never been less loved. But cathartic irreverence has its limits. This week a judge upheld a death sentence (unlikely, say most insiders, to be carried out) on a free-thinking academic, Hashem Aghajari. His crime? Criticising the mullahs.



Ladies love the lizard

# Les affrontements avec la milice chiite de Moqtada al-Sadr gagnent Bassora

LE FIGARO LUNDI 10 MAI 2004

Les violences en Irak ont particulièrement touché Bagdad hier où 35 Irakiens ont été tués, dont 28 au cours d'accrochages entre miliciens chiites et forces de la coalition, et sept dans un attentat sur un marché. Les combats entre militaires américains et miliciens ont été très violents à Sadr City, dans l'est de la capitale, au lendemain de l'arrestation d'un adjoint du jeune chef chiite radical Moqtada al-Sadr. Ce dernier, recherché « mort ou vif » par la coalition, est toujours retranché dans la ville sainte de Nadjaf. Samedi, les affrontements entre forces de la coalition et Irakiens se sont déplacés vers le sud. Neuf soldats britanniques ont été blessés à Bassora, où la tension était très vive, et à Amara, où cinq miliciens ont été tués.

Bassora :  
de notre envoyée spéciale  
Isabelle Lasserre

Au rez-de-chaussée du gouvernorat de Bassora, en face des toilettes, le regard des visiteurs est happé par un poster géant du leader chiite Moqtada al-Sadr, le radical dont l'Armée du Mahdi défie depuis un mois les troupes de la coalition. Le portrait du religieux a été posé lorsque ses partisans ont brièvement occupé le bureau du gouverneur – un modéré, qui coopère avec les Britanniques – le mois dernier. Depuis, ils ont quitté les lieux. Mais l'affiche n'a pas été dé-



crochée. « C'est trop dangereux. Les Irakiens ont peur d'être tués s'ils enlèvent ce poster. Ils considèrent Moqtada al-Sadr comme un nouveau Saddam », affirme un ob-

servateur européen en poste à Bassora.

Après avoir déclaré la guerre aux troupes américaines, les hommes de Moqtada al-Sadr s'en prennent désormais aux Britanniques, basés dans le sud de l'Irak. Dans un sermon prononcé à la mosquée principale de Bassora, la deuxième ville du pays, l'imam Abdul Sattar al-Bahati a appelé vendredi à la « guerre sainte » contre les Anglais. Brandissant un fusil d'assaut en pleine prière, il a promis des récompenses à ceux qui attaqueraient les soldats de la coalition : 350 dollars pour un prisonnier, 150 dollars pour un mort. Il a aussi autorisé ses partisans à « garder comme esclaves » les femmes soldats.

Orchestrée depuis la veille, l'insurrection a débuté samedi aux premières heures du jour. Des centaines de combattants armés de fusils d'assaut, de lance-roquettes et de grenades ont attaqué les patrouilles britanniques dans plusieurs quartiers. Ils ont aussi tenté de prendre le contrôle de points stratégiques comme les ponts, menacé le gouverneur et érigé des barrages sur les grandes

artères de cette ville de 1,2 million d'habitants. Les affrontements ont fait plusieurs morts côté irakien et des blessés parmi les Britanniques.

Depuis l'arrivée des troupes de Londres il y a un an, Bassora était pourtant citée comme un exemple en Irak. Après avoir accueilli les soldats de Sa Majesté en « libérateurs », le Sud s'était accommodé de leur présence. D'abord, parce que cette région chiite a davantage souffert que les autres de la répression de l'ancien régime. Ensuite, grâce au savoir-faire des Britanniques qui ont privilégié la conquête « des cœurs et des esprits » à l'usage systématique de la force. « Le nord et le sud du pays n'ont pas les mêmes relations avec la coalition. Ni avec les extrémistes d'ailleurs. Ici on préfère écouter le programme arabe de la BBC que de regarder al-Jezira, qui n'a pas beaucoup de crédibilité. Les envoyés spéciaux d'al-Jezira doivent prendre des pseudonymes quand ils viennent à Bassora pour éviter de se faire enlever », explique un interprète recruté par la coalition.

La situation s'est brusquement dégradée il y a trois semaines. Le 21 avril, des attentats à la voiture piégée contre des postes de police ont fait 70 morts, tous Irakiens. Trois jours plus tard, des kamikazes ont attaqué, à l'aide d'embarcations piégées, le terminal pétrolier au large d'Oum Kasr, qui assure l'essentiel du flot de brut irakien. Et la semaine dernière, l'aéroport de Bassora, où sont basées les troupes britanniques, a subi deux séries au mortier. « Depuis un mois, les actions contre les militaires et les représentants du CPA (N.D.R : Autorité provisoire de la coalition) se multiplient. Mais on ne sait jamais qui est derrière », commente un représentant britannique.

A la base navale d'Oum



Des militaires britanniques patrouillent dans une rue de Bassora, à quelque 550 km au sud-est de Bagdad. Trois ont été blessés hier dans la deuxième ville du pays (1,2 million d'habitants) par le jet d'un engin explosif contre leur véhicule. (Photo Nawfal Hashim/AFP.)

Kasr, le Britannique John Murphie, qui forme les Irakiens à défendre les terminaux pétroliers, entend rester optimiste. « Les terroristes qui nous ont attaqués veulent faire échouer le processus de reconstruction. Importer le chaos dans la région. Détruire la confiance qui s'est instaurée entre la coalition et les Irakiens. Mais ça ne prendra pas. Nous avons une relation formidable avec les Irakiens. »

Au bord de la rivière Kawr al-Zubayr, il désigne fièrement trois vedettes flambant neuves tout juste arrivées de Chine. La nouvelle marine irakienne. Mais le capitaine, dans un geste de défiance à l'intention des Britanniques, hisse le vieux drapeau irakien, celui de Saddam, annoté d'un « Allah Akbar » abandonné depuis l'arrivée de la coalition.

Dominic d'Angelo, le porte-parole du CPA, en est certain : les violences sont liées au transfert de pouvoir prévu le 30 juin. « De toute évidence, certains veulent faire dérailler la transition politique. » Il pense que les attaques sont commises par « des gens de l'extérieur », comme la plupart des habitants de Bassora.

Dans son bureau climatisé, entre deux thés au citron, le gouverneur Abdul Latis, un ancien juge, accuse pêle-mêle « les extrémistes sunnites de

Faludja, al-Qaida, les wahhabites et l'ancienne garde rapprochée de Saddam ». « En fomentant des troubles, ils veulent montrer, dit-il, que même les chiïtes et pas seulement les sunnites, sont contre la coalition. »

### Des récompenses ont été promises : 350 dollars pour un soldat de la coalition fait prisonnier, 150 dollars pour un mort

La pauvreté, dont la ville, délaissée par l'ancien régime, n'arrive pas à s'extirper, alimente selon lui les rancœurs contre les troupes étrangères. Un taux de chômage énorme, des infrastructures en lambeaux, un système de santé et d'éducation en faillite. Devant le bureau du gouverneur, les ordures et les immondices s'accumulent sur les terrains vagues, au milieu d'une eau croupie. Les enfants jouent au foot, pieds nus dans la poussière, au milieu des ânes et des tôles ondulées.

Le scandale des prisonniers torturés a jeté de l'huile sur le feu. Le gouverneur préfère glisser sur le sujet. « Saddam a torturé et exécuté des millions

d'Irakiens et personne n'a jamais publié de photos. Cette affaire est montée en épingle », regrette-t-il. Au QG des Britanniques, on pense que les photos du Daily Mirror sont fausses. « Mais le mal est fait. Notre image et notre intégrité

en ont pris un coup », reconnaît Ian Clooney, porte-parole de la « division multinationale sud-est ». Les partisans de Moqtada al-Sadr ont sauté sur l'occasion.

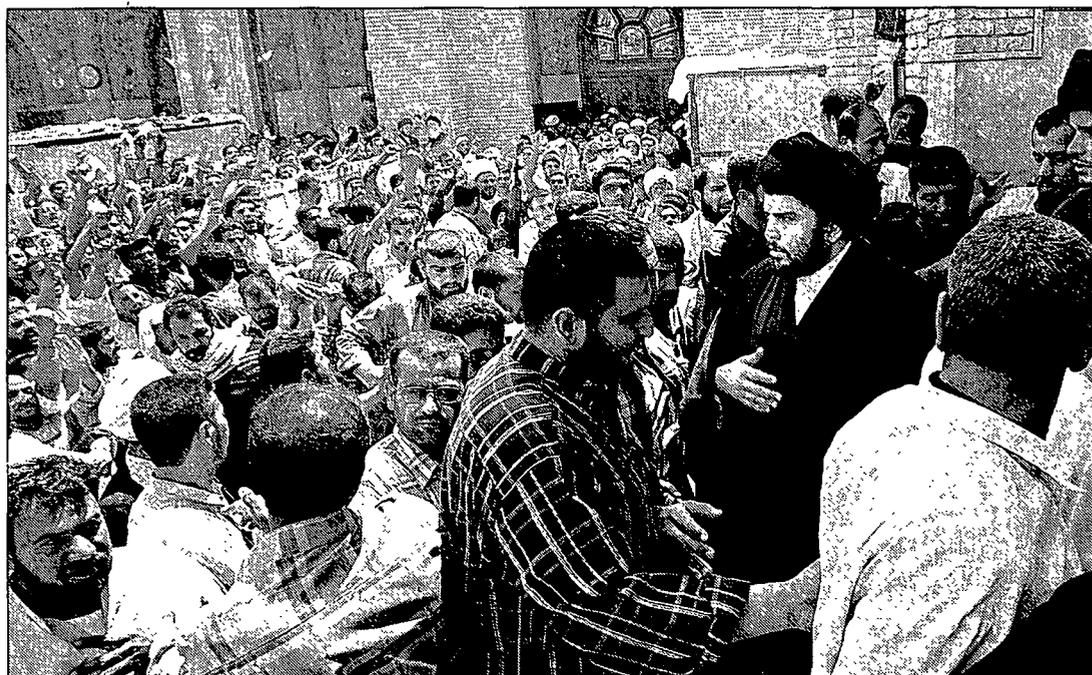
Le leader chiïte a refusé les excuses de George Bush. « Quel type de liberté et de démocratie pouvons-nous attendre de vous quand vous prenez autant de plaisir à torturer les prisonniers irakiens ? », a-t-il affirmé vendredi, pendant le prêche.

Enfin, la multiplication des milices chiïtes et des gangs armés ajoute encore à la tension. « Ces groupes tentent de prendre le pouvoir, avant le 30 juin, par la violence et l'intimidation », déplore Henry Hogger, le patron du CPA à Bassora. Pour éviter que les extrémistes ne fassent « capoter le processus de reconstruction », Abdul Latis propose de faire de Bassora « une ville

sans armes ». Davantage qu'une guerre civile, il redoute des violences entre groupes chiïtes qui luttent pour le pouvoir. « Il n'y aura pas de démocratie en Irak, prévient-il, si on ne désarme pas les milices. »

Plus facile à dire qu'à faire. Car, contrairement aux Américains, les Britanniques ont depuis le début privilégié la négociation et le dialogue en Irak. Quitte à parfois s'accommoder, dans les hôpitaux, les universités ou les commissariats par exemple, du responsable chiïte dont les idées et les méthodes sont assez éloignées de la conception occidentale de la démocratie. « Les Américains en savent quelque chose : dès qu'on attaque Moqtada al-Sadr, on augmente le nombre de ses partisans. Même s'ils ne l'apprécient pas beaucoup, les Irakiens n'oublient pas qu'il appartient à une famille chiïte extrêmement respectée. L'impact émotionnel est très fort quand on s'en prend à lui », explique Henry Hogger.

Vendredi, les troupes britanniques ont donc négocié et attendu le retour au calme. « La majorité des habitants de Bassora veut une solution modérée et pacifique », rappelle le patron du CPA. Reste à savoir si la soft approche britannique pourra résister longtemps aux violences des radicaux.



Malgré la présence de troupes américaines autour de Kufa, l'imam chiïte radical Moqtada al-Sadr (à droite avec un turban noir) est arrivé à pied et sous forte escorte dans cette ville irakienne située près de Nadjaf pour y diriger les prières du vendredi. (Photo AFP.)

## Kurds oppose changes to temporary constitution

By Guy Dinmore

Washington Financial Times May 11, 2004

Iraq's main Kurdish parties have told the Bush administration they want a strong caretaker government to prepare for elections and are not prepared to rewrite articles of the interim constitution that protect the autonomy and rights of minorities.

Kurdish opposition to proposals by Lakhdar Brahimi, the special UN envoy, to set up a caretaker government dominated by technocrats rather than established politicians is contributing to a rethink in the Bush administration over how to hand over sovereignty on June 30.

Some in Washington are arguing that a weak government headed by technocrats will not win the confidence of Iraqis nor have the political clout needed to organise elections by next January. Mr Brahimi indicated over the weekend that he was also reassessing his strategy, saying he had never used the word "technocrats".

Kurdish rejection of suggestions that they, or the Sunni Arab

minority, give up their effective power of veto over the shape of the future constitution also complicates Mr Brahimi's efforts to win over support of the key religious leaders of the Shia majority.

Grand Ayatollah Ali Sistani, the most respected Shia cleric, has expressed his opposition to provisions of the interim constitution that would undermine future majority rule. Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, recently met the ayatollah in Najaf, with whom he maintains good relations. Mr Talabani also held extensive talks with senior US officials in Washington last week, as did Karim Sinjari, a top official of the Kurdistan Democratic party.

"The interim constitution was not a perfect document but it was a result of much negotiations and compromises. We don't want to tamper with it for temporary or convenient reasons," said Howar Ziad, a liaison officer to the UN for the Kurdistan regional government. "But this is not opposition to Sistani. We respect Sistani."

---

## Quatre tués et 25 blessés dans une explosion à Kirkouk



KIRKOUK (Irak), 11 mai (AFP) - 9h24 - Quatre personnes ont été tuées et 25 autres blessées dans une explosion qui s'est produite mardi matin dans un quartier kurde de Kirkouk, a annoncé la police de cette ville pétrolière du nord de l'Irak.

"L'explosion a eu lieu dans un quartier kurde peuplé à 09h50 (05h50 GMT), faisant quatre tués et 25 blessés", a déclaré à l'AFP un officier de police, le général Chirkou Chaker Hakim.

Un médecin de l'hôpital Azadi, Bakchane Abdallah, a confirmé ce bilan, précisant que 14 des blessés étaient "grièvement atteints".

L'explosion due, selon la police, à un engin de forte puissance s'est produite près d'une vieille mosquée du quartier situé dans la partie de la ville habitée par des Kurdes et des Arabes.

La police a appelé la population à se rendre dans l'hôpital Azadi pour des dons de sang, tandis que des centaines d'habitants se sont rassemblés devant l'hôpital pour avoir des informations sur leurs proches tués ou blessés.

La police irakienne et les soldats américains se sont déployés en force sur le lieu de l'explosion, distant d'un kilomètre de l'hôpital Azadi.

Selon le général Hakim, les deux principaux partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ont reçu récemment des informations sur des attaques possibles contre des objectifs kurdes.

Des habitants rassemblés devant l'hôpital ont accusé le groupe islamiste extrémiste Ansar al-Islam, soupçonné de liens avec le réseau terroriste Al-Qaïda d'Oussama ben Laden, d'être à l'origine de l'attentat.

Le responsable de la sécurité de la province de Souleimaniyah, contrôlée par l'UPK, Sarkout Hassan, avait annoncé le 22 avril l'arrestation de 20 membres d'Ansar al-Islam et la saisie de quantités d'armes et d'explosifs.

"Les détenus sont des Kurdes de Souleimaniyah", avait-il alors indiqué, précisant qu'ils voulaient s'attaquer à des institutions publiques et aux forces de la coalition conduite par les Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont annoncé le 22 mars avoir ajouté Ansar al-Islam, présent dans le nord de l'Irak, à leur liste officielle des organisations terroristes internationales. Le groupe est présenté par le département d'Etat comme étant composé de militants kurdes et arabes, souvent entraînés en Afghanistan.

Ansar al-Islam "Les Partisans de l'islam" contrôlait une petite enclave dans le nord-est de l'Irak avant d'être écrasé par les forces américaines fin mars 2003. Le groupe comptait alors environ 700 à 900 membres.

# L'Europe face au chaos irakien

**AUX CÔTÉS** de Jean-Pierre Raffarin qui ne disait mot, le président du conseil italien, Silvio Berlusconi, a défendu le soutien apporté par son gouvernement à l'intervention américaine en Irak. « *Nous sommes en Irak exactement pour la même mission qu'au Kosovo, en Afghanistan et dans beaucoup d'autres endroits où il y a des difficultés pour les faibles. C'est une mission humanitaire que nous accomplissons avec orgueil, a-t-il dit mercredi 5 mai, lors de sa visite à Paris. Nous sommes là [en Irak] pour contribuer à l'évolution d'une société qui a connu une dictature terrible vers une véritable démocratie.* »

Si Paris et Rome sont d'accord pour approuver le plan Brahimi de constitution d'un gouvernement intérimaire à Bagdad et souhaiter « *la pleine restauration de la souveraineté irakienne* » après le 30 juin, les positions des deux pays restent très éloignées. Elles reflètent les divergences persistantes au sein de l'Union européenne face au chaos irakien.

Tous les Européens sont conscients que l'incapacité des Américains à rétablir un minimum de sécurité, les risques de déstabilisation de l'ensemble de la région, constituent une menace auxquels ils n'échappent pas. Ils sont pourtant incapables de se mettre d'accord sur une attitude commune. Le fossé entre les pays qui ont approuvé la guerre américaine en Irak - et ils sont de plus en plus nombreux avec l'élargissement - et ceux qui ont refusé d'y participer reste béant.

Sans doute les contestataires - France et Allemagne, pour ne parler que des membres de l'UE - sont-ils moins isolés qu'il y a quelques semaines. Avec la victoire du socialiste José Luis Zapatero, ils ont reçu le renfort de l'Espagne. De plus, dans les

pays où les gouvernements se sont alignés sur Washington, les opinions, y compris le monde des affaires et parfois même les diplomates, sont sceptiques vis-à-vis des positions officielles. Cet hiatus est apparu ouvertement lors d'un débat organisé, fin avril, à Venise par le Conseil pour les relations entre l'Italie et les Etats-Unis. Les déclarations des ministres italiens, selon lesquels, « *si l'Europe s'était jointe aux Etats-Unis, la décision de faire la guerre n'aurait pas été unilatérale* », ont suscité des sourires, et les mises en cause de la politique française, une véritable contestation. La révélation des sévices infligés aux prisonniers irakiens ne peut que renforcer ces doutes.

Au cours des prochaines semaines, la diplomatie française devrait s'efforcer de rapprocher les points de vue, avant les échéances du mois de juin : la venue de George Bush en France à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire du débarquement, puis le G8, suivis du sommet Union européenne-Etats-Unis et du sommet atlantique d'Istanbul.

L'analyse faite à Paris est que les Américains veulent à la fois rechercher un plus large soutien de la communauté internationale sans pour autant perdre la maîtrise des opérations politico-militaires. Les Britanniques agissent en faveur d'une implication plus importante des Nations unies et recherchent le soutien de la France. Celle-ci n'est pas hostile au principe d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité.

A une condition cependant : que l'ONU ne donne pas une estampille internationale à un pseudo-gouvernement qui perpétuerait l'occupation américaine. L'expression maladroite de « *souveraineté limitée* »,

employée par Marc Grossman, secrétaire d'Etat adjoint américain, a fait mauvais effet. Même si elle décrit bien la réalité, elle a ravivé de mauvais souvenirs remontant au temps de l'URSS, quand Brejnev accordait aux démocraties populaires d'Europe de l'Est le même genre d'indépendance. Les Britanniques préfèrent la formule « *souveraineté illimitée, mais autorité restreinte* », sous la tutelle de l'ONU. Paris reconnaît que le transfert des pouvoirs ne pourra pas avoir lieu d'un seul coup et que des étapes devront être ménagées.

La France n'est pas non plus opposée à ce qu'une force internationale remplace la coalition, mais là encore des clarifications sont nécessaires quant à la hiérarchie des responsabilités et à la chaîne de commandement. En tout cas, « *il n'y a pas, aujourd'hui, d'hypothèse qui permette d'envisager la présence de troupes françaises en Irak* », dit-on à Paris.

Ce refus actuel inclut une éventuelle contribution à la protection du personnel civil de l'ONU s'il retourne à Bagdad ; dans les milieux diplomatiques français, on s'étonne que la démarche vienne des Etats-Unis et non des Nations unies elles-mêmes. Mais il n'affecte pas l'idée de créer - sans doute dans un pays voisin - une école de gendarmerie pour les Irakiens, si le gouvernement transitoire en fait la demande.

Quant à l'envoi en Irak de forces de l'OTAN, qui pourrait être évoqué au sommet d'Istanbul, à la fin juin, il est d'autant moins opportun qu'aucun pays membre ne paraît disposer des forces nécessaires. Tout au plus l'OTAN peut-elle continuer à assister ceux de ses membres (comme les Polonais) qui sont déjà en Irak aux côtés des Américains.

La France, toujours en désaccord avec les motivations de la guerre, affirme pourtant vouloir contribuer à la réussite de la période de transition qui doit s'ouvrir le 30 juin : désignation d'un gouvernement intérimaire par Lakhdar Brahimi, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, élections à la fin 2004 ou au début 2005 pour désigner une Assemblée représentative.

C'est l'aspect institutionnel du processus d'« irakisation » réclamé depuis longtemps par la diplomatie française mais il ne suffit pas à régler la question primordiale de la sécurité. « *Les Américains sont à la fois le problème et la solution, entend-on à Paris. S'ils s'en vont, c'est la guerre civile. S'ils restent, ils renforcent la résistance.* » Or qu'ils aient été opposés à la guerre ou qu'ils l'aient soutenue, tous les gouvernements européens s'accordent à penser qu'un échec américain en Irak - sous la forme d'un enlèvement ou d'un retrait honteux - aurait des conséquences

désastreuses bien au-delà de la région elle-même.

Si elle parlait d'une seule voix, l'Union européenne aurait une petite chance de faire entendre la voix de la raison : un engagement de la communauté internationale pour la stabilisation de l'Irak couplé avec une initiative sérieuse dans le conflit israélo-palestinien. L'UE ne peut pas se contenter de vouloir concilier l'inconciliable (l'approbation du retrait unilatéral israélien de Gaza et la demande d'une négociation sur ce même retrait), comme l'a fait le quartet à sa dernière réunion.

Les Européens ont le chaos à leur porte. Ils ne portent pas tous la même responsabilité dans son apparition, mais subiront tous au même degré l'onde de choc. Cela devrait les inciter à assumer un rôle sur le terrain et à ne pas abandonner aux Américains la rhétorique réformatrice dans le monde arabe.

Daniel Vernet

## Iran : majorité absolue pour les conservateurs au Parlement

**TÉHÉRAN.** Les conservateurs ont remporté une majorité absolue des deux tiers du Parlement à l'issue du second tour des élections législatives qui a eu lieu vendredi 7 mai. Ils ont obtenu 40 des 57 sièges qui n'avaient pas été pourvus au premier tour le 20 février, selon les chiffres fournis par le ministère de l'intérieur.

Ces résultats portent à environ 195 le nombre de sièges désormais occupés par des conservateurs dans un Majlis (Assemblée) qui en comporte 290 et dans lequel les réformateurs détenaient la majorité absolue depuis 2000. Les réformateurs n'ont plus qu'une cinquantaine de députés, après l'élection de huit d'entre eux vendredi. Le reste du Parlement est constitué d'indépendants, dont neuf élus vendredi.

- (AFP.)

C

'ÉTAIT le début de la nuit. On était entre filles, c'est-à-dire en liberté. Pas de voiles sur les têtes, dans la partie réservée au personnel soignant féminin de cet hôpital

d'un quartier très populaire du sud-ouest de Téhéran. Celles qui étaient de garde passaient de la cuisine commune à leur petite chambre, s'asseyant autour d'un thé en attendant les urgences. Comme cette gynécologue de 34 ans qu'on appellera Ferouzeh, le faux nom qu'elle s'est choisi pour rester tranquille. Cette nuit-là, donc, Ferouzeh bavardait dans sa chambre avec une amie. Soudain, on l'appelle aux urgencés.

En vitesse, elle met sa blouse blanche et un voile noir sur les cheveux, descend les marches, rejoint les salles de consultation. La cohue. Il y a du bruit, du désordre, des va-et-vient. Une femme et sa sœur attendent là avec une fillette de 2 ans. « Elle est tombée d'une chaise, il faut vérifier », dit la mère dans une grande confusion.

Ferouzeh a bien compris ce qu'il fallait vérifier. Ce ne sont pas d'éventuels os cassés qui préoccupent la mère. La seule chose dont il importe de s'assurer qu'elle est intacte, c'est l'hymen. Des familles traditionalistes à celles de la bourgeoisie éduquée, un tabou traverse les siècles en Iran, solide vestige archaïque, anté-islamique, d'une société pourtant en pleine ébullition : la virginité.

La petite fille est déshabillée sous la lampe. Les têtes se penchent sur son cas, l'air soucieux. Elle ne comprend pas, hurle. Deux ans ! Est-elle vraiment « tombée d'une chaise » ? Ferouzeh fronce les sourcils, redoute le pire, examine l'enfant. Avant le verdict, la seconde de silence dure une éternité. La gynécologue secoue la tête : « Non, ça va. » La mère rhabille la petite. Elle ne demandera pas si elle s'est fait mal, si des médicaments s'imposent. L'inquiétude, la seule qui compte, est écartée.

Quand Ferouzeh exerçait dans un cabinet, les filles affluaient pour demander des certificats de virginité avant le mariage. La plupart, assure-t-elle, n'étaient pas vierges. Leurs mères entendaient la sentence. Pleurs, cris, insultes. Certaines la suppliaient pour obtenir un faux certificat, qu'elle donnait parfois. D'autres partaient se faire opérer pour reconstituer l'hymen. Clandestinement, en payant le prix. Et à leurs risques et périls.

Ferouzeh la gynécologue a une amie, Anahita. Elles ont passé leur scolarité ensemble dans une école du centre de Téhéran. Ce centre-ville géant, étalé sans queue ni tête, où les classes sociales se mélangent. Ferouzeh vient d'un milieu populaire, traditionnel : mère au foyer, père fonctionnaire. Anahita, elle, est issue d'une famille d'artistes, gens de théâtre au temps du chah. Toutes deux ont connu à 10 ans la révolution (qui, en 1979, mit fin au régime du chah pour instaurer la République islamique) ; puis, pendant huit ans, la guerre Iran-Irak, les bombardements, la fermeture de l'école, les pères et les frères qui ne revenaient pas, la peur.

Chacune a fait son chemin. Ferouzeh a étudié la médecine. Elle raconte l'universi-

# LES MARIÉS DE TÉHÉRAN

De la drague au divorce, en passant par le mariage : pour les Iraniennes, vingt-cinq ans après la révolution islamique, la vie en couple est toujours un parcours semé d'embûches

En Iran, où le concubinage est interdit, les mariages sont parfois célébrés lors de cérémonies collectives. Réunis le même jour dans une même salle, des milliers de couples peuvent être alors déclarés mari et femme par un mollah.



té, la surveillance permanente des brigades des mœurs : « Si on te voyait donner une lettre à un homme, tu étais exclue ou obligée de te marier. » Anahita, elle, trop avide de liberté, s'est exilée plusieurs années en Europe. Avant de revenir, pour essayer encore une fois de vivre chez elle, en Iran, dans cette société qu'elle ne supporte pas, qui ne supporte pas la liberté des femmes.

Les deux copines se sont perdues de vue. Elles se retrouvent cette nuit-là dans la petite chambre de l'hôpital. Et se racontent l'essentiel, c'est-à-dire leur mariage. Un passage obligé dans ce pays de 65 millions d'habitants. Le concubinage étant hors la loi et les femmes seules mal vues, tous les couples se marient : c'est l'une des pesanteurs de cette société pourtant au seuil de la modernité, où l'archaïsme et la tradition résistent encore aux dynamismes qui la secouent. Les deux tiers de la population ont moins de 30 ans, plus de 60 % des étudiants sont des femmes, la source principale du revenu d'un quart des familles provient du travail des femmes, 88 % d'entre elles utilisent des contraceptifs, le taux de fécondité avoisine les moyennes européennes...

Tous les couples passent donc par ce goulot d'étranglement : le mariage, nœud crucial de la société iranienne, avec ses rites en plusieurs étapes - drague, tabou de la virginité, cours d'éducation sexuelle obligatoires, contrat de mariage, mariage... jusqu'au tribunal des affaires familiales, où se règlent les divorces. Car ici, où l'on se marie d'abord pour être en règle, environ 5 unions sur 10 s'achèvent par un divorce.

Anahita et Ferouzeh, ainsi, se sont mariées. Ferouzeh a attendu d'avoir

33 ans. Jusque-là, précise-t-elle en pouffant timidement, elle est restée vierge. « J'avais très peur de ne plus l'être. Je savais où ça pouvait mener... » Elle ajoute, avec un naturel désarmant : « C'est très dur de trouver un homme qui accepte une fille non vierge. Alors, puisque la virginité est importante pour le mari, c'est important aussi pour

moi. » Comme beaucoup d'Iraniennes, Ferouzeh a rencontré son futur mari dans un taxi collectif. La loi interdisant de « fréquenter » librement avant le mariage, « c'est difficile de connaître un homme, note-t-elle. Tu ne vois que la surface. La plupart du temps, ils mentent... le temps de te convaincre ».

Pour les jeunes Iraniens, sept ans de pouvoir des réformateurs avaient vaguement détendu l'atmosphère. Le nouveau Parlement conservateur (élu le 20 février et le 7 mai) n'est pas là pour arranger les choses. Mais, quel que soit le pouvoir en place, dans ce pays, on drague comme on peut.

On s'échange des numéros de téléphone en se croisant dans les parcs ou les grands magasins. Des rues du nord de Téhéran sont connues pour les rencontres en auto : voitures de filles, voitures de garçons, chassé-croisé de regards, et plus si affinités. Les plus modernes organisent des soirées privées très « occidentales ».

Le mari choisi, Ferouzeh et Anahita sont passées, comme tout le monde, par le cours d'éducation sexuelle obligatoire, dit « d'équilibre familial ».

Nous y voilà justement, à ce cours. Le ren-

dez-vous a lieu dans une clinique du centre de la capitale. Il y a là une centaine de couples de tous âges. Des très jeunes et des très vieux. Des femmes en tchador, d'autres en habits plus modernes, le voile glissé vers l'arrière pour laisser les cheveux découverts. Chacun s'observe. Après la prise de sang réglementaire, c'est l'heure de la classe.

Les futurs époux s'asseyent côte à côte. Au mur sont épinglés différentes plaquettes de pilules, un préservatif et des dessins de stérilets. « *Au nom d'Allah...* » : de sa petite voix aiguë, une dame en blouse blanche et pantalon, voile noir sur la tête, commence le cours. L'objectif est de recommander les contraceptifs, « *comme ils font en Europe et en Amérique* ».

Le raisonnement est simple : « *Nous sommes en République islamique d'Iran, et l'avortement est interdit. (...) Au début du mariage, à cause de l'excitation, c'est difficile de se contrôler, et 50 % des femmes tombent enceintes...* »

Quelques couples pouffent bruyamment. Ceux d'allure plus occidentalisée. Les autres ne voient pas ce qu'il y a de drôle et restent concentrés sans rien dire. Au bout d'une heure, les hommes sont invités à quitter la salle. Les filles restent : certaines choses ne seront confiées qu'à elles. La petite voix aiguë donne des détails pratiques d'une crudité inouïe. Et termine par ce conseil : « *Les hommes ne montrent pas leur vrai visage. La plupart d'entre vous divorceront dans un an, après les avoir connus. Alors contrôlez-vous, attendez au moins un an avant de tomber enceintes !* »

Ferouzeh et Anahita, les deux copines, ne manquent pas de se questionner ensuite sur cette tradition ancestrale, ce moment crucial de la vie iranienne : le montant de la mehreeye, sorte de dot à l'envers fixée par le couple au moment du mariage et que le mari doit à sa femme en cas de divorce. Ferouzeh-la-traditionnelle y voit « *une mesure visant à protéger matériellement la femme* ». « *C'est une manière insultante d'acheter la virginité* », rétorque Anihata-la-moderne.

« *Qu'as-tu eu, toi, comme mehreeye ?*, lui demande Anihata, légèrement ironique.

– *Cinq pièces d'or [environ 400 euros]. Et toi ?*

– *Moi ? Un grattoir de guitare.*

– *???*

Cette demande insolite, Anahita la formule maintenant devant le mollah chargé du contrat de mariage. La scène a lieu dans le bureau de ce dernier, sous les portraits de l'ayatollah Khomeiny et du guide actuel du pays, Ali Khamenei. Anahita et Dariush, son fiancé, demandent que figurent dans leur contrat toutes les « options » laissant à l'épouse le droit de se déplacer, de travailler, d'avoir un compte en banque, de quitter l'Iran, de divorcer sans l'autorisation du mari... Le religieux tente de les en dissuader :

« *Le droit de divorcer appartient à l'homme !*

– *Je peux obtenir l'autorisation écrite de mon mari, insiste Anahita.*

– *Une autorisation n'est pas un droit. Le tribunal ne la reconnaît pas.*

– *Alors à quoi bon ce contrat de mariage ?*

La réunion se passe très mal. La demande fantôme de mehreeye n'arrange rien.

avocate.

Les juges, à de très rares et récentes exceptions près, sont tous des hommes. Celui-ci est un mollah, habillé en robe blanche et turban blanc. On lui demande : pourquoi, selon le Coran et la Constitution ira-

## « Quand tu es divorcée, c'est une épreuve de chaque jour. Les gens te regardent comme une prostituée »

MANIA

« *La mehreeye doit être un don concret, explique le mollah. Vous pouvez éventuellement demander un coran, pas les nuages dans le ciel ni un grattoir de guitare.* » « *Mon mari adore les grattoirs, dit Anihata. C'est un vrai sacrifice de sa part, une preuve d'amour.* » Ils partent sans conclure de contrat.

La jeune femme sort en larmes du bureau. Dariush est bouleversé. « *J'ai honte d'être un homme dans ce pays.* » Des amis leur indiquent des « *mollahs plus progressistes, plus compréhensifs, qui encouragent à signer les fameuses "options"* ». Ils iront. « *De toute façon, on est forcés de se marier. On te demande tes papiers. Il y a toujours des gens pour te dénoncer.* »

Pour les couples, c'est ici, bien souvent, que l'histoire se termine : au tribunal des affaires familiales, un bâtiment à colonnades situé dans l'extrême-sud de Téhéran, là où se règlent les divorces. Dans les couloirs, des hommes et des femmes attendent leur tour. On ouvre une porte : nous voilà dans le bureau d'un juge, visiblement en plein drame. Une femme et ses deux

nienne, seule la femme doit-elle donner des « motifs » en cas de divorce ? Quelle question saugrenue ! « *L'homme est responsable de la famille. C'est lui le patron. C'est douloureux pour lui de divorcer. En plus, il doit payer la mehreeye. S'il divorce, c'est donc qu'il a de bonnes raisons, le tribunal n'a pas à les demander.* » Logique.

Voici Mania. Pour obtenir le divorce, elle a renoncé à tous ses droits : la garde

de son fils, la mehreeye, la pension, ses meubles, tout. « *Quand tu es divorcée, dit-elle, c'est une épreuve de chaque jour. Les gens te regardent comme une prostituée. Tous les commerçants veulent coucher avec toi, puisque tu n'es plus vierge. Les hommes rechignent à t'épouser. Les appartements à louer ne le sont plus pour toi. On t'accepte dans les quartiers plus éduqués, plus riches, mais alors un seul salaire ne suffit pas pour le loyer.* » Le rêve de Mania, c'est de se remarier. Pour redevenir une Iranienne normale.

Marion Van Renterghem

filles en tchador noir sanglotent ostensiblement, supplient le magistrat, montrent du doigt l'homme qui se tient à leurs côtés.

« *Il a une liaison, il ne paie rien pour nous et il refuse de divorcer !*

– *Elles mentent !*, rétorque le mari en les menaçant de l'index. *J'aurai ma revanche !*

En tenue décontractée, sans cravate, le juge tapote son dossier, fixe la date de la prochaine audience. Dans le bureau voisin, un autre mari, piteux, se voit sommé de payer la mehreeye. Là-dessus, la justice ne transige pas : l'homme doit assumer ce devoir-là. Sinon, c'est la prison. Le tribunal peut même se montrer sans pitié pour ceux qui sont jugés en infraction. Alors les femmes l'emportent... mais dans le cadre d'une

loi écrite sur mesure pour les hommes.

Cette loi stipule en effet qu'un homme peut divorcer sans raisons. L'épouse, elle, doit avancer des « motifs » contre son mari : usage de drogue, adultère, impuissance, stérilité, mauvais comportement (violence, défaut de paiement). Tout le problème est de prouver ces fautes. « *Ce système juridique archaïque ne correspond plus à la société iranienne* », estime une

# D'anciens détenus décrivent la systématisation des sévices dans les lieux de détention américains

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Sérvices sous contrôle médical, hiérarchie des sérvices selon les catégories de détenus, recours à des

## ■ TÉMOIGNAGE

### Alaa, 26 ans, arrêté après avoir participé à une manifestation, raconte

« kapos » irakiens... Ces faits, et d'autres, décrits par d'anciens prisonniers en marge d'une réunion organisée, dimanche 9 mai, à Bagdad, tendent à confirmer que leurs géoliers américains agissaient bien dans le cadre d'un système qui se voulait cohérent.

Alaa Mohyi Mohsin Al-Duleimi, 26 ans, est passé par toutes les étapes. Il est arrêté le 2 novembre 2003, dans la rue, cinq jours après avoir participé à une manifestation antiaméricaine. Diplômé d'université, il appartient à la grande tribu sunnite des Duleimi, souvent en pointe dans la résistance contre les Américains. Matricule 153 911 – « maintenant ils en sont à plus de 200 000 », dit-il –, il sera libéré cinq mois plus tard d'Abou Ghraïb. Mais « c'est le chemin menant à cette prison qui est le plus dur », selon lui. Son premier interrogatoire, sans violences, se passe pourtant bien. Un officier lui dit « ne rien avoir » à lui reprocher, mais « être obligé » de l'envoyer « au tribunal ». En réalité, une ferme occupée par des unités de Forces spéciales d'infanterie ayant une tête de mort comme totem, venues en renfort mater un soulèvement dans la ville d'Abou Ghraïb. Un officier américain s'était alors plaint, devant *Le Monde*, de leur sauvagerie, tout en disant « ne pas pouvoir s'en passer ».

Attaché, sac sur la tête, Alaa y est violemment battu, humilié (« ils pissaient sur nous »), privé de sommeil, obligé de rester des heures debout,

parfois sur un pied... « La palette complète », dit-il, même si d'autres ex-détenus ont aussi parlé, lors de ces « traitements préliminaires » subis dans diverses bases militaires, de simulacres d'exécution, d'enfermement dans des sacs et des cercueils, d'humiliations sexuelles diverses... Simples « attendrissements » pour de nouveaux interrogatoires : sept jours durant, sous une pluie de coups, Alaa s'y entend

dire qu'il ment. Il finit par être seul, sur un groupe de 20, à être étiqueté détenu « spécial ». Ce qui lui vaut, lors du transfert à Abou Ghraïb d'être tout de suite placé dans les bâtiments en dur, dont les couloirs servent aux sérvices et humiliations sexuelles.

Et non dans les tentes, où les détenus ne sont frappés que lors des passages des officiers américains. Il y a huit tentes (avec 700 détenus chacune) à régime « léger » et quatre (250 détenus chacune) à régime « lourd ». C'est dans ces dernières que « la CIA », dit Alaa, piochait « cinq ou six hommes chaque jour, pour les emmener en cellules puis en interrogatoire ». Des détenus étaient aussi amenés en cellule par simple punition, pas pour être interrogés.

« Vous avez vu les photos de ce qu'ils y faisaient, mais il y a pire », dit Alaa. Quoi ? « Être attaché aux barreaux des heures durant de façon à ce qu'on s'évanouisse, bras paralysés au réveil. Ou être mordu par les chiens... » « *Mohammed l'Iranien n'a pas pu rester immobile quand ils passaient, il a été mordu, il a crié et fut donc battu, avec les matraques électriques. Il est resté évanoui un quart d'heure.* » « Un autre est devenu fou, il criait nuit et jour, ils l'arrosaient d'eau froide. Ce n'est qu'au bout de vingt jours que les médecins,

qui passaient matin et soir, l'ont emmené. »

Certains sont restés dans ces cellules trois mois ou plus, comme « le Syrien, un jeune qui a dû se faire un ami parmi le personnel des douches et toilettes, où nous allions deux fois par jour. Il s'est fait amener un pistolet et deux couteaux. Mais les Américains l'ont su. Ils sont venus en force, criant : "Jette le pistolet !" Le Syrien a tiré, blessant un soldat. Lui a eu les jambes broyées par une rafale. Soigné à l'hôpital, il fut ramené en cellule et, vingt-cinq jours durant, il a subi le pire. Ils voulaient qu'il dénonce ses complices, mais lui disaient qu'il était

« Ils voulaient des détails sur Saddam, alors même que celui-ci était déjà arrêté »

là pour le djihad, pas pour dénoncer... Ils disaient qu'il restera ici à mourir comme un chien. Il serait toujours vivant, détenu à Oum Qasr ».



### À ABOU GHRAÏB

Les photos des exactions commises à Abou Ghraïb continuent à parvenir aux journaux américains. A gauche, un soldat américain est assis sur un détenu attaché entre deux civières (*The New York Times*, publiée le 9 mai). Ci-dessous, un prisonnier est terrorisé par des militaires tenant des chiens en laisse (*The New Yorker*, 9 mai).

Le « pire », c'est aussi le traitement subi ailleurs, lors des interrogatoires. « *Nasser et Taha, les frères d'Archad Yassin, un garde de Saddam, étaient emmenés le matin et ramenés le soir, titubants. Ils voulaient des détails sur Saddam, alors même que celui-ci était déjà arrêté.* » Ou bien la « caravane, où l'on enfermait des gens en hiver avec la climatisation en marche ». D'autres témoins ont parlé d'un cube de fer percé de trous où l'on pouvait être enfermé en plein soleil.

Alaa, lui, ne fut pas frappé lors de ses interrogatoires – il en eut sept en quarante-sept jours, soit « moins que les autres ». Les hommes qui interrogeaient, dit-il, indiquaient s'il fallait ou non « être dur » avec leurs clients, même si certains gardes étaient plus cruels que d'autres. La consigne était donnée au couple – un homme et une femme – responsable de chaque travée de 50 cellules. « *Nos gardes buvaient tout le temps de l'alcool* », dit-il.

Il y avait quatre travées, reliées par l'escalier où les hommes voyaient passer les femmes. Celles-ci – vingt-cinq à l'époque – étaient, contrairement aux hommes, habillées, mais aux plaintes qu'ils entendaient, ceux-ci pensaient qu'elles « étaient abusées ».

M<sup>me</sup> Hanna Ibrahim, membre de l'ONG International Occupation Watch, organisatrice de la réunion, a parlé de femmes détenues à l'aéroport de Bagdad les premiers mois de l'occupation. Soixante de ces détenues ont transité par une prison à Bagdad où l'une au moins aurait été violée par des policiers

irakiens, au su des Américains.

A Abou Ghraïb, des détenus de droit commun ont fini par être utilisés comme « kapos », seuls à circuler d'une tente à l'autre, pour recueillir des informations. Des révoltes ont commencé par des tentatives d'assassinat de ces droits communs. Révoltes réprimées d'abord par des tirs de balles en caoutchouc, puis à balles réelles. « *Rien que dans ma tente, il y a eu un mort et plusieurs blessés* », dit Alaa, qui y fut placé à sa sortie de cellule. « *Puis les blessés furent promenés entre les tentes, comme exemple de ce qui arrivera à qui recommencera* »...

Sophie Shihab

Le Monde

11 MAI 2004

## Les affrontements avec les milices chiïtes se multiplient

Le Monde 11 MAI 2004

**DIX-NEUF MILICIENS** chiïtes et neuf autres Irakiens (trois policiers et six civils) ont été tués, dimanche 9 mai, à Bagdad, dans plusieurs accrochages entre les militaires américains et les hommes de Moqtada Al-Sadr, l'imam radical. Ces heurts se sont concentrés à Al-Sadr City où le QG de Moqtada Al-Sadr a été détruit. Ces affrontements surviennent au lendemain de l'arrestation d'un adjoint du chef chiïte. Un attentat à la bombe dans un marché populaire à l'ouest de la capitale a, d'autre part, coûté la vie à sept personnes tandis que huit autres ont été blessées. Une bombe a explosé, dimanche, à l'extérieur d'un hôtel à Bagdad, faisant six ou sept blessés britanniques, selon le ministère des affaires étrangères à Londres.

Quatre Irakiens ont également été tués et douze autres, dont quatre enfants, ont été blessés dans de nouveaux combats, dimanche à Koufa, toujours entre GI et miliciens. Des incidents se sont aussi produits à Kerbala, où les tirs ont duré trois heures, causant la mort d'au moins deux miliciens. Un officier de police irakien chargé des enquêtes criminelles à Baaqouba est décédé à l'hôpital après avoir été blessé, dimanche, par un inconnu. Le gouverneur de la province de Diyala (au nord-est de Bagdad) a échappé, lundi matin, à un attentat au cours duquel deux de ses gardes ont été tués et trois

autres blessés. Une bombe artisanale a explosé au passage du convoi à 10 km au nord-est de Baaqouba.

Dans le sud du pays, la tension est vive à Bassora, dont le gouverneur Wael Abdel Latif a décrété l'interdiction du port d'armes et la formation d'une unité spéciale de la police pour faire face aux milices. Après de violents affrontements la veille, trois soldats britanniques ont été blessés, dimanche, par le jet d'un engin explosif contre leur véhicule. Un convoi britannique a, d'autre part, essuyé des tirs et une bombe a explosé sans faire de victime.

### UN OLÉODUC EN FEU

A Amara, au nord de Bassora, des tirs de miliciens chiïtes ont déclenché avant l'aube une riposte britannique, qui a fait quatre morts et un blessé parmi les civils. Un oléoduc alimentant le terminal de Khor Al-Amaya, en direction de Fao, dans l'extrême sud de l'Irak, était en feu, dimanche, à la suite d'un sabotage. Les exportations de pétrole ont été suspendues.

Deux techniciens étrangers, un Sud-africain et un Néo-Zélandais qui quittaient en voiture Kirkouk, dans le nord de l'Irak, ont été attaqués par des tireurs armés de Kalachnikov, lundi matin. Les deux hommes ont été tués ainsi que le chauffeur. - (AFP, Reuters.)

## La Maison Blanche impose des sanctions à la Syrie

Le régime de Bachar al-Assad est accusé de soutenir le terrorisme.

**L**es sanctions américaines contre la Syrie sont entrées en vigueur. Approuvées le 11 novembre 2003 par le Congrès, elles ont été ratifiées hier soir par George W. Bush, selon l'un de ses conseillers juridiques, cité par Reuters. La décision présidentielle était attendue d'un moment à l'autre. «Nous avons déjà évoqué nos préoccupations concernant la poursuite du développement d'armes de destruction massive (par la Syrie), son soutien au terrorisme et son incapacité à surveiller sa frontière avec l'Irak», avait souligné lundi le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan.

Particulièrement sévères, ces sanctions ressemblent à l'embargo pris contre Cuba, a fait savoir un officiel américain. Elles autoriseraient la Maison Blanche à geler les avoirs syriens aux Etats-Unis et pourraient endommager le système bancaire de Damas. Elles comprendraient des restrictions sur les exportations mais l'on ignore encore si les investissements américains seront

touchés. La loi prévoirait également l'interdiction d'exportations de produits de haute technologie en principe destinés à un usage civil mais pouvant trouver une utilisation militaire. Dans une déclaration publiée mardi par le quotidien saoudien *Al-Hayat*, le Premier ministre syrien Mo-

### Washington soupçonne la Syrie de poursuivre le développement d'armes de destruction massive.

ammed Naji Otri a estimé que ces sanctions «n'auraient aucun effet» sur son pays, «sauf, a-t-il précisé, sur ceux qui les imposent». En clair, sur les compagnies pétrolières américaines opérant en Syrie. **Inquiétude.** S'il est vrai que Damas, dès l'application des sanctions, aura beau jeu de se tourner vers l'Europe, il demeure que l'inquiétude est de mise au sein du régime. Elle pourrait expliquer l'attentat survenu le 27 avril dernier dans la capitale syrienne. Selon la version donnée par le ministère syrien de l'Intérieur, deux assaillants, un policier et

une passante, avaient été tués lors d'un échange de tirs qui faisait suite à une mystérieuse explosion survenue dans un ancien immeuble des Nations unies. S'agissait-il d'une attaque menée par un groupe proche de la nébuleuse d'Al-Qaeda ou d'une mise en scène des autorités syriennes visant

à faire croire que le régime était lui aussi victime du terrorisme? Ou encore, comme des sources diplomatiques occidentales le supposent, d'une attaque en règle des services de sécurité syriens contre des groupes islamistes radicaux qui étaient jusqu'alors tolérés. En effet, à cette date, la Syrie a la différence de la Jordanie ou de l'Arabie Saoudite, n'avait jamais été la cible d'attentats. Ce que Washington explique par la tolérance du président Bachar al-Assad à l'égard des groupes islamistes radicaux, opérant en Irak ou ailleurs. Il est vrai que nombre de personnes recherchées ou arrêtées suite à des attentats ont séjourné, à un moment où un

autre, en Syrie. Il y a quelques jours encore, la police italienne a arrêté quatre Tunisiens soupçonnés de vouloir commettre des attentats-suicide en Irak, qu'ils comptaient gagner via la Syrie. «En permettant à des groupes terroristes de séjourner dans son pays, le président Bachar escompte s'acheter en quelque sorte une police d'assurance qui le mettra à l'abri de la déstabilisation islamiste», souligne un diplomate. Apparemment, cette tolérance du régime baasiste à l'égard de ces groupes ne serait aujourd'hui plus de mise.

**Contre-feu.** Mais le souci américain de punir la Syrie parce qu'elle permet le transit des militants islamistes en route pour l'Irak et pourrait conduire secrètement un programme d'armes de destruction massive, ne cache pas pour autant la volonté américaine d'allumer un contre-feu qui détournerait l'attention de l'Irak, en particulier à un moment où Washington est pris dans le scandale de la torture des prisonniers irakiens. ◆

JEAN-PIERRE PERRIN

12 MAI 2004



# Video shows beheading in Iraq

The Associated Press

**CAIRO:** A video posted Tuesday on an Islamic militant Web site appeared to show the beheading of an American civilian in Iraq and said the execution was carried out by a group affiliated with Al Qaeda to avenge the abuse of Iraqi prisoners by American soldiers.

The video bore the title "Abu Musab al-Zarqawi shown slaughtering an American." It was unclear whether Zarqawi — believed to be an associate of Osama bin Laden — was shown in the video, or was claiming responsibility for ordering the execution.



Reuters, AP

Images taken from television show a captive who identified himself as Nick Berg. One of his captors read a statement, then pulled a knife and beheaded Berg.

Zarqawi is also said to have ties to terrorist groups ranging from Ansar al-Islam in Iraq to Egyptian Islamic Jihad. He is believed to be behind many attacks in Iraq, including numerous high-profile operations.

The video pictures of the execution showed five men wearing head scarves and black ski masks, standing over a bound man in an orange jumpsuit, similar to a prisoner's uniform, who identified himself as Nick Berg, a U.S. civilian whose body was found Saturday on a highway overpass in Baghdad.

"My name is Nick Berg, my father's name is Michael, my mother's name is Suzanne," the man said on the video. "I have a brother and sister, David and Sarah." He also said he lived in Philadelphia.

There was no way to be certain the tape was authentic.

After reading a statement, the men were seen pulling the man to his side and putting a large knife to his neck. A scream sounded as the men cut his head off, shouting "Allahu Akbar!" — "God is great!" They then held the head out before the camera.

Berg's family said Tuesday they knew their son had been decapitated, but did not know the details of the killing. When told of the video

by a reporter, Berg's father, Michael, and his two siblings hugged and cried.

"I knew he was decapitated before. That manner is preferable to a long and torturous death. But I didn't want it to become public," Michael Berg said.

"Our thoughts and prayers are with his family," said the White House press secretary, Scott McClellan, traveling with President George W. Bush in Arkansas. "It shows the true nature of the enemies of freedom. They have no regard for the lives of innocent men, women and children. We will pursue those who are responsible and bring them to justice."

Because Berg was a U.S. citizen, the FBI has jurisdiction to investigate the case as a criminal matter. A senior law enforcement official in Washington said the FBI would probably get involved so long as adequate security was provided by the military.

On the Web site, one of the executioners read a statement: "For the mothers and wives of American soldiers, we tell you that we offered the U.S. administration to exchange this hostage with some of the detainees in Abu Ghraib and they refused."

"So we tell you that the dignity of the Muslim men and women in Abu Ghraib and others is not redeemed except by blood and souls."

"You will not receive anything from us but coffins after coffins," the man said, "slaughtered in this way."

The Web site on which the video was

posted is known as a clearinghouse for statements and tapes from Al Qaeda and other Islamic extremist groups. An audiotape said to be from bin Laden, which the CIA said was probably authentic, appeared on the same site last week.

Western officials say Zarqawi, whose real name is Ahmad Fadhil al-Khalayleh, is a lieutenant of bin Laden. The United States has offered \$10 million for information leading to the capture or killing of Zarqawi, saying he is trying to build a network of foreign militants in Iraq to work for Al Qaeda.

In the video, the speaker threatened both Bush and the Pakistani president, General Pervez Musharraf.

"As for you Bush," the man said, "expect severe days. You and your soldiers will regret the day you stepped into the land of Iraq." He described Musharraf as "a traitor agent."

The slaying recalled the kidnapping and videotaped beheading of the Wall Street Journal reporter Daniel Pearl in 2002 in Pakistan. Four Islamic militants have been convicted of kidnapping Pearl, but seven other suspects — including those who allegedly slit his throat — remain at large.

Suzanne Berg, the mother of the 26-year-old Berg, of West Chester, a suburb of Philadelphia, said her son was in Iraq as an independent businessman to help rebuild communication antennas. He had been missing since April 9, she said.

"He had this idea that he could help rebuild the infrastructure," she said.

The U.S. military said Tuesday that an American civilian was found dead in Baghdad, but did not release his identity. A State Department spokeswoman, Susan Pittman, said she could not release the name of the dead American, but said she not aware of more than one civilian found dead in recent days.

Berg, who was in Baghdad from late December to Feb. 1, returned to Iraq in March. He did not find any work and planned to return to the U.S. again on March 30, but his daily communications home stopped on March 24. He later told his parents he had been jailed by Iraqi officials at a checkpoint in Mosul.

"He was arrested and held without due process," his father told the Daily Local News of West Chester recently.

"By the time he got out the whole area was inflamed with violence."

The FBI on March 31 interviewed Berg's parents in West Chester.

Jerri Williams, a spokeswoman for the Philadelphia FBI office, told The Philadelphia Inquirer that the agency had been "asked to interview the parents regarding Mr. Berg's purpose in Iraq."

On April 5, the Bergs filed suit in federal court in Philadelphia, contending that their son was being held illegally by the U.S. military. The next day Berg was released. He told his parents he had not been mistreated.

The Bergs last heard from their son April 9, when he said he would come

home by way of Jordan, Turkey or Kuwait.

Suzanne Berg said Tuesday she was told her son's body would be transpor-

ted to Kuwait and then to Dover, Delaware. She said the family had been trying for weeks to learn where their son was but that federal officials had

not been helpful.

"I went through this with them for weeks," she said. "I basically ended up doing most of the investigating myself."

## Roger Cohen

Globalist

# Is EU ready for Turkey? Muslim world is waiting

ISTANBUL

Where Europe ends, and with it presumably the European Union, has long been a vexed question. Just how vexed will be demonstrated over the next seven months as the EU grapples with a critical decision: whether to begin negotiations leading to Turkish membership.

The EU has just admitted 10 new members without being sure how it will run itself as a 25-member club. So the notion of opening the way for Turkey appears far-fetched. This is a country of close to 70 million people, the vast majority of them Muslims, bordering Iraq, Syria and Iran.

Few Europeans associate such dangerous borders with their continent.

But Turkey amounts to a special case. Its links with the EU go back to 1963, when Ankara entered into economic agreements. Ever since, the prospect of possible membership has been dangled with growing specificity before this diverse and determinedly secular state.

Now the EU Commission is completing a report on Turkey that will form the basis for a decision by European leaders in December.

The looming verdict will provoke sharp divisions. Tony Blair, the British prime minister, recently expressed strong support for Turkish membership, saying it would bring a "new dimension" to the EU. The German government also appears favorable. But Alain Juppé of France, the leader of President Jacques Chirac's UMP party, said last month that his party opposed opening negotiations with Turkey. Chirac himself has been more evasive, saying Turkey has a "European vocation."

Make of that Delphic phrase what you will.

Scrutiny of the EU's next move is intense in the United States, in the Islamic world and in Turkey itself. The American view is straightforward. Europe says it wants good relations with Muslims. That being the case, it cannot slam the door on Turkey.

"If the Muslim world is not an enemy, they have to go through with this," said one American official.

The American idea, of course, is that Turkey's natural role is as a bridge between the West and the Islamic world at a time when suspicion and anger are growing over Iraq and the Israeli-Palestinian conflict. To open talks leading to EU membership would sweep away suspicions of religious and cultural prejudice that have grown as Turkey has waited on the sidelines for four decades. It would show that a Muslim country that is also a secular democracy has its place at the same European table as France, Britain and Germany.

Support for EU membership is strong in Turkey. Saban Disli, the vice-chairman of the governing Justice and Development Party of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, said that negotiations should begin in the first half of next year with a view to bringing Turkey into the EU by 2008, or 2010 at the latest.

"If Turkey is left out, close to 1.5 billion Muslims around the world will feel as bad as I will feel," he said. "The clash between Islam and the West will be sharpened."

Erdogan, who leads a party with Islamic roots that some now refer to as "Muslim Democrats" (an echo of Europe's right-of-center Christian Democrats), has worked hard to persuade European leaders that Turkey, a member of the North Atlantic Treaty Organization, is now ready.

Just last week, special state security courts that were sometimes used to try Kurds were abolished, one of a series of amendments to the Constitution.

In general, the army has lost its once dominant behind-the-scenes role; the often trampled rights of Turkey's minority Kurdish population have been bolstered.

Erdogan has also pushed hard to reunite the divided island of Cyprus through support for a United Nations peace plan that was rejected last month by Greek Cypriots.

In all this, he has shown himself responsive to European and American prodding. Colin Powell, the American secretary of state, wrote to the Turkish government in February, urging it

to do more for judicial transparency. This month, he called Turkey a "very, very secular democracy" (after causing ire earlier by mistakenly labeling it an "Islamic republic").

But resistance to Turkey in Europe remains strong. Valéry Giscard d'Estaing, the former French president and overseer of efforts to draft a EU constitution, declared in 2002 that Turkey's entry would mean "the end of Europe."

Such views are widely shared, if seldom expressed so directly.

Turkey resides somewhere deep and ambivalent in the European psyche. It was against the westward-pushing forces of the Ottoman empire and Islam that Europe long fought. The Continent was marked by the image of the Ottoman army at the gates of Vienna and the centuries-long battle to end the Turkish presence in Europe.

The mingled minarets and church steeples of Bosnia are only the most obvious imprint of the Turkish presence.

Today, that presence is felt most immediately in the large number of Turkish immigrants in the EU, particularly in Germany. The specter of hordes of young Turks moving west troubles many people.

Europe remains uncertain about how to integrate its growing Muslim population. The notion of the EU as some sort of Christian club has not been entirely lost. In such a club, of course, Turkey does not fit.

So, many Turks are skeptical. "Tur-

## If Turkey is left out, the clash between Islam and the West will sharpen.

key is a big thing to swallow," said Lerzan Ozkale, a university professor. "I think the EU prefers us cooperating on the outside." Up to now, it is true, the EU has done well by tantalizing Turkey without admitting it.

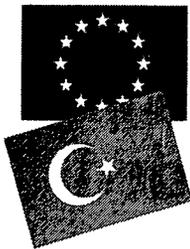
But that game now looks exhausted. Turkey is impatient. The country has much to offer the EU: its understanding of the Islamic world, its vitality, its large army, its geographic bridge.

Daniel Cohn-Bendit, the Green politician, spoke this month of the EU as a land of "miracles." The first two were Franco-German reconciliation and the fall of the Berlin Wall. The third, he suggested, could be Europe's rapprochement with the Muslim world through Turkish membership. He had a point. To close the EU to Turkey would be to look backward at a time when a troubling future must be confronted.

International Herald Tribune

May 12, 2004

INTERNATIONAL  
Herald Tribune



# LA VIDEO DE L'HORREUR FRAPPE LES ETATS-UNIS

La violence des images diffusées par les terroristes qui ont décapité Nick Berg n'entame pas la volonté de la Maison Blanche de poursuivre sa «mission» en Irak.

13 MAI 2004

libération



Photo extraite de la vidéo montrant la décapitation de Nick Berg

New York de notre correspondant

«**N**ous croyions avoir vu le pire en Irak, mais non...» Le visage fermé, Dan Rather, présentateur vedette de CBS, prévient les téléspectateurs. Mardi soir, toutes les télévisions américaines ont diffusé les mêmes images. Celles, reprises d'un site islamiste, de cinq hommes cagoulés, debout devant un homme agenouillé. L'otage dit s'appeler Nick Berg, originaire de Philadelphie. L'un des bourreaux lit un texte qui appelle les musulmans à s'élever contre les «*dégradations sataniques*» infligées par les Américains aux détenus irakiens de la prison d'Abou Gharib. Nick Berg est jeté à terre, un coutelas est brandi. CBS et les autres chaînes américaines arrêtent là leur diffusion. Dan Rather et ses confrères précisent que le jeune Américain a ensuite été décapité par le commando, qui a brandi la tête face à la caméra. Déjà bouleversés par les photos de tortures de détenus irakiens qui font la une des jour-

naux depuis deux semaines, les Américains se sont retrouvés face à une nouvelle «*vidéo de l'horreur*». Mardi soir, le Département d'Etat a confirmé que le cadavre décapité de Nick Berg avait été retrouvé samedi près de Bagdad.

**Al-Qaeda.** Résident de West Chester (Pennsylvanie), où il

tenait un commerce d'électronique, Berg était, selon sa famille, parti à la fin de l'année dernière en Irak à recherche de contrats dans les télécommunications. Il avait disparu depuis la mi-avril. Selon le site Muntada Al-Ansar, qui a diffusé la vidéo sanglante, c'est le Jordanien Abou Moussad al-Zarqaoui, proche d'Oussama Bèn Laden et considéré comme le chef d'Al-Qaeda en Irak, qui aurait lui-même procédé à la décapitation. Hier, toutefois, les experts du renseignement précisaient qu'il était «*quasi impossible*» d'authentifier Al-Zarqaoui (lire en page 6).

Alors que les médias diffusaient en boucle des reportages depuis la ville natale de Nick Berg, l'indignation et le choc étaient perceptibles à Washington. La Maison

Blanche a souligné aussitôt que ce meurtre filmé «*montrait la véritable nature des ennemis de la démocratie*». «*Nous ne céderons pas devant les terroristes et nous mènerons à bien notre mission en Irak*», a précisé Scott McClellan, le porte-parole de George W. Bush, qui a présenté en personne ses condoléances à la famille du jeune homme.

**Craintes.** De nombreux élus ont fait part de leurs craintes que cet assassinat ne soit que le premier d'une série d'actes de vengeance contre les membres de la coalition, après les révélations sur les sévices commis à Abou Gharib. Alors que l'administration et le Congrès s'interrogent sur la publication de nouvelles photos de ces sévices (lire p. 4), le sénateur (républicain) Wayne Allard a estimé que «*cette affaire montre que les photos d'Abou Gharib n'auraient jamais dû être rendues publiques. Elles ont exacerbé les antagonismes*».

La mort de Nick Berg semble surtout avoir renforcé le malaise d'une opinion publique qu'inquiète la situation en Irak. La Maison Blanche doit de surcroît faire face à une autre source d'embarras. La famille de Nick Berg - un juif dont tout le monde a noté que son exécution rappelait celle de Daniel Pearl, le journaliste du *Wall Street Journal*, en 2002 - a en effet confirmé qu'elle avait porté plainte contre le gouvernement. Selon son père, le jeune homme comptait rentrer d'Irak fin mars, avant d'être arrêté «*sans raison*» par la police irakienne, puis d'être détenu deux semaines, durant lesquelles il a reçu plusieurs visites d'officiers du FBI. «*Si mon fils était revenu comme prévu, il n'aurait jamais été tué. Il a été détenu de façon illégale*», a accusé Michael Berg. ◆

FABRICE ROUSSELOT

# Syria dismisses effect of any U.S. sanctions

## Arab League calls the action 'serious'

From news reports

**DAMASCUS:** Syrian officials on Wednesday dismissed newly imposed American sanctions against the government as meaningless, having no effect on the country or its economy.

The United States issued the sanctions based on accusations that Syria supports terrorism.

Despite Syria's contention, the Arab League's secretary general, Amr Mussa, called the U.S. action "very serious," while Israel welcomed the step.

The sanctions "will have no effect on the national economy or the agriculture sector," said Adel Safar, the agriculture minister of Syria.

"But we feel that the pressure being applied by the United States smacks of injustice and double standards being applied" in the Middle East, Safar said.

He said Washington was "carrying out Israeli policy in the region."

The speaker of the Syrian Parliament, Mahmud Abrash, called the sanctions a joke.

"We are not in an elementary school for the teacher to come and impose sanctions on an undisciplined student," Abrash said in Amman, where his counterparts from the neighbors of Iraq were meeting.

"Syria is a country that has its dignity and respects international legislation," he said. "We in Parliament consider the U.S. action a humiliation."

President George W. Bush imposed the sanctions on Tuesday, after long complaining to Damascus that it was supporting militants like the Palestinian group Hamas and the Lebanese group Hezbollah and that it was failing to stop guerrillas from crossing the border into Iraq.

Syria has been on the State Department's list of countries that sponsor terrorism.

Syria regards Hamas and Hezbollah as legitimate groups fighting the Israeli occupation of Arab lands. It maintains that it is trying to stop fighters from crossing into Iraq but cannot completely control its border with its southeastern neighbor.

The sanctions, which come on top of existing U.S. terrorism penalties, include a near-blanket ban on American exports to Syria and the power to freeze

Syrian assets in the United States, the White House said.

Except for food and medicine and items intended for certain exempt entities like the U.S. embassy, foreign diplomatic missions and UN agencies, all American exports to Syria, estimated to be worth \$100 million a year, are now

banned.

Prime Minister Muhammad Naji Otri of Syria said late Tuesday that the sanctions were "unjust and unjustified," adding that they would not have any effect on Syria.

He called on Washington to "reverse its decision and not provoke problems between the two countries."

In an interview published on Wednesday in the Spanish daily El País but given before the sanctions were imposed, President Bashar Assad of Syria accused the United States of being a source of instability in the Middle East and warned that hatred toward Americans was growing in the region.

Foreign Minister Silvan Shalom of Israel called the sanctions "an important decision that demonstrates U.S. deter-

mination to wage an unyielding war not only against terrorist organizations but also against states that support them."

A spokesman for Prime Minister Tony Blair of Britain said that Blair shared U.S. concerns that Syria had links to unconventional weapons and to terrorism, but indicated that Britain would not apply its own sanctions.

"We have similar objectives and concerns to the U.S., but we pursue those through a policy of critical and constructive engagement, which allows us to encourage and support reform while talking frankly and robustly about issues of concern," he said.

Lebanon may prove to be a major loophole in the sanctions because goods have flowed freely across the border from Lebanon to Syria. Importers find it much easier to operate in Lebanon's free market economy than in Syria, where the economy is under tight government control.

President Emile Lahoud of Lebanon made clear on Wednesday where his country's sympathies lay. The sanctions are "wrong in content and timing," Lahoud said in a statement from Beirut, and Syria will withstand the "new injustice." (AFP, AP)

## Le ministère des Affaires étrangères remis aux Irakiens



**BAGDAD** Les autorités de la coalition, conduite par les Etats-Unis, ont remis hier le ministère des Affaires étrangères aux Irakiens, avant le transfert du pouvoir prévu au 30 juin. L'administrateur américain Paul Bremer a qualifié le retour du ministère aux Irakiens de «pas important dans la marche de l'Irak vers la souveraineté». Le ministre des Affaires étrangères, le Kurde Hoshyar Zebari, a affirmé quant à lui que son département avait «réussi à reprendre les sièges de l'Irak à la Ligue arabe, aux Nations unies et au sein de l'Organisation de la conférence islamique».

May 13, 2004

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

metro / jeudi 13 mai 2004

metro

L'EXPRESS

N° 2759 SEMAINE DU 17 AU 23 MAI

DOSSIER

# Bush dans le piège Ben Laden

66 • L'EXPRESS 17/23 MAI 2001



Lyndie England, de la 372<sup>e</sup> compagnie de police militaire, tient un prisonnier irakien en laisse dans la prison d'Abou Ghraïb.



Sur cette vidéo diffusée le 11 mai sur le Web, l'Américain Nicholas Berg, peu avant sa décapitation.



George W. Bush.

*L'escalade de l'horreur dans les deux camps fait, en attisant la haine, le jeu du chef terroriste d'Al-Qaeda, qui, depuis le 11 septembre 2001, tente d'opposer l'islam à l'Occident. Le rêve d'un « Grand Moyen-Orient » en paix s'éloigne*

**Philippe Coste, Marc Epstein, Vincent Hugué et Alain Louyot**



Oussama ben Laden.

es larmes aux yeux, Abdallah II de Jordanie, apprenant que l'invasion américaine en Irak était inéluctable, avait soupiré à l'intention de George W. Bush et de ses alliés, bientôt embarqués dans cette périlleuse aventure : « Vous ouvrez la boîte de Pandore. » Et Jacques Chirac de dire, aujourd'hui, à son tour, en privé : « Quand on a ouvert une boîte de Pandore, il est difficile de remettre Pandore dans sa boîte. »

Apprenti sorcier saisi par le démon du bien plutôt que mauvais génie, le président des Etats-Unis n'a eu cure, en 2003, des mises en garde du jeune, mais ô combien avisé, souverain hachémite et du président français. A l'instar de ces photos-trophées de sévices et de tortures prises par les geôliers américains hilares de la prison d'Abou Ghraïb, dans la banlieue de Bagdad, ou de ce film immonde de la décapitation de Nicholas Berg, un homme d'affaires américain de 26 ans, l'effroyable gâchis commis en Irak en a peine plus d'un an donne la nausée. Et provoque un ver-

tige de questions. Allah, combien de divisions ? Paraphrasant la formule de Staline à propos de la « puissance spirituelle » du Vatican, l'imprévoyant et candide leader de l'« hyperpuissance » serait bien inspiré de se poser aujourd'hui la question. Car le funeste amalgame que l'on agissait, tel un spectre, au soir du 11 septembre 2001 est en train de se produire sous nos yeux effarés. Avec la haine distillée par la guerre des images, voici que prend corps cet antagonisme Islam-Occident qu'il convenait à tout prix d'éviter. Hélas ! George W. Bush ●●●



Des Irakiens scandent des slogans anti-américains sous les cadavres d'étrangers pendus à un pont, à Fallouja, le 31 mars.

●●● est tombé dans le piège que lui tendait Oussama ben Laden. Et ce n'est plus l'heure, comme il était de mise devant les ruines encore fumantes du World Trade Center, de répéter de façon incantatoire que le risque d'un « choc des civilisations » relève des seuls fantasmes de Samuel P. Huntington. D'ores et déjà, la torture, à propos de laquelle certains n'hésitent pas à plaisanter dans l'Amérique profonde, provoque l'aversion et une inextinguible soif de revanche au sein de la communauté du Prophète, où les rangs des extrémistes ne cessent de grossir.

Comme pour exorciser sa peur, on associe volontiers, dans les pays occidentaux, Al-Qaeda à un réseau terroriste international dirigé par un criminel machiavélique, réseau qui serait organisé à la manière d'une multinationale. Plus le temps passe, cependant, plus cette interprétation apparaît réductrice. A moyen terme, en effet, le vrai défi lancé par le groupe d'Oussama ben Laden réside moins dans sa capacité à organiser des attentats que dans son habileté à diffuser ses idées et sa vision du monde. Le conflit entre Al-Qaeda et l'Occident n'est pas seulement d'ordre sécuritaire, loin de là. Il est aussi de nature idéologique et religieuse. Or, sur ce chapitre, le milliardaire saoudien ne cesse de gagner du terrain contre l'Amérique de George W. Bush. Même Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la Défense, semblait le reconnaître, dans une note confidentielle révélée par la presse, en octobre 2003, lorsqu'il

se demandait s'il était possible de tuer chaque jour plus de militants armés que les mollahs et les écoles coraniques n'en produisent. La décision précipitée de Washington d'envahir l'Irak n'a rien arrangé. Dans le monde arabe et au-delà, même, l'Amérique et son arrogance n'ont jamais été autant détestées.

### Rhétorique anti-occidentale

**C**ertes, sur le plan militaire, l'Occident a indéniablement marqué des points depuis les attentats du 11 septembre. Aujourd'hui, environ deux ans et demi après la destruction du World Trade Center, les camps d'entraînement ont été fermés en Afghanistan et la plupart de ceux qui furent des collaborateurs de Ben Laden, là-bas, entre 1996 et 2001, sont morts, en prison ou en fuite. Les capacités de communiquer du leader d'Al-Qaeda sont limitées, même si les attentats à Bali, en Arabie saoudite et à Madrid, entre autres, démontrent que son organisation reste capable de frapper. La coopération renforcée entre services de renseignement complique la tâche des terroristes. Mais l'essentiel est ailleurs.

Du point de vue de ses sympathisants, Al-Qaeda a toujours été moins une organisation qu'une idéologie. Le terme *qaeda* est souvent traduit par « base » ou par « fondation ». Mais les militants islamistes radicaux, pour leur part, attribuent au mot une définition différente : ils parlent de « précepte » ou de « mé-

thode ». En ce sens, le destin de l'organisation elle-même, qui avait autrefois son centre en Afghanistan, est un épiphénomène. Car, si la structure qui existait naguère n'est plus, l'idéologie d'Al-Qaeda gagne chaque jour en audience. Il suffit, pour s'en convaincre, d'interroger quelques jeunes sur les trottoirs de Riyad, de Gaza, de Bagdad ou d'Islamabad. Beaucoup se reconnaissent dans un discours qui mêle des rhétoriques anti-occidentale, antisioniste et antisémite. Ils ne sont pas liés à Al-Qaeda, naturellement, mais ils approuvent ses préceptes et ses méthodes.

Les plus extrémistes d'entre eux, à défaut de démarcher Ben Laden, approchent désormais d'autres individus pour un soutien financier ou logistique, tel Abou Moussab al-Zarkaoui, un Jordanien d'origine bédouine, auteur présumé de la décapitation télévisée de Nicholas Berg, à Bagdad, et dont le mouvement Al-Tawhid wal' Jihad (Unification et guerre sainte) partage l'idéologie d'Al-Qaeda, tout en se se posant en rival. Sa macabre mise en scène, diffusée en quelques minutes dans le monde entier par Internet, démontre combien les islamistes sont prêts à exploiter tous les moyens de communication modernes.

Le principal objectif d'Al-Qaeda n'est pas de conquérir l'Occident. Dans l'esprit de ses militants, il est de répondre aux agressions répétées d'un bloc de pays occidentaux mené par les Etats-Unis et décidé, dans l'optique des islamistes

**Bush dans le pl  
Ben I**



Une écolière irakienne sous les tirs croisés d'un détachement américain et de la résistance chiite du quartier de « Sadr City », le 12 mai.

radicaux, à achever un projet politique entamé lors des croisades et à l'époque coloniale. A terme, le but des islamistes les plus radicaux est le rétablissement du califat, cet ensemble musulman qui s'étendit, à partir du VIII<sup>e</sup> siècle, de l'Andalousie à l'Asie centrale, en passant par le Maghreb et le Moyen-Orient. S'y ajouteraient, aujourd'hui, les territoires actuels de la Malaisie, de l'Indonésie et du sud des Philippines.

Certes, seule une petite minorité du 1,3 milliard de musulmans adhère à cette doctrine : les enquêtes d'opinion menées dans le Maghreb et au Moyen-Orient ont souvent démontré l'attachement d'une majorité de la population aux élections libres, à l'éducation et à l'égalité des chances. Reste que, si les Etats-Unis et les pays occidentaux veulent remporter la guerre contre le terrorisme, ils doivent éradiquer leurs ennemis sans en créer pour autant de nouveaux.

L'objectif de George W. Bush est d'éliminer toute menace terroriste. Celui d'Oussama ben Laden est de radicaliser les opinions publiques dans les pays musulmans. Sur ce plan, il ne cesse de marquer des points, à l'heure où s'étalent à la Une des journaux du monde entier les infâmes photos des prisons américaines de l'Irak « libéré ». Or, face au scandale, si l'Amérique des vertus simples et conquérantes a d'abord baissé les yeux, sa contrition s'est vite muée, par un réflexe d'autodéfense, en rage débridée sur l'antenne de Rush Limbaugh et sur les micros-trot-

toirs de la chaîne Fox News. « Et alors ? Et alors ? Nos gars n'ont pas le droit de prendre un peu de bon temps ? ricanait le porte-parole des conservateurs, en commentant, le 5 mai, les photos de la prison d'Abou Ghraib. De toute façon, ils se font tirer dessus sans arrêt. Vous ne comprenez pas qu'ils aient besoin de décompresser un peu ? » Ce jour-là, l'animateur radio idolâtré par l'Amérique droite confirmait une fois de plus sa maîtrise de l'outrance calculée. Et ses 20 millions d'auditeurs, déculpabilisés, en redemandaient, saturant plus que d'habitude son standard, pour rivaliser de cris machos : « Pourquoi devrions-nous nous conduire mieux qu'eux ? entend-on. Ces gens veulent notre peau, brûlent et mutilent nos boys. Une fois de plus, nous sommes encore trop gentils ! »

**« Rummy la poigne », guerrier irréductible**

**L**e 7 mai, au soir des auditions de Donald Rumsfeld devant le Congrès, 73 % des Américains s'entendaient au moins pour s'opposer au départ du secrétaire à la Défense, grand ordonnateur de l'occupation de l'Irak et gérant des prisons de ce pays.

Dans le trouble, la peur et le chaos moral, ils se reconnaissaient en « Rummy la poigne », monument de morgue impavide déguisé en septuagénaire serein, guerrier irréductible capable, quelques heures après s'être fait, pour la forme, gronder par le président, de reprendre

un journaliste lors d'une conférence de presse : « Je regrette, mais, techniquement, il s'agit non de torture, mais de mauvais traitements. »

Devant ses juges du Capitole, deux commissions du Sénat et de la Chambre des représentants où rien de moins que Hillary Clinton, Ted Kennedy et le républicain John McCain le tenaient en joue, l'ours blessé a présenté des excuses grandioses, non sans rappeler à ses détracteurs, ici par une cinglante répartie, là par un haussement d'épaules, que, à trop l'acculer à l'humilité, ils s'exposaient à ses morsures. D'ailleurs, la suite lui a donné raison. Rassuré par les sondages, Bush en personne s'est rendu au Pentagone, le 11 mai, pour lui réaffirmer sa confiance, marteler sa détermination à promouvoir la liberté en Irak et annoncer une rallonge de 25 milliards de dollars au budget, déjà monstrueux, de l'occupation. Et, à Washington, le même jour, les sénateurs qui écoutaient le témoignage capital du général Antonio Taguba – auteur du premier rapport d'enquête sur les sévices d'Abou Ghraib – et les dénégations du secrétaire adjoint au renseignement du Pentagone ont soudain mesuré leur ton et échangé des regards inquiets : une dépêche leur annonçait que d'autres images, celles d'un otage civil américain en Irak décapité au cou-teau par ses ravisseurs et vêtu d'une tenue orange évoquant celle des détenus de Guantanamo, circulaient sur Internet. Un seul élu a pris le risque d'imputer la responsabilité de ces atrocités ●●●

**Bush dans le piège Ben Laden**

●●● représailles aux ignominies de la prison d'Abou Ghraib. Les autres, tous les autres ont préféré laisser aux talk-shows et boutefeux de la droite l'occasion de stigmatiser la barbarie de l'ennemi.

Une atrocité en laverait une autre ? La mise en scène morbide et les hurlements d'agonie d'un innocent nommé Nicholas Berg effaceraient les rituels dantesques des nuits d'Abou Ghraib ? Il n'en est rien. Le cynisme viril des populistes cache mal un malaise national. Au jeu de la surenchère du sordide, l'Amérique a bien plus à perdre que les fanatiques irakiens : une supériorité morale qui tient lieu de raison d'être, ses certitudes bien-pensantes et, si ce n'est déjà fait dans les yeux haineux du monde arabe, le reflet de son âme. Dans cette escalade de l'horreur, c'est l'image mondiale des Etats-Unis qui se brouille et se détériore. L'islamisme, avec sa barbarie assumée, n'a, lui, rien à perdre.

Circonstance aggravante et évidemment exploitée par les médias arabes, prompts à jeter de l'huile sur le feu : tous les auteurs des sévices infligés aux prisonniers irakiens assurent avoir, nuit après nuit, obéi aux ordres des agents du renseignement militaire et de la CIA, qui, de facto, avaient pris le contrôle de la prison et les encourageaient à « ramollir » les suspects pendant leur service nocturne. Or voici que le *New York Times* en date du 13 mai révèle que certains suspects arrêtés par la CIA dans le cadre de la chasse contre Al-Qaeda auraient été soumis au supplice de la « baignoire »...

**Exaspération des GI**

**P**ar leur existence même, ces photos révèlent avant tout l'impunité des plantons rigolards de la 372<sup>e</sup> compagnie. Elles trahissent aussi les rancœurs de soldats qui, certains d'un retour aux Etats-Unis pendant l'été 2003, ont brusquement vu leur mission en Irak prolongée pour cause de flambée inattendue de l'insurrection. Et dans quelles conditions ! Des chauffeurs, des gratte-papier et des mécaniciens se retrouvent géoliers de la plus grande prison d'Irak, dans un confort semblable à celui des détenus, sans autres consignes qu'assurer une routine creuse imposée par des gradés abrutis d'ennui. Mais dehors l'Irak change à vue d'œil.

Les groupes baasistes d'hier s'élargissent en réseaux nationalistes et multiplient les attentats. A Washington, Bush et Rumsfeld, par simple calcul politique, refusent d'admettre devant l'opinion les



Manifestation des partisans de l'imam rebelle chiite Moqtada al-Sadr, à Bagdad, le 12 mai.

vicissitudes de l'occupation en envoyant des renforts et préfèrent jouer sur une rotation plus lente des troupes en place. Et l'exaspération des GI accroît leur brutalité envers les civils...

Donald Rumsfeld, qui, voilà trois mois, lors d'un discours sidérant devant les républicains de Miami, justifiait la « nécessité, certes inhabituelle, de détenir des gens sans jugement », n'aura jamais autant évoqué les conventions de Genève que lors de ses auditions devant le congrès le 7 mai. Il trahit pourtant plus de gêne quand on lui demande qui, du renseignement du Pentagone et de la CIA ou des policiers militaires, détenait le véritable contrôle de la prison d'Abou Ghraib entre octobre et décembre, période des pires exactions contre les détenus. Ses bougonnements evasifs valent aveu.

C'est l'époque où, faute de voir les Irakiens venir à lui, l'occupant les garde à portée de main en prison. Abou Ghraib, conçue pour 4 000 détenus, en compte bientôt 8 000 ; embarqués pour rien ou presque, au cas où, enfermés sans tri ni détermination de leur intérêt potentiel pour obtenir des informations. Des gradés baasistes couchent en cellule avec des boutiquiers innocents arrêtés sur des dénonciations délirantes de leurs concurrents ou de leurs débiteurs. Un champion de natation passe onze mois en tôle parce qu'il détient une carte du comité olympique, l'ancien joujou d'Oudaï Hussein, l'un des fils de Saddam. On le

tabasse, on l'enchaîne nu sans le nourrir pendant deux jours, on lui pisse dessus sous les ricanements d'une femme soldat, avant de lui confier, des semaines plus tard, qu'« on le sait innocent, mais qu'il peut, peut-être, en savoir plus ».

Sur l'une des photos d'Abou Ghraib, qui s'étalent aujourd'hui à la Une de toute la presse arabe, on reconnaît Steven Stephanowicz, l'un des salariés de CACI (California Analysis Center Incorporated), occupé à enchaîner en grappe trois Irakiens nus dans une travée de la prison. Trois de ses collègues, dépêchés, eux, par le concurrent Titan, une société du même type installée à San Diego, officient comme traducteurs dans le même quartier spécial. Leurs noms sont dûment mentionnés dans le rapport du général Taguba sur les sévices. Plus que jamais, le déshonneur de l'armée, ultime revers de la guerre à la Rumsfeld, fait hurler la Grande Muette. Même le Pentagone résonne de mutineries. « Nous sommes entrés dans ce conflit sans stratégie de combats, de conclusion et de sortie ! tonne un haut gradé. Le bureau du secrétaire à la Défense a refusé le moindre conseil militaire. »

Quel conseil aurait pu accepter de recevoir Donald Rumsfeld, lui qui, à 43 ans, sous le président Ford, avait été le plus jeune secrétaire à la Défense de l'histoire américaine ? L'après-11 septembre a donné libre cours à sa conception de la guerre légère, faite de technologie efficace et de troupes d'élite en petit ●●●

**Bush dans le piège Ben Laden**

●●● nombre, indolore aux yeux de l'Amérique de l'après-Vietnam. Qu'en est-il advenu ? L'offensive réussie de mars 2003 a accouché d'un borborygme, pour cause de faible préparation, de manque de sens humain et d'arrogance pathologique. Les terribles pillages en Irak, à la mi-avril 2003, auraient pu ne pas avoir lieu, sans ses œillères. La déchéance de son armée dans la prison d'Abou Ghraïb fait écho à ceux-ci.

Mais, si, comme Bush, il est aujourd'hui haï dans le monde arabe, il reste populaire aux yeux d'une Amérique déboussolée – le dernier homme fort d'un gouvernement en plein désarroi. Le président des Etats-Unis, à un moment crucial de la guerre, et à six mois de l'élection présidentielle, ne peut se passer de cet impérieux commandement, de ce génie de la conférence de presse spectacle. Son départ le priverait d'un rempart politique essentiel et confirmerait dangereusement l'échec paradoxal de « Liberté pour l'Irak ». Il en faudrait plus pour qu'il le limoge. Peut-être une nouvelle brassée de photos, plus insoutenables encore.

**Stériliser le terreau du terrorisme**

**E**n sortant, le 12 mai, d'une salle sécurisée du Capitole où ils avaient pu observer les dernières images venues de la prison, les élus démocrates apparaissaient outrés ou abasourdis, mais tous prisonniers de leur dilemme : les vidéos et les clichés abjects, images de viols de femmes détenues, de tabassages sanglants, pouvaient peut-être accélérer la chute du patron du Pentagone. Mais les divulguer ne ferait qu'aggraver l'humiliation arabe. Après l'assassinat de Nicholas Berg, il s'agissait non plus de gagner les cœurs et les âmes des Irakiens, mais d'éviter de fournir le prétexte d'un nouveau 11 septembre. D'ailleurs, Rumsfeld lui-même, le 7 mai, avait prévenu les congressistes de l'imminence de nouvelles révélations sur Abou Ghraïb. « Le pire est encore à venir », prédisait-il.

Qu'on est loin de l'avènement du « Grand Moyen-Orient » cher à George W. Bush et aux élites néoconservatrices ! Il peinait à décoller. Le voici cloué au sol. Et pour longtemps. Car le tollé rageur déclenché, dans l'univers arabo-musulman, par le sadisme des matons d'Abou Ghraïb et la contrition équivoque de leurs chefs, inflige un coup fatal à l'ambitieux dessein dont les puissants discuteront en juin à Sea Island (Géorgie) lors du sommet du G 8, puis à Istanbul pour celui de

**INTERVIEW**

**« En Irak, les échéances seront tenues »**

*Pressenti pour le poste de Premier ministre, Mehdi al-Hafez confie à L'Express son projet pour l'avenir du pays*

**C**hiite de confession, laïque de conviction, économiste et diplomate de formation, modéré par tempérament, le ministre irakien du Plan, Mehdi al-Hafez, fait figure de favori dans la course au fauteuil de Premier ministre, appelé à animer le gouvernement intérimaire au lendemain du 30 juin, date du transfert officiel du pouvoir aux Irakiens. L'impétrant héritera d'une mission délicate : gérer le pays jusqu'aux élections générales, prévues au plus tard en janvier 2005. Chef d'orchestre de l'effort de reconstruction, Al-Hafez bénéficie tout à la fois du soutien de Lakhdar Brahimi, émissaire spécial de Kofi Annan en Irak, et de la bienveillance du Département d'Etat.

**Le tollé que déclenche l'abject traitement des prisonniers d'Abou Ghraïb compromet-il le retour à la souveraineté ?**

► Je ne le pense pas. La partie irakienne et l'Autorité provisoire de la coalition (APC), soutenues par le Conseil de sécurité de l'ONU, partagent une même vision et un même engagement : nous devons avancer vers le transfert du pouvoir, facteur essentiel de la stabilisation du pays et de sa sécurité. Bien sûr, il faut condamner avec fermeté les abus commis, respecter scrupuleusement les droits des détenus. Les Irakiens ne sont d'ailleurs pas les seuls à l'affirmer : les Américains font de même. Il ne peut y avoir la moindre tolérance en la matière. Mais tout cela n'aura aucun impact négatif sur le mécanisme politique. L'échéance du 30 juin sera tenue.

**Quel doit être le poids des Nations unies ?**

► Nous, Irakiens, avons toujours souhaité qu'elles jouent un rôle élargi dans ce processus. S'agissant du choix des membres du futur gouvernement, il doit, là encore, résulter de consultations entre nous, l'APC et l'ONU.



*La Constitution provisoire (1), adoptée en mars dernier, vous convient-elle ?*

► Elle fournit une base solide pour la version définitive. Je suis, pour ma part, plutôt satisfait de son contenu.

**On vous dit adepte du consensus. L'esprit de compromis a-t-il de l'avenir en Irak ?**

► Ce pays a un besoin vital de réconcilier toutes les opinions qui l'habitent. Seule une approche rationnelle et modérée nous permettra de surmonter nos difficultés.

**Comment pouvez-vous éviter d'apparaître comme le protégé des Américains ?**

► Etrange question ! En quoi serais-je associé aux occupants ? Je représente les intérêts de mon peuple. Dans le contexte d'un partenariat validé par une résolution de l'ONU.

**Quand l'occupation cessera-t-elle ?**

► Nous ferons tout pour qu'elle prenne fin dès que possible.

**Mais encore ?**

► Impossible pour moi de définir un calendrier précis. L'échéancier fait l'objet de discussions.

**Redoutez-vous un affrontement ouvert entre chiites modérés et partisans de Moqtada al-Sadr ?**

► Sur ce front-là, je suis optimiste. ●

**Propos recueillis par Vincent Hugué**

(1) Voir L'Express du 8 mars 2004.

l'Otan. A l'origine de cette vision, théorisée en février dernier, un postulat pertinent : il faut, pour stériliser le terreau du terrorisme islamiste, en assécher les sources sociales et politiques. En clair, la misère, le chômage, l'incurie, la corruption, le népotisme et le despotisme ordinaire dopent l'audience des nihilistes d'Allah. Et seule une contagion démocratique peut, au terme d'un cycle vertueux, saper leur audience. La chute de la maison taliban, à Kaboul, puis celle de la tyrannie baasiste, en Irak, firent

d'ailleurs figure de premiers maillons de la chaîne de l'espoir. Déjà, tandis que bascule à Bagdad la statue de Saddam Hussein, on spéculait sur le prochain domino : Iran ? Syrie ? Arabie saoudite ? Le rêve, cocktail d'arrogance, de paternalisme, de candeur et de messianisme, tournera court. Avant même que le sourire des tortionnaires, tantôt fat, tantôt gêné, s'étale au fronton des kiosques, la *Great Middle East* (GMO) a du plomb dans l'aile. Maints chefs d'Etat rechignent à se plier à une ouverture *made in USA*, ●●●

## Bush dans le piège Ben Laden

●●● moins consentie qu'imposée. Mais il y a plus grave : l'alignement de George W. Bush sur les thèses d'Ariel Sharon, devenu patent le 14 avril, lors d'une visite du Premier ministre israélien à Washington, achève de discréditer l'hyperpuissance dans la fameuse « rue arabe ». Tout se passe comme si la Maison-Blanche avait renoncé au statut, illusoire, d'« honnête courtier », si souvent invoqué dans le passé. Or pas un expert, fût-il américain, ne conteste la centralité du conflit israélo-palestinien dans la rhétorique anti-occidentale qui fleurit de Nouakchott à Islamabad. Difficile de prétendre guider la région vers la liberté quand on valide le maintien *ad vitam aeternam* des colonies juives de Cisjordanie et que l'on enterre le principe même du droit au retour des réfugiés palestiniens. Bien sûr, l'hostilité des potentats arabes à la chimère du *GMO* n'est pas dépourvue d'ambiguïté. L'Egyptien Hosni Moubarak ou la dynastie wahhabite ont tout à perdre au jeu de la transparence. En revanche, de tels alliés, jugés respectivement fragile et douteux sur les rives du Potomac, ont les moyens d'opposer au vent d'Ouest une résistance passive. L'effondrement de ces pouvoirs, comme celui du trône hachémite, élargirait à coup sûr le champ du chaos. Théâtre d'une intense empoignade entre réformistes et gardiens du dogme, l'Iran est, lui aussi, en mesure de monnayer un sur-sis : ses ambitions nucléaires et son influence modératrice présumée auprès des chiïtes d'Irak condamnent les Etats-Unis à la retenue. La Syrie, elle, paraît plus vulnérable. Mais les sanctions commerciales annoncées le 11 mai à son encontre par George W. Bush – rançon de la bienveillance de Damas envers les islamistes radicaux de Hamas ou du Hezbollah, de son laxisme supposé à l'égard des jihadistes irakiens et de sa mise sous tutelle du Liban voisin – perdent de leur portée. Le président Bachar el-Assad, tiraillé entre inertie et autoritarisme, a beau jeu d'ironiser en écho sur les « leçons de démocratie » d'un pays dont les soldats outragent et humilient. Nul doute que le Pentagone a mal mesuré l'impact dévastateur et durable, dans la psyché musulmane, de sévices à caractère sexuel. Si injuste et cruel soit-il pour les victimes, le « code d'honneur » en vigueur dans la plupart des sociétés arabes



Donald Rumsfeld salue le personnel militaire de la prison d'Abou Ghraïb, le 13 mai.

expose les hommes ainsi souillés à la mort sociale, et les femmes à la mort tout court. De plus, au sein d'opinions corsetées par les tabous, de telles images alimentent les fantasmes qu'éveille cet Occident aux mœurs dépravées, dont on traque au demeurant les perversions sur Internet et les chaînes de télévision satellitaires. Autant dire que, à l'heure du prêche, les cheikhs et les imams auront de quoi nourrir le récit de l'éternel combat entre le vice et la vertu. Un discours évidemment providentiel pour Oussama ben Laden. Un signe : au Caire, plusieurs journaux ont publié, voilà peu, à la Une des clichés trafiqués de viols collectifs perpétrés par des militaires américains, empruntés en fait à des sites pornographiques.

### Le vote, en Irak, c'est les chiïtes

**E**n feignant d'ignorer les exactions commises dans les prisons d'Irak, les officiers de l'US Army et leurs supérieurs ont couru le risque d'avilir le dernier carré des valeurs universelles dont Bush et les siens se veulent les garants et les prosélytes. Qui osera prôner demain en terre d'Islam la dignité, la liberté, les droits humains et la démocratie ? Le pis est que plus personne, à présent, n'arrive à deviner l'issue du conflit. Jacques Chirac a lui-même répété à maintes reprises au pré-

sident Bush qu'il formulait un raisonnement erroné en assurant qu'il ferait triompher la démocratie : la démocratie, lui a expliqué Chirac, c'est le vote, et le vote, en Irak, ce sont les chiïtes. Or les chiïtes, ce ne sera jamais la démocratie. Aujourd'hui, plus aucun des scénarios envisageables n'est rassurant : « Si les Etats-Unis s'en vont, ce sera la guerre civile ; s'ils restent, ce sera la guerre civile aussi », confiait récemment le chef de l'Etat français à un visiteur. Et d'ajouter : « Avec les chiïtes à Téhéran, les chiïtes à Bagdad, les alaouites à Damas et le Hezbollah, on n'est pas sorti de l'auberge ! Sans compter les Kurdes, qui, s'ils cherchent l'indépendance, provoqueront immédiatement une réaction militaire turque. »

Sombres perspectives. L'épisode atterrant que nous vivons laisse déjà des vainqueurs et des vaincus. Les vainqueurs ? Ceux qui, enfiévrés par les anathèmes du leader d'Al-Qaeda, ne jurent que par le sang, le glaive et les attentats-suicides. Les vaincus ? Ces francs-tireurs qui, en Egypte, en Jordanie ou en Iran, plaident contre vents et marées pour le pluralisme, les libertés de pensée et d'expression, quitte à passer désormais pour des traîtres vendus à l'ennemi. Tant Bush le messager a brouillé le message. Un certain 11 septembre, Oussama ben Laden n'en espérait pas tant. ●

**P. C., M. E., V. H. et A. L.**

18 MAI 2004



# L'EXÉCUTIF IRAKIEN DÉCAPITÉ

## Le président en exercice du Conseil de gouvernement assassiné hier dans un attentat-suicide à Bagdad.

Bagdad envoyé spécial

**D**u convoi officiel ne restent que des carcasses fumantes, véhicules déchiquetés par le souffle de l'explosion, châssis en flammes sur le bord sur la chaussée. Les façades alentour, criblées d'une pluie d'éclats de tôle, attestent de la puissance de l'explosion. Un attentat-suicide à la voiture piégée, a décapité, hier matin, l'exécutif irakien. Abdel Zahra Osmane Mohammad, dit Ezzedine Salim, n'a pas survécu à ses blessures. Transporté en urgence au centre hospitalier Yarmouk de Bagdad, le président en exercice du Conseil de gouvernement n'a pu être réanimé. «*Nous n'avons rien pu faire. Il était touché à la tête, à la poitrine et aux jambes*», explique le professeur Khaled Salah, chef du service de chirurgie, qui a constaté le décès.

Les trois assistants qui voyageaient dans sa berline ont également été tués dans la déflagration, ainsi que les gardes du corps qui les accompagnaient. L'action a été revendiquée par message publié sur Internet au nom du «*Mouvement de la résistance arabe*»,

**Les assassins ont montré que l'armée américaine est incapable de protéger ses meilleurs alliés hors de ses bases.**

un groupe inconnu jusqu'ici. Lourd bilan pour un attentat aux conséquences politiques dévastatrices pour la coalition. Le docteur Ezzedine Salim représentait en effet le parti chiite religieux Al-Dawa al-Islamiya-Markaz, un courant important au sein de l'exécutif mis sur pied par les Américains en Irak (lire ci-dessous). Respecté, y compris par les sunnites proches de la résistance, cet ancien opposant à

Saddam Hussein avait entrepris, ces dernières semaines, des démarches en direction du jeune rebelle chiite Moqtada al-Sadr pour le convaincre de renoncer à la confrontation armée avec les troupes de la coalition dans les villes saintes de Najaf et de Kerbala. Son

rôle de négociateur s'étendait également aux pourparlers entamés avec l'ensemble des forces politiques irakiennes et Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial des Nations unies, pour mettre sur pied un gouvernement intérimaire auquel les occupants voudraient transférer une partie du pouvoir dès le 30 juin prochain.

«*Des jours comme aujourd'hui renforcent notre conviction que le transfert de la souveraineté au peuple d'Irak doit bien avoir lieu*», a déclaré le général Mark Kimmitt, chef des opérations

militaires en Irak. «*Au lieu de faire dérailler le processus, cet attentat confirme que le transfert de l'autorité est une décision sage et prudente. Nous continuerons à travailler au côté du Conseil de gouvernement pour mener ce pays à la démocratie et à la souveraineté.*» Mais le général avait du mal à cacher son embarras, le convoi d'Ezzedine Salim ayant été frappé alors qu'il s'appretait à entrer dans le périmètre ultrasécurisé de la «*zone verte*», vaste camp retranché sur une boucle du Tigre où sont concentrés le commandement américain et les ministères irakiens qu'il chapeaute. Les troupes d'occupation et leurs supplétifs y vivent en totale autarcie dans les anciens palais de Saddam Hussein. En montant leur embuscade meurtrière aux portes de la forteresse, les assassins ont fait la démonstration des difficultés que rencontre l'armée américaine, incapable de protéger ses meilleurs alliés hors de ses bases.

Toute la journée, les hélicoptères de combat ont bourdonné dans le ciel de Bagdad. Vaine fouille aérienne, symbole de cette impuissance. Les patrouilles américaines se déploient toujours trop tard. Leurs barrages paralysent la circulation dans le centre de la capitale, et irritent les Irakiens qui supportent mal ces contraintes. Chaque jour, les troupes de la coalition étendent leur périmètre de sécurité, au détriment des citoyens ordinaires – automobilistes, commerçants, résidents. Chaque jour, de nouvelles vexations s'ajoutent à une liste déjà longue de règles souvent ridicules. Dernière en date, l'interdiction de vitres fumées sur les véhicules privés. Dans un pays où le soleil matraque plus de dix mois par an, tous les pare-brise ou presque sont teintés... ◆

## Ezzedine Salim, symbole d'un chiisme modéré

Le chef du gouvernement provisoire était un pilier du parti Al-Dawa.

**A**l-Dawa al-Islamiya (l'Appel de l'islam) est le plus vieux parti chiite d'Irak, le plus prestigieux, le plus persécuté par le défunt régime de Saddam, un symbole pour une bonne partie des chiïtes irakiens. Abdel Zahra Osmane Mohammad, dit Ezzedine Salim, président en exercice de l'exécutif irakien, était un des piliers et un de ses deux représentants (sur 25 membres) au sein du Conseil de gouvernement mis en place par les Américains. Originaire de Bassora, le grand port du sud du pays, peuplé en écrasante majorité de chiïtes, il y avait obtenu un diplôme de l'Ecole normale d'instituteurs, puis entrepris des études religieuses – selon sa biographie officielle.

Il rejoint Al-Dawa al-Islamiya dès 1961, et devient membre de sa direction dès 1973. Arrêté en 1975 pour ses écrits et ses positions politiques, il réussit à s'enfuir au Koweït où il séjourne cinq ans. En raison des restrictions à ses



activités politiques, il choisit de se rendre en Iran. Il a fait paraître en 1969 son premier livre, une biographie de Fatima, la fille du prophète Mahomet.

Ezzedine Salim a été partie prenante de différents rassemblements de l'opposition irakienne avant le début de la guerre américano-britannique contre le régime de Saddam Hussein, en mars 2003. A son retour d'exil d'Iran, il a été choisi comme chef du parti à Bassora. Al-Dawa al-Islamiya, à la différence des partis islamistes, a un programme politique précis et a accepté de participer à l'exécutif mis en place par les Américains en dépit de son opposition passée à la politique de Washington. C'est un des rares partis religieux chiïtes à accepter le principe d'élections libres et le multipartisme dans le cadre d'un régime constitutionnel ainsi que la collaboration avec les partis laïques, comme le Parti communiste, son ancien rival. ◆

D'après AFP

DIDIER FRANÇOIS

## There is one way to preserve Iraq - and give us a way out A federation of Shia, Sunni and Kurdish states will avoid civil war

*The Guardian* — By Peter Galbraith  
17 May 2004

The news from Iraq is so bad that even President Bush no longer describes successive disasters as evidence of progress. The Bush administration is now moving to increase troop levels in Iraq, and is asking the British government to do the same.

A year ago, more troops (and, more critically, a plan on to how use them) might have made a difference. Most people in Iraq welcomed the overthrow of Saddam Hussein and many did cheer the coalition as liberators. If the coalition had prevented the looting of Iraq's most important institutions, if it had restored essential services sooner, if it had had a coherent plan to transfer power to Iraqis, if it had deployed people knowledgeable about Iraq, if it had applied the lessons of successful post-conflict state-building such as in Bosnia and East Timor, there might be a different environment today. But there is nothing about the current strategy that suggests more might help.

Even if the coalition did everything right, its efforts are likely to fail as long as it persists with an idea of Iraq that does not exist.

In a recent speech, the American administrator Paul Bremer spoke of "the path to a new Iraq ... where the majority is not Sunni, Shia, Arab, Kurd or Turkoman, but Iraqi". Thousands of conversations, he said, had convinced him that this was the path desired by the vast majority of Iraqis.

I wonder to whom Bremer, who is ensconced in his fortified palace, has been talking.

Over the past 20 years, I have visited every corner of Iraqi Kurdistan and know well most of its leaders. I have never met an Iraqi Kurd who preferred Iraq to an independent Kurdistan, if that were a realistic alternative. Earlier this year, the Referendum Campaign, a coalition of Kurdish NGOs, collected 1.7 million signatures in Kurdistan (about two-thirds of the region's adults) demanding a vote on independence.

Iraq's Shia, some 60% of the population, express themselves primarily through their religious identity. During a recent trip to the south, I saw no sign of support for the secular parties, and the religious parties could well win an absolute majority in next year's elections. The Shia are not separatists, but rather feel their majority status gives them not only the right to govern all Iraq, but also to impose their version of an

Islamic state.

Although a small minority, the Sunni Arabs have always run Iraq. Historically, they have been Iraqi nationalists, but they are also pan-Arabists. Arab nationalism (the core tenet of Ba'athism) connects the Sunni Arabs to the larger Arab world, and may become even more important as they come to terms with their loss of power and status.

Civil war is a more likely outcome in Iraq than democracy. There is growing tension between the secular Kurds and Shia religious leaders who want to make Iraq an Islamic state. The Shia have warned that they will not be bound by provisions of Iraq's transitional administrative law to ensure a role for the Kurds (and Sunni Arabs) in the writing of a permanent constitution. Kurdistan's leaders reply that their region will not stay in an Islamic state.

Coalition efforts to build a common Iraq risk provoking this civil war. After the new Iraqi army and police went missing in Falluja, the coalition brought in Kurdish forces, ostensibly under a national Iraqi banner, to fight. Sunni Arabs vowed revenge.

By ousting Saddam, the coalition shattered an 80-year-old political system that brought unity through force. With the Kurds not wanting to be Iraqi at all, and Iraq's confessional communities holding diametrically opposed views on how to organise the society, coalition efforts to create an Iraq that is both united and democratic are doomed. The best hope for holding Iraq together, and avoiding civil war, is to allow each of Iraq's three constituent communities the system it wants.

Iraq's best chance for survival is as a loose federation of at least two, but more likely three states - Kurdistan in the north, a Sunni Arab state in the centre, and a Shia state in the south. The central government would exercise relatively few powers - little more than foreign affairs and monetary policy.

For Kurdistan, federalism means continuing the democratic experiment started during the last 13 years of de facto independence from the rest of Iraq. The coalition should abandon efforts to disband the Kurdish peshmerga, who are an organised military that took more casualties in the war for Iraq's liberation than any other American ally.

The Kurdish people will never accept the return of an Iraqi

army, however reformed, that they associate with decades of repression and genocide. Reintroducing central government institutions to Kurdistan will upset a part of Iraq that is so stable that fewer than 300 coalition troops are now stationed there. Only the most fanatic nation builders among the Bush administration's neo-conservatives can think this makes sense.

Assuming the Shia religious parties win the elections in the south, they should be allowed to establish their Islamic state - but only in the south.

This may not be desirable, but the alternative is escalating conflict with radical Shia elements, and the possibility of civil war within the Shia community itself. The coalition might also think twice about trying to disarm the militia associated with more moderate clerics like al-Hakim, as Shia flock to join Moqtada al-Sadr's Mahdi army, which may now be Iraq's largest army.

The differences between Shia and Sunni Arabs are not as great as the gulf between Arabs and Kurds, and it may be possible for both to live in a single Arab state. The problem in

the Sunni triangle is the absence of leaders with any constituency. A separate state is more likely to give the Sunni Arabs the security that will allow the emergence of a leadership sufficiently confident to take on the insurgency. Unfortunately there is no guarantee this will actually happen.

Federation will allow the coalition to disengage from the Kurdish north and the Shia south, and to focus on three problem areas: Baghdad, the Sunni triangle, and the contested city of Kirkuk.

More than ever, the US and Britain need an exit strategy from an Iraq engagement that is opposed by growing majorities in both countries and in Iraq. This strategy has to be based on a clear-eyed understanding of what Iraq is, and not fantasies about a country that never was. Far from being the first step to Iraq's dissolution, federalism is the last chance to hold the country together. For Britain and the US, it is also a way out.

Peter W Galbraith, a former US ambassador to Croatia, is senior diplomatic fellow at the Centre for Arms Control and Non-Proliferation in Washington.

## **Kurds Want a Top Post in Iraq: Barzani, Talabani Threaten Boycott of Planned Interim Government**

By Robin Wright and Peter Slevin  
*Washington Post* May 22, 2004

Iraq's Kurdish leaders yesterday told a top U.S. envoy in Iraq that they want one of the two top positions in the new interim government -- president or prime minister -- or the Kurds will not participate in the body that is scheduled to take over when the United States hands over limited authority on June 30, according to Kurdish and U.S. sources.

The Kurds were slated to take a lower position, as one of two vice presidents, in a formula designed by U.N. special envoy Lakhdar Brahimi that the Bush administration hoped to unveil next week. But Jalal Talabani, a veteran Kurdish leader and one of 25 members of the U.S.-appointed Iraqi Governing Council, yesterday informed Robert D. Blackwill, the U.S. presidential envoy to Iraq, that the Kurds would not take the job, Kurdish and U.S. sources said.

The move is a setback that complicates U.S. hopes of winning agreement from Iraq's disparate ethnic and religious factions on the makeup of the interim government. Unless the Kurds back down or U.S. and U.N. envoys negotiate a compromise soon, the process of forming a government could drag on longer than expected -- and potentially deepen rivalries, experts on Iraq warn.

The Bush administration hopes that the Kurds are posturing and can eventually be brought around, rather than be blamed for sabotaging the third attempt to form a government.

"This is jockeying for position and status. It strikes me as politics. It's good to see and messy to watch," said a senior State Department official involved in Iraq policy. "It's how committee assignments get made in our Congress. It's part of working the process and the kind of thing you work through. Talks [on a new government] are proceeding apace."

But Talabani and Massoud Barzani, who lead the two main Kurdish parties, have together insisted that the Kurds have one of the top two positions to create balance with Iraq's majority Arab population.

"The two Kurdish leaders are united. We believe the Kurds can be a bridge between the Sunnis and the Shiites," said a senior Kurdish official who requested anonymity because of the sensitivity of the issue. The majority of Iraq's 25 million people are Shiite Muslim. Most Kurds are Sunnis, bolstering the Sunni minority that has felt marginalized since the ouster of Saddam Hussein.

"They don't want to be a token," said Lehigh University professor Henri Barkey. "There's no question that Barzani and Talabani are bargaining."

With the June 30 deadline looming and the Bush administration struggling to establish control, the Kurds believe they have valuable leverage -- and will use it, said Iraq scholar Phebe Marr. Their strongest tool right now is the power of delay. "They're going to bargain as hard as they can. They think they've got us over a barrel because we're fighting on so many other fronts: the Sunni front, the Shiia front," said Marr, author of "The Modern History of Iraq."

The Kurds, long buffeted by more powerful neighbors, enjoyed 13 years of increasing autonomy and prosperity in a protected security zone since the Persian Gulf War. With Hussein's government gone and the Kurdish northern sectors being folded back into a united Iraq, Kurds are worried about losing power and influence.

## **Kurds' Success Makes It Harder To Unify All Iraq**

*WALL STREET JOURNAL*

HUGH POPE and BILL SPINDLE May 19, 2004

DOHUK -- On a recent afternoon in this northern Iraqi city, children romped about a lawn and adults munched cake on land that was once a base for Saddam Hussein's military. The crowd had gathered for the grand opening of a new home-furnishings outlet in Dream City -- a megastore and amusement-park complex.

Entrepreneur Hamid Hajji Mashod rattled off his plans for the former military site: twin office towers, a hotel, a Coca-Cola bottling franchise. Standing amid carefully tended violets and marigolds, Mr. Mashod saw the blossoms symbolizing a new era for the region, home to most of Iraq's ethnic Kurdish minority. "Our homeland is like a flower," he said.

Unabashedly pro-American, secular and democratic, the Kurdish north is the one part of the country that's living up to the Bush administration's vision of postwar Iraq. The problem: The Kurdish population is showing little interest in converging with the rest of the country -- and its strong independent streak could hamper efforts to bring Iraq under one central government. For more than a decade before the war, international sanctions aimed at Mr. Hussein insulated the rebellious northern region from the rest of the country. Since Mr. Hussein's ouster, the Kurds have pulled even closer together, and turmoil to the south has hardened their determination to set up bulwarks against Iraq's ethnic Arab majority.

"We're afraid of participating in a larger Iraq," says Fadil Omar, a Kurdish writer and physician. "We can't stand up for

Some analysts believe Kurdish politicians, who have formally forsworn long-standing demands for independence, will still seek as much autonomy as possible in negotiations over the interim government. The Kurds are "willing to look at options as long as they have some autonomy and some real and symbolic identity," said Mark Schneider, senior vice president of the International Crisis Group.

"When you step back," Schneider continued, "is the balance going to be one in which the Kurdish representations at the national level reflect their view of their stake in the future of Iraq? Obviously, the negotiations will go to the last minute."

In his talk with Blackwill, Talabani argued that Kurds who have long been loyal to the Americans deserve respect and a better deal, particularly compared with the Sunni minority that ruled Iraq under Hussein. As Barkey put it: "The Kurds clearly have been the United States' best friend in Iraq."

long against Arab culture." The Kurdish leadership has vowed that the region will remain part of Iraq -- but only if it is granted autonomy from the central government. Meanwhile, popular sentiment for full independence appears to be rising. About 1.75 million Kurds -- half the population of the north -- have signed a petition demanding a referendum on Kurdish independence. "We were forced to merge with Iraq 83 years ago," says Sherko Bekas, a leading poet and Kurdish nationalist who started the drive. "Now we want to be free in our own land, like other nations."

For the Kurds, full independence would bring great peril. Iraqi Kurdistan is surrounded by Turkey, Syria and Iran, all of which historically have been hostile to Kurdish independence -- as have the non-Kurdish populations in Iraq. After crushing a rebellion among its own restive Kurds in the 1990s, Turkey now could be rethinking its opposition to the aspirations of Iraqi Kurds. But a sudden move by Iraqi Kurds to grab the oilfields around the city of Kirkuk -- disputed territory the Turks have always vowed to never allow the Kurds to have -- could quickly reverse opinion in Turkey.

The north's assertiveness underscores how Iraq's three roughly defined regions are increasingly developing on their own paths. The south is under the sway of Shiite Muslim clerics, most of whom want some form of an Islamic state. The Sunni Muslim center, meanwhile, is increasingly influenced by members of the former regime, many of them Arab nationalists.

## Syrie : près de trois cents Kurdes ont été remis en liberté

**DAMAS.** Les autorités syriennes ont libéré, depuis jeudi, près de trois cents Kurdes arrêtés en mars lors des violences qui ont secoué le nord-est de la Syrie, a affirmé, dimanche 16 mai, l'avocat et activiste des droits de l'homme Anouar Bounni.

Fin mars, le secrétaire général du Parti démocratique progressiste kurde (interdit), Abdel Aziz Daoud, avait indiqué que plus de 2 000 Kurdes syriens se trouvaient en détention depuis ces troubles. Le président Bachar Al-Assad s'est récemment engagé à régler le problème de la naturalisation des Kurdes qui ont été privés de la nationalité syrienne au début des années 1960.

Par ailleurs, la télévision syrienne a diffusé, samedi soir, ce qu'elle a présenté comme les aveux télévisés du chef du groupe responsable d'un « attentat » à Damas le 27 avril. Ahmad Chalache Hassan a affirmé avoir voulu réagir contre « l'agression flagrante d'Israël et des Etats-Unis et d'autres puissances infidèles contre les musulmans en Palestine et en Irak ». Peu auparavant, le ministère syrien de l'intérieur avait imputé l'attentat à un groupe « isolé » d'activistes islamistes syriens. Lors de cet incident, les forces de sécurité avaient échangé des coups de feu avec quatre hommes armés devant un bâtiment qui abritait anciennement des bureaux de l'ONU. - (AFP, Reuters.)

## Turquie : attentats avant la visite de Tony Blair

**ANKARA.** Des engins ont explosé dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 mai devant trois succursales de la banque britannique HSBC à Istanbul et Ankara, ne faisant que des dégâts matériels. Ces attentats sont intervenus juste avant l'arrivée de Tony Blair. Le premier ministre britannique devait effectuer, lundi, une courte visite de travail à Ankara pour évoquer la candidature turque à l'Union européenne, Chypre et la coopération antiterroriste. Il s'agit de la première visite d'un chef du gouvernement britannique à Ankara depuis celle de Margaret Thatcher, il y a seize ans.

Les 15 et 20 novembre 2003 à Istanbul, des attentats-suicides contre deux synagogues, la banque HSBC et le consulat de Grande-Bretagne avaient fait 62 morts et des centaines de blessés. - (AFP.)

# Iraqi council leader is slain; Bremer pledges to persevere

By Ian Fisher

**BAGHDAD:** A suicide car bombing Monday near an entrance to the coalition headquarters here killed the head of the Iraqi Governing Council and three other people, dealing a further setback to the American effort to stabilize Iraq in advance of a June 30 hand-over of sovereignty.

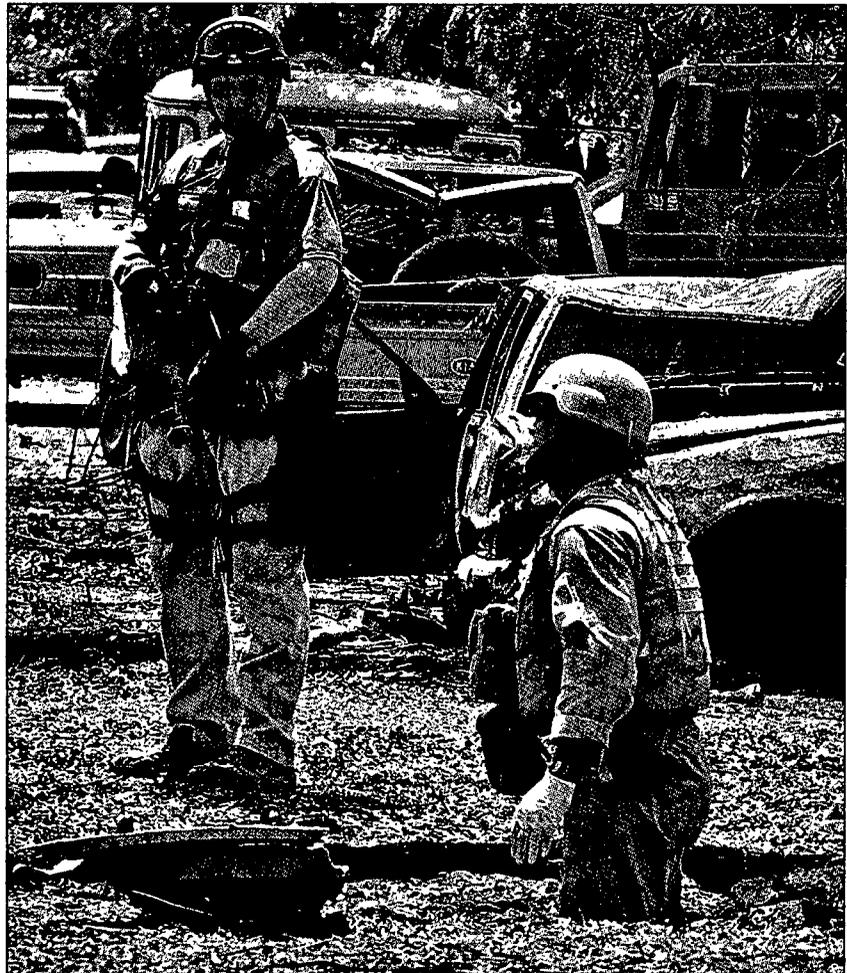
The council leader, Abdul Zahraa Othman, better known as Izzadine Saleem, was the second member of the American-appointed council to be assassinated. He was killed while waiting in a council convoy at a checkpoint leading to the Green Zone, the coalition headquarters in central Baghdad.

L. Paul Bremer 3rd, the top U.S. administrator in Iraq, called the bombing a "shocking and tragic loss."

"The terrorists who are seeking to destroy Iraq have struck a cruel blow with this vile act today," Bremer said in a statement. "But they will be defeated." He added, "The Iraqi people will ensure that his vision of a democratic, free and prosperous Iraq will become a reality."

[A previously unknown group, the Arab Resistance Movement, claimed responsibility for the bombing, according to The Associated Press, saying in a Web site posting that two of its fighters carried out the operation against "the traitor and mercenary" Saleem. The Web site appeared to be associated with Iraq's Anbar Province, a stronghold of the Sunni Arab resistance that includes Falluja.]

The killing of Saleem, who held the



Ramzi Haidar/The Associated Press

GIs at the scene of the blast Monday that killed the head of the Governing Council.

May 19, 2004

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

rotating position of council president, underscores the risks facing Iraqis who work closely with the American-led coalition, which is also grappling with a tenacious insurgency and the fallout from the Abu Ghraib prison abuse scandal.

Members of the Governing Council and other Iraqi officials condemned the bombing, vowing not to be intimidated.

"This will strengthen our resolve to continue the political process," Iraq's foreign minister, Hoshiyar Zebari, told reporters at the World Economic Forum in Southern Shuneh, Jordan. "This will not derail the process."

Soon after the blast, the Governing Council selected Ghazi Mashal Ajil al-Yawer, a civil engineer from the northern city of Mosul, to replace Saleem as head of the council, a position that rotates monthly. Yawer will serve as the council's chief until the transfer of sovereignty to Iraqis on June 30.

The bombing at the checkpoint, in a residential neighborhood, destroyed cars parked along the roadway and blew out windows in nearby buildings.

"This is our destiny, we're all going to be like that," said Qais Jabbar, 28, who was helping to pull charred bodies out of the wreckage.

Speaking of Saleem, he said, "He's only a civilian, he's not an American."

Foreign Secretary Jack Straw of Britain said that the killing should not deter the transfer of power.

"What this shows is that the terrorists and insurgents in Iraq are trying to disrupt the peaceful transfer of power from the occupiers to the Iraqi people, and these terrorists are enemies of the Iraqi people themselves," he said in Brussels, where he is attending a meeting of European Union foreign ministers.

Saleem was a Shiite and a leader of the Islamic Dawa Movement in the southern city of Basra. He was a writer, philosopher and political activist, who served as editor of several newspapers and magazines, The Associated Press reported.

He was in a convoy of five vehicles, and the car carrying the bomb was adjacent to his car when it exploded, a witness, Mohammed Laith, told The Associated Press. Hospital officials said Saleem's driver and assistant were among those killed.

Six Iraqis and two American soldiers were wounded in the bombing, an American official said.

The first Governing Council member to be killed was Aquila al-Hashimi, who was attacked on Sept. 20 when gunmen in a pickup truck ambushed her car as she drove near her Baghdad home. She died of her wounds five days later.

Meanwhile, fighting persisted in southern Iraq, where American fighter jets bombed militia positions in the city of Nasiriya early Monday after fighters loyal to Moktada al-Sadr, the radical cleric, drove Italian forces out of a base there. Residents said seven fighters

were killed in overnight battles, news agencies reported.

An Italian soldier died Monday of wounds suffered during an attack on the base of the Carabinieri paramilitary police the day before in Nasiriya, the Defense Ministry in Rome said, according to an Associated Press report. The soldier was the 20th Italian to die in Iraq, after a suicide truck bomb in Nasiriya killed 19 on Nov. 12.

The New York Times

## ■ Possible Al Qaeda link

Brigadier General Mark Kimmitt said in Baghdad that Monday's car bombing had the "classic hallmarks" of terrorist Abu Musab al-Zarqawi, a Jordanian-born militant with links to Al Qaeda, The Associated Press reported.

Zarqawi is believed to be responsible for many of the vehicle bombs in recent months and for the death of U.S. civilian Nicholas Berg, whose decapitation was videotaped and posted on the Web last week.

Kimmitt said that he did not know if the Arab Resistance Movement was "a cover for the Zarqawi network or if it's an actual organization" and that U.S. intelligence would need "to do some anal-

ysis on this."

The White House spokesman, Scott McClellan, said that Saleem "died working to build a free, democratic and prosperous Iraq." He added, "The enemies of a free, democratic and peaceful Iraq will not prevail."

In Brussels, the European Union expressed concern that terrorism was impeding Iraq's economic and political reconstruction.

While condemning the assassination, the 25 EU foreign ministers also said they were shocked by "recent evidence of the mistreatment of prisoners in Iraqi prisons."

In a statement, the ministers "condemned any instances of abuse and degradation of prisoners in Iraq."

They did not mention the United States or Britain, whose soldiers have been implicated in prisoner abuse cases. But they "welcomed the commitment by the relevant governments to bring to justice any individuals responsible for such acts involving the abuse of Iraqi detainees."

The German foreign minister, Joschka Fischer, said incidents of prisoner abuse cast a cloud "over the moral credibility of the United States" and also reflected badly on other Western nations.

# Sarin is found in Iraq

## Nerve agent in bomb by roadside

By Dexter Filkins

**BAGHDAD:** American commanders said Monday they had discovered an Iraqi artillery shell last week containing sarin, one of the deadly nerve agents that Saddam Hussein said he had destroyed before the war began last year.

The shell, which had been fashioned into a homemade bomb, was discovered by an American convoy as it made its way through Baghdad on Saturday, the officials said. Two American weapons experts were contaminated by the nerve agent when they tried to defuse the shell, but the soldiers were not seriously harmed, the officials said.

The discovery of the sarin-packed shell appears to offer some of the most substantial evidence to date that Saddam had not destroyed all of the country's banned nerve agents, as he had claimed, in the run-up to the war.

The Bush administration's belief that Saddam continued to maintain stocks of such banned weapons, including chemical and biological agents, was the primary justification

cited for invading the country in March 2003. U.S. inspectors scouring the country since April 2003 have so far found little evidence that Saddam maintained such weapons or a program to produce them.

In Washington, a senior American intelligence official said that the shell appeared to have been manufactured before the first Gulf war. But he said he would not be sure until the shell had been inspected.

Saddam's regime was believed to have produced several hundred tons of sarin, a lethal nerve agent, in the 1980s. Saddam declared that he had destroyed all the country's stocks of sarin after the first Gulf war in 1991.

American commanders said the sarin, contained in a 155-millimeter Iraqi artillery shell, was discovered by an American convoy in Baghdad on Saturday. The shell "partially detonated" when soldiers tried to defuse it, the commander said, dispersing only a small amount of nerve agent.

Brigadier General Mark Kimmitt, deputy chief of operations in Iraq,

said that the people who set the bomb did not appear to realize that the shell

contained nerve agents. The reason for believing this, he said, was that it would be extremely difficult to produce a complete detonation of the sarin by just blowing up the shell on the roadside.

The sarin was contained in what is known as a "binary shell," an artillery round that holds two agents in separate internal chambers. Under ordinary circumstances, the force produced by the launching of the shell, as well as its spin once it is airborne, combine to mix the two agents, which together produce the sarin gas.

As long as they are apart, the agents are largely harmless, and binary shells can be stored for long periods.

There was a partial mixing of the two nerve agents, Kimmitt said, that produced the substance that wounded the two soldiers.

Iraqi insurgents battling the American occupation here often modify artillery shells for use as bombs against passing American vehicles.

The New York Times

## Nerve agent has sordid past in Iraq

Agence France-Presse

**BAGHDAD:** Sarin, the deadly nerve agent that U.S.-led coalition authorities said Monday had been discovered in Iraq, was first produced by Nazi scientists in the 1930s.

But the most notorious sarin attack occurred in March 1988 in the village of Halabja in northern Iraq. About 5,000 Kurds were killed and 65,000 were wounded when the Iraqi military used a combination of chemical agents including sarin, mustard gas, and possibly the nerve gas VX.

Sarin also killed 12 people and wounded 5,000 when the Aum Supreme Truth cult released it on the Tokyo subway in March 1995.

Saddam Hussein's regime began producing sarin in 1984. In 1995 it admitted to having produced 790 tons of it. Iraq is also suspected of using sarin against Iranian troops during the 1980s.

Sarin is considered 500 times more powerful than cyanide, used to kill millions in the gas chambers of Nazi death camps in the closing stages of World

War II.

Like other gases originally developed for war, sarin was never used on the battlefield. The fact that both Germany and the allies had their own stockpiles of the deadly weapon proved a sufficient deterrent to its use.

First developed as an organophosphate pesticide, sarin works by being inhaled or absorbed through the skin and kills by crippling the nervous system.

Symptoms include nausea and violent headaches, blurred or tunnel vision, drooling, muscular convulsions, respiratory arrest, loss of consciousness and then death, according to the U.S. Centers for Disease Control and Prevention.

In high doses, sarin paralyzes the muscles around the lungs and prevents chemicals from "switching off" the body's secretions, so that victims suffocate or drown as their lungs fill with mucus and saliva.

Even a tiny dose of sarin — which, like other nerve gases such as soman, tabun, and VX, is odorless, colorless, and tasteless — can be deadly if it enters the respiratory system, or if a drop comes into contact with the skin.

Even if it does not kill, sarin's effects can be permanent, inflicting lasting damage to the victim's lungs, eyes and central nervous system.

Because it is heavier than air, sarin can linger in an area for up to six hours, depending on weather conditions.

International Herald Tribune  
Tuesday, May 18, 2004

## U.S. to shift troops from Korea to Iraq

By James Brooke and Thom Shanker

**TOKYO:** The United States plans to shift an army brigade of about 4,000 soldiers from South Korea to Iraq, according to American and South Korean officials.

"The United States recently proposed to deploy a part of the United States forces in Korea in Iraq and the two countries have entered discussions," Kim Sook, head of the Foreign Ministry's North America bureau, told a press conference Monday in Seoul.

In what would be the first move of American troops from South Korea to Iraq, the shift would involve about 4,000 troops from the U.S. Army's 2nd Infantry Division, according to a senior Pentagon official in Washington. Under a 50-year-old security treaty, about 37,000 American troops are stationed in South Korea to help deter any attack from communist North Korea.

The news marred the return to work Monday of South Korea's president, Roh Moo Hyun, who has been attacked by conservatives for allegedly mishandling the security relationship with the United States and alienating the nation's most important military ally.

On Friday, the Constitutional Court restored Roh to power, dismissing an impeachment motion voted by his conservative enemies in the National Assembly two months ago. Conservatives

have worried that on Roh's watch, South Korea has acquiesced to a three-year plan to move American troops out of Seoul, and to relocate all American troops away from the North Korean border, south of the Han River.

With the U.S. relationship often strained, analysts in Seoul have wondered in recent days: Will there be a quiet hollowing of the American military presence in Korea?

"Look at American troops levels," Richard Holbrooke, president of the Asia Society, said last week after a meeting with Foreign Minister Ban Ki Moon. "In the past emergencies, we have drawn down troops and material in Korea. The question is: Will they come back?"

Earlier this year, to allay fears over the American redeployment away from the Demilitarized Zone along the border between North and South Korea, the United States promised to spend \$1 billion to upgrade American forces in the south. In past conflicts, the United States has drawn down troops in South Korea to serve elsewhere.

"I don't think we are going to destabilize the Korean Peninsula," a senior civilian adviser to the American military said of the Iraq shift.

On Monday, it was unclear whether the American soldiers would be airlifted to Iraq or replacements bound for Korea would be detoured to Iraq.

From the conservative side, Robyn

Lim, a strategic analyst at Japan's Nanzan University, said Monday that the decision would remind America's wobbly East Asian allies that the United States would put its interests first.

Lim said that by gradually taking American troops off the Korean chessboard, the Bush administration would eventually be free to pose a military challenge to North Korea's nuclear bomb production program.

South Korea has delayed the deployment of 3,000 of its troops to Iraq. Last month, a liberal coalition, the Uri Party, swept elections, winning a slim majority in the National Assembly. With opposition high against sending Korean troops to Iraq, some Uri Party leaders plan to defy Roh and bring the Iraq troop dispatch up for debate by the new congress, which convenes on June 6.

On Friday night, central Seoul saw what may be the first of a round of candlelight protests against sending troops to Iraq. If the past is a guide, the protests may mount steadily to bring pressure on the National Assembly.

South Korea already has 670 military engineers and medics in Iraq. Seoul will eventually have the third largest military force there, after the United States and Britain.

The New York Times

Thom Shanker reported for this article from Washington.

# IRAK Censées assurer le maintien de l'ordre après le 30 juin, les nouvelles forces de sécurité ont du mal à s'imposer à la population

## La police irakienne n'est pas prête pour la relève

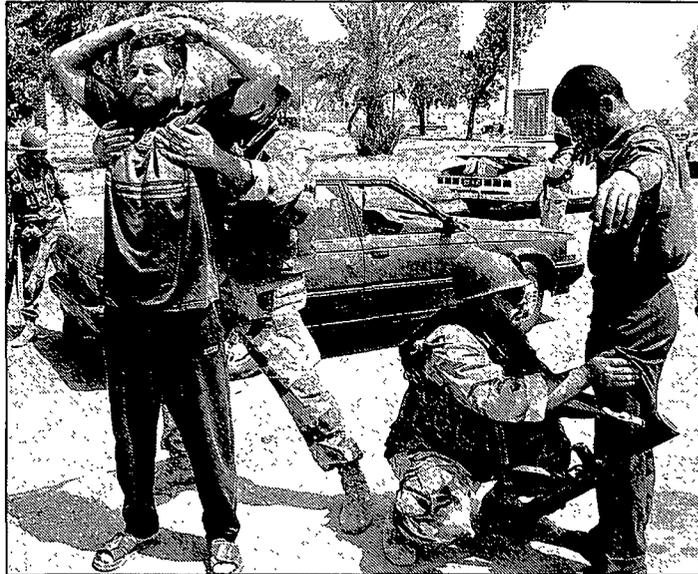
Les Etats-Unis vont cesser de subventionner le Congrès national irakien (CNI) d'Ahmad Chalabi, a indiqué hier au Congrès américain le secrétaire adjoint à la Défense Paul Wolfowitz. Hier, sur le terrain, quatre personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête sur la décapitation de l'Américain Nicolas Berg ; le grand ayatollah Ali Sistani a appelé la population à éviter de venir manifester à Nadjaf et demandé de débarrasser la ville sainte de toute présence armée, prenant ainsi à contrepied le jeune dirigeant chiite Moqtada al-Sadr.

Bassora, Zubayr (sud de l'Irak) : de notre envoyée spéciale Isabelle Lasserre

Assis par terre en tailleur dans des uniformes flambant neufs offerts par l'armée anglaise, la casquette vissée sur le crâne, les « gendarmes » irakiens écoutent, attentifs, le cours magistral d'un officier d'infanterie britannique. Pour 300 dollars par mois, les 5 000 recrues du Corps de défense civil irakien (ICDC) de Zubayr (400 000 habitants, au sud de l'Irak) assurent la sécurité des axes routiers, des installations pétrolières et participent, aux côtés de la coalition, à la lutte antiterroriste en Irak.

Ces gendarmes timides et mal assurés sont censés hériter, avec les policiers, du maintien de l'ordre et de la sécurité en Irak après le 30 juin, date du transfert de souveraineté. Contraintes de rendre le pouvoir aux Irakiens, les troupes de la coalition ont consacré de gros moyens et beaucoup d'énergie à développer un système de sécurité complet en Irak, basé sur la police, la gendarmerie (45 000 hommes) et les gardes frontière. Trois corps promis à relever les soldats américains et britanniques dans certaines de leurs tâches. Et sur lesquels la coalition mise pour effacer l'image négative de « l'occupation », de plus en plus mal perçue dans le pays.

Officiellement, les entraîneurs britanniques ne tarissent pas d'éloges sur leurs nouveaux élèves. « Ils sont extrêmement compétents. Motivés. Efficaces. Ils doivent l'être, puisqu'ils constituent notre unique stratégie de sortie d'Irak », affirme le capitaine Jim Tizard, en couvant ses élèves du regard. Dans les camps militaires de la coalition, les actes de bravoure des policiers et des gendarmes irakiens sont vantés par les officiers. A Nassiriyya, ils ont arrêté la semaine dernière un agent d'al-Qaida recherché par les troupes de la coalition. Dans le désert occidental, où ils assurent déjà seuls la sécurité de la zone, les gendarmes auraient réussi à faire bais-



Pour trois cents dollars par mois, les policiers irakiens assurent la sécurité des axes routiers, des installations pétrolières et participent, aux côtés de la coalition, à la lutte antiterroriste en Irak. (Photo Sabah Arae/AFP.)

ser la criminalité et les kidnappings de plus de 50 %.

Ces discours officiels relèvent pourtant davantage de la méthode Coué qu'ils ne recouvrent la réalité. Les nouvelles forces de sécurité irakiennes, qui manquent d'entraînement et d'équipement, ne sont pas prêtes pour assumer seules le maintien de l'ordre en Irak après le 30 juin. Beaucoup moins considérée que l'armée irakienne, la police a longtemps été négligée par Saddam Hussein. Cloîtrés dans leurs commissariats, très corrompus sous le régime baasiste, les policiers irakiens recrutés par la coalition ont dû reprendre à zéro leur formation. Peu considérés par la population, ils sont loin d'avoir l'autorité nécessaire pour faire respecter l'ordre.

Ils sont devenus l'une des principales cibles des insurgés, irakiens ou étrangers, qui les considèrent comme des « collaborateurs » de « l'occupation » américano-britannique. Le 21 avril, des attaques suicides à la voiture piégée ont fait voler en éclat plusieurs postes de police à Bassora. Bilan : 70 morts. « Ces attentats ont eu un gros impact sur le moral de nos troupes », reconnaît Phil Reed, le responsable de la formation des policiers irakiens à Bassora.

Une radio Motorola toute neuve à la taille, surmontée d'un médaillon de l'imam Ali, le chef de l'un des postes de police de Zubayr est découragé face à l'ampleur de la tâche. Cet ancien officier de l'armée de Saddam, qui préfère garder l'anonymat, a été menacé de mort à deux reprises. « Notre pays est blessé. Nous devons l'aider à se relever. Mais ce travail est dangereux et vain. Il est impossible de résoudre les affaires de rapt. Les familles renoncent à porter plainte car elles ont peur d'être assassinées par les kidnappeurs », regrette-t-il.

Comme la plupart des policiers, il quitte son uniforme avant de rentrer chez lui, pour ne pas être identifié comme un « traître » par les insurgés. A Bagdad, certains policiers patrouillent masqués pour ne pas être reconnus. Lorsque la situation se tend, ils préfèrent généralement rester chez eux. Quand ils ne se retournent pas contre la coalition. A Faludja et à Nadjaf, les trois quarts des policiers ont déserté dès les premiers échanges de feu entre insurgés et troupes de la coalition.

La plupart font passer leurs liens tribaux ou claniques avant les intérêts de la coalition. Et dans le sud, beaucoup appartiennent à l'Armée du Mahdi, celle du leader chiite Moqtada al-Sadr, qui a déclaré la guerre à la coalition. A Bassora, le patron de l'académie de police, Phil Reed, l'avoue à demi-mots : « Les partis religieux tentent d'infiltrer les postes de police. Mais notre tâche n'est pas d'empêcher l'appartenance religieuse des policiers, il est de nous assurer que celle-ci ne les empêche pas de faire leur travail. »

Nommé par les Américains, le ministre de la Défense Ali Allawi veut réunir les pechmergas kurdes et les milices chiïtes de l'Asrii et de la Dawa pour créer une nouvelle armée irakienne, capable de tenir le pays. Il entend aussi créer une division spéciale de 10 000 hommes chargés de gérer les points chauds. A terme, les gendarmes de l'ICDC pourraient être inclus dans cette nouvelle armée, dont le commandement central pourrait gagner en efficacité en intégrant d'anciens généraux baasistes réintégrés par les Américains. Mais même les officiers britanniques de Bassora le reconnaissent : « Après le 30 juin, les troupes de la coalition devront encore épauler les forces de sécurité irakiennes pendant longtemps. Les Irakiens l'accepteront-ils ? »

# 40 died in attack, army concedes

From news reports

**BAGHDAD:** The U.S. Army said Thursday that it killed about 40 people in an attack on suspected foreign fighters in Iraq near the Syrian border, but disputed reports that the victims were members of a wedding party.

Brigadier General Mark Kimmitt, deputy director of operations for the U.S. military in Iraq, said the attack early Wednesday was within the military's rules of engagement.

Kimmitt said U.S. forces had targeted a building suspected of housing foreign fighters.

"Coalition forces came under hostile fire and close air support was provided," he said in a statement. "Coalition forces on the ground recovered numerous weapons, two million Iraqi and Syrian dinar, foreign passports and a Satcom radio."

But Iraqi officials in the region said that a U.S. helicopter fired on a wedding party in western Iraq, killing more than 40 people.

Ziyad al-Jbouri, deputy police chief of Ramadi, a remote desert area near

the border with Jordan and Syria, said 42 to 45 people were killed in the attack, which took place at about 2:45 a.m. He said the dead included 15 children and 10 women.

Dr. Salah al-Ani, who works at a hospital in Ramadi, put the death toll at 45.

Iraqis said partygoers were firing guns in the air as part of a traditional wedding celebration. American troops have sometimes mistaken celebratory gunfire for hostile fire.

Ani said that people at the wedding had been firing weapons in the air, and that U.S. troops came to investigate and then left. But, he said, helicopters attacked the area at about 3 a.m. Two houses were destroyed in the attack.

Ramadi is a stronghold of insurgents who are fighting the U.S.-led coalition.

In July 2002, Afghan officials said 48 civilians at a wedding party were killed and 117 wounded by a U.S. airstrike in Uruzgan Province there. An investigative report released by the U.S. Central Command said the airstrike was justified because American planes had come under fire.

The U.S. military on Wednesday also

accused fighters loyal to a rebel cleric of firing on U.S. forces from one of the holiest shrines of Shiite Islam. Seven militiamen were killed in fighting in the center of Karbala, hospital officials said.

Captain Noel Gorospe, spokesman for the U.S. Army's 1st Armored Division, said the militia of the radical Shiite cleric Moktada al-Sadr was operating from the Imam Hussein shrine in the center of Karbala. Karbala has been the scene of heavy fighting since Sadr began an uprising against the U.S.-led coalition last month.

Insurgents were using small arms, mortars and rocket-propelled grenades, and their use of the shrine was more noticeable in the past three days, Gorospe said.

Daily insurgent attacks have centered on the Mukhaiyam Mosque in Karbala and the surrounding area, which the U.S. military took over in operations last week. The coalition said Iraqi fighters had used the mosque as a military base, and said it had no intention of relinquishing it until militias leave the town. (AP, AFP, Reuters)

International Herald Tribune  
Thursday, May 20, 2004



DU 19 AU 26 MAI 2004

## SYRIE

# Une répression d'autant plus efficace qu'elle est chaotique

**Il est difficile de comprendre la logique de la répression à Damas. Pourtant, l'incohérence n'est qu'apparente. En réalité, l'arbitraire permet de mieux terroriser les opposants.**

On continue d'emprisonner les citoyens syriens pour une réunion ou pour une conversation dans un café. C'est qui est arrivé à Aref Dalila, éminent économiste et professeur d'université, ainsi qu'à plusieurs de ses amis, tous incarcérés depuis septembre 2001. Pour avoir participé à un cercle de discussion, ils ont été jugés par la Cour de sûreté de l'Etat et ont été condamnés à cinq années de prison. Le P<sup>r</sup> Dalila devra les passer en cellule d'isolement. On voit qu'en Syrie les jugements, la durée des peines et les critères d'emprisonnement varient de manière fort arbitraire, sans que personne puisse en comprendre les raisons.

Dans ce pays, cercles de discussion et groupes de rencontre se réunissent sans qu'il soit nécessaire – ni possible – d'obtenir une autorisation officielle. Cette "liberté" peut à tout moment se transformer en arme terrible

puisque n'importe quel citoyen peut à tout moment se retrouver devant un tribunal militaire. C'est le cas de ces intellectuels de la ville d'Alep qui, enchantés à l'écoute d'une conférence donnée à Damas, ont voulu renouveler l'expérience, lors du passage du conférencier dans leur ville. Résultat : ils se sont retrouvés en prison. Le président de la commission syrienne de défense des droits de l'homme, Aktham Naïssé, est incarcéré depuis des mois, à la suite de la publication du rapport annuel de la commission, celle-ci n'étant ni autorisée ni homologuée, mais tout simplement tolérée par le pouvoir !

Le mystère reste donc entier. En Syrie, certaines organisations peuvent se constituer, publier des journaux et organiser des colloques ; cela peut durer des mois et même des années, sans qu'elles soient inquiétées. Puis elles voient soudain s'abattre sur elles la colère impitoyable du régime. Il arrive aussi que les autorités ne voient pas d'un bon œil une réunion d'étudiants dans un café et jettent en prison quiconque se trouvait là, même de passage. Par la suite, certains seront relâchés, d'autres gardés en détention, d'autres

encore renvoyés de l'université pour une année, voire définitivement.

Quant au P<sup>r</sup> Naïssé et à ses compagnons, ils ont été accusés de propager des rumeurs à l'étranger et de porter atteinte à la réputation de l'Etat syrien. Le rapport qu'ils avaient rédigé rappelait toutes les violations des droits de l'homme commises dans le pays, y compris le meurtre sous la torture d'opposants politiques et même de détenus de droit commun. Le rapport demandait aussi l'abrogation de l'état d'urgence et de la loi martiale, tous deux en vigueur depuis 1963, soit depuis plus de quarante ans, alors que les politiciens qui les ont imposés sont morts depuis bien longtemps. Les temps ont changé, des générations se sont succédées, mais ces deux lois d'exception n'ont pas évolué sur aucun de leurs articles, ni connu le moindre assouplissement dans leur application.

Des mauvaises langues insinuent que ce comportement chaotique des autorités n'est pas aussi incohérent qu'il en a l'air. Il ne serait pas seulement le résultat de luttes internes entre les divers appareils de l'Etat et entre les principaux clans du pouvoir. En

fait, cette apparente versatilité serait le moyen pour le régime de garder toute sa liberté d'action : la sévérité lorsqu'il le juge nécessaire et une mansuétude qui permet l'évacuation des tensions chaque fois que cela est utile. De plus, l'irrégularité dans la répression est un excellent outil de contrôle social, en tout cas moins coûteux que d'avoir à

construire la cohésion, l'harmonisation et l'équilibrage des appareils judiciaire et répressif, puis de les faire évoluer pour les adapter à de nouvelles exigences. Ajoutons toutefois – à l'adresse de ceux qui militent pour la constance dans l'application des lois et contre l'arbitraire des sanctions – qu'ils ne doivent pas s'étonner si un jour leurs exigences se retournent contre eux.

C'est ce que n'ont cessé de proclamer nombre de responsables politiques des pays arabes. Le dernier en date est un ministre du gouvernement soudanais, qui invitait les autorités américaines à s'appliquer à elles-mêmes ce proverbe : "Au lieu de reprocher à ta voisine la poussière sur ses vitres, balaie plutôt devant ta porte".

Nahia Chahal, *Al Hayat* (extraits), Londres

## Personne ne croit plus à la date du 30 juin

Rien n'est prêt pour remettre le pouvoir dans cinq semaines, s'inquiète *The Guardian*. Américains et Britanniques sont seuls face à une situation qui dégénère.

THE GUARDIAN  
Londres

**E**n Irak, tout semble sur le point de s'écrouler. Et la Maison-Blanche et Downing Street, incapables de limiter les dégâts, semblent s'installer dans le déni. Les Nations unies, dernier recours possible, s'apprentent à quitter le pays, laissant Bush et Blair récolter la tempête qu'ils ont semée. L'Irak, occupé par une force étrangère qui ne parvient pas à assurer l'ordre le plus élémentaire, se retrouve dans le vide politique et juridique. Il y a quelques jours, des convois de ravitaillement apportant des vivres aux troupes américaines n'ont pas pu traverser Bagdad, et les soldats ont dû se débrouiller avec leurs rations de combat. Depuis longtemps déjà, les autorités américaines et les GI se sont barricadés et se contentent d'effectuer des sorties en colonnes blindées. Les journalistes ne peuvent plus travailler parce qu'il est devenu trop dangereux de montrer le bout de son nez d'Occidental. Le 30 juin est censé avoir lieu le transfert de souveraineté tant annoncé. A Washington, on s'accroche à la méthode Coué pour se convaincre que l'événement constituera un tournant. En réalité, on ne voit pas pourquoi cela suffirait à ce que tout aille mieux. Il reste cinq semaines avant l'échéance, mais il n'y a toujours aucun plan, pas un seul bout de papier décrivant exactement quels pouvoirs seront transférés à qui. Et les prisonniers, à qui seront-ils confiés ? Quelle part des revenus pétroliers ira directement dans les caisses du gouvernement par intérim ? Qui fera partie du nouveau gouvernement ?



▲ Sur la pancarte : Embranchement. Désastre. Catastrophe. Dessin de Dantziger, Etats-Unis.

■ **Attentat**  
"Ezzeddine Sallm, le chef du gouvernement Intérimaire Irakien assassiné lundi dernier, avait réchappé des geôles de Saddam Hussein en 1978", indique Al Jazira. "Investi par les Américains après la chute du régime, il a joué un rôle clé dans la négociation entre les milices de Moqtada as-Sadr et les Américains à Najaf." De son côté, le site arabe Elaph explique qu'il "était un chliite proche d'Abdelaziz al-Hakim", un des leaders chliites qui s'opposent à Moqtada as-Sadr.

Lakhdar Brahimi, le représentant spécial de l'ONU, a été envoyé en Irak pour faciliter la transition démocratique. Contraint par Kofi Annan et par George Bush, il a fini par accepter, non sans prévenir que les Nations unies, peu aimées sur place, couraient le risque de se retrouver prises au piège de cette malheureuse aventure anglo-américaine. Brahimi pense que les Etats-Unis ne céderont jamais assez de pouvoir pour permettre une intervention onusienne véritablement indépendante. On le dit sur le point de quitter l'Irak, laissant Londres et Washington mariner tout seuls dans leur jus après le 30 juin.

Bush et Blair auraient pu tenter de s'en tirer en abandonnant tout le contrôle à l'ONU, reconnaissant implicitement leur échec. Difficile pour un gouvernement américain qui méprise le multilatéralisme en général et les Nations unies en particulier. En outre, ils auraient dû céder pour toujours tout pouvoir sur l'Irak. Brahimi est aux prises avec Paul Bremer, l'administrateur américain, sur le degré de souveraineté qui sera transféré en juin. Le doute plane toujours sur la part des revenus pétroliers censée être réservée au nouveau gouvernement : les Etats-Unis tiennent fermement serrés les cordons de la bourse.

On souligne que des contrats ont été attribués pour la construction de quatorze bases américaines "permanentes" en Irak. Puisque Donald Rumsfeld a fermé les bases américaines en Arabie Saoudite, il n'est pas étonnant que les Irakiens craignent que les Etats-Unis aient l'intention de ne jamais quit-

ter leur pays. Chutant dans les sondages, Bush applique une doctrine qui ressemble de plus en plus à de l'improvisation. Or les fidèles de Rumsfeld persistent à présenter l'Irak comme le centre de la future puissance américaine au Moyen-Orient. L'atmosphère dégénère. Des experts chevronnés de retour d'Irak assurent que les forces anglo-américaines sont davantage source d'insécurité que de paix. Leur présence attise le soulèvement et, paradoxalement, fédère une nation dont beaucoup disaient qu'elle ne s'unirait jamais. La rébellion contre l'envahisseur est en passe de devenir le mythe fondateur national d'un nouvel Etat. Comment un nouveau gouvernement pourrait-il exercer sa propre autorité, quand sa voix est couverte par le rugissement des blindés en patrouille ?

Au Foreign Office, on reconnaît craindre que les Américains ne se retirent précipitamment pour des raisons politiques, indifférents au chaos qu'ils laisseraient derrière eux. L'Irak, dit-on, risque de sombrer dans l'anarchie, comme la Somalie ou le Liberia. Le vieux désir colonial d'imposer son ordre aux autres est toujours bien vivace. Mais ici, le puissant Occident est confronté de manière brutale aux limites de la superpuissance – ce qui, après tout, est plutôt une bonne leçon à apprendre pour le nouveau siècle.

Bush ne rêve que d'une chose, c'est que la télévision ne parle plus de l'Irak. Mais c'est peut-être trop lui demander que de ravalier son orgueil pour appeler le reste du monde à l'aide. Il ne faut pas croire que l'on verra la Maison-Blanche se mettre à supplier Jacques Chirac de lui offrir son soutien à l'ONU. Si l'Irak atteint le point où il devient ingouvernable, les Nations unies seront peut-être obligées d'intervenir, mais Chirac, lui, laissera Bush sur le gril jusqu'en novembre. Les troupes britanniques doivent rester là-bas jusqu'en 2006. C'est la politique officielle, et elle fait froid dans le dos.

Polly Toynbee

# Erdogan Increases Pressure On the EU to Let Turkey In

*Premier Also Blasts Sharon And Says Bush Has Made Mistakes in War on Iraq*

By HUGH POPE  
And ALAN FRIEDMAN

ANKARA—Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan, signaling that the West's longtime Middle East ally will be an assertive force as it pushes its historic bid to join the European Union, sharply criticized the Gaza offensive of Israeli Prime Minister Ariel Sharon and said grave mistakes were made in the U.S.-led war in Iraq.

But while distancing himself from U.S. policies in the Middle East in a wide-ranging interview Wednesday, Mr. Erdogan also highlighted Turkey's determination to be seen as a pivotal member of the EU and a strategic asset to the West. He said Turkey is close to deciding to send 1,500 peacekeepers to Afghanistan and didn't rule out offering troops to Iraq as part of a North Atlantic Treaty Organization force.

Turkey's EU ambitions pose one of Europe's most important and potentially divisive issues this year. EU leaders must decide in December whether to give Turkey, a Muslim country of 70 million people, a date to start full negotiations on its EU candidacy—though actual membership could take a decade or longer. Turkey is the only Muslim member of NATO and has the biggest economy in the Muslim world. The U.S. has long lobbied for Turkish EU membership in order to bind it—and NATO's second biggest army—closer to the West.

Mr. Erdogan, 50 years old, brushed aside recent criticism of Turkey's eligibility to join Europe, especially in France, saying positive signals from the leadership of nearly all EU states made him confident that Turkey would get a "yes." He said that would send a strong signal to the broader Islamic world. "Then they will see that the clash of civilizations is not a reality but harmony of civilizations is a possibility," he said. "This is an opportunity the EU shouldn't miss."

But Mr. Erdogan also warned of consequences if his country is denied EU membership. "Turkey has expectations and [EU members] realize that," he said. "Turkey can no longer be kept waiting at the doorstep....If the EU does not want to be viewed as a union of geography, or as a Christian club, they have to give us a date." At another point in the interview,



*'Turkey has expectations and (EU members) realize that. Turkey can no longer be kept waiting at the doorstep.'*

— Recep Tayyip Erdogan  
Turkish prime minister

he said that if EU members "are not ready to work with us and integrate us, the same message will be viewed" by 1.2 billion Muslims in the world. "It will have a negative effect on their approaches to the EU."

For the EU, Mr. Erdogan's comments showed he will be ratcheting up the pressure to embrace Turkey's membership as an antidote for increasing tension between the West and Muslims in Iraq and elsewhere. For the U.S., his sharp criticism of Israel's Palestinian strategy and U.S. actions in Iraq may signal challenges ahead in dealing with one of America's most important Middle East supporters.

Turkey itself is torn between a desire for partnership with rich Western countries and growing anti-Westernism in its Muslim population, fed most recently by violent images from the U.S.-led occupation of Iraq and the aftermath of Israeli attacks on Palestinians.

"Sharon abolished all our wishes and did not help us bringing peace to the region," Mr. Erdogan said in the interview, referring to an Israeli attack earlier Wednesday on a refugee camp in Gaza that killed eight Palestinians. Israel has expressed regret over any civilian dead, and said that some were gunmen. Mr. Erdogan publicly attacked Israel again over civilian casualties in a news conference yesterday, calling it state terrorism.

Turkey is a rare Muslim country to have normal diplomatic relations with Israel. An Israeli official said yesterday that the Jewish state understood heightened Turkish empathy with the Palestinian plight, but that medium-level mutual visits between Turkey and Israel continued. Still, Mr. Erdogan has steadily stepped up rhetoric against Mr. Sharon since Israel assassi-

nated Hamas spiritual mentor Sheikh Ahmed Yassin in March.

"The current Sharon administration takes government decisions to kill individuals. And they declare that this will continue," he said in the interview. "Unless we change this, we can never bring peace to the Middle East." Mr. Erdogan, who was an Islamist in his youth, has since recast himself as a conservative, coming to national power after a resounding victory for his Justice and Development, or AK, Party, in parliamentary elections in November 2002.

Mr. Erdogan was also outspoken in his criticism of the deteriorating situation in neighboring Iraq, underlining the "anger" generated by the photos of U.S. soldiers abusing Iraqis at Abu Ghraib prison.

## 'Many Mistakes'

"The postwar era included many mistakes," said Mr. Erdogan, expressing doubt that the situation would improve after the June 30 U.S. transfer of some power to a new Iraqi political formation. "They should definitely and quickly punish the perpetrators of the torture in Abu Ghraib prison," he said. "The Iraqis should have leadership that really represents them. Otherwise, negative trends and deterioration will continue."

Asked what mistakes U.S. President George W. Bush's administration made, Mr. Erdogan said closer involvement of neighboring states like Turkey could have headed off the problem of "terror organizations" infiltrating into Iraq. He said the United Nations should have been more closely involved in administrative and political restructuring of the country and that troops in U.S. areas of control in central Iraq hadn't succeeded in establishing good contact

with Iraqis.

Still, his comments were unlikely to shake a strong alliance with the U.S. Mr. Erdogan tried and failed to persuade the Turkish Parliament to allow a division of U.S. troops through Turkey to invade northern Iraq last year. He eventually succeeded in offering 10,000 troops in October. By that time, though, Iraqi leaders made clear they wanted no Turkish involvement.

In the interview, Mr. Erdogan said that Turkey would consider sending Turkish troops to Iraq with changed circumstances, such as if NATO agrees on a multinational force at a summit in Istanbul on June 28-29. But for now no such plan was on the agenda, he added.

### Close to a Decision

Mr. Erdogan also said he was close to a decision on taking over NATO's International Security Assistance Force in Kabul, Afghanistan, in February. Turkey will raise the number of its soldiers in the NATO force to about 1,500 from 155 and expedite the dispatch of three helicopters it has been promising since January. Turkey successfully completed a first six-month stint in charge of the 12-nation force in 2002, a period in which it took no casualties.

Mr. Erdogan said Turkey's willing-

ness to go into harm's way for the West is another reason for the EU to begin the process of taking Muslim Turkey into its ranks at its December summit.

Supporters of Turkey's EU hopes say its membership would help stabilize the Middle East by extending the union's external borders—and European ideals on human rights, religious tolerance and economics—to Syria, Iraq and Iran. They also say Turkey's huge, predominantly young population is needed to offset the EU's aging population and could help revitalize the union's sluggish economy.

### Practical Challenges

But the question of whether to admit Turkey digs deep into religious convictions in the mainly Christian EU, and also presents the political and economic union with big practical challenges. With a population of 70 million, Turkey would be second in size and voting power within the EU only to Germany. By comparison, the total population of the 10 countries admitted to the EU with such fanfare on May 1 was also 70 million.

Turkey's gross national income per capita, adjusted for purchasing-power parity, is less than a quarter of Germany's and two-thirds of Poland's, mean-

ing that integrating it would cost the rest of the EU billions of euros in subsidies. Encouraging Turkey also could raise hopes of membership for countries such as Ukraine. Many European leaders fear that the strain would be too much for an already diverse union of 25 countries.

If the EU rejects Turkey's membership bid, Mr. Erdogan warned, "My people's...attitude toward the West will change." He predicted a similar reaction in the wider Muslim world. "They will say that the West is not ready to integrate with people who do not share the same faith with them."

But, saying he liked to look at the "positive side," the Turkish prime minister added, "Instead of having rockets killing people, we should concentrate on how we can have peace, stability, sharing and solidarity as new values. We talked about globalization of peace in symposiums, conferences and books, but when it came to implementation we didn't see as much determination. The EU can do this....December 2004 is the most important part of this test."

—Marc Champion  
and Brandon Mitchener  
contributed to this article.

Washington :  
de notre correspondant  
Philippe Gélie

En dépit des revers, George W. Bush s'accroche à la date du 30 juin pour un transfert de pouvoir aux Irakiens. L'objectif est de « *montrer que l'Amé-*

*rique tient parole* », et accessoirement de trouver une porte de sortie à la crise, quatre mois avant l'élection présidentielle.

A l'approche de l'échéance, le projet reste flou. « *On voit bien le calendrier mais on ne voit plus très bien la vision* », commente un diplomate à Washington. Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU en Irak, est chargé de mettre sur pied un gouvernement de transition, capable de gérer le pays tout en préparant des élections législatives pour janvier 2005. L'espoir est qu'il présente une équipe fin mai, afin qu'elle puisse se « *roder* » avant de prendre les commandes le 1<sup>er</sup> juillet. Parallèlement, des discussions s'amorcent sur la rédaction d'une nouvelle résolution à l'ONU. Il n'y a pas encore de texte, mais les diplomates s'attendent à « *un débat tonique* » sur deux points cruciaux : l'ampleur du transfert et son impact sur la présence étrangère.

La France, la Russie, mais

## Washington dans une logique de sortie

aussi la Grande-Bretagne et l'Italie insistent pour que le 30 juin marque un véritable transfert de « *souveraineté* ». A l'issue des débats sémantiques, la question se résumera à un critère essentiel : quelle autorité le gouvernement irakien aura-t-il en matière de sécurité ? Tant que l'armée américaine est en Irak, le Pentagone exclut de soustraire la direction des opérations à son « *commandement unifié* ». Tout au plus envisage-t-il de « *consulter* » le pouvoir intérimaire avant de lancer une opération dans le pays. Mais Washington veut garder sa liberté de manœuvre lorsque ses troupes s'estimeront attaquées ou en danger. L'armée et la police irakiennes, elles, devraient obéir à leur gouvernement.

Ces arrangements délicats supposent que les forces américaines restent les bienvenues dans un Irak souverain. Or, les attaques incessantes semblent indiquer le contraire. D'après un sondage, 82 % des Irakiens

sont contre l'occupation, même si beaucoup reconnaissent qu'un départ précipité pourrait plonger le pays dans le chaos. « *Les États-Unis ne peuvent pas se désintéresser de la situation qu'ils ont créée. Pendant un certain temps, il est souhaitable qu'ils soient présents* », estime le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier.

Vendredi, lors d'une rencontre avec ses homologues du G8, le chef de la diplomatie américaine, Colin Powell, a évoqué un retrait après les élections de janvier 2005, et même après le 30 juin « *si le gouvernement intérimaire nous le demandait* ». Mais il s'est empressé d'ajouter que l'hypothèse était plus qu'improbable et ne l'« *empêchait pas de dormir* ». Ses collègues britannique, italien et japonais ont adopté la même ligne. Le lendemain, George W. Bush a précisé : « *La mission vitale de nos troupes continuera le 1<sup>er</sup> juillet et au-delà* ». Après lui,

Powell a parlé d'une période « *considérable* ». Le Pentagone, qui s'appête à transférer 4 000 hommes de Corée-du-Sud, planifierait des rotations en Irak jusqu'en 2007.

Derrière l'apparence de cacophonie, l'Administration Bush s'efforce de délivrer plusieurs messages. Aux Irakiens, elle rappelle qu'elle n'a pas d'ambitions colonialistes ; aux électeurs américains, elle montre qu'elle se préoccupe de la sortie, sans pour autant abandonner la « *mission* » en cours de route. Cette marge étroite pourrait trouver sa traduction dans la résolution de l'ONU : la force d'occupation y deviendrait une « *force de stabilisation* », dont le mandat international courrait jusqu'aux élections irakiennes et à l'installation d'un gouvernement « *légitime* ». Il lui reviendrait alors de décider du maintien ou du départ de l'armée américaine. Un renversement de logique qui, quoi qu'en dise George Bush, montre plutôt la sortie.

## Un soldat turc abattu dans l'est de la Turquie, le PKK soupçonné



DIYARBAKIR (Turquie), 21 mai (AFP) - 20h51 - Un soldat turc a été abattu dans une zone rurale de l'est de la Turquie, ont annoncé vendredi des sources locales au sein des services de sécurité, qui soupçonnent des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le soldat a été tué jeudi soir dans la province montagneuse de Tunceli, où le PKK est actif depuis plusieurs décennies.

D'autres meurtres attribués au PKK ont eu lieu ces derniers jours.

Mardi, un policier et un garde ont été tués lorsque des membres présumés du PKK ont ouvert le feu sur un poste de police à Pervari, dans le sud-est de la Turquie.

La semaine dernière, quatre soldats ont été tués dans la même région lorsque leurs véhicules ont sauté sur des mines qui, selon les autorités, auraient été posées par le PKK.

Trois militants kurdes soupçonnés d'avoir voulu commettre un attentat à la bombe ont été arrêtés vendredi, a annoncé l'agence de presse turque Anatolie.

Un tribunal de la ville de Sirmak, dans le sud-est, a décidé l'incarcération des trois hommes, qui auraient avoué avoir projeté un attentat contre le poste de police local, selon l'agence.

A la suite de l'arrestation des trois hommes, la police a saisi 4 kilos d'explosif, a indiqué Anatolie.

Le PKK a mené pendant 15 ans une guérilla sanglante pour obtenir l'indépendance du sud-est de la Turquie, région surtout peuplée de Kurdes et dont la principale ville est Diyarbakir.

La fréquence des actions violentes du PKK a nettement diminué depuis que l'organisation a annoncé en septembre 1999 qu'elle renonçait à la lutte armée et souhaitait une résolution pacifique du conflit avec les autorités turques.

Les rebelles continuent toutefois à attaquer des cibles gouvernementales, bien que plus rarement.

Le conflit a fait quelque 37.000 morts depuis 1984, date à laquelle le PKK a pris les armes.

---

## Environ 20.000 Kurdes de Syrie seront naturalisés (général Tlass)



BEYROUTH, 21 mai (AFP) - 11h41 - Quelque vingt-mille Kurdes de Syrie seront naturalisés, a indiqué le général et ex-ministre syrien de la Défense Moustapha Tlass, qui a récemment joué un rôle de conciliateur pour répondre aux revendications de cette communauté.

Le président Bachar al-Assad "a promis la nationalité à environ 20.000 Kurdes, car ils sont véritablement Syriens, mais pas inscrits" sur les registres de l'état civil, a-t-il déclaré dans une interview publiée vendredi dans le quotidien arabe Al-Hayat.

"Nous ne faisons pas de différence entre un Arabe et un Kurde (...) Il existe un nombre de Kurdes qui sont Syriens, et qui ont droit à la nationalité syrienne", a ajouté le général Tlass.

Interrogé sur le sort des autres Kurdes de Syrie, il a indiqué que "des dizaines de milliers de Kurdes sont venus d'Irak et de Turquie en Syrie nous leur avons dit franchement que ceux qui sont syriens auront la nationalité et les autres pas".

Des partis kurdes en Syrie réclament régulièrement que les autorités restituent à près de 200.000 Kurdes leurs cartes d'identité qui leur avaient été retirées en 1962.

Les Kurdes de Syrie, estimés à 1,5 million, représentent environ 9% de la population du pays et sont installés essentiellement dans le nord.

Des affrontements ont opposé entre le 12 et le 17 mars des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans le nord de la Syrie, faisant 40 morts, selon des sources kurdes, et 25 selon un bilan officiel syrien.

Le général Tlass avait rencontré des représentants de la communauté kurde après les heurts et le président Assad avait assuré que "la question de la nationalité (pour les Kurdes) qui dure depuis 42 ans serait résolue".

"Les Kurdes sont des citoyens syriens qui vivent parmi nous, et le nationalisme kurde fait partie de l'histoire de la Syrie", avait-il dit dans une récente interview.

Moustapha Tlass a pris sa retraite le 12 mai dernier, après 32 ans à la tête du ministère de la Défense, mais il demeure un membre actif du bureau politique du parti Baas, au pouvoir en Syrie.

# U.S. troops withdrawing from center of Karbala, military says

By Edward Wong

**KARBALA, Iraq:** After more than a week of costly combat in central Karbala, the U.S. military said Thursday that it was withdrawing its troops from the besieged center of this holy city.

The 1st Battalion, 37th Armored Regiment of the 1st Armored Division was moving soldiers from a mosque it had occupied back to Camp Lima, a military base eight kilometers, or five miles, east of the city center. The withdrawal was expected to be completed by early Friday, when a tank company posted for 24 hours at the mosque is to leave, said the battalion commander, Lieutenant Colonel Garry Bishop.

American soldiers occupied the Mukhaiyam Mosque on May 12 after an overnight battle in which they chased out insurgents loyal to Moktada al-Sadr, a rebel Shiite cleric. Since then, though, the guerrilla fighters have not relented in their attacks on troops stationed

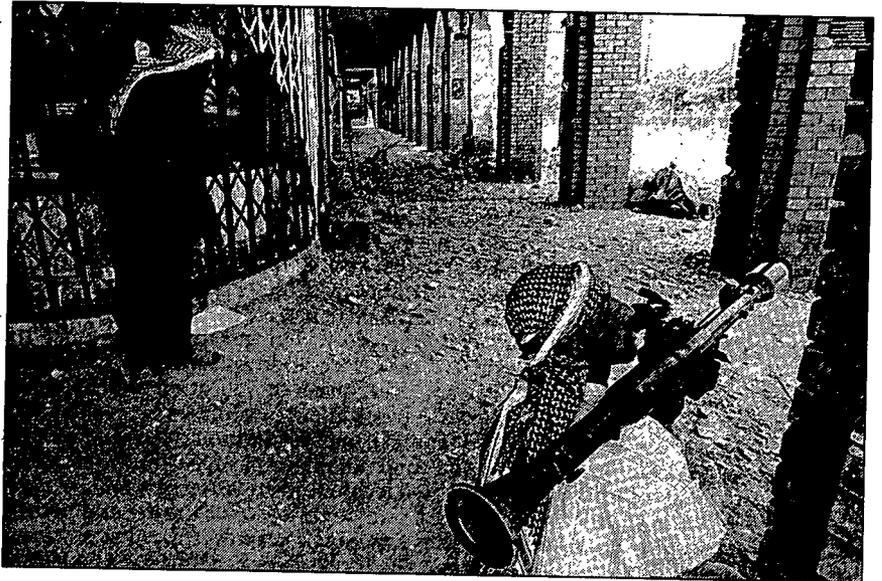
there. Mortar teams consistently shell the mosque and snipers fire on soldiers on patrol in the surrounding alleys.

Four soldiers have been killed and at least 52 have been wounded in the more than two weeks since the 1st Armored Division began a major offensive here against Sadr's militia, the Mahdi Army.

The battles in Karbala are now the fiercest in Iraq. Entire city blocks around the Mukhaiyam Mosque have been devastated by automatic weapons and cannon fire, and cars riddled with bullet holes sit along the roads.

The firefights have been inching closer and closer to two of the holiest sites in Shiite Islam, the golden-domed Shrine of Hussein and Shrine of Abbas.

The decision to withdraw from central Karbala might have been influenced by the intense scrutiny given to the U.S. military in recent days. On Wednesday, in a closely watched trial in Baghdad, a soldier pleaded guilty to charges related to the abuse of prisoners in Abu Ghraib.



Karim Sahib/Agence France-Presse

Iraqi fighters loyal to Sadr near the Shrine of Hussein in Karbala on Thursday.

The same day, some Iraqis accused the U.S. military of killing more than 40 people in an airstrike on a wedding party near the Syrian border.

Bishop said the departure from the Mukhaiyam Mosque was intended to "allow time for the political process to go forward."

He declined to give details on that process. It was not immediately clear what negotiations were taking place. American officials have been pressuring the Shiite religious establishment to wrest a surrender from Sadr, but the senior clerics have failed to do so.

Tribal sheiks in Karbala have met with the commander of the 1st Brigade of the 1st Armored Division, Colonel Pete Mansoor, to try to persuade the Americans to declare a cease-fire and withdraw their forces, the colonel said. But such a cease-fire would have been unilateral, he said, and Sadr's militia would have stayed in the center of Karbala.

In the end, the colonel said, he rejected

the request of the sheiks. "The local residents want peace," Mansoor said. "But they have very little power to force Moktada al-Sadr's forces out of the city."

At the same time, the colonel said: "Our presence in the middle of the city is a cause for concern among a lot of the local citizens. The only reason we stayed was because we have a threat in front of us."

Attacks continued against the Americans on Thursday, though the violence had lessened from earlier in the week. Soldiers came under sniper fire at least four times and mortar attack two or three times, a battalion spokesman said. No casualties were reported.

Some military officials here say residents of Karbala tell them dozens or perhaps scores of outside fighters have entered the city to bolster the inexperienced Mahdi Army. The officials say they do not know the exact origins of the fighters.

The New York Times

International Herald Tribune  
Friday, May 21, 2004

LE FIGARO 21 MAI 2004

*L'armée américaine prétend avoir visé des terroristes et non la célébration d'un mariage*

## Irak : le raid qui embarrasse Washington

Un raid meurtrier mené par les troupes de la coalition, mercredi près de la frontière syrienne, soulève une nouvelle controverse en Irak. L'opération a fait quarante et un morts, dont une vingtaine de femmes et d'enfants, qui, selon des té-

moins, participaient à un mariage. L'armée américaine conteste qu'il puisse s'agir d'une bavure. « Les forces de la coalition ont mené une opération militaire contre une maison soupçonnée de servir d'abri aux combattants étrangers,

dans le désert à 25 km de la frontière avec la Syrie », a déclaré un responsable de la coalition. Selon lui, les soldats ont découvert « des passeports étrangers, un matériel de communication et beaucoup d'armes ».

Le raid pose la question des combattants étrangers qui seraient venus de Syrie pour mener une guerre sainte contre la coalition en Irak. Selon certains experts en sécurité, ces djihadistes ne seraient pas aussi nombreux que l'ont af-

firmé des responsables américains. Cette affaire survient au moment où Ahmad Chalabi, membre du Conseil de gouvernement irakien et ex-« meilleur ami des Etats-Unis en Irak », rompt avec ses protecteurs américains. Quant aux chaînes

américaines, elles diffusent deux nouvelles photographies montrant des GI souriant devant le corps d'un prisonnier irakien, battu à mort, selon ABC, à la prison d'Abou Ghraïb, près de Bagdad.

## Pentagon protegee humiliated as US and Iraqi police raid Baghdad villa

Luke Harding in Baghdad and Julian Borger in Washington

Ahmad Chalabi, the Pentagon's one-time protegee, was humiliated yesterday when US officials and Iraqi police ransacked his private office, and even burst into his bedroom in his Baghdad villa.

"I was asleep. I told them to get out," Dr Chalabi, the controversial leader of the Iraqi

National Congress (INC), said. "I am America's best friend in Iraq. If the coalition provisional authority finds it necessary to direct an armed attack against my home, you can see the state of relations between the CPA and the Iraqi people."

Coalition officials said the extraordinary raid on Dr Chalabi's Chinese-style residence in the fashionable Mansour district followed the issue of an "arrest warrant" for up to 15 people in connection with "fraud kidnapping and associated matters". Dr Chalabi was not one of them, they said.

Ali Sarraf, the INC's finance director, said three CIA agents had followed the Iraqi police into the house and had even eaten Dr Chalabi's sweets. The police had kicked in all the doors, despite the fact he had offered them the keys. They left with computers, files and CDs. Showing off broken photos of the INC leader, which had been tossed on the floor, he added: "This is a vendetta. When they turned up we asked for their arrest warrant and they pushed guns in our faces."

Until recently the Pentagon and the vice-president, Dick Cheney, had championed Dr Chalabi as a future leader, despite the fact he has virtually no support among ordinary Iraqis.

The former banker and long-time Iraqi exile was convicted of fraud in absentia in Jordan in 1992 and sentenced to 22 years in jail. He has denied the charges.

### End of the man of the future

Until recently, Ahmad Chalabi had been seen by the US as a key part of Iraq's future

'Iraqi people must choose their next government. If they choose Chalabi, I think they will have a bright future'  
**Richard Perle, then Pentagon adviser, September 2003**

Yesterday he said the US-appointed Iraqi governing council — of which he is a member — would be holding an emergency meeting today to discuss his treatment. During the raid he complained that a rare copy of the Koran had disappeared. "They made themselves comfortable."

Asked why the US seemed intent on humiliating him, Dr Chalabi said it was because of his insistence that the US hand over full sovereignty to an Iraqi caretaker government next month. "I am now calling for policies to liberate the Iraqi people," he claimed.

One theory is that the raid was at least in part aimed at seizing evidence of an Iranian intelligence operation. Arras Kareem, Dr Chalabi's head of security, who is on the list of



A smashed portrait in Chalabi's office yesterday

'People who love Chalabi know him and people who hate him don't know him'  
**Richard Perle November 2004**

15, is an Iranian agent, sources in Washington have suggested.

US officials said the raid had nothing to do with their investigation into claims that Saddam Hussein's regime skimmed millions during the UN-run oil for food programme. Dr Chalabi has launched his own rival investigation.

The full weight of the Bush administration's wrath became clear when dozens of US troops encircled his office, which used to belong to Saddam's secret police. Iraqi police burst into the compound, fired a shot in the air, and disarmed his guards. They searched several rooms inside while plainclothes American agents waited in the car park.

The guards at Dr Chalabi's HQ said they were mystified

by the raid, not least because three CIA operatives had been based there until last week. The agents had been trawling through files that belonged to the mukhabarat, Saddam's secret police, since last year's invasion, the guards said.

The relationship between Dr Chalabi and the White House has cooled in recent months, but it now appears that the one-time darling of Washington's neo-conservatives has suffered a spectacular fall from grace. He is unlikely to be given a role in the new interim Iraqi government.

This week the White House announced it was cutting off the \$340,000 (£192,000) monthly stipend to Dr Chalabi's INC party from June 30, when the interim government takes over.

Dr Chalabi and the INC are also accused of being the main source of much of the now disproved intelligence fed to the CIA and other agencies about Saddam's WMD programmes.

It is also believed that US officials have become increasingly alarmed at Dr Chalabi's deepening links with Iran.

The Guardian

May 21 2004

**ENTRETIEN** Hassan Reshid, président du comité pour la reconstruction des médias irakiens, analyse la situation de l'information

# « Une génération pour reconstruire en Irak une presse libre »

Dara Hassan Reshid est le président du comité irakien pour la reconstruction des médias. A l'occasion de la conférence internationale sur les médias qui s'est tenue à Almaty au Kazakhstan, ce responsable irakien a lancé un appel international aux experts du monde entier capables de redresser l'industrie des médias dans son pays, préalable selon lui à toute restauration d'un Etat démocratique.

Propos recueillis par Thiébaud Dromard

**LE FIGARO.** - Quel est l'état actuel des médias irakiens ?

**Dara HASSAN RESHID.** - Ils connaissent une crise sans précédent. Tant que la situation ne sera pas totalement sécurisée, les médias (presse écrite, radio, télévision ou agences) ne pourront fonctionner normalement. Aujourd'hui ces médias sont déboussolés. Les structures de distribution ou d'impression existent encore mais sont souvent obsolètes. Qu'ils soient des organes d'Etat ou des sociétés privées, l'ensemble de ces médias ont tout à apprendre. Aujourd'hui, ces médias ont besoin de se professionnaliser. Nous ne pouvons plus accepter que des propriétaires de restaurants deviennent des responsables de programme de chaînes de télévision.

**Avez-vous concrètement entamé un processus de reconstruction des médias irakiens ?**

Les Américains ont voulu réagir assez vite en lançant un programme d'investissement. La société américaine Harris a investi le 15 janvier dernier un montant de 85 millions de dollars pour la création de deux chaînes de

télévision, deux radios et un quotidien. Pour ce dernier, Harris a bénéficié du soutien du journal koweïtien *El Watan* et pour la radio d'un réseau libanais. Mais plus de trois mois après nous pouvons constater que ces développements restent lettre morte.

**Soutenez-vous cette initiative américaine ?**

Je ne pense pas que ce soit la solution idéale. Il faut plutôt partir des médias qui existent déjà et qui ont une légitimité sur le sol irakien, plutôt que de créer des structures ex nihilo. Il faut à mon sens qu'une organisation internationale se saisisse de ce problème vital et inhérent à la reconstruction d'un Etat démocratique.

**Quelle est la position américaine sur le sujet ?**

Ils viennent de prendre conscience que la renaissance des médias irakiens ne pourrait pas se faire sans les Irakiens. C'est déjà un pas important de franchi. Ainsi, le 20 avril dernier,

l'ambassadeur Paul Bremer, représentant de l'autorité américaine en Irak, a officiellement annoncé la création d'une nouvelle structure, la commission nationale des médias et des communications. Le responsable de cette nouvelle institution est le docteur Siyamend Zaid Othman. Il a obtenu son doctorat en sciences sociales en France en 1984 et il a travaillé pendant 6 ans pour l'association Amnesty International. Il sera assisté de trois commissaires. Ces nominations ont été soumises au Conseil de gouvernement irakien. La création de cette nouvelle structure est une bonne chose car elle peut aider les médias irakiens à se former à la culture de la liberté de la presse que 40 ans de dictature ont complètement annihilée.

**Combien de temps peut prendre la renaissance de médias libres en Irak ?**

Beaucoup de temps sera nécessaire. Il faudra au moins une génération pour que les médias deviennent crédibles et légitimes non seulement aux yeux des Irakiens mais de l'ensemble de la communauté internationale. Vous savez, 40 années de dictature ne s'effa-

cent pas d'un coup de crayon. Plus de 100 journalistes ont été exécutés sous le régime de Saddam Hussein.

**Comment faire en sorte d'impliquer au maximum les Irakiens dans la relance de leurs médias ?**

Je pense qu'il faut partir des identités régionales très fortes dans ce pays. L'unité de la nation irakienne passera notamment par l'agrégation de médias locaux. J'ai moi-même élaboré un plan que je vais soumettre au docteur Siyamend Zaid Othman. Il passe par la création de trois entités médiatiques régionales comprenant chacune une télévision, une radio et un journal. J'ai d'ores et déjà sélectionné trois sites, Bagdad, Bassora et Erbil.

**Quel budget envisagez-vous pour appliquer ce plan ?**

J'ai évalué à 40 à 45 millions de dollars l'investissement nécessaire à l'élaboration du plan, soit moitié moins que le plan américain Harris. C'est à mon sens un plan plus adapté que celui d'Harris parce que c'est celui qui défend au mieux les intérêts du peuple irakien.

**Pensez-vous que la France peut jouer un rôle dans ce processus de reconstruction ?**

Ce qui nous manque le plus aujourd'hui, c'est l'expérience de vrais professionnels des médias. Or nous ne pouvons ignorer aujourd'hui le rayonnement et l'efficacité des médias français. Ils peuvent et doivent jouer un rôle dans cette aventure.



Vendeur de journaux à Bassora. Quarante ans de dictature ont complètement annihilé la liberté de la presse en Irak. (Photo Barrak/AFP.)

# Comment sortir du chaos ?

Pour stabiliser l'Irak, les Américains devront céder le pouvoir à ceux qui les combattent, estime l'éditorialiste David Ignatius.

THE WASHINGTON POST  
Washington

**A**près chacune de mes visites en Irak au fil de l'année écoulée, je me suis efforcé de soupeser comment les choses allaient évoluer. Revenu d'un dernier voyage il y a deux semaines, je dirais que tout dépend de l'endroit où l'on se trouve. Même au cœur de la Mésopotamie, la politique est avant tout une affaire locale. Pris dans son ensemble, l'Irak est un cauchemar. Alors qu'approche

la date du transfert de souveraineté prévu pour le 30 juin, aucun élément de la stratégie du gouvernement Bush ne semble fonctionner. Le plan de sécurité dépend de forces irakiennes qui ne sont pas encore prêtes. La structure politique provisoire est inexistante, sauf peut-être dans l'esprit de l'envoyé spécial de l'ONU Lakhdar Brahimi. Une nouvelle résolution susceptible d'accoucher d'un mandat international solide se heurte à l'obstruction de la France et de la Russie. Les idéaux qui ont motivé le déclenchement de la guerre se sont fracassés sur le sol froid de la prison d'Abou Ghraib. Pourtant, ce "macro-

désarroi" dissimule l'existence de poches locales de stabilité. Dans la partie sud du pays, que j'ai parcourue pendant une semaine avec les troupes de Sa Majesté, il règne un calme étonnant grâce à une alliance tranquille entre cheikhs tribaux, leaders religieux chiites et occupants britanniques. Ces derniers ont eu la sagesse de laisser les Irakiens trouver par eux-mêmes des solutions à leurs problèmes. Le Nord kurde est lui aussi relativement calme et stable. Ses dirigeants savent qu'ils profitent déjà d'une quasi-autonomie vis-à-vis des Arabes du reste du pays. Peut-être n'approuvent-ils qu'en apparence l'idée d'un Etat irakien, mais ils sont satisfaits de pouvoir gérer leurs affaires par eux-mêmes.

Le cauchemar, à vrai dire, concerne essentiellement la zone occupée par les Etats-Unis au centre du pays, une zone dont tout le monde savait qu'elle serait difficile à gérer. Si le Sud chiite et le Nord kurde sont relativement homogènes, le centre est un méli-mélo ethnique, religieux et politique. Les institutions de l'ancien Etat irakien, une fois réhabilitées, auraient pu permettre d'y rétablir l'ordre. Or la décision prise il y a un an de démanteler les forces armées du pays et de purger la fonction publique a créé un vide où se sont engouffrés les insurgés, les anciens fidèles du régime, les terroristes et les bandits, contraignant les soldats américains à endosser le rôle impossible de flic de service.

## LE CENTRE DU PAYS S'ENLISE DANS LA VIOLENCE

Mais, même au centre, on a constaté l'apparition de poches temporaires de stabilité. Un peu comme les Britanniques au Sud, les occupants américains semblent désormais prêts à accepter certaines solutions irakiennes avec le soutien des bases traditionnelles du pouvoir dans le pays, comme les tribus, les dirigeants religieux et les vestiges encore vaguement respectables de l'armée. Parfois, ces solutions locales nous paraîtront peu ragoûtantes, par exemple quand un ancien général de la Garde républicaine intervient pour rétablir l'ordre à Falloudjah. Mais mieux vaut adopter ce genre d'approche pragmatique que de mener une guerre d'occupation sans merci. Malheureusement, ce patchwork irakien n'a plus rien d'une nation une et indivisible. C'est un pays qui subit un processus de partition, le Nord et le Sud suivant chacun leur chemin, tandis que le Centre s'enlise dans la violence. Franchement, il n'est plus temps de penser à une solution idéale pour l'Irak. Dans les provinces, des gouverneurs forts, soutenus par les dirigeants tribaux, seront probablement capables de monopoliser suffisamment de forces pour garantir l'ordre dans certaines régions, en collaborant avec des unités de la coalition basées loin des concentrations de population.

Le gouvernement Bush doit se livrer à une analyse honnête de la réalité brute et hétéroclite de l'Irak de l'après-guerre. La transition ne se fera pas sans heurts, elle ne sera pas la même partout, et elle risque fort d'être déplaisante. Mais nous devrions tous nous réjouir de voir le pays de nouveau aux mains des Irakiens.

David Ignatius

# Peuvent-ils quitter l'Irak ?

L'éditorial de Jean Daniel

**L**'évocation par Paul Bremer, représentant des Etats-Unis à Bagdad, puis par Colin Powell, le secrétaire d'Etat, de l'éventualité d'un retrait total des forces américaines demeure un fait stupéfiant en dépit des corrections qui ont été apportées ensuite par George Bush. Il faut se donner la peine de chercher une cohérence entre la surprise et le désaveu.

Je ne crois pas que Paul Bremer ait décidé seul de faire un éclair aussi insolite. Je ne crois pas non plus à la dimension vertueuse de cet éclair. Il y a tout lieu de penser que, devant une situation où le discrédit des troupes américaines du fait des tortures s'ajoute à leur échec du fait de l'insurrection chiite, Paul Bremer ait voulu mettre au pied du mur chacune des composantes de la société irakienne. Quant à Colin Powell, on peut supposer qu'il y a eu de sa part une timide tentation d'exploiter la situation à son profit et de manifester enfin une liberté relative. Mais il ne peut pas, lui non plus, lancer un tel ballon d'essai sans le feu vert de George Bush. Il y a donc eu quelques jours pendant lesquels ce dernier a estimé que l'opi-

nion américaine était prête à recevoir une nouvelle aussi agressive et défaitiste que celle du retrait des forces armées.

C'était une chose énorme, psychologiquement mais aussi diplomatiquement. Car il faut bien comprendre que, si piteuse et alarmante que soit devenue l'image des Etats-Unis en Irak et dans le monde, le maintien de leur armée sur le terrain est souhaité par des forces considérables. Les Iraniens, les Turcs et les Syriens à l'extérieur, les Kurdes, une bonne partie des chiites et la bourgeoisie sunnite à l'intérieur s'alarment à l'idée du chaos dans lequel serait plongé un peuple irakien livré à lui-même. D'où en partie la nécessité où s'est trouvé George Bush d'annoncer que les forces américaines resteraient de toute façon au-delà de la formation du nouveau gouvernement.

DU 19 AU 26 MAI 2004

Courrier  
INTERNATIONAL

20-26 MAI 2004

le nouveau  
Observateur

L'explication est que si la résistance irakienne à l'occupation américaine a réussi à susciter un sentiment national unitaire dans le combat, les différentes communautés n'en restent pas moins violemment divisées dès qu'il s'agit de conquérir et de se partager le pouvoir. C'est évidemment le bilan le plus désastreux que l'on pouvait redouter. Les Etats-Unis voulaient exporter la démocratie laïque : Colin Powell vient de déclarer qu'un gouvernement, même théocratique, serait le bienvenu, et que les Etats-Unis tiendraient compte de ses souhaits pour décider de rester ou non en Irak. On voit déjà la résignation à l'émergence d'une république islamique. Ensuite George Bush annonce un maintien des forces américaines pour protéger ce qui a été acquis, c'est-à-dire qu'il prépare l'opinion à une durée encore plus

longue de la nouvelle pacification. Enfin, aucun des pays qui avaient proposé de partager avec les Etats-Unis les responsabilités en Irak, à la condition que ce soit sur la demande et sous le commandement de l'ONU, n'est aujourd'hui prêt à envoyer des troupes, quels que soient les changements de situation.

Soudain, dans le monde entier, se pose une question très morale : peut-on faire quelque chose avec le gouvernement américain tant qu'il ne sera pas débarrassé de Donald Rumsfeld, ce secrétaire d'Etat à la Défense ouvertement accusé par le journaliste Seymour Hersh, du « New Yorker », d'avoir lui-même même ordonné l'utilisation de techniques d'interrogatoire qui ajoutent la perversité de l'humiliation à la barbarie des sévices ?

*Le chef du Congrès national irakien, chiïte laïc, aurait franchi la « ligne rouge » en livrant des informations classées secrètes à l'Iran*

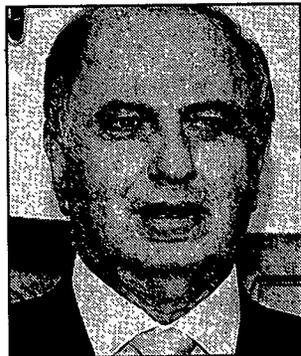
# Les Américains rompent avec leur allié Ahmed Chalabi

Le conseil de gouvernement provisoire irakien a condamné hier, dans un communiqué, les perquisitionnaires qui ont visé Ahmed Chalabi et lui a apporté « son soutien total ».

Bagdad :  
Georges Malbrunot

La lune de miel entre Washington et Ahmed Chalabi est terminée, mais ce dernier garde une capacité de nuisance. Face aux « provocations » de la police irakienne et des agents du FBI et de la CIA, qui ont perquisitionné jeudi sa maison à Bagdad, l'ex-protégé du Pentagone compte mobiliser ses amis du Conseil de gouvernement, les 23 autres Irakiens membres de l'exécutif provisoire, nommés comme lui par les Américains. Lors d'une réunion d'urgence, hier, le conseil de gouvernement provisoire irakien (CIG) a tenu pour responsable la coalition des perquisitionnaires qui ont eu lieu chez Ahmed Chalabi. Deux membres du conseil ont même menacé de démissionner si des excuses ne sont pas présentées.

C'est en fait sa dernière planche de salut, mais elle ne paraît guère solide. L'envoyé spécial de Kofi Annan en Irak, Lakhdar Brahimi, travaille actuellement d'arrache-pied pour remplacer la plupart des membres du CIG par des technocrates intègres. Et l'ancien diplomate algérien, qui devrait faire connaître sous peu la liste des personnalités choisies, a



La police irakienne et des agents du FBI et de la CIA ont perquisitionné jeudi la maison d'Ahmed Chalabi à Bagdad. (Photo Kadim/AP.)

l'appui des Américains. Ceux-ci sont partisans d'un vrai changement le 1<sup>er</sup> juillet, date du transfert du pouvoir à une autorité souveraine irakienne. La solidarité des amis de Chalabi risque donc de lui être insuffisante. Côté américain, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase serait ses récentes accointances avec l'Iran, inscrit sur « l'axe du mal » par George Bush. Selon la chaîne de télévision CBS, qui cite des officiels à Washington, son ex-allié privilégié aurait livré des informations sensibles aux services de renseignements iraniens, pouvant conduire à la mort d'Américains. Un proche de Chalabi a démenti ces accusations.

En fait, depuis quelques semaines, le contentieux s'était alourdi entre le patron du Congrès national irakien et ses protégés d'outre-Atlantique. Fin

avril, Chalabi avait pris comme une gifle la décision de Paul Bremer, l'administrateur américain à Bagdad, de remettre en selle d'anciens baasistes. Chalabi avait été l'artisan du programme de débaasification tous azimuts adopté il y a un an par la coalition. Une erreur qui a fait passer du jour au lendemain au moins 300 000 anciens responsables dans les rangs de l'opposition, et parfois de la guérilla armée. Chalabi ne craignait plus de critiquer ouvertement ceux qui l'avaient fait roi. Il réclamait que la future autorité

irakienne soit pleinement responsable des affaires de sécurité, et qu'elle gère la manne pétrolière, deux lignes rouges pour les Etats-Unis, qui ne comptent pas lâcher les rênes sur ces dossiers importants.

Lundi encore, il dénonçait « l'échec de la politique sécuritaire » après l'attentat à la voiture piégée qui tua Ezzedine Selim, le président en exercice du CIG. Le lendemain, son « ami » Paul Wolfowitz, le secrétaire adjoint à la Défense, annonçait que les Etats-Unis « coupaient les vivres au parti de Chalabi, qui recevait la bagatelle de 340 000 dollars chaque mois, plus d'un an après la chute du régime de Saddam. Pendant ce temps, en coulisse, des officiels américains organisaient les fuites anti-Chalabi dans la presse outre-atlantique. Selon Newsweek, le Congrès national irakien aurait tenté depuis un an de « profiter illégalement de la reconstruction en Irak ». Des accusations de « vol de pro-

priété du gouvernement, d'argent public et abus de pouvoir » sont également proférées.

S'ajoute une récente initiative intempestive de Chalabi pour débusquer la corruption de l'ONU dans le programme « pétrole contre nourriture » en vigueur depuis 1996. Or, la coalition avait lancé de son côté sa propre enquête. Parmi les documents saisis pendant la perquisition chez Chalabi figureraient certains dossiers sensibles liés à l'ONU, ainsi que d'autres concernant l'ancien régime que l'Autorité provisoire lui avait laissé emporter pendant le grand déballage des ministères après la guerre. Chalabi, qui se sait entouré d'ennemis, pensait détenir des contre-feux utiles, en cas d'attaque contre sa personne.

Les Français, que Chalabi ne porte pas dans son cœur, le soupçonnaient ainsi d'être à l'origine des fuites orchestrées aux Etats-Unis par ses amis néo-conservateurs, sur des connivences entre Paris et le régime de Saddam à l'ONU. A Washington, le Pentagone comme la Maison-Blanche se démarquent désormais de l'ancien banquier. Rumsfeld assure qu'il n'était pas au courant de la perquisition chez Chalabi, qui officiellement a rompu avec la coalition.

« Chalabi est puissant, relève un diplomate européen. Il peut être plus dangereux sorti du système que neutralisé à l'intérieur. »

IRAK l'incendie chiite

# Les nuits de Sadr City

Refuge des chiites du Sud chassés par la pauvreté, cette ville qui fut le cauchemar de Saddam Hussein est aujourd'hui l'un des bastions de Moqtada al-Sadr. Notre envoyé spécial Jean-Paul Mari y a mesuré la colère, la peur et les rêves messianiques des habitants

Cette nuit, Sadr City retient son souffle. Un peu plus encore que les nuits précédentes. Peut-être à cause de cette tempête de poussière qui occupe tout l'espace. Le ciel a disparu, remplacé par le halo crépusculaire de quelques ampoules électriques, le point rouge d'une antenne radio et la lumière verte d'une mosquée qui tremble, lointaine, comme un phare dans la tourmente. Dans la cour de l'hôpital Al-Thaura, la torche d'un gardien balaie une haie d'eucalyptus sombres, de palmiers empestés et des familles de gros rats qui courent le long des caniveaux. Il fait chaud, on dort mal, on respire mal, et Sadr City étouffe. Déjà, avant la tombée de la nuit, les gens se pressaient pour rentrer chez eux. Avec l'obscurité, les rues sont devenues désertes. Peu après ont éclaté les premières détonations, quelques coups de feu puis une explosion lourde renvoyée par l'écho, première embuscade des combattants de l'Armée du Mahdi contre une patrouille américaine. Dehors, des ombres passent, vêtues de noir, par groupes de quatre ou cinq, glissent le long des murs et prennent position au coin des rues. Il est 1 heure du matin, la nuit est suspendue.

C'est là, juste devant l'hôpital, qu'un médecin a pris une balle de sniper américain dans l'épaule. Envie de tabac : il est sorti frapper au rideau de fer du petit marchand d'en face, mais l'obscurité ne protège pas des lunettes de vision nocturne. Le médecin a survécu, pas le marchand qui a reçu une dizaine de balles en pleine poitrine. Dans la salle de garde, les internes fument sans discontinuer, boivent du thé, feuilletent un précis d'anatomie, jouent aux dominos ou regardent les informations sur Al-Jazira ou Al-Arabia : « Quatre soldats irakiens abattus par la guérilla à Mossoul, quatre Américains tués, accrochages à Kerbala et Nadjaf, Moqtada menace les policiers qui coopèrent avec l'occupant... » Rien de vraiment nouveau. Le médecin-chef des urgences, 24 ans, en profite pour aller dormir deux heures, roulé en boule sur un lit de mousse malgré le vacarme de l'air conditionné. Pauvres toubits ! Ici, ils sont

jeunes, expédiés dès la fin de leurs études dans cet abattoir de banlieue. Jeunes mais déjà épuisés. Hier soir, ils ont commencé par recevoir 6 blessés, touchés par des éclats d'obus de tank, un jeune de 20 ans mort sur la table d'opération, l'autre de 65 ans sauvé de justesse. La nuit dernière, 12 blessés, 4 morts, et des familles en colère, pistolet au poing, qui ont menacé le chirurgien, tenu pour responsable des décès. Puis le dernier blessé, un gosse, une balle en plein ventre, amené livide, trop tard...

« Depuis vingt-quatre heures, ce ne sont plus de simples accrochages, mais de véritables combats », dit le médecin-chef. Le général américain Kimmitt parlera, lui, d'une « insurrection limitée » à coups de lance-roquette et d'obus de mortier.

Elle a commencé par un prêche lors de la prière du vendredi à la mosquée de Sadr City. Le cheikh est la copie conforme de Moqtada al-Sadr, leader des extrémistes chiites, encerclé à Nadjaf avec son Armée du Mahdi dont le gros des troupes vient d'ici, de Sadr City. En privé, le cheikh Al-Daradji est un jeune homme rond,

doux, lunettes et turban, qui peut parler politique pendant des heures, critiquer la loi sur le voile en France ou Zinedine Zidane, « un musulman qui a abandonné son pays ». Là, debout sur sa tribune, il répète les mêmes thèmes, mais avec le poing levé et la voix qui gronde : « C'est une croisade contre l'islam. Il faut défendre les lieux saints de Nadjaf et Kerbala ! »

Sur les toits des immeubles environnants, des hommes en noir, cartouchière sur la poitrine, le doigt sur la détente de leur kalachnikov. Face à lui, 5 000 à 10 000 fidèles, à genoux sur leur tapis, figés pendant trois heures sous un soleil de plomb. Le discours est plus politique que religieux, un véritable programme d'action, identique point par point aux déclarations de Moqtada al-Sadr, l'assiégé. Nadjaf, ligne rouge pour les Américains, le rejet de l'occupation, les sévices à Abou Ghraïb, l'impunité des tortionnaires, la visite de Rumsfeld « venu les féliciter », l'appel à un islam conquérant et à la résistance... Tout y passe dans un flot ininterrompu de paroles. Sauf parfois par une longue litanie,

toujours la même, grave et profonde, grondée par des milliers d'hommes le poing tendu, des milliers de poitrines : « Ya Allah ! Ya Mohamed ! Ya Ali ! Ya Mehdi ! Dieu, de grâce, soutiens-nous, soutiens ton fils Moqtada al-Sadr contre le démon ! » Puis plus cavernieux encore : « Moqtada ! Moqtada ! Moqtada ! » Le cheikh évoque le « danger mortel » de la division, allusion aux mouvements chiites qui appellent à la fin de l'insurrection et au départ des hommes en noir des lieux saints : « Ceux qui s'attaquent à l'Armée du Mahdi sont des agents des Etats-Unis et d'Israël ! » A la fin de la prière, on prévient que les tanks américains entrent dans Sadr City. Les hommes en noir agitent leur RPG, le cheikh est poussé dans une voi-

ture et la foule se disperse, toujours aussi disciplinée. Oui, les Américains sont là, une dizaine de Humvee et des mitrailleuses lourdes, mais en visite d'inspection au commissariat central. Enfoncé dans son fauteuil, Marouf Omran lui aussi est épuisé. Il a 48 ans, le grade de colonel, des étoiles plein les épaulettes, mais à peine 600



**Abdel Zhara Osmane Mohamed, président du Conseil exécutif provisoire irakien, a été tué lundi dans cet attentat à la voiture piégée à l'entrée du QG américain de Bagdad.**



Les partisans de Moqtada à Sadr City

policiers pour tenir Sadr City : « Ailleurs, on compte un policier pour 500 habitants ; moi, j'en ai 1 pour 50 000 habitants. »

Sadr City, un rectangle de 5 kilomètres sur 6, près de 3 millions de personnes, misérables pour la plupart, de larges avenues tracées au cordeau par Saddam Hussein pour y envoyer ses tanks, un flot de camions surchargés, de taxis rouillés et de charrettes à âne, un terre-plein central recouvert d'ordures, des rues coupées par l'eau noire des égouts qui débordent, et un vent permanent, poussière épaisse et sale qui rend le soleil noir et la vie infernale. Sadr City, ville dangereuse où tout se règle les armes à la main. Tout Sadr City ne suit pas, loin de là, le parti de Moqtada. Une partie de la population et des commerçants commence à grogner ouvertement de la loi imposée par ses soudards religieux. Et certains sont las de leur prétention à diriger toute la cité ou de leur amateurisme guerrier qui a conduit plusieurs habitants à la morgue ou à l'hôpital dans une débauche de tirs mal ajustés. Et Sadr City a grincé quand le nouveau journal de Moqtada a publié la photo d'un « espion » pendu à un poteau électrique où il est resté vingt-quatre heures. La ville a beau être pauvre, elle sait faire la différence entre un tribunal et un procès sommaire.

« Depuis le 4 avril, la ville n'est plus tenable », dit le colonel de police. Ce jour-là, les Américains ont fermé le journal de Moqtada, l'ont inculpé du meurtre d'Al-Khoï, fils d'un grand

ayatollah, et ont décidé de l'arrêter ou de le tuer. A Sadr City, l'insurrection immédiate a fait plus d'une centaine de morts. Moqtada a investi « pour les protéger » les lieux saints de Nadjaf et Kerbala et le siège a commencé. A Sadr City, les embuscades incessantes de l'Armée du Mahdi, les incursions des tanks américains, la destruction du QG par un missile et l'arrestation de trois religieux dont un très connu, Sayed Amer al-Husseini, ont installé un climat de guérilla permanente. « Je l'ai dit aux Américains, soupire le colonel. Chaque fois que vous entrez avec vos tanks dans nos rues, vous déclenchez la guerre. » Lui ne peut que regarder le spectacle d'un œil las et, entre deux combats, essayer de mettre un peu d'ordre dans la ville. Etrangement, la criminalité ordinaire est plus faible qu'ailleurs. Aux carrefours, un seul policier en uniforme régule la circulation là où, dans le centre de Bagdad, les policiers armés en faction doivent faire attention à ne pas se faire écraser par des automobilistes exaspérés. Sauf qu'ici les agents reçoivent l'aide de civils sans armes et membres des partis religieux. Au-dessus du bureau du colonel, trois cadres dorés sont accrochés, chacun portant l'attestation d'un des trois partis ou mouvements religieux qui contrôlent la ville. Du coup, l'action du colonel, couverte notamment par Moqtada al-Sadr et son armée, est moins sécuritaire que politico-diplomatique. Et quand les insurgés ont envahi son poste de police, il est parti avec

ses hommes en leur abandonnant les armes. Il n'a pas le choix. Que dire ? Que proposer à une population chiite qui a vécu trente-cinq ans étouffée, écrasée, réprimée dans le sang par Saddam Hussein ? Ici, il n'y a pas de travail, plus d'eau potable, peu ou pas de courant électrique, pas d'université, à peine une petite vingtaine de collèges, pas de terrains de football, pas de théâtre et même pas de cafés. Ici, chaque famille a eu un de ses membres arrêté, emprisonné, torturé ou exécuté. Sous Saddam, il suffisait d'être chiite et habitant de Sadr City pour être livré aux bourreaux ! « Cette ville est une victime, dit le colonel. Il est parfois difficile de leur faire comprendre la vie moderne et ses exigences. »

A l'origine, ici il n'y avait que des chiites venus du Sud. Des tribus pauvres chassées par l'exode rural vers la capitale Bagdad mais dont le cordon ombilical était relié à l'Arabie Saoudite et au Golfe, aux grandes tribus bédouines des Beni Kaab et des Rabiya. Face au nombre, l'ancien régime leur a donné une terre dans la banlieue de la capitale que Saddam Hussein a transformée en prison sous surveillance, Sadr City, dans les années 1980. Puis est venu à Nadjaf, Mohamed al-Sadr, le père de l'actuel rebelle, Moqtada al-Sadr. Avec lui les chiites ont découvert un homme hors du commun. Les anciens ont reconnu le religieux sage, authentique, pieux et visionnaire ; les jeunes ont été fascinés par son charisme de résistant. Avec

## Tortures : Rumsfeld avait dit oui

Les tortures infligées à des détenus irakiens par des militaires américains découleraient d'une décision approuvée secrètement en 2003 par le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld. C'est ce qu'affirme dans un article paru le 17 mai Seymour Hersh, spécialiste des questions de « sécurité nationale » au « New Yorker ». Hersh, qui a été l'un des premiers à dénoncer le scandale des tortures en Irak, est aussi celui qui, en novembre 1969, avait révélé le massacre des femmes et des enfants du village vietnamien de My Lai le 16 mars 1968. Révélations qui avaient contribué à changer l'attitude des Américains face à la guerre du Vietnam...



Seymour Hersh

Cooper-AP/Epis

« Le scandale de la prison d'Abou Ghraïb ne plonge pas ses racines dans les penchants criminels de quelques réservistes mais dans une décision, approuvée par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, d'étendre aux interrogatoires des prisonniers en Irak un programme secret conçu pour la traque d'Al Qaida », écrit-il aujourd'hui. Ce plan d'action, dont l'un des noms de code était « Vert-

de-gris », aurait contribué à encourager l'humiliation sexuelle des prisonniers irakiens pour leur soutirer des renseignements sur la « guérilla ». Mis en place après les événements du 11 septembre 2001, ce « programme d'accès spécial » ou « SAP » était destiné à contourner les règles qui obli-

geaient – en principe – les militaires à demander l'autorisation à leurs supérieurs hiérarchiques avant d'éliminer des cibles terroristes. Selon les informations obtenues par Hersh, les responsables de la défense au Congrès ignoraient l'existence de ce programme. Moins de deux cents personnes étaient au courant. Selon l'ex-membre des services secrets qui a informé le journaliste, « la règle était : attrapez qui vous devez, faites ce que vous voulez ».

En affirmant que les tortures sont la conséquence d'un système mis en place par Rumsfeld, Hersh contredit la version de l'administration Bush qui attribue ces crimes « contraires aux valeurs américaines » à un petit nombre de sadiques. Ce qui explique la rapidité avec laquelle le Pentagone a démenti les informations contenues dans l'article : « Les affirmations de Hersh, qui relèvent de la théorie du complot, sont un tissu d'erreurs et de conjectures anonymes », a déclaré Larry di Rita, le porte-parole de Rumsfeld. Le Congrès, qui a décidé d'examiner les différentes versions, tranchera... Sara Daniel

lui, l'opposition chiite a trouvé une voix, celle de l'autorité religieuse qui, petite révolution, a remplacé l'antique lien tribal. Aujourd'hui, quand Nadjaf s'émeut, le cœur de Sadr City bat à grands coups. Et quand Moqtada, le fils du grand Mohamed al-Sadr, appelle de Nadjaf à la résistance et au martyre, ce sont des milliers d'enfants des rues qui s'habillent de noir pour le rejoindre et mourir avec lui. Il est le dernier des Al-Sadr depuis que son père et ses deux frères ont été assassinés, dans leur voiture, en sortant de la mosquée, à coups de rafales de kalachnikov par les tueurs de Saddam Hussein, le 19 février 1999. Jour funeste pour l'ensemble de la communauté. Jour d'insurrection généralisée dans le pays chiite et à Sadr City. « Notre imam était mort... On n'avait plus peur de rien », dit Naïm al-Kabee. L'ingénieur est un homme d'affaires qui revend des moteurs de camions Man, Renault ou Mercedes dans tout l'Irak. Lui aussi a été arrêté, en 1991, juste après la guerre du Golfe, quand les chiïtes se sont insurgés en croyant que les Américains allaient les aider à abattre Saddam. Il a été arrêté six mois et torturé un mois entier, à l'électricité, suspendu par les poignets, frappé à grands coups de câbles électriques, mais il a survécu. En 1999, après le choc de l'assassinat de Mohamed al-Sadr, il est à nouveau dans la rue, prêt à mourir. « Pendant deux jours, on a contrôlé la ville ! », dit l'ingénieur. Saddam brisera le soulèvement, à sa manière : à coups de chars, d'obus, d'hélicoptères et d'avions de combat. Qu'importe ! Sadr City n'a jamais oublié le grand Mohamed al-Sadr dont les portraits géants, à côté de celui de son Moqtada, truffent les carrefours et l'entrée de toutes les mosquées. A la chute du tyran et à la libération, l'ingénieur a cru venue l'heure de gloire des chiïtes. Il a rejoint le mouvement du fils du grand homme et Sadr City l'a nommé membre d'un conseil municipal auto-

proclamé. Depuis, les Américains ont dissous le conseil, lancé un mandat contre Moqtada et arrêté plusieurs cheikhs de son entourage. Et il y a trois jours, vers 9 heures du soir, en rentrant de la mosquée, son cousin a été abattu du ciel par un tir d'hélicoptère : « Il ne nous reste plus que Moqtada, le fils de notre grand imam, famille sacrée, notre lien spirituel à Dieu. Moqtada... et l'Armée du Mahdi. »

Le Mahdi. Combien de divisions ? Trois ou quatre mille combattants à peine. Quand on leur parle milice, ils répondent qu'ils sont une « armée de croyants », sans bureaux de recrutement, sans casernes ni généraux. La milice de Moqtada tire son nom d'Al-Mahdi Al-Montzar, le « Mahdi caché », disparu en 907, le dou-

### ● Le Madhi. Combien de divisions ? Trois ou quatre mille combattants à peine...

zième imam de la lignée d'Ali, selon la tradition des chiïtes. Pour eux, le Mahdi n'est pas mort, il est simplement « entré dans un tunnel » un jour. Et il resurgira à la fin des temps, « quand le monde sera recouvert par l'obscurité ». Alors il réunira ses partisans et par l'épée écrasera ses ennemis pour établir le pouvoir du véritable islam et « comblera la terre de justice et d'équité », récite Abou Hassan. Comme tous les chiïtes, Abou Hassan, membre de l'Armée du Mahdi y croit dur comme fer. A 38 ans, c'est un homme calme qui parle d'une voix très douce, même si les yeux très noirs et

brillants empêchent de douter de sa détermination. Musicien et compositeur, il a vécu toute sa vie dans la misère, obligé de se louer comme maçon, serveur ou vendeur de rue, toujours caché, pour échapper aux Moukhabarat de l'ancien dictateur. Aujourd'hui il a rejoint l'Armée du Mahdi. « Voilà trente ans, le grand Mohamed al-Sadr avait tout prévu ! », dit le musicien. Tout Sadr City se raconte ces histoires de Mahdi caché, les étendards qu'il brandira, blanc et jaune, couverts de chiffres, nom en langage codé de Dieu. Et quand on lui demande si Moqtada est le Mahdi, il sourit et glisse : « Vous posez la même question que les enquêteurs d'Abou Ghraïb à nos prisonniers ! » Non, Moqtada n'est pas le Mahdi pour Abou Hassan et les chiïtes. D'ailleurs, tout l'Irak sait que le chef rebelle n'est pas très savant en matière d'islam. Il est d'abord un leader politique. Mais il est aussi le fils de l'imam, le grand Mohamed al-Sadr, le dernier de la famille sacrée. « Celui qui sera le pont, la clé de la porte qui mènera à la venue du Mehdi. » Les soldats de Sadr City sont sûrement des « gueux » et Moqtada al-Sadr est peut-être ce que les Américains appellent un « voyou » ; reste qu'avec le mythe du Mahdi les forces de la coalition n'affrontent pas seulement un voyou, chef d'une milice de gueux. Et c'est en son nom, chaque nuit, à Nadjaf, Kerbala ou Sadr City que des commandos d'hommes en noir attaquent les patrouilles américaines, à la kalachnikov au RPG ou au mortier lourd.

Au petit matin, à l'hôpital de Sadr City, le médecin-chef, les yeux bouffis de fatigue, s'est étiré de plaisir en voyant le jour poindre dans la salle des urgences. Il a allumé une dernière cigarette et jeté un coup d'œil rapide sur la liste des blessés et des morts : « Bon... Finalement, la nuit a été plutôt calme, non ? »

JEAN-PAUL MARI

# U.S. plans to move tons of uranium from repository in Iraq

By James Glanz

**VIENNA:** The United States has informed an international agency dedicated to the oversight of nuclear materials that it intends to move hundreds of tons of uranium from a sealed repository south of Baghdad to a more secure location outside Iraq, say Western diplomats close to the agency.

But the organization, the International Atomic Energy Agency, has taken the position that the uranium is Iraqi property, one of the diplomats said. So the agency "cannot give them permission to remove it," he said. He said that the United States was unlikely to be deterred, adding that American officials had contacted the agency about the

matter this year, but before the insurgency in Iraq flared in April.

"I think that if the stuff had not gone up in intensity," he said, referring to fighting during the insurgency, "they would already have moved on this."

An official with the Coalition Provisional Authority in Baghdad confirmed that the operation to move the uranium was under consideration. "The story I've heard is that no decision has been made as yet," the official said. "When it was discussed, the view was that it was just too expensive to ship. I doubt that anything has changed."

The official added that keeping the material in storage, even with the instability in Iraq, could end up being safer than trying to move it. Nuclear ex-

perts outside the government said that if the material were moved, it would probably be airlifted out of Iraq and placed in a repository in the United States.

Anson Franklin, a spokesman for the National Nuclear Security Administration at the Energy Department, declined to comment. "We do not discuss potential future or ongoing operations," he said.

The repository, at Tuwaitha, once a centerpiece of Saddam Hussein's nuclear weapons program, contains more than 500 tons of uranium, none of it enriched enough to be used directly in a nuclear weapon.

But the repository was the target of widespread looting by local villagers after the American-led invasion last

year. The villagers were apparently interested mainly in using the barrels that contain the uranium for things like cooking and storing water. They simply dumped out the uranium sludge and carted off the barrels. Although most of the barrels and all but a small amount of the uranium were later recovered, the episode was an embarrassment to the United States and left traces of radioactive contamination throughout the village.

Nuclear experts had mixed reactions to the possibility that the uranium might be moved. David Albright, president of the Institute for Science and International Security, said that government officials have long privately discussed plans to take the uranium out of Iraq.

"I would say it's a wise thing to do,"

Albright said. "The idea of theft isn't crazy."

But Tom Clements, a senior advisor with Greenpeace International's nuclear campaign, said he believed that continuing problems with radioactive contamination in the village should be dealt with before any uranium is moved off the site. "We don't think that the United States has properly followed up on the radioactive contamination," he said.

Besides, he said, referring to occupation troops at Tuwaitha: "I would be concerned that they would be pulling some of the protective force off the site in order to deal with the problems in the rest of the country. I wonder if that's the motivation for moving it."

The New York Times

International Herald Tribune  
Saturday-Sunday, May 22-23, 2004

Il paraît peu opportun de refuser de discuter aujourd'hui d'un sujet explosif pour

la Constitution européenne naissante. Par **NICOLAS-JEAN BREHON**, enseignant à Paris-I-Sorbonne.

## La Turquie dans l'UE: un débat essentiel

LIBERATION 24 MAI 2004

deux reprises, les plus hautes autorités de l'Etat ont affirmé que la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne n'était pas d'actualité. Conformément à la décision du Conseil européen de Copenhague de décembre 2002, il est seulement question d'ouvrir des négociations d'adhésion en 2005, sur la base d'une «*recommandation de la Commission et si la Turquie satisfait aux critères politiques de Copenhague*». L'adhésion de la Turquie n'est donc ni pour aujourd'hui, ni pour demain. Pour après-demain alors? Jøker.

Ce choix de l'esquive est contestable. Le débat sur l'adhésion de la Turquie est au contraire opportun sur le plan technique et légitime sur le plan politique. Sur le plan technique, il est parfaitement possible et même nécessaire de lier l'adhésion de la Turquie et la Constitution. Tout simplement

parce que la Constitution, censée être la Loi européenne, explose avec l'adhésion de la Turquie. Afin de remédier aux déséquilibres du traité de Nice, le projet constitutionnel cale la pondération des voix au Conseil sur la démographie.

Le critère démographique, déjà appliqué à la représentation au sein du Parlement européen (PE), devient ainsi dominant au sein des deux institutions qui ont le pouvoir de décision au sein de l'Union. Or la démographie européenne est parfaitement prévisible à moyen terme. Dans l'Europe actuelle, la démographie s'effondre. Selon l'institut national des études démographiques, l'indicateur de fécondité est de 1,49 enfant par femme dans l'UE à quinze et de 1,24 seulement chez les dix nouveaux membres. L'Europe (dans sa physionomie actuelle) est le seul continent qui va perdre des habitants dans les prochaines années. Seule la Turquie, pays musulman (et, dans une moindre mesure, l'Irlande), conserve

un réel dynamisme démographique. La population turque, 67 millions d'habitants, va croître de 30% en vingt ans, et comptera 84 millions en 2020, 100 millions en 2050. Dès 2013-2015, la Turquie deviendra le pays le plus peuplé d'Europe, dépassant l'Allemagne qui amorcera son déclin démographique.

Ainsi, la Turquie deviendrait aussi le pays le plus représenté au PE et le plus puissant au Conseil, loin devant tous les autres. Même les partisans de cette adhésion conviennent que cette situation peut être discutée. Il n'est pas envisageable de maintenir les pondérations des voix telles qu'elles sont prévues par la Constitution. L'adhésion de la Turquie imposera une révision de la Constitution. Le fil est dans le marbre de la Loi, fêlé avant d'être posé.

Le débat est également légitime sur le plan politique. Selon le mot de Pierre Nora, «*mettez le mot Europe dans un titre, tout le monde fuit*». Mais ajoutez-y le mot Turquie, tout le monde accourt. Car l'adhésion de la Turquie est la question du moment.

Alors pourquoi ne pas y répondre? Partout, depuis toujours, l'Europe indiffère ou ennue. Les occasions d'intéresser les citoyens à la construction européenne ne sont pas si fréquentes pour rater celles qui se présentent.

D'autant plus que le problème de l'adhésion de la Turquie est plus facile qu'il n'y paraît. Il suffit de bien poser la question. Choisit-on la cohésion de l'Europe, auquel cas, la réponse est non. Choisit-on la géo-

politique, l'équilibre stratégique, la création d'un ensemble qui ne serait plus l'Union politique d'aujourd'hui, mais quelque chose de nouveau, de géant, contribuant à l'émergence d'une nouvelle UEM, Union euro-méditerranéenne, ouverte à la Turquie mais aussi aux autres pays aux confins de l'Europe et de la Méditerranée (y compris Israël), un ensemble de dimension tectonique, comparable aux plaques asiatiques et américaines de l'Asean et de

l'Alena, qui impose de se projeter dans un cadre de pensée différent du cadre actuel, auquel cas la réponse est: pourquoi pas.

Mais dans tous les cas, cette question, cet arbitrage historique, ne peuvent être une décision de palais et ne peuvent être tranchés que par un choix démocratique. Il suffirait de dire que le peuple sera consulté et tout le monde serait content. ◀

► La Turquie, présentée par les États-Unis comme un exemple de démocratie, ne veut pas être le cheval de Troie de l'Occident

## La Turquie refuse de jouer le rôle de modèle

La Croix  
Lundi 24 mai 2004

ANKARA

De notre envoyée spéciale

Lors d'une visite en Turquie, le mois dernier, le secrétaire d'État américain Colin Powell a appelé les pays de la région à prendre exemple sur la Turquie, cette grande «république islamique». Lapsus révélateur ou erreur grossière? L'expression renvoie à l'Iran des ayatollahs, pas au régime fondé par Atatürk. À Ankara et Istamboul, la presse commenta de façon peu amène les propos du représentant de la première puissance mondiale, dont l'ambition est de réformer le Moyen-Orient!

La classe politique turque reconnaît, certes, la nécessité de mettre de l'ordre dans cette région traversée de soubresauts. Le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, a appelé les États membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à entreprendre des réformes politiques et économiques. Mais le pays n'est pas candidat à un rôle de «modèle». «La Turquie est un exemple pour elle-même mais nous ne cherchons pas à l'imposer à d'autres», précise Ahmet Davutoğlu, conseiller du premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Une démocratie fonctionne selon ses propres règles. Nous connaissons nos responsabilités historiques dans cette région, mais nous n'y avons pas de droits historiques.»

Le gouvernement aux couleurs du Parti de la justice et du développement (AKP), qui a abandonné l'islamisme pour défendre un programme conservateur et pro

européen, a entrepris de renouer des relations avec la Syrie, la Jordanie et l'Iran suivant une approche résumée par le principe «zéro problème avec nos voisins». «Au Moyen-Orient, nous avons besoin de créer une zone de stabilité, ajoute Ahmet Davutoğlu. Il faut éviter les heurts ethniques. C'est pourquoi nous disons aux Américains qu'il est absolument nécessaire de maintenir l'intégrité de l'Irak.» Ankara a aussi relancé ses échanges commerciaux avec l'Irak et s'appête à accueillir à Diyarbakir, du 25 au 27 mai, le premier grand salon commercial de l'Irak post-Saddam Hussein qui, pour des raisons de sécurité,

**La classe politique turque est sceptique vis-à-vis de l'initiative américaine de démocratisation de la région.**

ne pourra pas se tenir à Bagdad. La classe politique turque est sceptique vis-à-vis de l'initiative américaine de démocratisation de la région. «Il faut du sur-mesure et non une approche globale de la démocratie pour toute cette région», déclare Yasar Yakis, ancien ministre des affaires étrangères, qui souligne la diversité de ce grand Moyen-Orient. «Cette idée n'est pas nouvelle, poursuit Yasar Yakis. Elle date de 1998, au temps de Bill Clinton. Elle était motivée par la nécessité pour l'Amérique de sécuriser ses approvisionnements pétroliers. Pour cette raison, les pays de la région sont extrêmement réticents parce qu'ils estiment qu'il s'agit de contrôler leurs ressources naturelles.»

«Une évolution est cependant absolument nécessaire, plaide l'universitaire Murat Bilhan. Les 22 pays de la Ligue arabe ont un

produit national brut inférieur à celui de l'Espagne. Cette région concentre 65 millions d'illettrés et il lui faudrait créer chaque année 6 millions d'emplois pour absorber l'arrivée des jeunes sur le marché du travail.»

Gulsun Bilgehan, députée de l'opposition sociale démocrate très europhile, doute fortement que la Turquie puisse remplir le rôle d'entraînement souhaité par Washington. «Les fantômes de l'Empire ottoman continuent de hanter certains pays arabes, explique-t-elle. Et, historiquement, ceux qui ont essayé de copier le modèle kémaliste ont échoué, comme Reza Shah en Iran et le roi Amanullah d'Afghanistan», au début du XX<sup>e</sup> siècle. En partie, ajoute-t-elle, parce que la région n'arrive pas à intégrer les deux valeurs de «laïcité et de démocratie».

Seyfi Tashan, directeur de l'Institut de politique étrangère turc à Ankara, ne voit pas, lui non plus, comment cette évolution pourrait se faire alors que, dans ces pays, l'islam n'a pas entrepris «sa réforme». «Ils attendent que la modernité vienne de l'extérieur», résume-t-il. «Où sont les Havel, Gorbatchev ou Walesa, capables d'insuffler le mouvement de réformes?», s'interroge Sami Kohen, journaliste du quotidien Milliyet.

«La Turquie est un pays à part», avertit Yasar Yakis qui redoute qu'elle soit vue comme le cheval de Troie de l'Occident. «Le caractère laïc de notre pays est unique et est garanti par la Constitution, souligne-t-il. Je ne pense pas que cela soit acceptable pour la plupart de ces pays musulmans.»

AGNÈS ROTIVEL

Turkey

# Schools for trouble

The Economist May 22nd 2004

ANKARA

## A row over an education bill has opened old Turkish fissures

HE WAS educated to be an imam. Yet Recep Tayyip Erdogan instead became prime minister of Turkey, which prides itself on being the only secular republic in the Islamic world. Pro-secular Turks now worry that hordes of similarly-trained students may rise to top positions and put the country on a more Islamic path. By making it easier for graduates of state-run religious schools known as *imam hatips* to enter secular universities, a new education bill has deepened those fears—and prompted accusations that Mr Erdogan is increasing Islam's role in public life.

In Turkey, the status of religious schools is not just a matter for academic debate: it goes to the heart of the country's secular status, of which the army is a zealous guardian. Tension rose when Mr Erdogan ignored a warning about the draft bill from the chief of the general staff, General Hilmi Ozkok—and used his parliamentary majority to ram the bill through.

Secularist fears were fanned when the European Union's envoy in Ankara, Hansjörg Kretschmer, intervened in the debate; he berated the general for meddling in politics. Professors, students and other activists took to the streets, urging Mr Erdogan to back down. Even impartial observers say the bill's timing was bad. In recent months, Mr Erdogan has won plaudits at home and abroad for constitutional and

legal reforms that will groom Turkey for the EU. He scored even more points for inducing the Turkish-Cypriots to endorse a UN plan for Cyprus (which was rejected by Greek-Cypriots). The odds are that, in December, Turkey will get its longed-for date for the opening of EU entry talks.

So why couldn't Mr Erdogan have waited until next year to tinker with the ultra-sensitive issue of religious schools? Some say that praise from Europe and his party's victory in March's local elections have swollen Mr Erdogan's head. Or he may have faced strong pressure from his pious constituents—after shelving other pre-electoral pledges, such as his vow to ease curbs on the wearing of the Islamic headscarf in state-run establishments.

Mr Erdogan says that all he is doing is redressing an injustice inflicted on *imam hatip* students in 1999, when the army insisted they be barred from admission to universities other than theological faculties. In a bid to appease conservatives, the government then extended a similar discriminatory regime to other state-run vo-

cal schools. As a result attendance at both vocational and *imam hatip* schools has fallen sharply, even though many parents choose them for their discipline and quality, not their religious nature. At the Tefvik Ileri Imam Hatip school in Ankara, there is little sign of the Islamic militancy

feared by secularists. Boys and girls mingle freely. Besides studying the Koran, they learn the same subjects as they would in secular schools. Like most teenagers, they spend their free time watching rock music on television or surfing the internet.

Abdullah Gul, Turkey's foreign minister, says discriminating against such schools could prompt parents to send their children to radical, underground establishments. "Government control over religious education eliminates that risk, it is the best guarantee for secularism," he adds. The bill lets vocational-school graduates compete equally everywhere, and *imam hatip* graduates to do so in certain fields. "The claim that *imam hatip* students will flood the universities and go on to become governors, judges and diplomats is nonsense," fumes Huseyin Celik, the education minister. The real reason for the opposition, he argues, is that the bill undercuts the Higher Education Board, a body created by the generals in 1980.

The Turkish president, Ahmet Necdet Sezer, is likely to veto the bill in the coming days. Should parliament approve it again, he may then appeal to the constitutional court for an annulment. Now that Mr Erdogan has proved his point, some supporters hope he will pull back from the brink and concentrate on other reforms that will do more for Turkey's EU membership bid. ■

28 MAI 2004



## La télé turque parlera bientôt kurde

**C'est un geste de bonne volonté de plus de la part de la Turquie.** Mercredi, le PDG de la compagnie nationale turque de radio et de télévision, Senol Demiroz, a annoncé que les six chaînes qu'il dirige diffuseront bientôt des émissions en langue kurde. Ce serait une première, et un signal fort en direction de l'Union européenne.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, le gouvernement « islamiste modéré » du Parti de la justice et du



développement s'emploie à franchir les obstacles le séparant d'une candidature à l'entrée dans l'Union. La reconnaissance du kurde le rapproche de son but. En 2002, le Parlement avait déjà autorisé l'utilisation de cette langue sur les chaînes d'Etat, mais aucune mesure concrète n'avait été prise jusqu'alors. Abdullah Gul, le chef de la diplomatie turque, s'en est ému publiquement lundi. Son insistance a apparemment fait bouger les choses.

# Disarm Iraqi militias? Maybe not, U.S. decides

By Dexter Filkins

**BAGHDAD:** With only weeks to go until an Iraqi government takes over, U.S. officials appear to have pulled back from their goal to disarm the many armed groups that are deployed almost exclusively along ethnic and religious lines.

In the 15 months since the fall of Saddam Hussein, U.S. officials have repeatedly declared that they will disband the private militias that give muscle to virtually every Iraqi political party and religious group on the ground that their narrow, sectarian interests could undo a unified Iraqi state.

But with security deteriorating rapidly in recent months, U.S. officials appear to have begun to accommodate themselves to the existence of the militias, even as U.S. soldiers die fighting them in street battles.

While the U.S. military has kept the lid on most of the armed groups, it has made far less progress in disbanding them. A result is that on June 30 the Americans will hand over power to an Iraqi administration that will not have a monopoly on the use of armed force.

Many Iraqis and foreigners fear that this could set the stage for sectarian and ethnic warfare as the country moves toward what are intended to be democratic elections.

U.S. officials say they still plan to disarm the militias and hope these negotiations yield agreement as early as this week.

In the meantime, the Americans have allowed armed groups to flourish and, in a few cases, have even helped bring them to life.

In Falluja, the scene of bloody fighting last month, U.S. commanders agreed to set up an Iraqi security force composed almost entirely of former members of Saddam's Republican Guard and anti-American guerrillas.

In Baghdad and southern Iraq, the Americans have allowed the two largest Shiite militias, the Badr Corps and the Dawa Army, to remain intact, largely on promises by their leaders that fighters will stay off the streets.

In northern Iraq, the effort to disband the 60,000-man Kurdish militia has caused entire military units simply to don police uniforms of the new Iraqi state.

Even the militiamen of Moktada al-Sadr's Mahdi Army, whom soldiers have been killing in large numbers, may gain legitimacy. At a recent news conference, the officer commanding U.S. forces in Najaf and Karbala, Major General Martin Dempsey, said he would be willing to consider taking members of the Mahdi Army into a new force being set up to help secure southern Iraq.

"If the militia dissolves tomorrow,

what I've got is 600 unemployed young men on my hands," he said. "Some of them are probably decent young men who have been badly led astray."

Other Americans, like Larry Diamond, a senior fellow at the Hoover Institution in Stanford, California, who was a senior adviser to the Coalition Provisional Authority, say that if the effort to disband the militias falters, so will any Iraqi democracy.

"We are not going to get free and fair elections, and we are not going to get sustainable democracy of any kind in Iraq, unless we make some kind of progress in demobilizing these militias," Diamond said.

He said he worried that the militias, most of which are connected to political parties, would use their guns to intimidate voters, steal ballot boxes and even assassinate opponents.

The persistence of the militias is fueled by the intense mutual insecurity of the main ethnic and religious groups. No one wants to disarm first. Iraqi political and religious leaders complain loudly about other groups' militias but rarely mention their own.

After the heavy fighting in Falluja last month, U.S. commanders accepted an offer from a former general in the Republican Guards to set up a security force of his former troops.

The result is that Falluja has been mostly peaceful since the deal was struck a month ago. But it has enraged the mainstream Shiites, who were stunned to learn that the Americans had resurrected the very soldiers they deposed a year before.

In a recent interview, Adil Abdul Mahdi, a senior leader of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, bitterly lamented the U.S. decision in Falluja.

"Of course we are not happy," he said. "They are Republican Guards, with the same uniforms, the same mustaches. Today they are in Falluja, tomorrow they will be in Baghdad."

But Mahdi's party controls one of the largest militias in Iraq, the Badr Corps, thought to number in the thousands, and says they should be deployed to provide security around the country.

Shiite and Kurdish leaders have also pressed to deploy their gunmen, arguing that they know the situation and potential bad actors better.

So far, the Americans have held firm, vowing to crush any militia, like the Mahdi Army, that comes into the streets.

After the Iraqi security forces disintegrated in the face of the uprisings in Falluja and southern Iraq, the American and British authorities began reconciling themselves to two realities: that the quick U.S. training of the Iraqis failed to turn them into effective fighting forces

and that Iraqis are reluctant to fight other Iraqis on behalf of the U.S.-led coalition.

U.S. officials say they hope that their delicate negotiations with several militias to disband and integrate into official security forces could yield agreement as soon as this week.

Yet most of the sizable armed groups have existed with either tacit or explicit U.S. approval.

---

**'What I've got is 600  
unemployed young men  
on my hands.'**

---

The Badr Corps, for instance, has changed its name to the Badr Reconstruction Organization, and its leaders claim it now indulges only in cultural activities. Yet Abu Hassan al-Ameri remains head of the group, his offices are in the same place and his men still hold on to their Kalashnikovs.

"All of our guns have been licensed by the Americans," Ameri said.

From the beginning, the task of disarming the militias has been difficult. Virtually every Iraqi family owns at least one high-powered assault rifle,

and indeed under coalition rules issued last year, each household is permitted one AK-47. The militias are composed mostly of civilians who assemble or disappear on short order.

In recent testimony before the Senate Foreign Relations Committee, Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz was asked if he intended to disarm the militias controlled by the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq and by Dawa, another mainstream Shiite party. He suggested that he did not.

"That is not part of the mission unless it is necessary to bring them under control," he said. "The approach to those militias is to try over time to integrate them into new Iraqi security forces. And the real answer to disarming militias is to create an alternative security institution. And then the militias can go away."

These days in Falluja, the line separating an insurgent and a member of the "security forces" is blurred.

"All the people in Falluja are fighters," said Naji Obeid, 35, a member of the Iraqi Civil Defense Corps, a U.S.-sponsored security force.

When marines tried to enter Falluja last month, Obeid joined the fight against them. When the peace was struck, he put his baby-blue Iraqi Civil Defense Corps uniform back on and returned to work.

In northern Iraq, where Kurdish militias number as many as 60,000, the peshmerga have in some cases simply changed into Iraqi government uniforms.

Anwar Dolani, 46, was a peshmerga fighter for 25 years. A few months ago, he and 891 of his comrades joined a local Iraqi Civil Defense Corps battalion.

May 25, 2004

HERALD TRIBUNE

Only in rare cases have the Americans have been able to deploy ethnically diverse military units. While other Iraqi units disintegrated during the Mahdi Army uprising last month, one unit stood out: the 36th Iraqi Civil De-

tense Corps Battalion. That unit, uniquely, was formed by drawing militiamen from the main Iraqi political parties and mixing them together.

But some Iraqis doubt whether the 36th Battalion can be duplicated out-

side the ethnically mixed cities of Mosul and Baghdad.

"The 36th Battalion is not a model for Iraq," said Hamid Bayati, deputy foreign minister.

The New York Times

# Allies offer the UN draft plan on Iraq

## A one-year term for multinational force

By Brian Knowlton

**WASHINGTON:** The United States and Britain submitted a draft UN resolution Monday that calls for a full transfer of power to a sovereign Iraqi government and provides a mandate of at least a year for the U.S.-led multinational military force, subject to the consent of the government.

It also authorizes the foreign military force to "take all necessary measures" to maintain security and prevent and deter terrorism.

The text drew mostly positive comments among ambassadors interviewed on television outside a UN conference room, and was expected to lead fairly quickly to the passage of a resolution.

The interim government to be seated by June 30 "will assume total responsibility for its own sovereignty," the British UN ambassador, Emyr Jones Parry, said before a closed-door Security Council session called to review the proposal.

But the timetable from now to June 30, when the United States has promised to shutter its Coalition Provisional Authority and hand additional powers to Iraqis, remains tight, troubled and replete with unanswered questions.

"We are definitely running out of time," said Ambassador Abdallah Baali of Algeria, a council member. "There is no room for error. Not anymore."

The draft was presented hours before President George W. Bush — whose approval ratings have continued to decline, according to a poll released Monday — was to begin a parallel effort aimed at reassuring Americans and drawing wider international support for U.S. efforts in Iraq.

A major prime-time speech Monday was to be the first of six such addresses planned. Bush has also been meeting with leaders of fellow coalition countries in a bid to prevent any further erosion in troop numbers.

The United States has agreed to leave it largely to a special UN envoy, Lakhdar Brahimi, to name an interim government, though a Brahimi spokesman said Monday that the envoy might not make his May 31 deadline. It remained unclear whether the caretaker body would have time to weigh in on the wording of the resolution.

Still, after weeks of intensive negotiations, the United States and Britain said they had achieved near-consensus among fellow Security Council members.

Even Ambassador Gunter Pleuger of Germany, whose country ardently opposed the Iraq war, called the draft text "a good basis for discussions" toward a resolution that will "make clear that we have a new start in Iraq."

The draft endorses plans for direct

democratic elections to be held by the end of this year "if possible, and in no case later than 31 January 2005." The national assembly thereby elected will have responsibility for drafting a permanent constitution that will permit elections for a permanent government.

The text also calls for lifting the arms embargo against Iraq.

A broadly supported UN resolution would do much to mend the breach that developed over the U.S.-led march to war. It would also signal a striking new acceptance by the U.S. administration, as it struggles to regain its balance after weeks of bruising setbacks, of the importance of the world body.

The coming period could prove crucial to the administration's hopes for Iraq, and possibly also to Bush's prospects for re-election. His job approval rankings have been declining steadily.

A new CBS News poll found that 41 percent of Americans approve of the job he is doing as president, down 3 percentage points in two weeks, and far below the 66 percent who approved a year earlier. Fifty-two percent disapproved of his overall performance in the latest poll, and 61 percent disapproved of his handling of Iraq.

With worries over Iraq growing, 65 percent of those polled said that the United States was on the wrong track, equaling the highest number the poll has recorded in nearly 20 years ago.

Republicans have not hidden their mounting concerns over Bush's poll numbers; no recent president with such ratings at this point in an election year was re-elected.

Bush's speech would express a determination not to be chased from Iraq by the recent chaos, scandal and violence, but also a firm intent to shift growing levels of responsibility to Iraqis at the fastest reasonable pace, aides said.

"We have two choices," said the White House press secretary, Scott McClellan, foreshadowing the themes of Bush's speech. "We can work to build a free, democratic and peaceful Iraq, or we can let the terrorists prevail — but the terrorists will not prevail."

As the British ambassador did, McClellan referred to "full sovereignty" for the interim government.

But he qualified that in a way that has led to some confusion, saying that as a nonelected and temporary entity, the interim government would have "limited authority."

The new leaders' exact powers are to be elaborated in talks next month involving Brahimi, the U.S.-led Coalition Provisional Authority and the UN Security Council.

The draft text reaffirms the UN authorization for the U.S.-led multinational-

May 25, 2004

Herald INTERNATIONAL Tribune



James Cunningham, left, deputy U.S. delegate to the UN, and Emyr Jones Parry, Britain's representative, meeting reporters Monday.

al force, but leaves it subject to review by the transitional government, "12 months from the date of this resolution or at the request of the transitional government of Iraq."

The transitional government, as opposed to the interim government, will not exist before the January elections. But a U.S. spokeswoman at the United Nations reiterated a point made earlier by Secretary of State Colin Powell: that the United States would honor any request by Iraq's new government to withdraw after June 30. Powell also said, however, that he felt certain no such request would be forthcoming.

The United States would retain con-

trol of Iraqi police and security forces, though they would answer directly to Iraqi commanders under a unified command.

MCClellan was asked Monday whether the multinational force would remain under U.S. command — a matter not specifically addressed in the text, but one on which the administration has indicated no willingness to budge.

"Yes, that's what I expect," he said.

The text states that the multinational force "shall have authority to take all necessary measures to contribute to the maintenance of security and stability in Iraq including by preventing and deterring terrorism."

The draft also stipulates that the interim government would control the Development Fund for Iraq, which includes Iraq's oil revenues.

Brahimi, a former Algerian foreign minister, has been working in Iraq since early this month to identify consensus leaders for the caretaker government. Given Iraq's deep ethnic, religious and tribal divisions, the work has not moved quickly. He may be as much a week behind his May 31 deadline, his spokesman, Ahmad Fawzi, told Bloomberg News.

International Herald Tribune

The road less traveled ■ By Stanley A. Weiss

# Why Bush should go to Tehran

WASHINGTON

**T**he road to Tehran, American neoconservatives argued before the invasion of Iraq, goes through Baghdad — first liberate Iraq, then Iran. But more than a year into the American occupation, it is clear that the road to a stable Iraq runs through Iran.

The theocrats of the Islamic Republic can turn the U.S. mission in Iraq into a dream or a nightmare. The dream is that Washington and Tehran end 25 years of hostility and cooperate on Iraq. As Javad Zarif, Iran's ambassador to the United Nations, told me: "We have common interests. A chaotic Iraq ripped apart by ethnic and religious rivalries benefits no one."

In this scenario, Iran and the United States work together, as they did in post-Taliban Afghanistan, to promote economic reconstruction and fashion a broad-based government that, in Zarif's words, is "peaceful, democratic, inclusive and representative."

Tehran as a champion for a democratic, prosperous Iraq? In fact, democratic elections will empower Iraq's majority Shiites, Iran's religious brethren. A federal Iraq will prevent the emergence of an independent Kurdistan that would incite Kurds in Iran, Turkey and Syria. A prosperous Iraq is more likely to repay Tehran reparations owed from the Iran-Iraq war.

Then there's the nightmare: Hard-line clerics in Tehran treating Iraqi instability as an opportunity to export Islamic revolution. Iran's powerful former president, Akbar Hashemi Rafsanjani, said recently of U.S. forces in Iraq, "They know that if Iran wanted to, it could make their problems even worse."

U.S. officials in Baghdad already point to "unhelpful" Iranian behavior. Before unleashing his revolt, the radical cleric Muktada al-Sadr met with military leaders in Tehran. Iran's Republican Guards trained and armed the 10,000-strong Badr Brigade, the now-dormant military wing of Iraq's largest Shiite party, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq.

Will Iraq be a stage for Iranian-American cooperation or confrontation? Realists on both sides constantly flirt with dialogue. After the devastating earthquake in Iran in December, Secretary of State Colin Powell said, "We should keep open the possibility of dialogue." Even as he warned of undermining the United States in Iraq, the ever-nimble Rafsanjani said, "For me, talking is not a problem."

But ideologues on both sides constantly undermine any rapprochement. A British diplomat

summed up the attitude of the Bush administration's neoconservatives during the buildup to the Iraq war: "Everyone wants to go to Baghdad. Real men want to go to Tehran." Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, has called U.S. attacks on Sadr's forces in Shiite holy cities "shameful" and has labeled talks with Washington "treason and stupidity." Given the stakes in Iraq, what is the best way to ensure that common interests trump outdated ideology? How can the realists on both sides come together?

*Seize the moment.* For the first time in two decades, Washington can act from a position of unquestioned strength. With American forces to its east in Afghanistan and west in Iraq, the United States is Iran's newest neighbor and cannot be ignored.

The real battle in the Islamic Republic is no longer between conservatives and the reformers who were sidelined in the phony parliamentary election in February. It is among the conservatives themselves. Religious zealots still chant "Death to America." But pragmatists like Rafsanjani can bargain with Washington without being labeled as traitors. With Iran perhaps less than a year from acquiring a nuclear weapon, there is not a moment to lose.

*Be bold.* For years, Washington and Tehran have expressed a willingness to talk, but only after the other moves first — America lifting sanctions and ending

its threat of "regime change"; Iran ending its support for terrorism, its nuclear ambitions, and its opposition to Arab-Israeli peace. It's time to call Tehran's bluff.

If President Richard Nixon could go to China, and President Ronald Reagan could go to the Soviet Union, President George W. Bush can go to Iran, and should announce his willingness to do so. Taking the initiative with Tehran would show wavering U.S. voters that the bold wartime president can also be a courageous peacetime diplomat.

*Imagine the possibilities.* The Iranian people, frustrated with their despotic rulers and favoring ties and trade with the United States, would rejoice. Americans opposed to ties with Iran may howl. But what is there to lose? The offer would put Khamenei and his extremist mullahs in a bind. Accept and they lose the Great Satan

**The Iranian people, frustrated with their despotic rulers, favors ties with America.**

May 25, 2004

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

as a scapegoat. Decline and they are exposed as intransigents, further undermining their crumbling regime.

**Invite the neighbors.** From Tehran, Bush should go to Baghdad for an international summit meeting on the future of Iraq. The UN envoy to Iraq, Lakhdar Brahimi, is reportedly considering such a conference under UN auspices. Since they all have a vital interest in a united Iraq, Iran, Syria, Turkey and Saudi Arabia should be invited to attend.

It took U.S. forces just 21 days last spring to travel the road to Baghdad. The return trip — with a stable, peaceful Iraq in the rearview mirror — is taking much longer, and that road will run through Tehran. For Americans, this is a road less traveled. But it may well make all the difference.

*Stanley A. Weiss is chairman of Business Executives for National Security, a nonpartisan group based in Washington. This is a personal comment.*

Le Monde

26 MAI 2004

## George Bush promet « une pleine souveraineté » aux Irakiens

WASHINGTON

de notre correspondant

George Bush a changé de ton pour rendre compte aux Américains de la situation en Irak et de la politique qu'y mène son gouvernement. Dans un discours prononcé, lundi 24 mai, dans la soirée, il a réaffirmé les enjeux de l'engagement des Etats-Unis et les objectifs qu'ils cherchent à atteindre, mais il l'a fait avec moins de certitude que lors de sa précédente intervention de ce genre, le 13 avril. Il a annoncé des jours « difficiles » et reconnu que l'action qu'il dirige a subi des revers.

Le discours du président américain, devant les élèves de l'école de guerre de l'armée de terre, à Carlisle, en Pennsylvanie, n'avait pas le caractère d'une allocution officielle et n'a été diffusé en direct que par les chaînes d'information câblées. Les grands réseaux se sont bornés à donner, en différé, des extraits des propos de M. Bush, qui n'ont comporté qu'une seule annonce : celle de la destruction de la prison d'Abou Ghraïb, « avec l'approbation du gouvernement irakien », dès qu'un nouvel établissement pénitentiaire aura été construit. Abou Ghraïb, près de Bagdad, était un lieu de torture sous le régime de Saddam Hussein, et c'est dans cette même prison que des détenus irakiens ont été soumis, par des soldats américains, à des sévices et à des traitements dégradants.

Pour l'essentiel, le discours de M. Bush a été une explication et un commentaire du projet de résolution présenté au Conseil de sécurité de l'ONU, lundi, par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. L'objet de cette résolution est d'apporter la caution de la communauté internationale à la mise en place d'un gouvernement irakien intérimaire, épaulé par un conseil national, qui sera désigné, ultérieurement, par des Irakiens « représentant la diversité de leur pays ».

Le président américain s'est référé à l'envoyé spécial des Nations



Devant les élèves de l'école de guerre de l'armée de terre, à Carlisle, en Pennsylvanie, lundi 24 mai dans la soirée, le président George Bush a reconnu que l'action qu'il dirige en Irak a subi des revers.

unies, Lakhdar Brahimi, qui, a-t-il dit, « a l'intention de publier les noms des membres du gouvernement intérimaire cette semaine ». M. Bush estime, par conséquent, que la date du 30 juin, pour le transfert de la souveraineté à ce gouvernement, va être respectée. « La coalition démontrera que nous n'avons pas d'intérêt à l'occupation, et la pleine souveraineté donnera aux Irakiens un intérêt

direct au succès de leur propre gouvernement », a-t-il souligné.

Pour soutenir ce dispositif politique, le chef de la Maison Blanche s'est engagé à fournir les moyens militaires appropriés. Le niveau actuel, de 138 000 soldats américains, sera maintenu « aussi longtemps que nécessaire » et, si les généraux ont besoin de davantage de troupes, a-t-il dit, « je les enverrai ». Face au soupçon d'un renoncement inavoué à vaincre les oppositions armées auxquelles se heurte la coalition, M. Bush a assuré que la tactique employée sera « flexible », comme elle l'a été à Fallouja, à Nadjaf et à Kerbala, mais que les Etats-Unis « feront tout ce qui sera nécessaire, en usant d'une force mesurée ou écrasante, pour parvenir à un Irak stable ». Le

*New York Times* affirme, mardi, que les responsables américains en Irak négocient un accord avec les milices armées.

### LE DOUTE GAGNE L'OPINION

M. Bush n'a pas évoqué le débat, avec la France et l'Allemagne, sur le terme du mandat des troupes de la coalition, dont la résolution de l'ONU doit faire une « force multinationale ». Il a indiqué, simplement qu'« à terme », l'armée, la police et les gardes-frontières irakiens prendront en charge la sécurité du pays, à la place des Américains et de leurs alliés. Il a admis que, « dans certains cas », les unités irakiennes formées par la coalition « n'ont pas été à la hauteur ». « Nous avons tiré la leçon de ces échecs et nous avons pris des mesures pour les corriger », a-t-il dit. Le président américain a remercié les 15 pays de l'OTAN présents, en Irak, avec 17 000 soldats au total, mais il est resté vague sur ce qu'il entend demander à l'Alliance atlantique lors du sommet de ses dirigeants, à Istanbul, fin juin.

L'action des Etats-Unis a un objectif stratégique majeur, a expliqué leur président, c'est de faire de l'Irak

### Depuis le 5 avril, plus de 1 000 morts irakiens

Plus de mille Irakiens ont été tués et plus de deux mille autres ont été blessés depuis le début des affrontements entre les forces de la coalition et les miliciens chiites et sunnites le 5 avril, selon un bilan établi par le ministère irakien de la santé. « Depuis le début des affrontements, il y a eu 1 168 tués et 2 350 blessés dans toutes les provinces irakiennes et à Bagdad », a affirmé un responsable de ce ministère, docteur Jamal Al-Ani. Parmi les morts, figurent 49 femmes et 37 enfants tandis que parmi les blessés, il y a 152 femmes et 73 enfants. « Ces chiffres ne prennent en compte que les victimes des affrontements militaires et des explosions », a-t-il précisé.

Les combats qui ont opposé l'armée américaine à la guérilla sunnite dans l'ouest de Bagdad et dans certains quartiers de la capitale ont cessé le 1<sup>er</sup> mai, après un accord. Ceux qui opposent les forces de la coalition à la milice radicale chiite de Moqtada Al-Sadr à Bagdad, dans le centre et le sud du pays, continuent. — (AFP.)

un pays libre et démocratique. L'adversaire qu'ils combattent cherche, lui, le « retour de la tyrannie ». Telle que l'a présentée M. Bush, la période qui va suivre l'installation du gouvernement intérimaire va connaître un affrontement décisif entre ceux qui veulent des élections libres et ceux qui veulent les empêcher. « Il est probable qu'il y aura davantage de violence avant le transfert de souveraineté et après le transfert de souveraineté », a-t-il averti, mais il s'est dit résolu à démontrer que l'armée américaine n'est pas en Irak pour y rester comme « puissance occupante » et que son but est de « rendre les Irakiens libres, pas de les rendre américains ».

John Kerry, l'adversaire démocrate de M. Bush pour l'élection présidentielle, a invité le président

à « passer des mots aux actes ». Les démocrates mettent en cause le leadership du chef de la Maison Blanche et sa capacité à entraîner tant les Irakiens que les alliés européens. « L'ONU est nécessaire, mais pas suffisante », a commenté le sénateur Joseph Biden. Selon lui, M. Bush a raison de se tourner – enfin ! – vers les Nations unies,

mais les Etats-Unis ne peuvent atteindre leurs objectifs, en Irak et au Proche-Orient, s'ils ne sont pas capables de montrer le chemin, de convaincre et d'inspirer confiance. Les derniers sondages, faits avant le discours de M. Bush et publiés lundi et mardi, montrent que le doute gagne aux Etats-Unis mêmes. Six Américains sur dix

désapprouvent la façon dont leur président gère la situation en Irak, pensent qu'il n'a pas de plan et estiment que le transfert de souveraineté ne pourra pas se faire le 30 juin. Ils sont presque aussi nombreux à lui reprocher la façon dont il répond au scandale des tortures. Un tiers des électeurs républicains le critiquent à ce sujet.

La proportion des Américains qui souhaitent le retrait des troupes est montée à 40 %, selon une enquête du *Washington Post* et de la chaîne ABC, alors que, pour 58 % d'entre eux, au contraire, les forces des Etats-Unis doivent rester en Irak.

Patrick Jarreau

## Le mandat et le rôle de la future force internationale sont au cœur des discussions du Conseil de sécurité

**NEW YORK (Nations unies)**  
de notre correspondante

Le Conseil de sécurité a entamé, lundi 24 mai, l'examen du projet de résolution sur la fin de l'occupation de l'Irak, déposé par le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Après avoir lu le texte, les ambassadeurs se sont montrés moins positifs que la semaine dernière, à l'issue des conversations informelles. Mais, comme l'a rappelé le représentant britannique, la discussion ne fait que commencer.

Le projet demande au Conseil d'« endosser la formation d'un gouvernement intérimaire souverain de l'Irak » qui prendra ses fonctions après la dissolution de la coalition américano-britannique, le 30 juin. Les pouvoirs de ce gouvernement « souverain » ne sont pas détaillés. Il est simplement dit qu'il assume « l'autorité de gouvernement ». Mais le président Bush l'a lui-même affirmé lundi soir : c'est une « pleine souveraineté » qui est transférée.

Le texte réaffirme l'autorisation donnée par la résolution 1511 du

16 octobre 2003 au déploiement d'une force multinationale « sous commandement unifié ». Cette force aura autorité pour « prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer à maintenir la sécurité et la stabilité de l'Irak », y compris « par la prévention et la dissuasion du terrorisme ».

Le projet réintroduit aussi une disposition qui avait été contestée sur la création d'une « entité distincte » à l'intérieur de cette force. Celle-ci serait chargée de protéger spécifiquement les personnels de l'ONU. Le texte appelle les Etats membres et les organisations « pertinentes » (OTAN, Ligue arabe) à soutenir cette entité.

Le mandat donné à la force multinationale « sera revu douze mois après l'adoption de la résolution ou à la demande du gouvernement de transition de l'Irak » (celui qui sera issu des élections de 2005, par opposition au gouvernement « intérimaire » qui devrait entrer en fonctions le 30 juin).

### « CONSENTEMENT »

Cette proposition risque d'être

la plus contestée : la France, l'Allemagne et la Chine souhaitent un mandat beaucoup plus court, ou au moins soumis à renouvellement – ce qui suppose un nouveau vote – et non pas à simple révision. Il y a sept mois, une disposition similaire, dans la rédaction de la résolution 1511, n'avait pas posé de problème, mais les temps ont changé.

L'autre sujet de contentieux, les relations entre le gouvernement irakien et la force multinationale, est curieusement laissé en jachère dans un paragraphe du préambule qui annonce une lettre ultérieure sur la question. Il y est fait état sans autre précision de « l'importance du consentement du gouvernement souverain de l'Irak à la présence de la force multinationale et d'une coordination rapprochée entre la force multinationale et le gouvernement ».

Le rôle de l'ONU est souhaité « directeur » dans le préambule. Il s'agit d'assistance pour préparer les élections et pour organiser une « conférence nationale » qui choisira

un « conseil consultatif » qui siègera auprès du gouvernement. La date de cette conférence n'est pas mentionnée dans le texte, mais M. Bush a cité le mois de juillet. Pour ce qui est de l'humanitaire et du développement, en revanche, Kofi Annan aura la liberté d'apprécier si les « circonstances » permettent une présence des agences de l'ONU.

Le texte prévoit enfin que le gouvernement intérimaire a le contrôle des ressources pétrolières, qui restent versées sur le Fonds de développement irakien créé il y a un an. Rien n'est précisé sur le contrôle des prisons. Les juristes ont noté une formule révélatrice : la force multinationale, est-il dit, agira en concordance avec « les principes généralement acceptés du droit international ». Les spécialistes préféreraient que soient plutôt appliquées les « règles » de droit.

Corine Lesnes

## Un ancien de la banque Lazard pour gérer les finances de la coalition

**LONDRES**

de notre correspondant

Dans le transfert de souveraineté, le 30 juin, à l'Irak, un conseiller britannique va jouer un rôle influent en coulisses : Andrew Alderson, le nouveau directeur financier de l'Autorité provisoire de la coalition (CPA) américano-britannique. A ce poste-clé, ce météore de 36 ans, brusquement apparu dans le ciel de Bagdad, va devoir superviser la rétrocession du budget de la CPA aux ministères irakiens.

Pour réussir sa prestation, M. Alderson dispose de son expérience d'ancien banquier de la prestigieuse maison Lazard, avec tout ce que cela comporte d'assurance et d'obstination. « La haute banque nécessite le goût du travail en équipe, l'art d'écouter et la volonté de compromis », affirme un ancien collègue, à propos de son expertise acquise dans l'organisation des nouvelles émissions d'actions pour le compte de clients. Après avoir quitté la Merchant Bank en septembre 2002, ce commandant de la Territorial Army, le corps de réserve de l'armée britannique, est mobilisé lors du conflit irakien.

Après la fin des hostilités, l'ex-financier est

nommé conseiller au développement économique du sud du pays, sous contrôle britannique. Et de fait, basé à Bassora, il est chargé de la distribution sur place des fonds aux ministères et du paiement des salaires des fonctionnaires, ainsi que de la mise en circulation des nouveaux dinars. Par ailleurs, ce professionnel de la City est l'un des architectes du développement des transactions bancaires électroniques, en coopération avec la carte de crédit Visa. Parmi ses attributions figure également la surveillance de la South Oil Co. (SOC), qui exploite les gisements de pétrole de Roumeïla. Sa réussite lui vaut de figurer sur la dernière Liste des honneurs, au titre de « membre de l'Empire britannique » pour « bravoure, détermination et total don de sa personne ».

### « UNE DEUXIÈME VIE PROFESSIONNELLE »

« Le problème est de gérer les attentes politiques. C'est très compliqué. Nous avons totalement sous-estimé l'ampleur de la tâche de reconstruction », a reconnu, dans l'un de ses rares entretiens à la presse britannique, le nouveau « head of finance », qui doit jouer à la fois les amortisseurs et faire preuve d'imagination. En attendant de connaître le sort de

la CPA après le départ de son chef, Paul Bremer, le financier a pour mission de rétroceder un budget estimé à 7 milliards de dollars (près de 5,8 milliards d'euros), hors revenus pétroliers. Comme les nouvelles institutions ne peuvent pas utiliser les fonds tirés de l'exploitation des hydrocarbures pour la reconstruction avant 2005, le grand argentier devrait surveiller de près la bonne utilisation des recettes d'exportation du pétrole.

Car, aux côtés du ministère des finances, il devrait piloter le projet de budget irakien pour 2004, qui table sur un déficit de 600 millions de dollars pour des recettes de 13 milliards de dollars, financées à plus de 90 % par les ventes prévues de l'or noir. Il devra enfin contrôler l'octroi de licences aux six banques étrangères autorisées à racheter jusqu'à 100 % des banques locales. Dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire londonien *Financial News* a beau jeu d'ironiser à propos de ce parcours du combattant : « A l'inverse de la plupart des ex-traders de la City, Alderson a choisi une deuxième vie professionnelle encore plus stressante que la première. »

Marc Roche

## L'équation à multiples inconnues de Lakhdar Brahimi

**BAGDAD**

de notre envoyé spécial.

En arabe, le mot clé, la formule magique que Lakhdar Brahimi, l'homme des Nations unies, doit absolument trouver d'ici à la fin du mois pour redonner à l'Irak un semblant de légitimité nationale et internationale a le même nombre de lettres qu'en français : *taouafouk*, autrement dit, **consensus**. Consensus entre l'actuel Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) et son mentor jusqu'au 30 juin, Paul Bremer. Consensus entre les ethnies, les partis et chapelles religieuses qui ont pris l'habitude, depuis un an, de se partager le gâteau. Consensus enfin entre les laïques, qui ne veulent pas trop de religieux au pouvoir, et les religieux, qui refusent a priori un gouvernement trop laïque.

La mission est extrêmement difficile pour ce diplomate onusien de nationalité algérienne. Mais Lakhdar Brahimi a pris l'habitude de s'essayer à recoller les pots cassés dans les aventures impériales de l'Amérique de George Bush. C'est lui, déjà, qui avait mis en place un gouvernement plus ou moins consensuel en Afghanistan.

M. Brahimi est à pied d'œuvre au pays des « deux fleuves » depuis déjà plusieurs semaines. Il a parcouru l'Irak dans tous les sens, rencontré tous les corps constitués, tous les partis, tous les syndicats professionnels, tous les chefs de tribu, les grands ayatollahs de la majorité chiite, les principaux oulémas sunnites, quelques archevêques de la minorité chrétienne, des kurdes, des avocats, des médecins, des universitaires...

### QUELLE SOUVERAINETÉ ?

Résultat ? Mystère. Pour l'instant, s'il a réussi, comme en court la rumeur, à sélectionner le président, les deux vice-présidents, le premier ministre et les 25 ministres qui devraient former le premier pouvoir « *souverain* » irakien depuis la chute de Saddam Hussein, l'homme n'en souffle mot.

Dan Senor, le porte-parole de Paul Bremer, affirmait, lundi 24 mai, « *qu'aucun nom ne (leur) a encore été fourni* ». Les Américains demeurent jusqu'à nouvel ordre la puissance occupante de l'Irak. M. Brahimi le rappelait encore dimanche sur l'antenne de la chaîne arabe Al-Arabiya, pour noter que leur accord sur la nouvelle équipe reste « *essentiel* ». Qu'il le soit encore peu ou prou après le 30 juin, reste à déterminer. A cette date, précise l'envoyé du secré-

taire général des Nations unies, seuls « *les aspects légaux de l'occupation* » auront pris fin. « *Les troupes d'occupation ne vont certainement pas s'évaporer à minuit le 30 juin. Elles resteront.* » Pour au moins un an, souhaitent les Américains.

« *Le prochain gouvernement irakien, les Etats-Unis et leurs alliés devront déterminer la nature des relations entre eux, comment ils vont gérer la phase transitoire qui s'annonce* », étant entendu, estime M. Brahimi, que « *la souveraineté sera alors entre les mains du peuple irakien* ».

Quelle souveraineté ? C'est toute la question. L'actuel chef de l'exécutif limité de l'Irak, Ghazi Ajil Al-Yaouar et avec lui la quasi-totalité des membres de l'actuel gouvernement, peut bien exiger « *une souveraineté pleine et entière pour le prochain gouvernement transitoire* » avec, notamment, « le

droit de décider du maintien ou du départ des forces » d'occupation. Cette décision-là sera prise en commun au Conseil de sécurité de New York plutôt qu'à Bagdad.

### UN « CONSEIL CONSULTATIF »

Lundi soir, Ahmed Al-Bayati, le vice-ministre irakien des affaires étrangères, déclarait que « *la sécurité nationale et les forces armées irakiennes devraient être administrées et commandées par le gouvernement seul, étant entendu que les soldats américains pourraient rester une année de plus sous résolution onusienne, mais sans disposer d'aucune initiative opérationnelle propre* ».

De telles idées n'engagent, pour l'instant, que leurs auteurs. A ce jour, la seule chose certaine, si tant est que quoi que ce soit puisse l'être dans la situation de dangereux chaos qui prévaut à l'heure actuelle dans tout le pays, est que le CIG, mis en place en avril 2003, va disparaître. Ses 22 membres avaient accepté, par deux fois, qu'il le couperet tombe sur leurs brèves carrières, le 30 juin 2004.

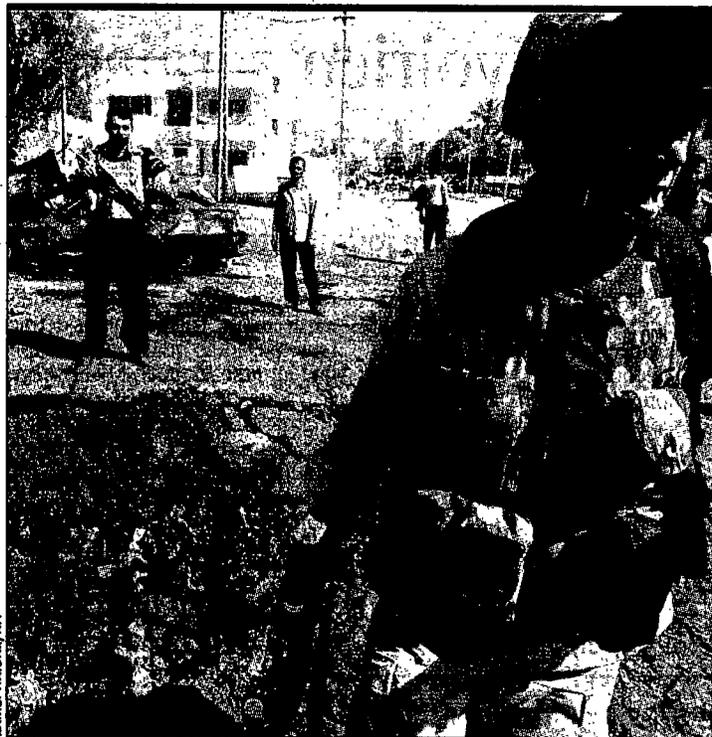
Beaucoup, et plusieurs des ministres qu'ils ont nommés avec l'agré-

ment de M. Bremer, ont, depuis, changé d'avis. Ils manœuvrent en coulisses pour disqualifier l'envoyé de l'ONU et obtenir que leur Conseil soit non pas démantelé, mais au contraire agrandi en une sorte de Chambre haute, qui sélectionnerait les futurs ministres.

Pas question, réplique M. Brahimi. Après la formation du futur gouvernement et sa légitimation internationale à l'ONU, « *nous proposons la tenue d'une large conférence nationale début juillet* », celle-ci devant alors élire un grand « *conseil consultatif qui sera un peu plus que consultatif et moins que législatif* », c'est-à-dire une sorte d'Assemblée nationale non élue et sans pouvoir, qui sera chargée de contrôler le gouvernement.

Enfin, le troisième élément de l'échafaudage politique transitoire en gestation sera « *une commission indépendante* » qui aura la charge de préparer les élections générales prévues pour janvier 2005. Bref, tout est presque réglé. Au moins sur le papier.

Patrice Claude



## Voiture piégée à Bagdad

UN SOLDAT américain devant le cratère provoqué par l'explosion d'une voiture piégée, en face de la représentation diplomatique australienne, mardi 25 mai matin, dans le centre de Bagdad. « *Nous ne savons pas encore s'il s'agissait d'une voiture suicide. Il y a au moins cinq blessés, dont un garçon, âgé de 11 ou 12 ans, qui est dans un état critique* », a indiqué le colonel Mike Murray. La voiture était garée devant un hôtel, où « *aucun étranger ne résidait* », a précisé une employée. Par ailleurs, un obus de mortier a explosé à l'intérieur du mausolée de l'imam Ali dans la ville sainte chiite de Nadjaf, blessant dix personnes, ont indiqué des responsables du bureau du dirigeant radical chiite Moqtada Al-Sadr. - (AFP.)

## **A U.S. Ally Caught Between Two Goals in Iraq If insurgency splinters the country, ethnic Kurds will have to weigh Washington's dream of unity against their own dream of independence.**

By Jeffrey Fleishman  
*Los Angeles Times* May 27, 2004

BAGHDAD - The iconic image of the Kurd is a man in billowy trousers with a rifle, a knife and a will to fight to the death. He has battled throughout the generations, and Kurds say he may be called upon again.

Kurds fear that Shiite and Sunni Muslim insurgencies against U.S. troops in Iraq could splinter the nation. If that happens, the Kurds - who account for just 19% of the population but control the country's largest ethnic army - will be forced to choose between their risky dream of independence and the Bush administration's goal of a unified Iraq.

With the June 30 deadline for Iraqis to regain sovereignty little more than a month away, a U.N. envoy is putting the finishing touches on an interim government representing all of the country's main religious and ethnic groups. Kurds are expected to hold prominent positions in the government, but they are uneasy about whether Iraq's disparate factions can hold the country together.

"The turmoil in south and central Iraq threatens us Kurds," said Hewa Abdullah, a painter studying at Sulaymaniya University in the mountains of northern Iraq. "Islamic extremism has arrived in the south and is strong in the middle of the country. If we don't go toward independence, we will lose all our achievements."

A Kurdish push for independence is one of many troubling scenarios rippling from the Shiite and Sunni insurgencies. The unrest underscores Iraq's perilous political map and how generations of ethnic and tribal animosities can flare with the ferocity of a desert sandstorm. It also illustrates how much of Iraq's fate is tied not only to U.S. resolve, but also to radical clerics, terrorists and the agendas of neighboring Turkey, Syria and Iran.

Kurds, the only long-standing U.S. allies in this ravaged land, are resented by Arab Iraqis for supporting the invasion of the country. It was pressure from Washington - and threats by Turkey to crush an emerging Kurdish state - that forced Kurds to abandon designs for independence as Saddam Hussein's regime collapsed. Kurds today know they are vulnerable if the U.S.-led forces can't control Iraq's increasingly defiant Arab majority, one reason they insist on retaining their army of about 55,000 peshmerga

soldiers. "How long is Kurdish patience for a new Iraq? That's based on how long American patience is," said Rosh Shawais, speaker of the Kurdish parliament and an official with the U.S.-backed Iraqi Governing Council. "Without the Americans there will be no democratic Iraq."

Kurdish leaders say Hussein loyalists and foreign terrorists are driving wedges between Kurds and Arab Iraqis. The shift in attitude against Kurds is intensifying as more Iraqis express disdain for the U.S.-led occupation and those who foster it. Insurgents in Fallouja, for example, have stoked resentment by spreading rumors that U.S. forces helped Kurds seize Arab homes. Many Iraqis are also troubled when they see former peshmerga soldiers in the ranks of the new, U.S.-trained Iraqi Civil Defense Corps. "We are totally against these plots and conspiracies to divide Kurds and Arabs," said Azad Jindyany, a spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan, which controls the eastern half of northern Iraq. Like many Kurdish officials, Jindyany was conciliatory when speaking of the new Iraq, but steely when it came to Kurdish interests. "We are concerned about the possibility of civil war," he said. "But the phase of marginalizing the Kurds is over."

Kurds have growing misgivings about Arab Iraqis, especially Muqtada Sadr, the Shiite cleric whose militia is battling U.S. forces in Najaf. A recent article on the Kurdistan Observer website said that the "Iran-backed fanatic Sadr and his gang of black shirts [are] awaiting their chance to maim and kill and dismember Kurds."

A mountain people who for centuries have withstood the elements and armies arrayed against them, the Kurds have learned to navigate Iraq's terrain and political gambles. Hussein's army killed 5,000 Kurds in Halabja with chemical weapons in 1988, and tens of thousands disappeared during Baath Party military assaults on Kurdish lands during the last 40 years.

Kurdish officials say they want to move beyond this troubled history and are embracing the idea of autonomy in a federated Iraq. Yet many Arab Iraqis believe that the Kurds will use the chaos of occupation to secede.

"The other day on TV there were Kurdish students wea-

ring badges of the Kurdish flag," said Ayab Badri, a Sunni and former lieutenant colonel in the Iraqi army. "The teacher asked them, 'Do you want to stay part of Iraq or be separate?' The students answered, 'Separate.' "

Bannai Jarala, a bookseller in downtown Baghdad, said the Kurds were seeking something more than autonomy.

"We feel the Kurds are like the Germans were before World War II," Jarala said. "Their nationalist feelings are too strong. But will circumstances today allow such indulgences?"

From the Kurds' point of view, the same question could be asked of radical Shiites and their aspirations for a theocratic state, and of Sunni Baath loyalists who want to return to the days of Hussein. Kurds, however, insist that they will hew to the American line.

"We have made a strategic choice," said Barham Salih, prime minister of the Kurdistan regional government, in the east. "We are partners with the U.S. to bring about a democratic transformation of Iraq. We will not be on the fence. This is not gimmicking - it is how we read our interests."

He added: "But I am worried, as so often U.S. policy people tend to take their friends for granted while attempting to win over opponents. The thugs of Fallouja, who represent the same value system that gave rise to the tyranny of Saddam, cannot and will not like the Kurds. And most probably they will never forgive us for opposing Saddam and working with the U.S.-led coalition."

The Kurds have limited places to turn. The 3.5 million of them in the mountains of northern Iraq were protected from Hussein's forces after the 1991 Persian Gulf War by a

"no-fly" zone patrolled by U.S. and British planes. They built a quasi-capitalist democracy and thrived compared with the rest of the country.

The Kurds contend that they are jeopardizing these gains to rejoin a vanquished nation in hopes the future will bring security and better economic opportunities.

The Kurdish leadership realizes that it is not the time to press for independence. Turkey, with an anxious Kurdish population of its own, has vowed to quash a separate Kurdish state. Such a crackdown would disrupt the fragile region - possibly drawing in Syria and Iran - and further roil Washington's plan for postwar Iraq. The Kurds have also postponed attempts to immediately incorporate Kirkuk - the city and its surrounding area account for 40% of Iraq's oil reserves - into their region. Such concessions have angered Kurdish nationalists. They believe that the uncertainty in Iraq gives Kurds an ideal chance to break away.

"It is the duty of our political parties to go back to the people and to start to reorder the Kurdish house," said Hallkawt Abdullah, a member of a nationalist group that seeks a referendum on the Kurds' future. "We now have the best opportunity to achieve independence. Fraternity with the Arabs doesn't necessarily mean coexistence. We can have two independent states and still have good relations."

That desire is not what Kurdish leaders and their American allies want to hear now. Despite having a miniature Kurdish national flag on his desk in Baghdad, Jindyany offered a more pragmatic approach: "We will never give up the dream for a free state, and we don't consider that dream to be a crime. But we are sacrificing that dream for a unified Iraq." Special correspondent Azad Seddiq in Sulaymaniya contributed to this report.

## **PEOPLE FEAR PERSECUTORS' RETURN**

### **The decision to allow Baathists back into government stirs bad memories in Kurdistan.**

By Shabaz Jamal in Kirkuk May 25, 2004 *Institute for War and Peace Reporting (IWPR)*

Yosif Ahmed Qadir recently returned to his home in Kirkuk, 14 years after Baath party security forces forced him and his family out, along with hundreds of thousands of other Kurds and Turkoman.

Qadir thought his family was beginning a new life. But they now fear they will re-live the ethnic cleansing they experienced under the former regime.

Like many others, he fears the recent decision of the Coalition Provisional Authority, CPA, to allow some Baath

party members to return to military and government service. He thinks the decision could lead to persecution and expulsion of his family all over again.

The Baathists might "try to revert to a situation like that under Saddam", said Qadir. If they return to their jobs in government, they will not acknowledge that the situation has changed in Kirkuk and the rest of Iraq, he says. Qadir and his two younger sisters and parents now live in the predominantly Kurdish neighbourhood of Rahimawa, where he has a good civil service job in the governor's office.

The family worries about their future security if their persecutors return to positions of power, and their fears are shared by others in the region.

"When I heard the news," said Hussein Hussein Jwamer, a Turkoman taxi driver from Kirkuk, "I grew afraid and thought everything may become like it was before."

The oil-rich city of Kirkuk was home to many Kurds and Turkoman who were viewed as a security threat to the predominantly Arab government headed by Saddam Hussein. The city's ethnic composition was altered by a campaign of "Arabisation" that forced hundreds of thousands out of the city. But since the fall of the old regime, many people like Qadir have moved back to Kirkuk and have tried to start life anew.

Order No. 1, signed in May 2003 by US top administrator Paul Bremer, outlawed the Baath party and barred high level party members from government employment. People in top military and government positions and in state-run institutions such as universities and hospitals were to be investigated before being allowed to return to work.

Some 30,000 civil servants were purged from government jobs, and another 30,000 were expected to be excluded by the end of the process, according to the De-Baathification Commission that was set up to oversee the process.

But the recent softening of the policy on de-Baathification may stop or even reverse this purge. "This is like allowing Nazis into the German government immediately after World War II," Iraqi Governing Council member Ahmed Chalabi is reported to have said.

Other politicians are more supportive, citing the desperate shortage of experienced and skilled government administrators. Another argument is that the unstable security situation is in part due to de-Baathification, which put hundreds of thousands of employees out of work at the stroke of Bremer's pen. Many of these unemployed Baathists were recruited by the insurgents or joined forces with foreign militants. "If the decision leads to a stable security situation, it's a good one," says Fahmi Faraj, 32, a member of the Kirkuk branch of the Kurdish Islamic League.

But many Kirkuk residents, who often suffered harassment, violence and expulsion at the hands of the very people who may come back into government positions, have serious reservations.

"It looks as if Saddam has lost his head but his body remains," observed Aqil Majeed, 28, an Arab employed in office of Kirkuk university's president.

Police department jobs were once restricted to Baath party members, but in the present changed climate, 23, a Kurdish police officer in Kirkuk, is not ready to work alongside ex-Baathists. "I will quit my job as a policeman if the decision is implemented," he said.

In addition, many Baathist teachers were purged from the educational system. Bakir Zamn Mustafa, 49, headmaster and teacher at Mahwy primary school in Qadisiya quarter of Kirkuk, thinks the return of Baathist teachers to his school "is very dangerous". He fears that Baathist teachers and headmasters will disseminate their political ideology to impressionable children. Mustafa says he will quit his job if the school is "re-Baathified".

Others say government offices and colleges have been hit by the removal of highly qualified and skilled staff. Abdul Latif, assistant dean of the College of Law in the University of Kirkuk, says his college has suffered from the loss of some Baathist teachers, who he says were good people and good teachers. The situation is similar in government departments where many experienced Baathist employees have been dismissed. An Arab employee in the Kirkuk municipality, Immad Mahmood, 36, believes government offices are short on skills, experience and expertise.

He and Latif both say many of the Baathists dismissed from their jobs were not criminals.

Muhammed Agha Oghlu, 27, a member of the Iraqi Turkoman Student and Youth Association, agrees that Baathists could be allowed back, with the proviso that they should be investigated beforehand to determine whether they are guilty of any crimes.

"The courts should play an important role in the implementation of this decision," said Agha Oghlu. Ahmed Askari, 51, a Kurdish member of the Kirkuk governorate council, thinks the Iraqi Governing Council and the Iraqi people should have been consulted before the CPA decided to allow the Baathists back. Askari hopes that rehiring some Baathists in the military or government will help bring much-needed security.

Yet he is also wary about a ruling that gives power back to people who abused it so thoroughly under the former regime.

"The decision is bad, in that the guilty gets his rights before the victim does," he said.

Shabaz Jamal is managing editor of the youth-oriented Liberal Education newspaper in Sulaimaniyah.

## Editorial: Let the Kurds be

Jerusalem Post 27 May 2004

As the Iraqi saga meanders even further into the unknown, one thing still seems solid there: Kurdish reliability.

For the past 13 years, the non-Arab minority that constitutes roughly a third of Iraq has effectively lived as an American protectorate, and remarkably so. As if to confound all the many prophets of doom among its many hostile neighbors, the burgeoning Kurdistan has displayed a remarkable measure of political stability and economic vitality, particularly considering the volatile neighborhood of which it is a part.

As Erik Schechter writes in this issue, the overall number of Kurds living today in Turkey, Iran, Iraq and Syria is estimated at 30-35 million, roughly the number of Canadians in North America. The lands the Kurds populate, while politically disjointed, are geographically contiguous. Moreover, this ancient nation has its own language and customs, something numerous other independent nations worldwide cannot boast. Tragically, though it deserves an independent state of its own by any yardstick, the Kurdish nation fell prey to superpower cynicism and regional paranoia. The superpowers neglected to grant the Kurds a state in the aftermath of World War I, when they carved out much less viable states in the Middle East, such as Lebanon.

Meanwhile, all four countries which played host to the Kurds decided each in its turn to perceive the national aspirations of the Kurds as a strategic threat. The rationale, for each of them, is that if the Kurds get even one small state, and only in one of the four states where they currently live, the Kurds elsewhere will immediately rebel in an effort to join the smaller Kurdistan and together build a Greater Kurdistan.

By this logic, Romania should oppose Hungary's independence, Italy should oppose Austria's and France should fear Switzerland's. That is of course absurd, and so is the opposition to the Kurds' independence. Moreover, Syria, Iran, Turkey and Iraq all emphatically supported Palestinian statehood. If only for the sake of consistency they should all concede that what they demand that Israel grant the Palestinians - who do not speak a language of their own and whose numbers are far smaller, by any count, than the Kurds' - they must themselves grant the Kurds.

Yet the Kurds have a cause which is not only a moral one.

In a Middle East famous for its inherent instability, the Kurdish zone in northern Iraq has loomed large as a beacon of stability. Thirteen years of relative quiet and growth are nothing to scoff at in this part of the world, and this is even before Kurdish Iraq has been fully linked to its mineral riches. Formally emancipating it can further enhance this process, and help establish an island of stability whose impact can inspire the rest of former Iraq, and much of the broader Middle East. If anyone needed proof of the distorted and unworkable way in which modern Iraq was built, the past year's events supplied it amply. The Suni minority's frequent refusal to join hands with their Shi'ite neighbors speaks volumes of the ethnic outlook that makes that country tick. By that logic, too, the Kurds deserve a state.

As the handover of civilian power in Iraq approaches, the world powers may want to make a point of imposing an independent Kurdistan on its neighbors, if not for the sake of justice, then at least for the sake of stability.

## Dizayee says Kurds can be bridge between Turkey and rest of Iraq

FATMA DEMIRELLI

Turkish Daily News May 24, 2004

Iraqi Kurds could be a bridge between Turkey and the new Iraq, which is full of political faces that are strangers to Ankara, a senior Iraqi Kurdish official said.

Safin Dizayee, the external relations director of the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani, also said Kurds and Turkey could find economic cooperation mutually beneficial in the new era because a northern Iraq run by Kurds offers significant opportunities for Turkish businessmen, given its economic potential and stability.

Dizayee is the KDP's former representative in Ankara. He was appointed to his current post after his predecessor, Hoshyar Zebari, was appointed transitional foreign minister of Iraq. In an interview with the Turkish Daily News, Dizayee explained the worsening security situation in Iraq partly as a result of problems stemming from the former regime. "When the regime fell, all institutions fell with it: the security apparatus, the military and everything that was attached to the regime and that revolved around one individual," he said.

Dizayee also dismissed the notion that the ongoing clashes involving coalition forces and Iraqi groups in the Sunni and Shiite parts of Iraq were a "resistance," describing the situation rather as an "unholy alliance" formed by international terrorist elements and Iraqi Baath royalists against the coalition, emphasizing that the Kurds were ready to do their share to restore order in Iraq.

"We, as Kurds, right from the beginning, have been part and parcel of the coalition. Our Peshmerga units were under the command of coalition forces. So we consider ourselves a coalition member," he said.

On Iraq's transitional constitution, which was criticized by Turkey for failing to acknowledge the Turkmen's political status and for giving increased rights to the Kurds, Dizayee said he expected the document to be the foundation for the permanent charter of the country. He insisted that "anything less than what has been agreed to for the rights of the Kurds in that text will not be acceptable to Kurds."

The KDP official also said Kurdish groups and the United States have reached an understanding for maintaining Kurdish armed forces, or Peshmergas.

The full text of the interview with Dizayee follows:

#### Optimism for future of Iraq

TDN: The security situation in Iraq is still deteriorating more than a year after the war in the country was declared over. Why do you think this lack of security persists?

DIZAYEE: Nobody can deny that Iraq lacks security. One has to look at the background of this problem, because the regime that has ruled Iraq for decades was an iron-fisted one. Even prior to the Baath regime, Iraq did not enjoy much stability. Since 1958, from the demise of the monarchy, until last year there have been many coup d'etats or coup d'etat attempts. Iraq has been unstable for the last 45 years. And when the regime fell, all institutions fell with it: the security apparatus, the military and everything that was attached to the regime and that revolved around one individual.

A vacuum emerged following the fall of the regime, and the necessary steps have not been taken to fill that vacuum. Hence, this has led to the present problems, especially ones involving security. The Iraqi military was a good and disciplined military. But unfortunately, it became a tool of oppression by the regime, and that's why when the regime fell, many people were happy that the security apparatus collapsed and the police force was dissolved. But having said that, nothing was there to take its place; there have been efforts to introduce new elements to the Iraqi police and military, but this is a very time-consuming process. It may take many

years before a proper army and police force can be established. Unfortunately, time is a luxury that we cannot afford.

Despite all the problems facing us in Iraq, we still feel that there is a lot of potential in Iraq; we still feel that Iraq will have a bright future and that one has to be optimistic about the future of Iraq. I believe the problems we are facing today will pass. It will cause the Iraqis a lot of misery and bring more frustration. But the major task, which was to remove the regime, has been accomplished. This was a major burden on the shoulders of the Iraqis; it had a psychological impact on them for decades. That regime was responsible for all the atrocities, destruction and widespread assimilation. Now that this regime has been removed, we are on the road to developing a better Iraq, an Iraq that we Iraqis will all be proud of. But, again, we have to be realistic: This will take time, and we have to be patient in achieving that goal.

Coalition forces to stay as long as necessary

TDN: Given the deteriorating security situation, do you think the timetable for the transfer of authority to the Iraqis by June 30 is a feasible one?

DIZAYEE: This was an agreement between the Iraqis and the Coalition Provisional Authority [CPA] under a document signed on Nov. 15, 2003. The first stage of the transfer of authority was the passage of the transitional administrative law on March 8. Obviously, there were a lot of obstacles; many people including we Kurds had own reservations. But we felt that it was the best document that could be achieved under the circumstances in order to have a framework for the future authority of Iraq to conduct its activities. The second stage is the June 30 deadline for the return of sovereignty to the Iraqis. This is the target, despite the security problems, despite Monday's killing of the term president of the Governing Council and so on. We will continue in the direction of regaining the sovereignty of Iraq. Obviously, there are a series of steps that should be taken between now and June 30. We have to have a government in place before the end of June to assume sovereignty. On July 1, the difference in Iraq will be that Iraq will be independent and sovereign, making its best efforts to return to the international community. It deserves to be active in the international arena. It should be able to reopen its foreign missions.

As far as the relationship with the coalition forces is concerned, it will be purely a matter of arrangement between the coalition and the new Iraqi government. Any future presence of coalition forces in Iraq has to be through an arrangement between the Iraqi government and the coalition. It would be unthinkable for us to see the departure of coalition forces immediately after the return of sovereignty. It will lead to more calamities, more chaos, and anarchy in Iraq because Iraq does not have a military or proper police force of its own

to maintain security. Therefore, the presence of coalition forces will be necessary for some time to come, but it has to be through an arrangement with the Iraqi government.

TDN: Any prediction on how long the coalition forces will continue to stay in Iraq after the transfer of sovereignty?

DIZAYEE: This is a matter that should be agreed upon through future negotiations. This has to be settled according to the security needs of Iraq. So I think they will stay as long as necessary and until institutions to maintain stability and security are established. I think we as Iraqis will not have a problem with presence of such a force as long as the need is there.

Terrorists, not resistant forces

TDN: U.S. forces in the Sunni and Shiite parts of Iraq have been facing resistance, while Kurdish-run northern Iraq is far from this kind of trouble. Can you comment on what's going on in the rest of Iraq?

DIZAYEE: First, there is a misconception. Calling these criminals or terrorists resistant forces is wrong. They are nothing more than terrorists. Killing school children is terrorism in anybody's book. There is something that we all have to agree on, and that is that there is radicalism in different parts of the world targeting U.S. interests. Here in Iraq, the United States has more than 100,000 troops. It has become a point of attraction for many international terrorists, and they are all heading to Iraq. It is in the interests of these terrorists to keep Iraq as it is. There are also some outside elements who want to keep Iraq unstable. In addition, most of the major acts of terrorism are not carried out by Iraqis but by international terrorist elements such as al-Qaeda or Ansar al-Islam. There are many foreign nationalists as well as former Baathists who have lost everything with the U.S.-led operation. Now they want to create havoc in Iraq. Between these foreign elements and Iraqi elements, there is a kind of "unholy alliance." Their main target is the coalition. Certainly, we do not call them the resistance. The fact that Sunnis and Shiites are taking part in that should not be viewed as Sunnis and Shiites uniting against the Americans. These are terrorist elements. And there are Kurdish elements among them as well, such as Ansar al-Islam.

We, as Kurds, right from the beginning, have been part and parcel of the coalition. Our Peshmerga units were under the command of coalition forces. So we consider ourselves a coalition member. And the people in the Governing Council are all people who have had decades of political activities against the former regime, and they represent a large portion of Iraqi society. That should not be ignored. Interpreting the issue as Shiites and Sunni Arabs against the coalition in a resistance move is the image that some Arab newspapers or television stations are trying to portray. This is certainly not the case. The war is that of terrorists against Iraqis or Iraqis against terrorist

people. For our part, we will continue to contribute to the security of Iraq, not only in the north but also in the rest of Iraq. After June 30, there will be more opportunity for Iraqis to handle security issues, and the Kurds, as Iraqis, have an obligation to work for security not only in Kurdistan but also in the rest of Iraq.

Transitional constitution not to change much

TDN: Several Iraqi groups as well as neighboring Turkey have expressed dissatisfaction on certain provisions of the transitional constitution for Iraq, which is currently in force. Turkey's concerns are particularly concentrated on the status of the Turkmens and the increased political rights of the Kurds. Do you feel there is chance that the permanent charter for Iraq will be substantially different from the transitional text?

DIZAYEE: We believe that the present document will be the foundation for the permanent constitution. As far as aspects related to the Kurdish issue are concerned, we have made compromises and sacrifices on many key issues that have been crucial to the Kurds throughout their history of struggle. But the situation was so fragile and volatile. We believe we have made the biggest sacrifices when compared to the other groups. So anything less than what has been agreed to for the rights of the Kurds in that text will not be acceptable to the Kurds.

Abuse inhumane

TDN: Photos showing Iraqi captives being abused by U.S. forces in Iraq have sparked outrage in both Iraq and in the outside world, but one statement by the Iraqi Patriotic Union of Kurdistan's [PUK] Jalal Talabani appeared to underestimate the degree of mistreatment and hence drew criticism. What do you have to say on that?

DIZAYEE: We as the KDP have a joint stance with the PUK on strategic issues and issues that involve the concerns of the Kurds. As for the issue of the mistreatment of Iraqis, such issues are not those that require consultation with each other. This is something about the mistreatment of human beings. It was inhumane, and under no circumstances, not under any name and in no context whatsoever should human beings be treated this way. No matter who does it, they must be punished. The Iraqis have struggled for many years to get rid of such treatment by the former Iraqi regime, and now they should not be subjected to this kind of treatment by liberators. There is no justification for the mistreatment of detainees. As far as Mr. Talabani's remarks are concerned, I think probably he expressed very casual views, and perhaps there could have been a misinterpretation. His statement certainly was not aimed at justifying this kind of misbehavior of coalition forces against Iraqis. I am sure he has very strong feelings about this

kind of treatment. But the statement was probably very casual, and it was in the early days of the incident when the whole story was not made available to the public.

#### Safety in northern Iraq and the Peshmergas

TDN: Northern Iraq is relatively the safest part of Iraq, but it is not free of all security problems. One Turkish newspaper this week said explosive materials had been shipped into Turkey from northern Iraq to be used in a planned attack against the NATO summit in Istanbul on June 28-29. Can terrorist elements find a place in northern Iraq?

DIZAYEE: When something happens in Istanbul, all eyes turn to northern Iraq because Turkey and Iraq share a common border. I think this is an unjust judgment. Turkey has borders in common with many other countries. And even in Turkey there are many terrorist cells. Terrorists have no boundaries and they know no boundaries. Whenever they can get ahold of materials to use in their acts of terror, they will do so.

If they are trying to bring materials for attacks against the NATO summit from Iraqi Kurdistan, this would certainly be unacceptable. We have tried our best to keep Iraqi Kurdistan the safest part of the country. We ourselves were the victims of heavy attacks in early February, during Eid al-Fitr, in which we lost several of our key people. We have also captured many members of al-Ansar and other groups that were trying to penetrate the area and bring in explosives. There were efforts to get our Peshmerga forces dissolved. We had a serious discussion with the coalition and said that dissolving the Peshmerga would only add to the existing problems. Security has been preserved in Iraqi Kurdistan thanks to the Peshmergas. This mountainous and rugged area can easily be a safe haven for terrorists. The fact that it was not a haven for terrorists is not because terrorists did not attempt to establish themselves there, but because they were not able to do so since we prevented them. We stood against the idea of dissolving the Peshmergas. There will be a different format for integrating the Peshmergas into the police forces, border guards, forestry guards and the army. And Iraqi Kurdistan will have its own security apparatus, a force that will be able to protect this mountainous region from any terrorist penetration.

TDN: Did you reach any agreement with the United States for maintaining the Peshmerga forces?

DIZAYEE: After almost four months of discussion on the issue, in the last couple of weeks we have come to some understanding. We are in the process of getting that issue resolved. Northern Iraq offers opportunities for Turkey

TDN: Relations between the Iraqi Kurds and Turkey witnessed a major crisis in the run-up to the war in Iraq last year,

and this led to mutual mistrust. Can you comment on the recent course of ties?

DIZAYEE: We are all people of the region. We know each other well, and we have to live together. At the same time, we must respect each other's views, accommodate each other's concerns and try to address them. We have tried to accommodate Turkey's concerns on the issue of the Kurdistan Workers' Party [PKK] presence, border security and others, throughout the course of our relations with Turkey since the beginning of the 1990s.

Now, one of the key issues that seems to be taking [center] stage is economic and social ties. Again, we are trying to be helpful in this field in developing better economic and social ties with Turkey and allowing more Turkish companies to become active in the region. Because of the safe environment, more and more Turkish companies, and companies from other countries as well, want to come to Iraqi Kurdistan and invest there. I believe the region has great potential, and the Turkish market is quite a large one, capable of providing all kinds of services as well. So we encourage better economic ties with Turkey.

On the political front, the very reason why Turkey wanted to send its forces into Iraq last year was not to become part of the coalition forces. The reason for Turkish forces being there was because there would be an exodus of 2 million refugees to Turkey. There were concerns that there would be a massacre of Turkmens, an independent Kurdish state and a freer hand for the PKK to conduct terrorist activities. We told them very clearly that none of these were realistic and that none of them would happen for various reasons.

In 1991, there were no settlements in the region for refugees. This time, we said, they would stay in their area because there are many villages there. There is no reason for animosity between Kurds and Turkmens. The PKK, we also explained, was not in a position to stage attacks. And we also said we had no hidden agenda to create a Kurdish state. I am not saying we were right and they were wrong. But obviously, none of this materialized. There was no exodus; no massacre of Turkmens; no increased PKK activity and no independent Kurdish state. Quite to the contrary, in April, following the fall of the regime, the Kurdish leaders were the first to go to Baghdad. We became part and parcel of the administration in Baghdad. We offered our best people to the Governing Council in Baghdad, including Hoshiyar Zebari, who is now the Iraqi foreign minister. The Kurds have played a key role in preserving the unity of Iraq by maintaining balance between the various groups of the country. We will continue to play that role and to work for a democratic, stable, federal and united Iraq. This is the wish of the Iraqis, and we hope our neighbors will respect that.

As far as what is on the horizon in our relations with Turkey - yes, we have had difficult times, but it is always good to have dialogue to explain one's position rather than passing judgment from a distance. We will continue to have this dialogue.

We hope that we as Kurds can act as a bridge between Turkey and the rest of Iraq because most of the political faces in Baghdad are quite new, not only to Turkey but also to the enti-

re world, even to the Arab world. But Kurdish political faces are known to Turkey; we have worked with Turkey and we have always been faithful in our relations. We are ready to act as a bridge between Turkey and the rest of Iraq and for a dialogue to settle any misunderstandings. We have invited Turkish investment and better social ties, which are vital for any relations.

---

## Kurds challenge U.N. proposal

Washington Times — by Michael Howard 27 May 2004

SULAYMANIYAH Senior Kurdish officials have expressed dismay at a proposed U.S.-British U.N. resolution on Iraq, saying it ignores Kurdish rights and guarantees of federal self-rule that were included in the interim constitution hammered out last March. "This is a negative sign," Nechirvan Barzani, the prime minister of the Kurdistan regional government in Irbil, said in an interview yesterday. "It is very disappointing for the Kurdish people not to have the [interim constitution] and federalism mentioned in the resolution."

Mr. Barzani is a member of the Kurdistan Democratic Party (KDP), one of the two main factions ruling the Kurdish north and a key ally of the U.S.-led coalition. Kurds, who make up 20 percent of the Iraqi population, were strong supporters of the U.S.-led campaign to remove Saddam Hussein. But they are reluctant to relinquish the gains they made under 13 years of self-rule that began at the end of the 1991 Persian Gulf war.

Despite winning recognition of the federal status of their region in the constitution, growing numbers of Kurds are now wondering whether it was wise of their leaders, Massoud Barzani and his rival, Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), to commit to a post-Saddam Iraq.

Kurdish leaders say U.S. and British officials appear to have bowed to pressure from the influential Shi'ite leader, Ayatollah Ali al-Husseini al-Sistani, who objected to any reference to the interim constitution, which he opposed, appearing in the U.N. resolution. Coalition sources said U.S. and British officials needed to move ahead with the political process and took a pragmatic decision to bypass the interim constitution.

The Kurds' concerns highlight the difficulty faced by the coalition and U.N. envoy Lakhdar Brahimi in trying to forge agreement among Iraq's diverse ethnic and religious factions on the composition of the interim government and over the future political shape of the country.

According to a plan being finalized by Mr. Brahimi, the transitional Iraqi government that will take charge on July 1 will have a president, a prime minister and two vice presidents. The Kurdish leaders have demanded that at least one of the top posts should go to a Kurd. Mr. Talabani had been lobbying hard for the prime minister's post, which it now appears will almost certainly go to a member of the majority Shi'ite community.

"Not offering the prime ministership or the presidency to the Kurds proves that we are still dealt with as second-class citizens," Mr. Barzani said.

Meanwhile, Mahmoud Othman, an independent Kurdish politician who sits on the Iraqi Governing Council, criticized the lack of consultation with Iraqis on the wording of the resolution. "As usual, it was done behind closed doors, and behind Iraqi backs," he said.

Mr. Othman said an Iraqi delegation was heading to New York to lobby the U.N. Security Council on Kurdish concerns and other issues such as debt relief and control over security matters after the turnover.

Many Kurds now openly question how long they can be expected to remain part of the country if the chaos and instability threatens to engulf their own, largely successful region. "For now we must not cause trouble, but if the mul-lahs or the nationalists come to power, it will lead Iraq to catastrophe and we will have every right to be independent," said Anwar Majid, a medical student in the northern city of Sulaymaniyah.

Mr. Majid said he was one of 1.7 million Kurds who signed a recent petition calling for a regionwide referendum on self-determination.

"Shi'ite and Sunni Arab violence is aimed at the coalition forces, yet it is really a war for control over future power. Kurds don't want Islamic or Arab nationalist rule because it won't be long before they turn against us," he said.

**IRAK** Le débat fait rage sur la question clé du degré de contrôle que le gouvernement provisoire irakien exercera sur la force multinationale

# Washington veut garder le contrôle des opérations militaires

Les autorités américaines ont lancé hier une vaste traque pour tenter de mettre la main sur sept suspects, six hommes et une femme, liés au réseau al-Qaida et censés préparer un attentat aux Etats-Unis. Citant des informations « *crédibles* » selon lesquelles al-Qaida tenterait de commettre un attentat sur le sol américain au cours des prochains mois, le ministre de la Justice, John Ashcroft, et le directeur du FBI, Robert Mueller, ont procédé, lors d'une conférence de presse, à une présentation, photos à l'appui, des individus recherchés.

Luc de Barochez

Le Conseil de sécurité de l'ONU dispose d'un mois pour résoudre la quadrature du cercle : restituer sa pleine souveraineté à l'Irak le 30 juin, comme le président George W. Bush l'a promis, mais en y maintenant une armée étrangère de plus de 150 000 hommes sous commandement américano-britannique. Or la présence des troupes anglo-saxonnes se heurte à l'hostilité d'une bonne part de la population irakienne.

La difficulté consiste donc à donner non seulement l'impression, mais aussi des gages réels, que l'armée d'invasion, rebaptisée « Force multinationale » (FMN), ne sera plus une force d'occupation. En même temps,

cette force doit conserver une efficacité et une liberté de manœuvre suffisantes pour tenter d'enrayer la dérive vers la « libanisation » de l'Irak.

Le respect de tous ces paramètres déterminera la crédibilité du volet militaire du projet de résolution, que le Conseil de sécurité vient de commencer à débattre à New York. L'enjeu est crucial : il s'agit de prévenir une guerre civile et de permettre la tenue des élections prévues en janvier 2005 pour donner aux Irakiens la maîtrise de leur destin.

Témoignage des tourments qui attendent les diplomates, le front commun américano-britannique s'est lézardé, à peine les discussions entamées, sur la question clé du degré de contrôle que le gouvernement provisoire irakien exercera sur les opérations de la force multi-

ationale. Le premier ministre Tony Blair a mis les pieds dans le plat avant-hier en réclamant que le « *contrôle politique final* » des opérations militaires de la FMN soit confié au gouvernement de Bagdad. Pour lui, ce sera la marque d'un transfert « *réel et véritable* » de la souveraineté.

Tony Blair s'est fait taper sur les doigts par le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell. « *S'il s'avère que les forces américaines (...) accomplissent leur mission d'une manière qui ne soit pas totalement conforme avec ce que le gouvernement intérimaire irakien pourrait vouloir à un moment donné, les forces américaines resteront sous commandement américain et feront tout ce qui est nécessaire pour se protéger elles-mêmes* », a déclaré Powell.

Hier, Londres a cherché à effacer l'impression d'une contradiction dans ces propos. « *Nous sommes tous les deux totalement d'accord sur le fait*

*que le transfert de souveraineté au peuple irakien doit être entier et que la force multinationale doit rester sous commandement américain* », a déclaré Blair à la Chambre des

communes. Le premier ministre a distingué entre les décisions « *stratégiques* » qui doivent être prises au niveau du gouvernement provisoire irakien et la « *conduite des opérations* » militaires, qui va rester aux mains des généraux américains et britanniques.

Sans remettre en cause l'idée d'un commandement américano-britannique de la Force multinationale, plusieurs pays du Conseil de sécurité, et notamment la France, jugent nécessaire de bien préciser le mandat qui lui sera confié par l'ONU. Les chefs militaires de la FMN doivent être tenus de rendre compte régulièrement de leur action au Conseil de sécurité.

En outre le mandat de la force doit être limité dans le temps, de façon à ce que le gouvernement irakien qui sera issu des élections du début 2005 puisse librement demander son maintien ou non.

Or, le texte proposé par les Américains et les Britanniques est très flou. Il dit que la force

sera habilitée à prendre « *toutes les mesures nécessaires pour contribuer à maintenir la sécurité et la stabilité de l'Irak, y compris pour prévenir et dissuader le terrorisme* ». Londres et Washington proposent de confier à la FMN un mandat d'un an, « *révisable* » à l'échéance, ce qui donnerait aux Etats-Unis le pouvoir de s'opposer, seuls, au retrait de la force. Paris et ses alliés considèrent que cette disposition serait contraire à la logique de restitution de la souveraineté à l'Irak.

Le projet de résolution est vague sur l'importante question du contrôle que la force multinationale pourra exercer sur l'armée irakienne en cours de formation. Pour les Européens, il est essentiel que le nouveau gouvernement de Bagdad puisse diriger non seulement la police, mais aussi l'armée irakienne. Les Américains tiennent à garder le contrôle de l'ensemble des forces de sécurité.

Malgré l'accueil positif que les Européens ont réservé au projet de résolution, les négociations s'annoncent serrées. Sans que personne ne se fasse d'illusions sur la capacité de la résolution en gestation à sortir l'Irak du chaos.



Patrouille américaine à Nadjaf. La présence des troupes anglo-saxonnes se heurte à l'hostilité d'une bonne part de la population irakienne. (Photo Adrees Latif/Reuter.)

# La communauté internationale pose ses conditions à George Bush

« **NOUS AVONS**, avec le projet présenté par les Etats-Unis, une base sérieuse, mais une base qu'il faut maintenant sérieusement améliorer », a déclaré Jacques Chirac, jeudi 27 mai, lors de sa visite au Guatemala à propos du projet de résolution américano-britannique sur l'Irak. Et cela, a-t-il ajouté, afin de permettre au futur gouvernement irakien d'avoir « une capacité de

décision sur l'engagement de ses propres forces et sur les opérations majeures de la force multinationale ». M. Chirac a également précisé que le mandat de la force internationale dirigée par les Etats-Unis « doit être limité dans le temps, étant entendu que le gouvernement irakien issu des élections prévues en janvier 2005 doit à tout moment pouvoir décider d'y mettre fin ou d'en demander la révision ». M. Chirac a insisté pour que le futur gouvernement irakien ait une « souveraineté entière dans tous les domaines, politique, économique, sécuritaire, judiciaire, diplomatique et qu'il aura notamment le contrôle des ressources naturelles de l'Irak », à partir du transfert du pouvoir prévu le 30 juin. Il a prévenu que « sans cela, la situation ne pourra que se détériorer davantage ».

La limitation du mandat ainsi que le statut des forces étrangères en Irak, tout particulièrement américaines, et leurs relations avec le futur gouvernement de Bagdad, apparaissent comme les points les plus épineux du projet de résolution présent-



KHALID MOHAMMED/AP

Des partisans de Moqtada Al-Sadr brandissent des portraits de l'imam chiite radical dans le centre de Najaf, jeudi 27 mai. L'armée américaine a suspendu son offensive contre les miliciens de l'« Armée du Mahdi » après un accord qui a mis fin à plusieurs semaines de combats dans cette ville sainte chiite du centre-sud de l'Irak.

té, lundi, à l'ONU, par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

D'un côté, la France et la Chine plaident pour un mandat limité dans le temps tandis que le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président mexicain Vicente Fox se sont, pour leur part, déclarés opposés, jeudi, à ce qu'il se termine en janvier 2005. « Nous devons dialoguer beaucoup plus et ne pas nous demander s'il y a une date-limite », a déclaré M. Schröder tandis que M. Fox a indiqué que « commencer par poser les conditions n'est pas ce qui convient le mieux ».

## DIVERGENCES DE VUES

Les Etats-Unis continuent d'afficher leur hostilité à une date fixe pour la fin du mandat des forces étrangères en Irak, estimant que cela serait irréaliste. « La question n'est pas de nous forcer à partir à une date arbitraire. La question est de savoir quand nous aurons accompli notre mission, quand les Irakiens auront accompli la leur et seront capables de prendre en charge la sécurité de leur pays. A ce moment-là, les Irakiens et nous serons très heureux de mettre un terme à ce mandat », a déclaré Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat. Le projet de résolution prévoit que le mandat « sera revu au bout de douze mois après l'adoption de la résolution ou à la demande du gouvernement de transition ». M. Boucher a toutefois insisté sur le fait que Washington ne voulait pas obtenir un « mandat illimité ».

Des divergences de vues se font également jour au sein du « noyau dur » de la coalition. Tony Blair a éprouvé le besoin de démentir l'existence d'un quelconque conflit entre Londres et Washington sur la liberté d'action du futur gouvernement irakien. Il souhaite néanmoins rehausser au maximum les statuts des futurs dirigeants de Bagdad, tandis que l'administration Bush tient surtout à souligner que l'armée américaine restera maîtresse des opérations militaires.

L'un des plus fidèles alliés de Washington, le premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, a

tielle de novembre, a accusé, jeudi, le président américain de saper des décennies de leadership américain fondé sur la construction d'alliance. Dans le premier d'une série de discours prévus, dans les jours à venir, sur la politique étrangère, le candidat démocrate a reproché à M. Bush de conduire une politique étrangère unilatérale et de s'être « tourné vers la force avant d'avoir épuisé la diplomatie ».

de nos correspondants  
(avec AFP, Reuters.)

## Deux journalistes japonais tués

Deux journalistes japonais ainsi que leur interprète irakien ont été tués, jeudi soir 27 mai, lorsque leur voiture a été la cible d'une roquette anti-char au sud de Bagdad. Le chauffeur du véhicule a été blessé. Un porte-parole du ministère nippon des affaires étrangères a indiqué que les deux Japonais étaient probablement Shinsuke Hashida, un journaliste indépendant de 61 ans, et Kotaro Ogawa. D'autre part, Salama Al-Khafadji, une femme membre du Conseil intérimaire de gouvernement a échappé, jeudi, à une embuscade alors qu'elle se rendait de Najaf à Bagdad, mais son fils a été tué.

Malgré la trêve annoncée jeudi, des accrochages ont opposé, vendredi matin, les forces américaines aux miliciens du chef chiite radical Moqtada Al-Sadr à Koufa, près de Najaf. — (AFP, Reuters.)

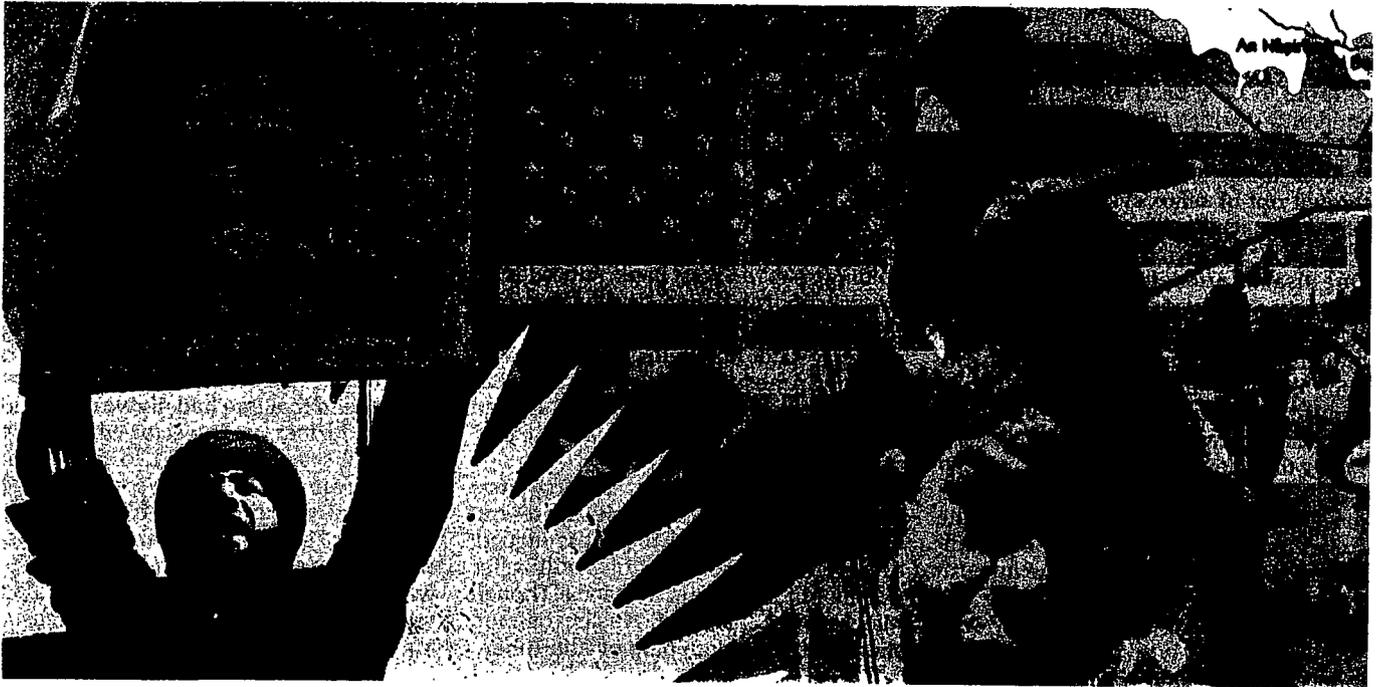
Le Monde

29 MAI 2004

durci le ton envers les Etats-Unis à la veille de sa rencontre, vendredi, avec le président Bush. « Nous devons insister pour que ce gouvernement irakien ait un réel pouvoir, tout comme il est décisif qu'une résolution soit adoptée au Conseil de sécurité de l'ONU octroyant dès le début la légitimité internationale à ce gouvernement », a-t-il affirmé, ajoutant qu'« il est essentiel qu'un gouvernement irakien ait une autorité, aussi lorsque cela concerne des opérations militaires [des forces de la coalition] sur le territoire irakien ». M. Rasmussen s'est rangé sur la ligne de Tony Blair, en affirmant notamment que le transfert de souveraineté au peuple irakien doit être véritable et non pas une manœuvre cosmétique, et qu'il doit bénéficier d'un large soutien de la communauté internationale.

John Kerry, l'adversaire démocrate de M. Bush à l'élection présiden-

## Special report America and the Middle East



# Fumbling the moment

## How big a mess is America in, and how did it get there?

**J**UST over 40 years ago, Elizabeth Monroe, an historian (and *Economist* journalist), wrote a book called "Britain's Moment in the Middle East". The work is out of print and hard to find, but it has been enjoying a revival. It explains how Britain tried between 1914 and 1956 to secure access to the Middle East's oil, reform the region's politics and reconcile the competing aspirations of Arabs and Jews in Palestine. Over the past year assorted pundits, from the *Washington Post* to London's *Guardian*, have leapt on Monroe's book to tease out the similarities between Britain's aims then and America's now.

The comparison is irresistible because it is full of ironies. Britain's "moment" ended in ignominy in 1956, when America forced Britain, France and Israel to withdraw from Egypt, which they had invaded in order to unseat an Arab dictator who seemed to threaten their vital interests. Dwight Eisenhower saw this as illegal aggression by an old Europe which refused to accept that the days of empire had passed. Britain itself was deeply divided by the Suez adventure. But those who supported it felt betrayed by an America which, they felt, should have known better than to appease a dictator such as Gamal Abdel Nasser. In just this way, many Americans felt betrayed last year by an old Europe appar-

ently willing to appease Saddam Hussein.

Though just a "moment", the British interlude in the Middle East lasted 40 years, from Britain's displacement of the Ottomans in the first world war until the un-gainly exit from Suez. America's moment is arguably just beginning. Some might say that it started in the 1930s, when the United States laid the foundations for a lucrative alliance with the house of Saud and its Arabian oilfields. And, of course, America was deeply enmeshed in the region during the cold war. But it did not emerge as the single dominant power there until the collapse of the Soviet Union. A future Elizabeth Monroe might argue that the American moment did not really begin until 1991, when the Soviet Union let George Bush senior drive Saddam Hussein out of Kuwait, and when Saudi Arabia broke a taboo by letting America's "infidel" forces into the land of the two holy places.

### Round and round they go

After that first Gulf war, that first President Bush spoke of a fresh beginning in the Middle East, part of what his administration hoped would be a "new world order". He made a start by breaking the logjam between Israel and the Arabs, forcing both to a peace conference in Madrid that was later to evolve into secret negotiations in

Oslo between Israel and the Palestine Liberation Organisation. This was accompanied by much excitement in the Arab world at the prospect of political reform. The end in pretty short order of the Iran-Iraq war, the cold war and—it was hoped—the cycle of Arab-Israeli wars seemed to offer hope that the Arabs would swiftly join the global march of democracy.

It did not turn out that way. Four years ago the summit at Camp David, which Bill Clinton hoped would crown the Oslo process with a final peace in Palestine, collapsed in failure. The Palestinian intifada of the 1980s returned in a more lethal form. Saddam did not, as the first President Bush had expected, fall from power in Iraq. On the contrary, the sanctions tightened his grip on power at the same time as they pauperised his people. Instead of proving that he had dismantled his weapons of mass destruction (WMD), he forced the UN's inspectors to quit in 1998 with their mission unaccomplished. The Arabs enjoyed neither the democracy nor the prosperity that spread elsewhere in the 1990s. And, of course, George Bush senior never reaped the benefits of victory. Within months of celebrating his triumph in the desert, he was turfed out of office.

Now the circle is turning again. A new George Bush has fought a new war against Iraq, completing the job his father did not finish. Now again comes talk of a new era in the Middle East. There is a new peace plan for Palestine. America is once again explaining the virtues of democracy to the Arab regimes, which are once again pretending to agree with it. But, already, the new dawn is beginning to darken. The liberated Iraq is coming to resemble the quagmire opponents of the invasion said it ▶▶

► would be. Many of the Shias whom Saddam oppressed have joined the resistance against their liberators. The Americans turn out to have been torturing Iraqis in Saddam's own jail. The killing continues in Palestine. And another American president is facing the possibility of being thrown out of office even as he finishes celebrating a military victory.

#### One disaster after another

So many reverses, in such short order: a skimmer of headlines can be forgiven for thinking that the American moment in the Middle East is ending, in failure, almost before it has begun. Though Mr Bush and Tony Blair, the war's chief architects, keep saying that they will not cut and run from Iraq, it is taken for granted by shrewd opinion that they are scrambling behind the scenes for an early exit. Among many aficionados of the Middle East, the interesting question is no longer whether the Americans will fail—of course they will, says the received wisdom—but whatever induced them to make such a monumental blunder in the first place.

Needless to say, many of those who pose this question have an answer to hand. Iraq was the wrong war: a distraction from the more urgent business of dealing with al-Qaeda and sorting out the conflict in Palestine. One of the most damaging critics has been Richard Clarke, who on September 11th was still America's counter-terrorism co-ordinator. He claims to have felt "almost a sharp physical pain" when he realised on that day that Donald Rumsfeld, the defence secretary, and Paul Wolfowitz, his deputy, intended to "take advantage of this national tragedy to promote their agenda about Iraq", even though Iraq had nothing to do with the twin towers.

The "wrong war" thesis has many components. ~~Here~~ one is the non-discovery of the famous weapons of mass destruction. A poll conducted on the invasion's anniversary in March by the Pew Global Attitudes Project found that solid majorities of people in nine countries surveyed—including more than eight out of ten in France and seven out of ten in Germany—think that Mr Bush and Mr Blair lied about WMD to trump up a pretext for the invasion. Most, incidentally, do not think these leaders merely exaggerated or "sexed up" the intelligence. They think they knew for certain before the war that they would find no forbidden weapons.

Item two is the "resistance": 660 Americans and perhaps 1,300 Iraqis killed since May 1st last year, when Mr Bush declared from the deck of USS Abraham Lincoln that major combat operations had ended. If the war was fought in part for humanitarian reasons, to free Iraqis from an odious dictatorship, why are so many Iraqis willing to take up arms against occupying powers

that promise anyway to leave the moment the job of implanting a representative government is done?

Item three is the non-breakthrough in Palestine. Part of the pre-war sales pitch held that the removal of Saddam would make progress on Palestine easier. This made sense, of a sort. In a Saddamless Middle East the Israelis could no longer use the threat from the east as a pretext for holding on to the West Bank, and Palestinian rejectionists would be deprived of a cheerleader and paymaster. The road to Jerusalem, said many in Washington to doubting Arabs, led through Baghdad. But was all that just talk? Although Baghdad was conquered a year ago, peace in Palestine looks as remote as ever.

Item four is the sum of the first three: the Iraqi war has added to Muslim resentment of America and thus, it is argued, deepened the reservoir of recruits for Osama bin Laden and al-Qaeda. Though March's Pew survey of Muslim opinion showed a slight softening of anti-Ameri-

was doomed to fail). Wittingly or unwittingly, argues Rashid Khalidi of New York's Columbia University, the United States is stepping into the boots of earlier imperial powers. This, he says, cannot under any circumstances be a good thing, and cannot possibly be "done right".

#### Knowing the unknown

It is a formidable indictment. But there is a case for the defence.

Right or wrong, was this war fought under false pretences? Despite what so many people tell the pollsters from Pew, there is no evidence that the war's architects knew beforehand that Iraq had no WMD: David Kay, the former UN inspector who led the post-war search, expected to find them and was amazed not to. "We were almost all wrong," was his memorable confession to America's Congress when he returned empty-handed. In his own book after the war, Hans Blix, the inspector who pleaded vainly before it for a bit more time, accuses Mr Bush and Mr Blair of "a lack of critical



can opinion over the course of the year, that finding came before the images of female American soldiers dragging naked Iraqis around prison floors on leashes or grinning over the corpses of prisoners who had died in their custody.

There you have it, the case for the prosecution. America fought the wrong war, on false pretences, without thinking through how to put Iraq back together, and against the background of a continuing bias in favour of Israel that has already cost it dear in the Muslim world. It stands accused both of hypocrisy (in that the reasons it gave for going to war were not the true reasons) and of naivety (in that the superpower should have been able to foresee that an attempt to turn post-Saddam Iraq into an exemplary Arab democracy

thinking", not of bad faith.

Still, was the question of WMD—the given reason for going to war—different from the true reasons? This part of the indictment demands a longer answer.

At different times Mr Bush and Mr Blair gave many reasons for going to war: enforcing UN resolutions, dealing with weapons of mass destruction, securing oil supplies, saving Iraqis from a dictator, promoting democracy and stopping terrorism. The war's critics see in this miscellany of reasons proof that its champions were casting around for any excuse. There is, however, another explanation, which is that the war was launched because September 11th made the Bush administration review America's fundamental interests in the Middle East. ►►

► What are those interests? Above all, access to energy. In 1991, George Bush senior would not necessarily have rescued Kuwait if the region did not happen to contain most of the world's reserves of oil. To ensure safe access to that oil, the United States has worked for decades to see off potential threats: from the Soviet Union during the cold war, from Ayatollah Khomeini after the Iranian revolution, from Saddam Hussein in the 1990s and, in the present, from al-Qaeda and other anti-western groups with the potential to disrupt supply or even seize control of the producer states.

A second longstanding American interest has been to resolve, or at least to dampen, the conflict between Israel and the Arabs. During the early decades of this conflict, America's ties to Israel were not close. France was Israel's chief armourer and protector. But Israel and America have grown steadily more intimate. During the cold war, some American administrations, especially Ronald Reagan's, came to think

regimes to snuff out terrorism on America's behalf. Most of the hijackers came from Saudi Arabia, a close Arab ally. September 11th also made Americans less willing to accept other potential threats to the homeland. One of these was the danger of a "rogue" regime such as North Korea, Iran or Iraq acquiring WMD which they might either use to threaten the United States or pass on to terrorists.

#### Enter the neo-cons

By chance, September 11th fell upon a new and impressionable administration that was already listening with interest to the group of journalists, intellectuals and policymakers known loosely as the neo-conservatives. This group—including Paul Wolfowitz, John Bolton and Douglas Feith inside the administration, Richard Perle on its fringes, and influential journalists such as William Kristol of the *Weekly Standard* on the outside—share views on many subjects. Among these are a belief in the need and ability of America sometimes to use

with American values.

These notions may be simple-minded but, to return to the indictment, they are not "hypocritical". They were discussed openly long before September 11th seemed to validate them. The neo-con prospectus also chimed neatly with the aims of the "realists" in the Bush administration who wanted after September 11th to attack Iraq. The realists were keen to remove whatever threat Saddam might pose with his putative WMD. They also, argues John Lewis Gaddis, a distinguished historian at Yale University, hoped to "scare the pants off of anybody—any tyrant anywhere who might in the future be harbouring terrorists, or thinking about harbouring terrorists." If shock and awe in Iraq was followed by the emergence there of a secular democracy that other Arabs would be keen to copy, so much the better.

In his speech this week, Mr Bush stuck to the line that Iraqis wanted democracy and that, when they acquired it, their example would inspire and change the rest of the region. But the neo-cons themselves are growing queasy. On their view of the Arab world, the Iraqis were expected to greet America's army with flowers, not launch a guerrilla war against it. Perhaps Arabs are not, after all, ready to receive the gift of western values, especially when this is delivered by bayonet. Or perhaps—the opposite of Rashid Khalidi's opinion—the invasion of Iraq was like communism: a brilliant idea which its inventors say could have worked had it only been "done right".

America's handling of this war has indeed been maladroit. The war itself was swift enough, but both the preparation for it and the handling of the aftermath could scarcely have been more incompetent. America went into the war with duff intelligence on WMD, few serious allies and a feud between the Defence and State Departments about how the post-war occupation should be handled. The occupation has seen endless confusing changes in the plans for political transition, an army too small to provide basic security and the shocking saga of Abu Ghraib. Yale's Mr Gaddis, who had considerable sympathy with the grand strategy, says the implementation of it has been so "wretched" that instead of scaring the pants off its enemies, America had ended up scaring the pants off itself.

#### Failed? Or just harder than expected?

Even brilliant pre-war planning would not have made it possible to turn Saddam's Iraq overnight into an Arab Camelot. Anthony Zinni, the former head of America's central command, predicted beforehand that a post-war transition in Iraq would be fraught with difficulty. "If we think there is a fast solution to changing the governance of Iraq, then we don't understand history, ►



that a friendly democracy with a competent army might be a strategic asset. And even administrations that took a different view (such as Jimmy Carter's) saw the point of giving Israel the wherewithal to defend itself. A strong Israel, goes the theory, deters its neighbours; a weak one might one day be forced to turn to America to rescue it from invasion.

However, the events of September 11th gave the United States a third and quite new set of aims and interests in the Middle East. One was self-defence against a new kind of terrorism, the sort that could reach out to strike not only at America's energy interests but also at America itself, and at Americans wherever they might be. The felling of the twin towers suggested that it was no longer enough to ask friendly Arab

its overwhelming military power, even against the wishes of the UN, and in the exportability of American values.

On top of this, many of the neo-cons had a special interest in the Middle East (because so many are Jewish, say their detractors) and a particular view of why the new dawn of the 1990s had failed to materialise. Cultivating friendly Arab regimes, on their analysis, was no way to keep America safe. Since most of these regimes (including Yasser Arafat's Palestinian Authority) were corrupt dictatorships of one sort or another, America's habit of propping them up had turned the so-called "Arab system" into a factory for anti-American terrorism. In the long run, fighting terrorism would therefore require creating a democratic Arab world at peace

the nature of the country, the divisions, or the underneath passions that could rise up." If Mr Bush thought otherwise, he is guilty as charged of naivety. But do all the difficulties prove that the war has "failed"?

As recently as March, Iraqis themselves were still reasonably optimistic. More than half said in polls that their lives had become better since the invasion, and seven out of ten thought things would be better still a year hence. The mood darkened in April, with the twin uprisings of Sunnis in Fallujah and some of the Shias in cities farther south. Since then, however, the Americans have calmed passions in Fallujah by co-opting former officers from Saddam's army. A similar deal may yet be possible with Muqtada al-Sadr, the youthful cleric who has put himself at the head of violent Shia opposition.

Not all the present violence is straightforward "resistance" to the Americans or the work of *jihadis*. Part of it is positioning for the power struggle to come when the Americans leave: standing up to America earns credibility for an aspiring politician in the new Iraq. Conceivably, Iraq could degenerate into the long-feared civil war between Sunnis and Shias or Arabs and Kurds. But there has been precious little such fighting so far.

#### Hearts and minds, far and wide

What if, in two years or so, Iraqis prove to be better off than they were under Saddam Hussein? Could this still have been "the wrong war"? That depends on how history will measure the collateral damage: not only in money and lives but also in the harm done strategically to relations between America and its allies and especially, given al-Qaeda's *jihads*, on relations between the western and the Muslim worlds.

The powerful way for America to restore its reputation in Muslim eyes would be to redeem Mr Bush's promise of an independent Palestine. In 2002, as the Iraq war loomed, he made a downpayment by agreeing to the creation of the "quartet", a forum in which America would join the European Union, the UN and Russia in promoting a Palestinian peace. This produced the "road map". After the Iraq war, Mr Bush rolled up his sleeves to deliver. He held a summit with Ariel Sharon and the (then) Palestinian prime minister, Abu Mazen, to urge progress.

A year on, there has been none, and the appearance of failure on both flanks of the Middle East has become self-reinforcing. In just the way that many Americans see no distinction between the terrorism of al-Qaeda and the terrorism of the Palestinian *intifada*, so many Arabs see no distinction between Israel's occupation of the West Bank and Gaza and America's occupation of Iraq. Both conflicts are portrayed on Arabic satellite channels as similar dramas of



national or Islamic resistance. In April, Mr Bush made matters worse. When he endorsed Mr Sharon's plans for a unilateral Israeli exit from the Gaza strip, he said that in any broader peace the Palestinian refugees would have to "return" to the new Palestine rather than Israel proper, and that it would be "unrealistic" to expect Israel to return right to its pre-1967 borders.

This statement was construed far and wide as yet another gratuitous tilt in Israel's favour. Retired diplomats in America and Britain wrote enraged letters to Mr Bush and Mr Blair. The British ones urged Mr Blair to dissociate himself from a pro-Israeli stance "at a time when, rightly or wrongly, we are portrayed throughout the Arab and Muslim world as partners in an illegal and brutal occupation in Iraq."

The world wants the Americans to push Israel along the road map. Why do they seem to demur? The usual answer is to blame the Jewish lobby, especially in an election year. Another explanation is the growing affinity between the superpower and the minnow, one that has grown stronger since, as Mr Bush put it in a recent speech about Israel, Americans too have "experienced the horror of being attacked in our homeland, on our streets, and in places of work." Beyond the sentiment, however, lies some hard analysis. In Palestine, Mr Bush has worked much less hard than Mr Clinton because he inherited the violent aftermath of Mr Clinton's Camp David failure and did not relish the idea of repeating it.

In Washington in January 2001, Mr Clinton's top Middle East negotiator, Dennis Ross, implored Ahmed Qurei, now Palestine's prime minister, to accept the president's peace plan. If the incoming Bushites saw Mr Clinton being "stuffed" by Mr Arafat, he said, they would want nothing to do

with the Palestinian leader and would disengage from the peacemaking.

And so it was. By the time Mr Bush took office, the Israelis and Palestinians were locked in a war of terror and counter-terror. All attempts to arrange a ceasefire failed. The chief reason for this is a collapse of authority on the Palestinian side. The very first requirement of the road map is for the Palestinian Authority to impose a ceasefire and disarm the terrorists. But this is something Palestinians say they cannot do without provoking a civil war.

No trust, no ceasefire, no meeting of minds on a final agreement. In these circumstances, Mr Bush may well consider that his chances of securing a comprehensive peace in a conflict that confounded his father at the start of the 1990s and tripped up Mr Clinton at the end are negligible. By contrast, precisely because it is unilateral, Mr Sharon's plan for a withdrawal from Gaza might actually come to fruition. That pro-Israeli tilt on refugees and borders has hurt America's standing with the Arabs. America is pro-Israeli. But Mr Bush's encouragement of Mr Sharon was an attempt to help the Gaza withdrawal come about. Mr Clinton had already said that a two-state solution based on the ethnic division of Palestine is not consistent with the return to the Jewish half of millions of Palestinian refugees. The Palestinian leadership has long assumed—even if it has not had the courage to tell its people—that reaching a final deal might require a slight adjustment of the pre-1967 border.

#### Still the necessary superpower

America could do more in Palestine. After Iraq, it needs to more than ever. Note, though, how many of the people who believe that it is impotent in Iraq also assume that it is all-powerful when it comes to ending a conflict that has perplexed the great powers for a century. It is likelier that America's ability to influence events lies somewhere between these poles: it can shape the history of the Middle East, but it cannot do so just as it pleases.

After the shame of Suez, says Elizabeth Monroe in "Britain's Moment", Britain's hold on events ceased, "and remained at zero while the free world gasped at so radical a departure from British principle and practice". And though, later, a modicum of British influence was restored in the Middle East, the nature of that influence was altered "because the power behind it was permanently impaired". This is the big difference. The world today is full of people willing to pass no less censorious judgment on America's adventure in Iraq. They will argue about it for decades. But even if the setbacks in Iraq have crimped the style of its new imperialists, America's objective power is not yet waning. For good or ill, it will remain the dominant outsider for years to come. ■

# Les artistes d'Istanbul sont déjà européens

ISTANBUL (Turquie)

de notre envoyée spéciale

En décembre 2004, l'Union européenne doit décider s'il convient d'ouvrir les négociations d'adhésion de la Turquie, réclamées avec insistance par Ankara. Les 70 millions de Turcs font-ils partie de l'Europe ? La question, qui anime les campagnes pour les élections européennes du 13 juin, semble largement dépassée pour les artistes d'Istanbul, tant ils se sentent, et depuis longtemps, européens.

« Il y a trois générations que nous écrivons en alphabet latin. Nous apprenons les langues européennes dès l'école primaire », rappelle Emre Koyuncuoglu, une artiste de 35 ans qui vient de créer *Home Sweet Home*, un spectacle mêlant projections d'images, chorégraphie, paroles et musiques. « Nous avons été séparés de l'Est par la guerre froide, puis par les événements en Iran et en Irak, et nous sommes tournés vers l'Ouest depuis la révolution d'Atatürk, au début du XX<sup>e</sup> siècle. Mes grands-parents sont venus de Grèce et de Yougoslavie. J'ai étudié la poésie anglaise et la danse contemporaine occidentale », poursuit la jeune femme.

Emre Koyuncuoglu a produit sa création avec l'aide de la Fondation d'Istanbul pour les arts et la culture, une initiative privée, financée par le mécénat de banques et d'entreprises turques, qui n'a pas attendu les déclarations du gouver-

nement d'Ankara pour favoriser les collaborations avec des artistes d'Europe occidentale. Les festivals qu'elle a mis sur pied, dans le domaine du cinéma, des arts plastiques, de la musique ou du théâtre et de la danse (la dix-huitième édition se déroule jusqu'au 4 juin), coproduisent régulièrement les créations de Pina Bausch, Bob Wilson, Mathilde Monnier ou Thomas Ostermeier. C'est grâce à cette fondation que les artistes turcs, dont bien peu ont les moyens de voyager en Europe, peuvent se frotter à la création occidentale de haut niveau et confronter la richesse du fonds culturel turc aux langages artistiques les plus contemporains.

## LA TRADITION REMISE À NEUF

La guerre, la laïcité, l'invasion culturelle, les rapports entre traditions anatoliennes et modernité occidentale : toutes ces thématiques traversent les œuvres des artistes d'Istanbul. Pour *Home Sweet Home*, Emre Koyuncuoglu a

travaillé à Diyarbakir, une ville à majorité kurde du sud-est de la Turquie. Elle a filmé ses entretiens avec des habitants confiant leurs préoccupations : rêves de mariage, souvenirs des grèves de la faim en prison, récits de mythes anciens.

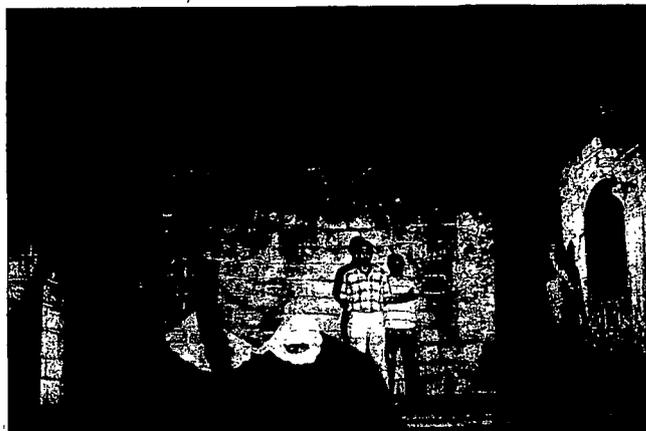
Elle a créé des chorégraphies mêlant figures traditionnelles, comme la danse du couteau, interprétées par des amateurs locaux et gestuelles contemporaines, qui ont

été données dans les ruines d'une église arménienne. « L'Europe se croit protégée, mais, ici, nous savons que tout est politique. Un jour, un tremblement de terre a des conséquences dramatiques parce que les maisons ont été mal construites. Un autre jour, une bombe explose. Nous sommes obligés de reparcourir l'histoire de la Turquie et de son affirmation républicaine. »

Sur le bureau d'Isil Kasapoglu, un metteur en scène qui a installé sa compagnie, Semaver, à Kocamustafapasa, quartier populaire d'Istanbul, s'entassent les œuvres récentes d'auteurs contemporains français - Fabrice Melquiot ou Enzo Cormann -, ainsi que le texte en turc de la légende kurde *Mem et Zin*, qu'il monte en ce moment. Cet ancien étudiant de la Sorbonne, qui a vécu dix-sept ans en France, est revenu vivre en Turquie en 1993. Il a fondé sa compagnie sans aides publiques ni privées, en recrutant soixante-douze jeunes sortant des conservatoires turcs.

Ils ont tout construit de leurs mains, de la salle de spectacle au bar et à la bibliothèque, qui accueille une belle collection de textes contemporains du monde entier. Ils jouent Shakespeare et Bernard-Marie Koltès, Yacher Kemal et Martin Crimp, montent l'opéra *Didon et Enée*, de Purcell, et du théâtre de marionnettes pour les enfants de ce quartier cosmopolite.

« Nous sommes la première compagnie à monter une légende kurde en turc. Ce n'est pas un geste politique, mais plutôt une envie de faire connaître cette histoire d'amour à la Roméo et Juliette ou à la Leyla et Majnoun. De comprendre une vision de l'amour dans cette autre culture, à la fois plus violente et plus grandiose que la nôtre. Hier, j'ai passé la soirée avec un musicien kurde qui travaille avec nous sur ce spectacle, mais j'aimerais simplement dire : j'ai passé la soirée avec mon ami Mazlun Çimen. » Isil Kasapoglu est aussi responsable de la pro-



Un extrait de « Home Sweet Home », d'Emre Koyuncuoglu.

grammation du Théâtre Axana, une salle privée financée par une banque, dont la vocation est de monter des pièces turques et étrangères jamais jouées en Turquie.

« Il y a tout à faire dans ce pays jeune, s'enthousiasme-t-il. Il n'existe presque rien en dehors d'Istanbul, et de plus en plus de municipalités d'Anatolie sont demandeuses de projets culturels. » Partisan de l'intégration européenne, comme l'ensemble du milieu culturel d'Istanbul, il constate que les lois adoptées par le gouvernement pour se conformer à l'Union font progresser la démocratisation. « Si la Turquie a les mêmes lois que l'Europe et si l'éducation s'améliore, alors, qu'elle entre ou non dans l'Union, elle va se développer beaucoup plus vite. »

## UNE HISTOIRE DE JUMEAUX

Dans un pays où la laïcité est solidement ancrée - le foulard islamique est interdit à l'université -, c'est « la séparation de l'Église et de l'État qui [nous] sauve de la catastrophe subie par les pays voisins », affirme Mehmet Ulusoy, homme de théâtre qui a vécu de longues années d'exil en France. Le chaos, la confusion et les guerres aux portes du pays ont inspiré à Ozen Yula, un écrivain de 39 ans qui fait partie des nouvelles voix marquantes en Turquie, un texte inti-

tulé *En confiance au Proche-Orient*. Admirateur de Koltès et de Sarah Kane, Ozen Yula a imaginé une histoire de jumeaux, pour symboliser la « schizophrénie » vécue dans cette partie du monde. A la demande de la Fondation d'Istanbul pour les arts et la culture, il l'a portée à la scène, avec l'aide de l'actrice de cinéma et de théâtre Serra Yilmaz.

Avec ses cheveux bleus et son rire éclatant, Serra Yilmaz est une figure de la scène d'Istanbul. Parlant français et italien couram-

ment, travaillant avec des cinéastes turcs et européens, elle critique rudement les déclarations des hommes politiques français qui doutent de la place de la Turquie en Europe. « Ces propos relèvent d'une telle hypocrisie que j'en rûgis pour eux. Quand la France remporte l'appel d'offres pour un marché d'hélicoptères, le Kurdistan est passé sous silence, puis il ressort, comme un plat qu'on réchauffe, dès qu'un marché est perdu. Je ressens une montée effrayante du racisme en France. » Pour « surmonter les préjugés », elle compte moins sur le personnel politique et les décisions institutionnelles que sur la circulation « des arts, du cinéma et de la littérature ».

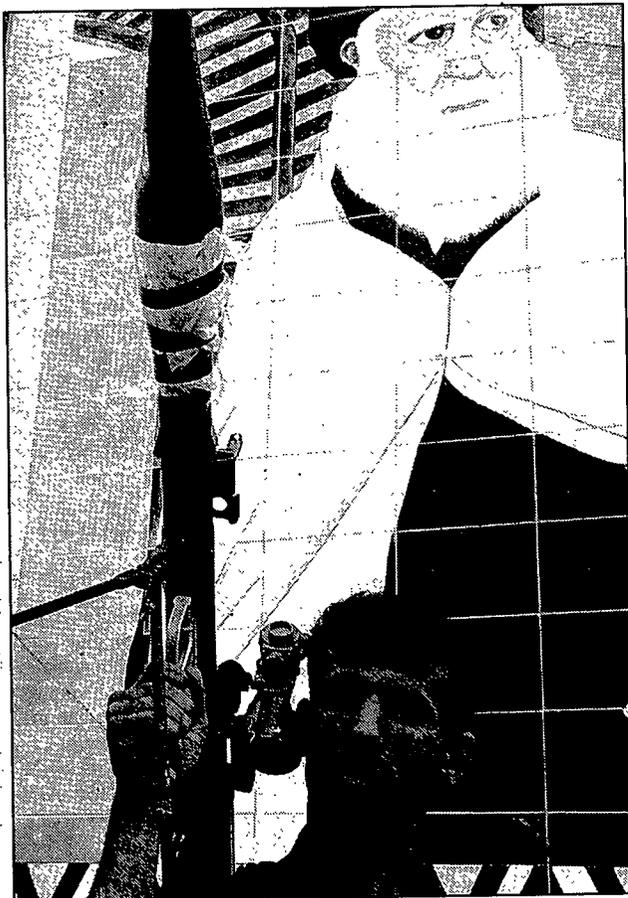
Catherine Bédarida

Le Monde

29 MAI 2004

**IRAK** Paris souhaite que Washington révise sa copie

# La France réservée sur le projet de résolution aux Nations unies



Un milicien chiite pose devant le portrait de l'ayatollah Sistani, hier à Kufa, où des combats ont opposé l'armée américaine et des partisans de Moqtada Sadr. (Photo A. Al-Rubaye/AFP.)



## Le CIG choisit un premier ministre

Le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien a coopté hier le futur premier ministre de l'Irak après le supposé retour du pays à sa souveraineté nationale, le 30 juin. Il s'agit de Iyad Allaoui (photo Jewel Samad/AFP), un chiite laïque fortuné qui passe pour être lié à la CIA. Iyad Allaoui a appartenu au Baas au pouvoir du temps de Saddam Hussein avant de se retourner contre celui-ci et de prendre le chemin de l'exil en 1990. La coalition a refusé de confirmer la nomination de Iyad Allaoui au poste de premier ministre, comme l'a proposé le Conseil de gouvernement, et l'émissaire de l'ONU, Lakhdar Brahimi, ne s'est pas encore officiellement prononcé.

Des combats sanglants ont opposé hier les forces américaines aux miliciens du chef radical irakien Moqtada al-Sadr à Kufa, fragilisant une trêve proclamée il y a 24 heures, tandis que deux journalistes japonais ont été tués dans une attaque au sud de Bagdad. Retranché à Nadjaf depuis début avril, Moqtada al-Sadr ne s'est pas rendu à Kufa pour prononcer son prêche habituel vendredi, mais dans un sermon lu en son nom il a fustigé violemment le silence des autorités religieuses chiites face aux combats entre ses miliciens et l'armée américaine.

Jacques Chirac est réservé sur le projet de résolution américano-britannique sur l'Irak. Le président français a exprimé jeudi soir ses doutes sur les propositions de Washington concernant le transfert de souveraineté et le processus politique après la date butoir du 30 juin.

« Nous avons, avec le projet présenté par les États-Unis, une base sérieuse, mais une base qu'il faut maintenant sérieusement améliorer », a estimé Jacques Chirac lors de sa visite au Guatemala. Il souhaite un texte « sérieusement amélioré » pour permettre au futur gouvernement irakien d'avoir « une capacité de décision » sur les opérations majeures de la force internationale. La résolution doit fixer le principe selon lequel le futur gouvernement intérimaire irakien « doit avoir une capacité de décision sur l'engagement de ses propres forces et sur les opérations majeures de la force multinationale », a-t-il souligné.

Il a ajouté que le mandat de la force internationale dirigée par les États-Unis « doit être limité dans le temps, étant entendu que le gouvernement irakien issu des élections prévues l'an prochain peut à tout moment pouvoir décider d'y mettre fin ou d'en demander la révision ». Le projet de résolution prévoit que ce mandat doit être revu au

bout de 12 mois, ou à la demande du gouvernement transitoire irakien issu d'élections fin 2004.

Jacques Chirac a ainsi marqué avec insistance sa différence avec son homologue américain. Les deux présidents, qui doivent se rencontrer le 5 juin à Paris en préambule aux cérémonies de l'anniversaire du Débarquement, avaient pourtant eu mardi un entretien téléphonique plutôt cordial.

Mais le statut des forces étrangères en Irak, tout particulièrement américaines, et leurs relations avec le futur gouvernement de Bagdad, est rapidement apparu comme le point le plus épineux du projet de résolution présenté lundi à l'ONU

par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les débats se sont focalisés sur ce sujet entre Washington et les autres membres du Conseil de sécurité, comme avec l'actuel Conseil de gouvernement irakien. Outre la France, la Chine – un autre membre permanent du Conseil de sécurité – plaide également pour un mandat limité dans le temps. Mais l'allié allemand qui siège cette année au Conseil a jugé par la voix du chancelier Gerhard Schröder prématuré de fixer une date au retrait des forces coalisées.

Malgré une volonté évidente de réconciliation entre Paris et Washington, les deux capitales n'ont toujours pas la même perception de l'avenir de l'Irak et de ses voisins ni des menaces qui les guettent. En pointe pour énumérer les lacunes du projet de résolution et les risques qui pèsent sur la région, la France veut cependant éviter un nouveau conflit avec Washington. Les diplomates français ont déjà indiqué qu'au pire la France s'abstiendrait au Conseil de sécurité si la résolution ne leur convenait pas, alors que Paris avait menacé en 2003 de mettre son veto à une résolution approuvant la guerre américaine.

Quoi qu'il en soit, le mois de juin va être crucial pour George Bush, qui va chercher à obtenir lors de plusieurs sommets et déplacements à l'étranger un soutien international à sa stratégie.

T. O. (avec AFP.)

# Iraqi Shiite picked as prime minister

## Longtime exile to lead until elections

By Dexter Filkins

**BAGHDAD:** Iyad Allawi, a secular Shiite member of the American-appointed Iraqi Governing Council with close ties to the CIA, has been chosen to be prime minister of Iraq's interim government, Iraqi and U.S. officials said Friday.

A wealthy former member of the Baath Party, Allawi went into exile in Britain after a falling-out with Saddam Hussein, and trained as a surgeon in London. He was involved for many years with anti-Saddam forces, including a disastrously failed attempt by the Central Intelligence Agency in 1996 to foment a coup against the former Iraqi leader.

Allawi is the leader of a group called the Iraqi National Accord. But he has a somewhat limited base among Iraqis, being viewed by many as an outsider because he lived in London for the last 20 years or so.

The decision to pick Allawi was made by Lakhdar Brahimi, the United Nations envoy, and the governing council was then summoned to be informed of the choice. The council more or less showed its approval, some officials said, with one member saying the decision was unanimous. But other people said a vote did not really take place because the decision had already been made.

L. Paul Bremer 3rd, the occupation's senior official in Iraq, came in later and gave the council his congratulations, but no formal announcement has been made; it is expected to come in the next several days. Allawi, a member of the council, has not spoken publicly about the appointment.

A number of other important decisions remain to be made by Brahimi, including the naming of a president, who is likely to be a Sunni, two deputy presidents and other cabinet members. But the prime minister's post will be the most influential.

Allawi and other officials will be part of the interim government that will receive sovereignty from the United States on June 30 and will preside over Iraq until elections are held, most likely next January.

It was important that the prime minister be a Shiite in a country with a Shiite majority. It is also interesting that Allawi does not come from one of the religious parties, like Dawa, or Sciri, which stands for the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq. Those are regarded as the country's largest parties and the ones that

would probably supply the leading candidates if a vote was held.

Once it became clear that democratic elections could not be held this year, there was a general consensus among the Shiite leadership, particularly the Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the country's most powerful Shiite religious leader, that whoever made up the interim government should not exercise a lot of political authority. Sistani did not want the government signing treaties, passing laws or drawing up a constitution because they would not have any lasting legitimacy.

That stance was acceptable to the Americans, who are still expected to play an important role in Iraq, administering the country and providing aid.

Because of his anti-Saddam background and close links to the American government and the CIA, Allawi is likely to be regarded as a good choice

because security in the country is seen as a paramount issue, some Iraqi leaders said.

The New York Times

### ■ U.S. affirms Iraq choice

The United States has confirmed that Allawi will be Iraq's prime minister in the interim government, a senior Bush administration official in Baghdad said on Friday, Reuters reported from Washington.

"He will be the prime minister when the interim government is set up in the next two or three days," the official said. "I think that this is going to work."

But in Baghdad, news that Allawi had been chosen did little to cheer many Iraqis.

"What is his political experience? I know nothing about him," said a hotel manager who declined to give his name. "He lived abroad as an exile. We need someone who lived here who can pull Iraq out of a crisis."

Hassan Ali, a policeman, was also dismissive. "I reject him," he said. "Where was he when we suffered under Saddam? Besides, I do not recognize the governing council."



Agence France-Presse

Iyad Allawi, pictured in October 2003, is the UN envoy's choice to be prime minister of Iraq's interim government.

May 29-30, 2004

Herald Tribune



A. WEBB/MAGNUM PHOTOS

# La Turquie dans l'Union ? Le pour et le contre

*La question divise les politiques et les citoyens de l'Europe. A quelques jours d'un scrutin qui a relancé le débat, à quelques mois de la décision des Vingt-Cinq sur l'ouverture de négociations avec Ankara, L'Express propose des clefs pour comprendre. Sereinement* Jean-Michel Demetz

**L**a Turquie a-t-elle vocation à entrer dans l'Union européenne ? Brutalement, l'échéance approchant, cette nouvelle question d'Orient fait irruption dans le débat électoral. C'est en décembre, en effet, que les Vingt-Cinq devront décider s'ils sont prêts à ouvrir un calendrier de négociations pour l'adhésion du candidat turc. Une perspective à l'horizon 2015-2020, hissée au rang de grande cause nationale en Turquie, où l'actuel gouvernement, venu de l'islam politique mais qui s'affirme converti à la laïcité, ne ménage pas ses efforts pour réformer à marche forcée un modèle républicain hérité d'Atatürk, plus proche de la démocratie autoritaire que de la démocratie libérale. Les citoyens de l'Union européenne, eux, sont divisés. Hostiles en Autriche et en France, réservés aux Pays-Bas et en Allemagne. Souvent, ils ignorent que leurs dirigeants ont déjà admis cette « vocation à rejoindre l'Union », il y a cinq ans, à Helsinki. Les droites française et allemande sont, en principe, contre, mais pas les droites espagnole et italienne. La gauche est plus favorable, sous réserve d'inventaire des progrès dé-

mocratiques, mais certaines personnalités, comme l'ancien ministre des Affaires étrangères (PS) Hubert Védrine, y sont opposées. Tony Blair, Gerhard Schröder, Jacques Chirac, Silvio Berlusconi soutiennent cette candidature.

Pays charnière, entre Méditerranée et Asie centrale, terre composite, avec des écarts de revenus de cinq à un entre la région d'Istanbul et le Sud-Est anatolien, et une condition féminine inégale – « La Turquie, c'est à la fois le Danemark et le Pakistan », avait dit un jour l'ancien président Demirel – la Turquie suscite les



BRITISH LIBRARY, LONDRES/ACI IMAGES

**Contre** L'Empire ottoman a menacé l'Europe pendant cinq siècles. **Pour** Il a été un acteur du concert européen. Soliman (ici, devant Vienne, en 1529), s'est allié à François I<sup>er</sup> contre les Habsbourg.

passions et attise les peurs. Parce que le débat actuel, tel qu'il est engagé, n'échappe pas à la mauvaise foi et renvoie à la source même du projet européen, il convient d'examiner sereinement une candidature qui peut être un risque comme une chance pour l'Union. Donner des clefs à ses lecteurs pour mieux aborder ce dossier complexe, telle est l'ambition de L'Express en présentant et analysant les éléments de la controverse.

## La Turquie peut-elle invoquer la géographie pour revendiquer son appartenance à l'Europe ?

**N**on, pour les opposants à la candidature d'Ankara. « Le Bosphore ne coule pas au milieu de l'Anatolie », a tonné VGE. A leurs yeux, la Turquie d'Europe – la Thrace et la rive nord d'Istanbul, 3 % du territoire total (779 000 km<sup>2</sup>) mais 20 % de la population (Istanbul compris), ne compte pas. En outre, une Turquie dans l'Union repousserait notre frontière extérieure jusqu'à celle de la Syrie, de l'Irak, de l'Iran, de l'Arménie et de la Géorgie... Elle poserait la question des républiques du Caucase, déjà membres du Conseil de l'Europe. « C'est comme si la France demandait d'adhérer à l'Union africaine ! » raille l'an-

ancien ministre Hubert Védrine. Et pourquoi pas aussi le Maghreb ou le Liban, où le génie grec fait naître Europe ? D'ici à un demi-siècle, « la vocation de l'Union est de regrouper tous les territoires qui entourent les rives de la Méditerranée », plaide déjà Dominique Strauss-Kahn (PS) dans un récent rapport remis à Romano Prodi. En feignant d'oublier que le traité de Maastricht sur l'Union européenne précise, comme auparavant le traité de Rome, que « tout Etat européen peut demander à devenir membre de l'Union »

(art. O). Ce qui qualifie, en droit, la Turquie, même si les partisans de son adhésion préfèrent rappeler que c'est le contrat sur les valeurs politiques communes qui fonde la construction européenne.

### La Turquie peut-elle invoquer l'Histoire ?

**P**ont physique entre l'Europe et l'Asie, la Turquie occupe aussi ce rôle de carrefour dans l'Histoire. Les civilisations ioniennes et hellénistiques se sont épanouies sur les rivages du territoire actuel de la Turquie, quinze siècles avant l'arrivée des premiers peuples turcs, comme en témoignent, par exemple, les collections du musée archéologique d'Antalya, complaisamment présentées au touriste sous l'étiquette d'« antiquités turques ». Face au péril parthe, Rome fait régner la paix de l'Empire sur une région déjà zone tampon. « Empire romain d'Orient », l'Empire byzantin revendiquera, jusqu'à son agonie, cette filiation. Après la chute de Constantinople, en 1453, les sultans ottomans prendront soin, à leur tour, de s'inscrire dans la tradition du *basileus*. Mehmed II, « le Conquérant », apprend la philosophie grecque, envoie sa flotte recueillir les juifs expulsés d'Espagne par les « Rois Catholiques », commande des artistes de la Renaissance

italienne comme Matteo de Pasti ou le médailliste Costanzo di Ferrara. Ces mêmes tableaux, il est vrai, que son fils Bayezid II vendra, en même temps qu'il fera recouvrir les fresques érotiques peintes pour son père. L'islam s'installe à Constantinople. Pourtant, ni Bayezid ni ses successeurs ne portent atteinte au cosmopolitisme de la ville, où continuent à vivre Grecs, Arméniens, Vénitiens, Slaves. Et les sultans, pour se prémunir contre d'éventuelles intrigues des familles ottomanes rivales, prennent pour épouses des Balkaniques ou des Italiennes, dont certaines influent sur la vie politique, à l'égal d'une Catherine de Médicis. Leurs favoris seront albanais, arméniens ou serbes. L'islam turc est influencé par les Lumières. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les sultans sont tentés, eux aussi, par le despotisme éclairé. Des officiers turcs sont envoyés en formation dans la France de Louis XVI. Un mouvement de réformes, quoique timide, se dessine, le Tanzimat. Le virage occidental s'accélère à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec les Jeunes-Turcs, qui, sous l'influence du positivisme du Français Auguste Comte, laïcisent l'enseignement,

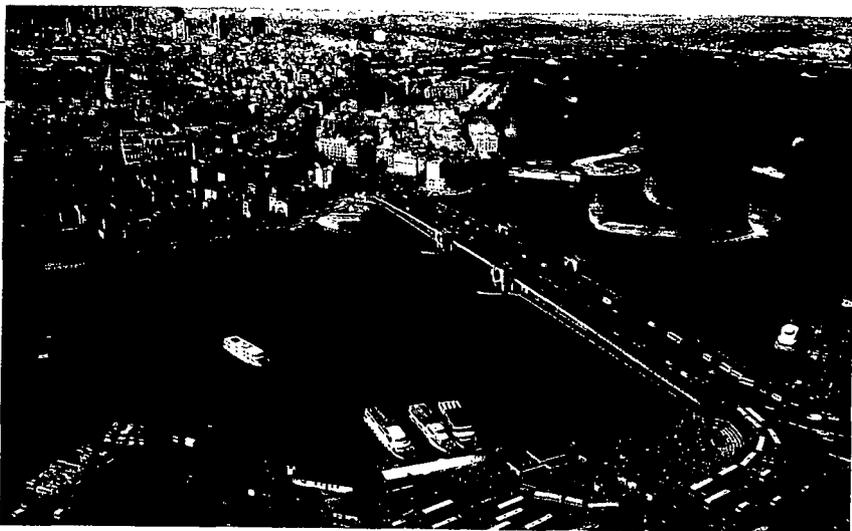
au même moment que la III<sup>e</sup> République. Mais c'est Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne, qui imprime le changement radical. Ce natif de Salonique (aujourd'hui en Grèce) suit un principe : « La civilisation, c'est l'Occident, le monde moderne dont la Turquie doit faire partie si elle veut survivre » (cité dans *La Turquie en Europe*, de Turgut Ozal, Plon). Le feutre remplace le fez. L'Etat devient totalement laïque. Le dimanche se substitue au vendredi comme jour férié. L'alphabet arabe est remplacé par l'alphabet latin. Le nouveau Code civil est calqué sur celui de la Suisse. Il interdit la polygamie et la répudiation, et consacre l'égalité juridique entre hommes et femmes, lesquelles, dès 1934 – soit dix ans avant la France – ont le droit de vote.

Pendant toute l'époque ottomane, l'empire est un acteur du concert européen. Au XIX<sup>e</sup> siècle ne le surnomme-t-on pas « l'homme malade de l'Europe » ? Les puissances chrétiennes peuvent faire front contre lui – lors de la bataille navale de Lépante, en 1571 – ou l'intégrer dans le jeu de l'équilibre continental (François I<sup>er</sup> et l'alliance avec Soliman contre les Habs-

bourg ; la France et la Grande-Bretagne pendant la guerre de Crimée contre la Russie). La Sublime Porte, dont l'avancée est arrêtée sous les murs de Vienne, en 1683, est présente dans l'Europe balkanique. Pendant quatre siècles. Dans toute la région, la cuisine ou la musique sont marquées par cette influence turque.

### L'Europe doit-elle être un « club chrétien » ?

**L'**expression est de l'ancien chancelier Helmut Kohl. Pour le chrétien-démocrate Jean-Louis Bourlanges, « l'identité européenne est née de la conjonction des héritages judéo-chrétien et gréco-romain » – ce qui exclut les terres d'islam. Le caractère musulman de la population turque fait peur. S'il faut en croire Alexandre del Valle, *La Turquie dans l'Europe* (ed. des Syrtes), cela en fait rien de moins qu'« un cheval de Troie islamiste ». La stratégie proeuropéenne des actuels dirigeants d'Ankara, issus du courant islamiste, viserait, selon lui, à « subvertir les valeurs occidentales et à pénétrer l'Union européenne pour mieux mettre fin à l'expérience d'essence... »



**Pour** il existe une Turquie d'Europe : la Thrace et Istanbul (photo), ancienne Constantinople. **Contre** l'Asie commence sur la rive orientale du Bosphore (au fond).

●●● occidentale et européenne par excellence que fut le kémalisme ». A l'appui de cette thèse, une mesure récente comme le vote d'une loi, ce mois-ci, levant les restrictions pesant jusqu'alors sur l'accès à l'université des élèves diplômés des lycées religieux (*imam hatip*), soupçonnés par une large partie de l'opinion et par l'armée d'être un vivier de futurs cadres islamistes destinés à noyauter l'appareil d'Etat. Ou la volonté affichée du gouvernement d'autoriser le port du foulard islamique à l'université et dans la fonction publique – vue sur place comme une liberté de choix souhaitée par 2 Turcs sur 3, selon les sondages.

Les partisans de l'adhésion rappellent, eux, que l'Europe compte déjà en son sein 12 millions de citoyens de confession musulmane, « plus que les Belges et autant que les Hollandais », selon le mot de l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit. Et que, sur le continent, deux pays, la Bosnie et l'Albanie, ont une population à majorité musulmane. A l'heure où Al-Qaeda tente de mobiliser la rue musulmane contre l'Occident, Jacques Chirac, partisan, « par conviction profonde », de l'adhésion, souligne un point indiscutable : « Refuser, pour des raisons d'ordre ethnique ou religieux, la Turquie serait faire le jeu de ceux qui prônent le choc des civilisations. » L'Europe ne pourra gagner sa lutte contre le terrorisme islamiste sans allié dans le monde musulman. « Sans être un modèle, une Turquie dans l'Union aidera à la contagion des idées et valeurs démocratiques dans l'espace arabe », estime le député allemand (Verts) Cem Ozdemir, d'origine turque. Comme un cheval de Troie de l'Occident, en somme...

Au cœur du débat, une question ouverte : savoir si l'islam des Turcs – qui boivent du vin et dont la composante alévie refuse une interprétation littérale du Coran – a véritablement réussi sa sécularisation, comme, en son temps (et ce n'est pas si ancien), le protestantisme, puis le catholicisme. Si oui, les actuels dirigeants po-

litiques turcs, qui se présentent comme des « démocrates conservateurs » héritiers d'un mouvement réformiste lancé voilà deux siècles, seraient alors à l'islam ce que les chrétiens-démocrates sont au christianisme. La laïcité turque, l'alliée naturelle de la république française. Et l'islam, réconcilié avec la démocratie. Sinon, cette mue ne serait qu'un vernis qui pourrait, demain, si l'armée, gardienne de la laïcité, relâchait son contrôle, s'écailler sous le grattoir d'un islam rigoriste prêt à la régression.

### La Turquie est-elle une démocratie ?

C'est le point sur lequel devra se prononcer la Commission européenne, cet automne, en vérifiant si Ankara respecte ou non les « critères de Copenhague » édictés en 1993 : stabilité des institutions démocratiques, Etat de droit, respect des droits de l'homme, protection des minorités. Longtemps la Turquie fut une démocratie sous surveillance, sous la tutelle du pouvoir militaire – pilier de l'« Etat profond ». Face au chaos né du choc des extrêmes de droite et de gauche, les généraux, à la tête d'une armée de 650 000 soldats, n'hésitaient pas à faire sortir les chars, comme, dernièrement, en 1980. Ou à donner un coup d'arrêt à un gouvernement islamiste, conformément au principe de laïcité affirmé dans la Constitution. La dernière fois, c'était en 1997, le Conseil de sécurité nationale rendait public, au nom de la défense de la laïcité, un mémorandum en dix-huit points devant lequel s'inclinait le gouvernement du Premier ministre islamiste Erdogan.

Cette période-là est-elle révolue ? A coups de paquets de réformes adoptées depuis trois ans par le Parlement, les institutions turques connaissent, à un rythme soutenu, un sacré nettoyage qui bluffe même les sceptiques. Un Programme national pour la reprise de l'acquis communautaire a été élaboré. La Constitu-

tion a été amendée : les libertés publiques (liberté de la presse, liberté d'association, liberté d'expression, droits des inculpés et des détenus) y sont renforcées. L'usage de la langue kurde (prénoms kurdes, radios et télévisions kurdes) devient autorisé. Les traités internationaux l'emportent désormais sur la loi turque en cas de contradiction. Le débat public s'ouvre doucement, qu'il s'agisse du rôle de l'armée ou de la question arménienne. La peine de mort – plus appliquée depuis 1984 – a été abolie. Le carcan policier est desserré. L'heure est à la tolérance zéro à l'égard de la torture. Les pouvoirs des militaires ont été réduits au Conseil national de sécurité, comme ils devraient l'être, ces jours-ci, dans un huitième paquet, au sein d'institutions où les centurions siégeaient, tels le Conseil de l'audiovisuel ou le Conseil de l'éducation. Une procédure pénale ordinaire se substitue aux cours de sûreté de l'Etat. Si cette révision des textes s'avérait insuffisante, le ministre turc des Affaires étrangères a déjà prévu de rencontrer, en juin, à Bruxelles, le commissaire chargé de l'élargissement, Günter Verheugen, pour lui demander d'indiquer les carences et oublis éventuels. La Grande Assemblée nationale – le Parlement turc – siégera tout l'été pour voter les dernières révisions.

Il y a les textes et il y a la pratique. C'est l'écueil principal. Comment convaincre une administration conservatrice de s'adapter au changement ? Comment s'assurer que la police, le système pénitentiaire, la justice appliqueront vite les nouvelles règles ? Et sur l'intégralité du territoire, à Istanbul comme en Anatolie orientale ? Il est permis de douter.

Cet automne, Bruxelles tranchera donc, avec un « rapport approfondi, équitable et objectif, a assuré le commissaire Verheugen. Tout dépendra des capacités propres de la Turquie à appliquer en droit et en fait » les critères démocratiques. Conscients des lacunes possibles, les diplomates turcs cherchent déjà une échappatoire en soulignant que la Commission, en avril, a donné son feu vert à l'ouverture de négociations avec la Croatie, tout en reconnaissant que, si les critères de Copenhague n'étaient pas pleinement respectés, le « seuil critique » était atteint...

### Les Turcs sont-ils trop nombreux ?

Aujourd'hui, ils sont près de 70 millions. D'ici à deux décennies, la population pourrait se stabiliser entre 85 et 100 millions, selon les experts. L'Allemande Angela Merkel, l'enfant ché-



**Pour Une démocratie consolidée sous la houlette du Premier ministre Erdogan (à dr. sur la photo). Contre Ces réformes s'appliquent-elles sur tout le territoire ?**



**Contre** Un revenu moyen par habitant égal au tiers de la moyenne européenne ; un écart de cinq à un entre Istanbul et le sud-est du pays (ici, à la frontière irakienne). **Pour** Forte croissance et stabilisation économique : un marché émergent séduisant.

nul ne nie les faits. Mais on souligne que la 18<sup>e</sup> économie mondiale (selon la Banque mondiale), à la différence de huit des nouveaux membres de l'Union, a une expérience du marché. En proie, dans la dernière décennie, à une crise de confiance et à l'hyperinflation, l'économie n'a certes connu, dans les années 1990, qu'une croissance moyenne de 2,5 % par an, en moyenne. Mais, depuis deux ans, grâce aux réformes structurelles demandées par le FMI et la Banque mondiale, et au virage libéral négocié par les autorités, l'inflation a été endiguée autour de 10 %, la livre turque stabilisée et le pays a repris un rythme de croissance de 5 à 6 % par an qui pourrait correspondre à son potentiel de croissance à moyen, voire à long terme. Ce qui en fait un marché émergent des plus séduisants. Les entreprises européennes le savent bien qui ont profité de l'union douanière - libre ●●●

rie de la CDU, opposante déclarée à la candidature turque, s'alarme du poids politique qui en découlerait : « 100 députés turcs au Parlement européen ! Cette vague conservatrice changerait le débat en profondeur. » Une large part de l'opinion allemande craint une immigration massive. En écho, un autre sceptique, l'eurodéputé britannique (conservateur) James Elles, soulève un ultime argument : « A 25, on va déjà avoir du mal. Il nous faut du temps pour digérer cet élargissement, ou bien le système implose ! »

### Les Turcs sont-ils trop pauvres ?

**S**elon le PIB par habitant, la Turquie est au niveau de la Bulgarie et de la Roumanie, soit un tiers de la moyenne européenne. Son économie souterraine - le marché noir - est hors de proportions (de 40 à 60 % du PIB) pour une économie développée. La corruption y est répandue. Près de la moitié des femmes, dans l'Est, sont encore analphabètes. La structure bancaire est fragile. Au Tusiad, le syndicat patronal turc, en pointe dans le combat pour l'adhésion,

## LIVRE

# Aux sources de l'islam turc

*Le chercheur Thierry Zarcone retrace l'histoire de la religion musulmane dans ce pays. Et en souligne la spécificité*

**O**n connaît mal la Turquie, et son islam particulier encore moins bien. Le livre de Thierry Zarcone, chercheur au CNRS (1), en retrace l'évolution depuis les premières conversions, au <sup>x</sup>e siècle, jusqu'à l'élection de Recep Tayyip Erdogan, en 2002, en passant par la révolution kémaliste. Pays à majorité sunnite, la Turquie n'a jamais renié son héritage religieux. L'islam, chassé du champ politique, y

est réapparu sous des formes diverses. Le Parti de la justice et du développement, aujourd'hui aux affaires, est né de cette résistance musulmane au pouvoir laïque.

En étouffant les confréries soufies, Atatürk a privé la population de ses repères, qui étaient ceux d'un islam simple, bien loin des rigueurs islamistes. De nombreux Turcs pratiquaient alors dans les *tekke* (couvents) une religion encore empreinte de chamanisme asiatique, une philosophie fondée sur le culte de la nature. La révolution laïque lui a brutalement substitué une république autoritaire, fermant les *tekke* et imposant



**Chassé du politique, l'islam est réapparu sous des formes diverses.**

l'alphabet latin. Reprenant une phrase de Chateaubriand sur les pratiques religieuses populaires, « qui aident le peuple à supporter les chagrins de la vie et lui enseignent une morale que les meilleures lois ne lui apprennent jamais », l'auteur laisse entendre que le sou-

fisme à la turque était une révolution précieuse de l'islam qu'il aurait fallu encourager plutôt qu'interdire, pour ne pas voir s'y substituer l'islam radical. ● **Fabrice Bossolini**

(1) *La Turquie moderne et l'islam*, par Thierry Zarcone. Flammarion, 362 p., 22,50 €.

●●● circulation des produits industriels sans taxes ni quotas – réalisée en 1996, pour se lancer à l'assaut d'une économie dont le PNB représente 40 % de celui des dix nouveaux membres de l'Union. En 2003, les entreprises des Vingt-Cinq ont vendu pour 28 milliards d'euros de biens et de services. Même si plus des deux tiers des investissements étrangers en Turquie viennent de l'Europe des Vingt-Cinq, ceux-ci restent limités – au total, trois fois moins que ce qui a été investi en Pologne. Dès le début des négociations, ils pourraient doubler, à en croire une étude de l'université d'Amsterdam. Or cette manne est indispensable pour donner du travail à une main-d'œuvre pléthorique (pour un tiers, encore, dans l'agriculture). A contrario, ce réservoir de population en âge de

**Contre Un poids démographique qui fait peur, notamment en Allemagne. Pour Une population active jeune et occidentalisée (ici, étudiants en médecine à Kayseri) au secours d'une Europe vieillissante.**



travailler pourrait satisfaire les besoins d'une Europe développée dont la population active va, très bientôt, commencer à baisser. A long terme, 2,7 millions de Turcs pourraient, selon une étude du bureau central du plan du ministère de l'Économie des Pays-Bas (CPB), s'installer durablement en Europe de l'Ouest, principalement en Allemagne. Ils s'ajouteraient aux 3,7 millions déjà dans l'Union.

Les opposants s'inquiètent du coût d'une adhésion turque. Pays relativement pauvre, alourdi par un secteur agricole important, la Turquie serait, dans les conditions actuelles, un bénéficiaire net de l'aide européenne : pour 14 milliards d'euros par an, selon l'Osteuropa Institute, à Munich, dont 2,5 à la seule charge de l'Allemagne ; pour 8 milliards d'euros

par an, d'après le CPB. Mais qui peut dire si, dans vingt ans, le chéquier de l'Union sera aussi généreusement ouvert ?

### « La Turquie dans l'Europe, c'est la fin de l'Europe »...

C'est la sombre prophétie de Giscard. Pour bon nombre de fédéralistes, l'Europe ainsi élargie serait réduite à n'être qu'un vaste marché privé d'ambition politique et d'institutions en état de fonctionner. « Plus l'Europe sera hétérogène, plus elle sera faible », assure le député UMP Pierre Lequiller. Ce serait l'objectif poursuivi par les Anglo-Américains, fervents soutiens de l'entrée de la Turquie – la fin de l'« Europe puissance ». Les partisans de la candidature d'Ankara affirment que, au contraire, une Europe étendue jusqu'au Proche-Orient serait contrainte d'assumer ses responsabilités face au défi politique de l'islam arabe et pèserait davantage dans ces deux zones stratégiques riches en pétrole et en

gaz que sont le Moyen-Orient et la Caspienne. Déjà membre de l'Otan, l'allié turc serait un atout maître. « Face à l'accélération de l'Histoire, l'Europe doit se transformer en entité globale, avance Ahmet Davutoglu, conseiller du Premier ministre turc. La voici face au double choix du multiculturalisme et du lien stratégique à nouer avec l'Asie. »

### Faut-il, en préalable, arracher à Ankara la reconnaissance du « génocide arménien » ?

C'est le souhait des associations arméniennes, choquées par ce « négationnisme actif ». Jacques Chirac s'y refuse, renvoyant maladroitement aux « querelles du passé ». La pratique

communautaire n'exige rien de tel. Pour la partie turque, c'est à une commission internationale d'historiens d'arbitrer sur le statut à donner aux massacres de 1915.

### Peut-on dire non à l'ouverture d'un calendrier de négociations ?

C'est ce que décideront les Vingt-Cinq en décembre, après avoir pris connaissance du rapport de la Commission sur la situation de la Turquie. Si le feu vert est donné par Bruxelles, il paraît politiquement difficile de répondre par la négative au regard des engagements pris dans le passé. Le 12 septembre 1963, la Turquie reçoit le statut d'associée à la Communauté européenne, lequel prévoit déjà comme finalité son adhésion (à la différence des accords conclus avec la Tunisie et le Maroc en 1969) et la mise en place d'une union douanière finalement achevée le 1<sup>er</sup> janvier 1996. Ankara dépose en 1987 sa demande d'adhésion, formellement reconnue par le Conseil européen d'Helsinki en décembre 1999. Le Conseil de Copenhague, en décembre 2002, décide que les négociations d'adhésion commenceront, sans délai, en décembre 2004 si les critères politiques sont remplis.

### Si les négociations s'ouvraient en 2005, serait-il possible de les arrêter à tout moment ?

En principe, oui. Si les autorités turques jugeaient exorbitantes les conditions posées par Bruxelles ou si la Commission constatait une régression démocratique, tout s'arrêterait. Les négociations, en tout cas, prendront des années, au terme desquelles une période d'attente sera, en outre, nécessaire pour digérer l'acquis communautaire et adapter les prix agricoles. Et il faudra que tous les membres de l'Union ratifient cette entrée. Or l'opinion publique, en France et en Autriche, est aujourd'hui majoritairement hostile. Il suffirait d'un seul refus, par un Parlement ou à l'issue d'un référendum national, pour tout bloquer. L'horizon d'une éventuelle entrée de la Turquie dans l'Union serait celui des années 2015-2020. « A quoi ressemblera le monde dans ces années-là ? » s'interroge le commissaire européen Pascal Lamy. Dire oui à la Turquie aujourd'hui serait ne pas insulter l'avenir et se garder une marge pour faire machine arrière si nécessaire. L'eurodéputé James Elles est

plus inquiet : « Les Turcs sont mus par une telle détermination qu'ils ne cesseront de pousser à la roue... »

### **In fine, qu'est-ce qui est le plus risqué pour l'Europe : accepter la candidature turque ou la refuser ?**

**D**iplomates et experts turcs n'en font nul mystère, au risque de passer pour des maîtres chanteurs. Si l'Europe dit non, la déception sera telle qu'elle ne pourra compter sur le même zèle de la part d'Ankara pour contrôler les routes de la drogue et de l'immigration clandestine qui passent par son territoire vers les nôtres. Sans parler de la lutte antiterroriste. A nuancer. Il n'y a pas de plan de rechange et les élites turques savent bien, quoi qu'elles en disent, que l'avenir de leur pays est lié, sous une forme ou une autre, à celui de l'Europe.



**Pour Une Union élargie qui pèserait au Moyen-Orient. A g., soldats devant le mausolée d'Atatürk, en 2003. Contre Une politique étrangère commune impossible.**

Mais, en disant non, on renforcerait l'islamisme et l'extrême droite nationaliste. « Parce que le pays est dans une période de transition démocratique, un non de l'Europe serait une catastrophe économique et politique », prédit l'homme d'affaires Can Paker (Henkel Turquie). Il est prêt à attendre la date d'entrée : « La route de l'adhésion est plus importante que l'adhésion elle-même. » La perspective européenne sert aujourd'hui, comme

hier en Espagne et au Portugal, d'aiguillon à la démocratisation. Et, sur le modèle franco-allemand, à la réconciliation historique avec le vieil ennemi grec.

« Une Turquie stabilisée, rassérénée et démocratique », c'est notre « assurance-vie », résume Michel Rocard. Au sein de l'Union ? Ou à côté, comme le préconise (voir page 124), sans préciser comment, Philippe de Villiers ? Réponse en décembre. ● J.-M.D.

## **L'annonce d'une reprise des combats par les rebelles kurdes inquiète**



DIYARBAKIR (Turquie), 29 mai (AFP) - 13h29 - Les habitants de Diyarbakir, principale ville du sud-est de la Turquie, région dont la population est majoritairement kurde, s'inquiétaient samedi de l'annonce par les rebelles kurdes d'une reprise des hostilités, tout en s'interrogeant sur leurs motivations.

"Ils ne peuvent pas obtenir la paix en faisant la guerre ou en menaçant de la faire", estime Ali Kutlu, un jeune homme de 27 ans interrogé dans la rue, tout à côté des murailles de la vieille ville.

"Les gens ont déjà beaucoup souffert, nous n'avons pas besoin d'un nouveau conflit", souligne ce fonctionnaire, faisant allusion aux 15 ans de rébellion qui ont ensanglanté la province à partir de 1984.

Si les combats reprennent, "nous perdrons tout espoir". Et d'ajouter : "en fait, en ce qui me concerne, je quitterais cette région parce que je ne pourrais pas supporter de revivre tout cela".

"Cette décision m'étonne. Dans quel but veulent-ils reprendre les combats ? Le gouvernement a fait toute sorte d'efforts" pour répondre aux aspirations culturelles des Kurdes, affirme pour sa part Faruk Boybey, un professeur de français de 49 ans.

A présent, les Kurdes peuvent parler leur propre langue en public, acheter en vente libre des cassettes de musique kurde et même suivre des cours de kurde, depuis l'ouverture en avril de trois écoles privées dans la région, souligne-t-il.

Son avis n'est toutefois pas partagé par Baris Ciftci, un étudiant de 23 ans, pour qui le gouvernement tarde à mettre en oeuvre nombre des réformes promises.

"Tout le monde sait que les réformes, décrétées dans l'espoir de rejoindre l'Union européenne, ne sont adoptées que sur papier et ne sont pas mises en oeuvre", dénonce-t-il.

Le parlement a autorisé il y a près de deux ans la télévision publique à diffuser deux heures d'émissions en kurde par semaine, mais aucune émission n'a encore vu le jour.

"J'aimerais aussi voir des partis kurdes représentés au parlement à Ankara", affirme le jeune homme qui constate que la loi électorale actuelle permet à un parti d'obtenir des sièges au parlement seulement s'il a au moins 10% des voix à l'échelle nationale.

La population de la Turquie comprend entre 10 et 15 millions de Kurdes, mais ceux-ci habitent pour l'essentiel dans le sud-est du pays ou dans de grandes villes comme Istanbul.

"Le gouvernement n'a probablement pas fait assez pour panser la plaie dans la région au cours de cinq dernières années", selon M. Ciftci.

Les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), rebaptisé aujourd'hui Kongra-Gel, avaient décrété en septembre 1998 une trêve unilatérale qui avait précédé l'arrêt de la lutte armée, après l'arrestation de leur dirigeant Abdullah Ocalan, en 1999. Ils viennent d'annoncer qu'ils mettraient fin à partir du 1er juin à la trêve.

Les affrontements ont fait près de 37.000 morts et des dizaines de milliers de personnes ont été évacuées de force de leurs villages par les autorités pour couper les vivres aux rebelles.

Selahattin Demirtas, responsable de l'Association des droits de l'Homme à Diyarbakir, estime que les rebelles pourraient être tentés de repasser à l'action parce que le gouvernement leur refuse une réelle amnistie, qui leur permettrait de quitter les montagnes du nord irakien où ils ont trouvé refuge pour rentrer chez eux.

"Les Etats-Unis veulent forcer les membres du Kongra-Gel à quitter l'Irak et c'est pourquoi ils commencent à repasser en Turquie. S'ils n'obtiennent pas une amnistie, les combats vont reprendre de plus belle", selon M. Demirtas.

"Il faut permettre aux membres des organisations armées de déposer les armes sans avoir à accepter une loi du type de celle +du repentir+", estime pour sa part Osman Baydemir, maire de Diyarbakir et membre du parti pro-kurde Dehap.

Le gouvernement turc avait récemment proposé des réductions de peine pour les rebelles qui se rendraient et coopéreraient avec les autorités, mais avait exclu les dirigeants rebelles du cadre de cette loi.

"Cette loi n'était pas réaliste et nous avons bien vu, à ses résultats, qu'elle s'est avérée être un fiasco", note M. Baydemir.

Seule une poignée de rebelles de l'ex-PKK se sont rendus aux autorités. Et 90% de ceux qui ont demandé à bénéficier de réductions de peine étaient déjà en prison.

## TURQUIE *Après cinq ans de trêve avec Ankara*

# Les séparatistes kurdes rompent le cessez-le-feu

LE FIGARO

31 MAI 2004

Istanbul :  
Marie-Michèle Martinet

La fin de la trêve annoncée par les rebelles kurdes du Kongra-Gel annonce-t-elle un nouvel embrasement dans le sud-est de la Turquie, engagé pendant quinze ans, entre 1984 et 1999, dans une guerre contre l'armée turque qui a fait près de 37 000 morts ?

Le communiqué diffusé samedi sur le site Internet de l'agence pro-kurde Mésopotamie peut le laisser craindre. « Notre engagement pour une trêve cessera d'exister à partir du 1<sup>er</sup> juin », précise ce document qui appelle les touristes et les investisseurs étrangers à éviter la Turquie, tout juste un mois avant l'ouverture du sommet de l'Otan, prévu fin juin à Istanbul et déjà placé sous haute sécurité en raison des menaces d'attentats islamistes.

Les signataires du texte diffusé samedi sont issus de l'ancien PKK dont le chef, Abdullah Öcalan, est emprisonné à vie depuis sa capture mouvementée par un commando, en 1998, au Kenya. A la suite de cette arres-

tation, les guérilleros du PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, rebaptisé ensuite Kadek puis Kongra-Gel, avaient opté pour le repli, décrétant un cessez-le-feu et affirmant avoir renoncé au séparatisme pour se consacrer à la lutte plus pacifique en faveur de la reconnaissance des droits culturels kurdes. Dans ce domaine, depuis deux ans, la Turquie a montré des signes évidents d'ouverture autorisant, par exemple, l'ouverture d'écoles privées intégrant notamment l'enseignement de la langue kurde. Et la chaîne de télévision publique TRT annonçait, la semaine dernière, son projet de diffuser bientôt des émissions en kurde : une première en Turquie.

Au nom du respect des droits de l'homme, les extrémistes kurdes réclament l'assouplissement des conditions de détention de leur chef Abdullah Öcalan. Autres revendications : le désengagement partiel des troupes présentes dans le Sud-Est anatolien et la fin des « opérations d'anéantissement lancées ces trois derniers mois par l'Etat turc ». Sur ces deux derniers points, il est fort peu probable qu'ils obtiennent satisfac-

tion. L'armée turque, qui n'a jamais cru au retrait des guérilleros kurdes, n'a jamais relâché sa pression.

Depuis 2003 et l'intervention américaine en Irak, la Turquie a dû accepter de rester neutre, contre la promesse américaine de prendre le relais de la lutte contre le PKK. Tout au long de l'année écoulée, les militaires turcs n'ont cessé de rappeler Washington à cette promesse. En vain ? Vendredi dernier, dans un discours prononcé devant l'académie militaire, le général Basbug, numéro deux des forces armées, s'est montré plutôt cinglant, déclarant notamment que depuis les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis n'avaient pas assumé « une attitude sérieuse dans la lutte contre le terrorisme ».

A la lumière de cette nouvelle déclaration de guerre des séparatistes kurdes, on peut maintenant s'interroger sur la réelle portée des propos tenus par le général Basbug. Menacée par le chaos qui s'installe aux frontières du pays et maintenant, à nouveau, directement sur son territoire, l'armée turque pourrait-elle être tentée de remettre de l'ordre ?

# Hiner Saleem, le plus

Le réalisateur de *Vodka Lemon* préfère le *touti ori* décapant que son humour. Et si Hiner Saleem poche, c'est dans l'Irak post-Saddam qu'il rêve de

## Interview

Hiner Saleem est né à Akkra dans le sud du Kurdistan. Exilé en France depuis bientôt dix ans, il vient de réaliser son troisième long métrage, *Vodka Lemon*, une tragi-comédie entièrement tournée en Arménie. Rencontre avec un réalisateur kurde d'une grande humanité.

**FA :** Pourquoi avez-vous tourné *Vodka Lemon* en Arménie ?

**H.S :** En tant que réfugié politique, je ne pouvais pas aller au Kurdistan car lors de mon tournage l'Irak était encore sous le joug de Saddam. Comme pour mon premier film, j'ai décidé de tourner en Arménie par affinité. Ce pays est un port d'attache à mes yeux. Jusqu'à l'âge de quinze ans je pensais que les Kurdes et les Arméniens ne faisaient qu'un seul et même peuple et je considérais l'Arménie comme mon propre pays. Depuis, j'ai dû y aller une dizaine de fois et je connais cette terre mieux qu'un Arménien. J'y ai fait des semaines entières de repérages pour mes films, cela m'a fait découvrir les villages les plus reculés, les plus petites routes, les multiples rues de la capitale.

**FA :** Quels sont les villages où vous avez filmé ?

**H.S :** J'ai tourné à Avchen, le village de Nina et puis à Alagaz et à Ria Taza, sur la route de Erevan à Tbilissi.

**FA :** Comment s'est passé le tournage ? Les villageois ont-ils été accueillants face à vos caméras ?

**H.S :** Je ne garde que de bons souvenirs mais vous savez, il y a du bon et du mauvais dans chaque peuple. Il en va de même pour les Kurdes ou les Arméniens. Pour l'anecdote, nous étions en train de tourner une scène dans le bus quand tout à coup on entend hurler une femme sur la route. En pensant que le chauffeur l'avait heurtée, on descend tous affolés et on se retrouve face à une furie qui nous accuse d'avoir tué son poulet préféré. Pour la consoler, je lui en propose 500 trams (ce qui équivaut au prix d'un poulet de 1<sup>er</sup> choix à Erevan) mais la paysanne refuse, elle appelle tout son village et me met au visage qu'un tel poulet n'avait pas son pareil sur terre, qu'il était d'une intelligence rare et que c'était une bête très attachante... bref, elle a dû m'en tirer au moins 50 dollars ! Et bien cette femme était une Kurde...

**FA :** N'était-ce pas difficile de tourner en plein hi-

ver et dans la neige ?

**H.S :** Si, les conditions climatiques ont été très difficiles ! J'avais fait mes repérages en plein été et lorsque j'ai embarqué toute mon équipe pour commencer le tournage, c'était l'hiver et la température extérieure ne dépassait pas -25° en plein jour. Etant donné nos frais de déplacement et la limitation de notre budget, nous n'avons pas pu faire demi-tour et nous sommes restés tourner malgré le froid. Il y avait tellement de neige que pour les deux mois de tournage nous avons dû louer chaque matin deux bulldozers pour déblayer les routes menant aux décors du film. Je précise aussi que chaque soir lorsque nous reprenions la même route pour rentrer, il y avait autant de neige que le matin car en notre absence les ouvriers en profitaient pour la remettre en place afin d'être payés doublement... Quoi qu'il en soit, les acteurs ont été fantastiques : ils tremblaient en jouant mais ils ne se sont jamais plaints.

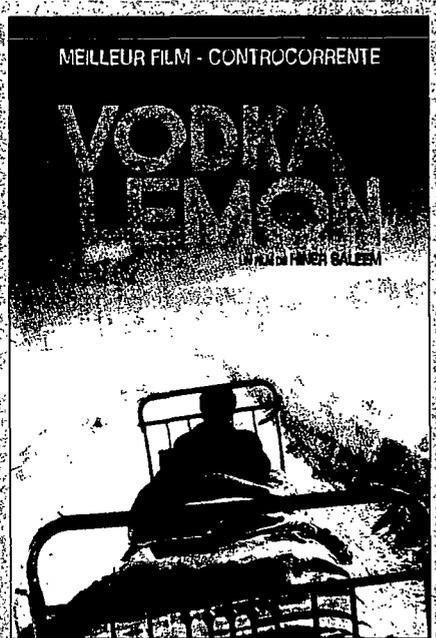
**FA :** Pourquoi avoir fait ce film en trois langues : on entend parler kurde, arménien et russe ?

**H.S :** Vous savez, c'est typique des pays de l'ex-Union soviétique. Il y a un brassage de langues unique ! Dans les villages kurdes d'Arménie, on chante en kurde, on parle en arménien et on insulte en russe.

**FA :** Qui est ce cavalier noir qui traverse plusieurs fois votre film ?

**H.S :** Ah lui, c'est fou ce qu'il intrigue ! Il a une double signification. Quand j'étais gamin et que nous fuyions l'armée irakienne, mon père me prenait sur son cheval avec ma sœur et des vivres et nous partions nous cacher. Je garde toujours en moi ces galops précipités. La seconde signification de ce cheval c'est que lorsque je demande à ma mère : "Maman, en quelle année je suis né ?" elle me dit "l'année de la mort du cheval de ton oncle" et quand je lui demande quand est mort ce cheval elle me dit, "l'année où tu es né" ... Ce cavalier c'est ma chimère.

**FA :** Pourquoi cette omniprésence du cimetière et



### Son film

Hamo vit en Arménie au cœur d'un village kurde entouré de montagnes et oublié de tous depuis la chute du communisme. Sous ses cheveux blancs et son visage buriné, se cache encore un bel homme d'une soixantaine d'années dont le regard clair oscille sans cesse entre espoir et mélancolie. Chaque jour, il se rend au cimetière, sur la tombe de son épouse afin de lui apprendre les dernières nouvelles. Une lettre de leur fils est arrivée d'Alfortville, cet eldorado français, mais au lieu de contenir des dollars pouvant aider Hamo à arrondir sa maigre retraite, elle ne propose que quelques photos sans intérêt. Les vieux du village s'en offusquent mais Hamo ne songe qu'à Nina, la douce et jolie veuve qu'il croise chaque matin dans l'intimité du cimetière. Entre humour et désespoir, Hiner Saleem signe ici une superbe chronique de la vie quotidienne dans un village post-soviétique. On y découvre une histoire d'amour poétique et surréaliste évoluant lentement au milieu de la neige et des chansons désuètes d'Adamo. Si *Vodka Lemon* a remporté le prix 2003 de la Mostra de Venise, c'est certainement pour l'interprétation juste et émouvante de ses acteurs autant que pour cette authenticité nostalgique qui se dégage de l'ensemble du film. Une œuvre entre rires et larmes, amère mais chaude comme de la vodka.

F.G.Y.

\* *Vodka Lemon* a également représenté l'Arménie pour l'Oscar 2004 du Meilleur film étranger.

**Vodka Lemon**  
De Hiner Saleem  
Avec Romik Avinian, Lala Sarkissian  
Sortie en salle le 31 mars 2004 - 1h28

# Arménien des Kurdes

(alcool de mûre blanche) du Karabagh, aussi affirme connaître les villages arméniens comme sa tourner son prochain film.



Hiner Saleem sur le tournage en Arménie

de la mort ?

**H.S :** Les Kurdes ont un rapport particulier avec la mort. Dans les cimetières, on trouve même des bancs et des tables installés auprès des tombes. On y fait la fête, on parle à nos morts car ils sont omniprésents.

**FA :** Vos acteurs, Romik Avinian (Hamo) et Lala Sarkissian (Nina) sont fantastiques. Comment les avez-vous trouvés ?

**H.S :** Pour le casting, on m'a présenté des tonnes de grands acteurs arméniens issus de la pure tradition soviétique mais ça ne m'a pas convenu car leur registre était beaucoup trop théâtral et manquait de naturel. Un jour, par hasard, Hamo a ouvert une porte sur le plateau de casting, habillé en militaire. Je l'ai de suite repéré. Comme il avait déjà fait un peu de scène, on a fait un essai et ça a collé. Pour Nina, c'était différent car je voulais une actrice kurde mais aucune ne convenait. Mon assistante m'a alors parlé d'une coiffeuse dont la physionomie pouvait correspondre à mes critères. C'était Nina. La première fois que je l'ai vue, elle avait un look très américanisé mais elle dégageait un tel charisme que je me suis dit "on essaye". Le problème, c'est qu'elle était coiffeuse et qu'elle n'avait jamais joué de sa vie. Pour la tester, je l'ai invitée à boire un verre de vodka et je l'ai filmée avec mon caméscope. Le lendemain, elle tournait et dès le premier plan elle a été magnifique. Je lui disais "mikitch comme ça",

"mikitch comme ci" et le reste suivait.

**FA :** *Vodka Lemon* c'est une comédie dramatique ou un conte de la vie ordinaire kurde ?

**H.S :** C'est une tragi-comédie humaine. Des amis de Sao Paulo m'ont dit que si on retire la neige, c'est une histoire brésilienne. Très proche des gens et du peuple.

**FA :** Dans vos trois longs métrages\*, vous proposez un cinéma engagé. Pensez-vous que le cinéma soit le moyen idéal pour faire comprendre la cause kurde aux yeux du monde ?

**H.S :** C'est, en tout cas, le seul moyen que j'ai. La résistance artistique est pour moi la seule issue pour préserver la civilisation kurde, sa langue, son âme. Avec mes films, je me réinvente un pays.

**FA :** L'humour, c'est important ?

**H.S :** En tant que Kurde si on n'a pas un peu d'humour, il ne reste plus qu'à se tirer une balle. Les peuples qui ont connu des malheurs survivent souvent à travers l'humour.

**FA :** On entend sans cesse Tombe la Neige ? Vous craquez sur Adamo ?

**H.S :** Pas du tout. Avant mon tournage, je ne connaissais même pas Adamo. C'est au cours d'une soirée à Erevan que je l'ai entendu pour la première fois dans une version remixée. Comme j'avais besoin d'un refrain pour agrémenter les moments où Hamo et Nina sont dans le bus, je me suis dit pourquoi pas. J'ai juste demandé à mon chauffeur de bus (qui en réalité est chanteur dans un bar) de me la rechanter dans une version encore plus kitch. Le résultat est plutôt concluant, non ?

**FA :** Vous aimez la vodka ?

**H.S :** Bien sûr, mais pas la vodka lemon. Moi j'aime le *touti ori*, c'est-à-dire la vodka de mûrier blanc, celle qui vient du Karabagh. Mes amis arméniens m'en gardent toujours un peu de côté.

**FA :** Quels sont vos projets cinématographiques ?

**H.S :** Je réfléchis à un quatrième film... au Kurdistan cette fois. Le titre sera *Irak for Never*, mais je n'en dis pas plus.

**FA :** Quels sont vos projets patriotiques ?

**H.S :** Trouver une femme kurde, jeune, belle, vierge et patriote... Je me demande ce qui est le plus dur. Mes projets ne se résument qu'à des rêves

## Le 24 avril : "une date importante" pour Hiner Saleem

Dans *Vodka Lemon*, la scène entre un Arménien apostolique et un Kurde yezidi est un clin d'œil à l'amitié arméno-kurde, de l'aveu même du cinéaste. Interrogé par *France-Arménie* il exprime à sa manière cette proximité :

"Aujourd'hui encore, quand j'ai la nostalgie du Kurdistan c'est en Arménie que je pars me ressourcer". Mais qu'en est-il vraiment des rapports entre Kurdes et Arméniens ? "Les Kurdes, explique Hiner Saleem, savent qu'il y a eu des moments noirs dans leur histoire et ne se le cachent pas. Ils connaissent leur passé et l'assument dans la peine et le regret."

Personnellement, le cinéaste se déclare "d'accord à 1000%" avec Kendal Nezan, le directeur de l'Institut kurde de Paris, qui reconnaissait publiquement, le 24 avril 2003, "le devoir moral des Kurdes envers les Arméniens". Pour autant, Hiner Saleem ne manque pas d'interpeller la communauté arménienne : "Les Arméniens ne doivent pas se contenter de réclamer leur dû, ils doivent mettre leurs forces avec celles des démocrates kurdes et turcs pour mener ce pays à la démocratisation. C'est ainsi qu'ils obtiendront gain de cause".

F. G. Y.

d'homme.

**FA :** Plus sérieusement, comment voyez-vous l'avenir des Kurdes d'Irak après la chute de Saddam ?

**H.S :** A 51% optimiste, à 99% pessimiste. Comme disait mon grand-père souvent : "Notre passé est triste, notre présent est catastrophique mais heureusement nous n'avons pas d'avenir".

**FA :** A quand la libération du Kurdistan ?

**H.S :** Dans mon cœur il est déjà libéré.

Propos recueillis par  
Florence Gopikian Yérémián

\*1998 - *Vivre la mariée...* et la libération du Kurdistan ;  
2000 - *Passeurs de rêves* ; 2003 *Vodka Lemon*.

## Son livre

Ce récit autobiographique raconte la vie d'Azad Shero Selim, un enfant kurde d'Irak. Entre la prise de pouvoir par Saddam Hussein et sa fuite d'Irak à l'âge de 17 ans, cet enfant va voir les miliciens attaquer sa mère, mettre son père en prison, et disperser toute sa famille. Une histoire tragique du quotidien kurde vu par les yeux d'un enfant.



**Le fusil de mon père**

# Adhésion de la Turquie : le



Voici un certain nombre de choses reprochées à la Turquie. Voulez-vous me dire, pour chacune, si cela vous semble très grave ou pas très grave ?

	Le Gouvernement turc refuse de reconnaître le génocide commis à l'encontre des Arméniens en 1915-1917	L'armée intervient dans la vie politique	Les minorités (par exemple les Kurdes) ne bénéficient pas d'un statut qui protège leurs droits	Les droits de l'homme ne sont pas respectés dans les prisons
Très grave	81	74	87	90
Pas très grave	13	19	8	7
Sans opinion	6	7	5	3
	100 %	100 %	100 %	100 %

Si la Turquie reconnaissait le génocide commis à l'encontre des Arméniens, est-ce que cela vous rendrait plus favorable à son entrée dans l'Union Européenne ?

		Préférence partisane				Entrée de la Turquie dans l'Union Européenne	
		PS	Verts	UDF	UMP	Favorables	Opposés
Oui	45	55	48	47	40	71	27
Non	49	44	46	51	57	24	71
Sans opinion	6	1	6	2	3	5	2
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Si en définitive, il y avait une majorité de pays favorables à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne, pensez-vous que la France devrait s'y opposer tant que la Turquie refuse de reconnaître le génocide arménien ?

		Préférence partisane				Entrée de la Turquie dans l'Union Européenne	
		PS	Verts	UDF	UMP	Favorables	Opposés
Oui, la France devrait s'y opposer	62	61	59	56	72	48	75
Non, la France ne devrait pas s'y opposer	29	33	36	40	24	44	19
Sans opinion	9	6	5	4	4	8	6
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Résultats d'un sondage effectué le 23 et 24 avril 2004, selon la méthode des quotas auprès d'un échantillon national de 1 006 personnes âgées de 18 ans et plus

# “non, mais...” des Français



**Etes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ?**

	Sexe		Age			Préférence partisane			
	Hommes	Femmes	< 35	35-49	> 50	PS	Verts	UDF	UMP
Très Favorable	4	42	53	41	27	48	45	35	26
Plutôt favorable	35	36	39 %	36	42	48	45	35	26
Plutôt opposé	29	49	53 %	58	42	45	49	62	69
Très opposé	24	9		6	11	7	6	3	5
Sans opinion	8	5		7	11	7	6	3	5
	100 %	100 %		100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

**Un sondage Louis Harris/Ayp FM**

## Notre Analyse

Si 53% des Français sont opposés à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, près d'une personne sur deux se dit toutefois prête à réexaminer sa candidature sous un jour plus favorable si la Turquie venait à reconnaître le génocide des Arméniens. Une question d'autant plus importante que 81 % jugent "très grave" le refus par la Turquie de reconnaître ce génocide.

Chargeant les Européens à boulet rouge sur le thème du "Club chrétien", les professionnels turcs en communication vont devoir changer de slogan. Sinon de stratégie. Apparemment, le problème est ailleurs. Si l'image de la Turquie est truffée de handicaps, les questions religieuses ou dites d'identité ne sont pas seules en cause. Loin s'en faut. Une chose est sûre en tout cas : la Turquie devra faire des efforts considérables pour redresser son image. Pour 53% des personnes interrogées, la Turquie n'est en effet pas un candidat acceptable (contre 39% d'avis favorable). Les Français qui se disent "très favorables" à cette adhésion ne sont en réalité que 4%. Bref, pas de véritable enthousiasme. A noter cependant la

prédominance du facteur politique : seuls les électeurs proches du PS sont en proportion légèrement favorables à son entrée (48 contre 45%). A droite, on savait les Français majoritairement hostiles à cette entrée. Cette tendance est confirmée. Avec 62% des électeurs de l'UDF et jusqu'à 69% des électeurs de l'UMP !, l'électorat de droite est solidement ancré dans une attitude de franche hostilité à la perspective de la candidature turque. Davantage qu'une manœuvre démagogique, le récent repositionnement du parti du Président (contre le Président lui-même) n'est qu'une remise en phase avec la réalité sociologique de sa base. Cette opinion farouchement défavorable trouve son vivier naturel dans la population âgée, conservatrice et masculine. Rien de

bien surprenant.

La véritable leçon de ce sondage concerne en effet l'importance que les Français accordent aux questions relatives aux droits de l'Homme, à la justice et au devoir de mémoire. Ainsi, "un long chemin reste à parcourir", pour reprendre une expression désormais consacrée à gauche. Pour que la Turquie devienne un "candidat comme les autres", il faudra qu'elle lève non pas un handicap parmi d'autres, mais plutôt échappe à un faisceau convergent de facteurs "aggravants". Si 81 % jugent "très grave" le refus de la Turquie de reconnaître le génocide des Arméniens, la question des minorités (87%) et des droits de l'Homme dans les prisons (90%) préoccupent également les Français. Mais paradoxalement, la reconnaissance du génocide arménien par la Turquie, certes improbable d'ici décembre 2004, pourrait être un formidable levier pour l'image de ce pays : 71% des opinions déjà favorables à son entrée se trouveraient alors affermies et constitueraient alors un pôle

de mobilisation non négligeable en faveur du pays candidat.

Le refus des Français n'est donc pas un rejet catégorique, mais une position encore susceptible d'évoluer. "La reconnaissance du génocide des Arméniens par la Turquie vous rendrait-elle plus favorable à son entrée dans l'UE ?" Oui, répondent les Français, dans 45% des cas. Inversement, la négation du génocide pourrait être une raison de s'opposer à son entrée si les autres pays de l'UE y étaient favorables. Des réponses que devrait méditer Jacques Chirac. Interrogé le 29 avril dernier, en conférence de presse, le Président avait botté en touche cette question, estimant qu'elle concernait "les relations entre la Turquie et l'Arménie". Il va désormais revoir sa position : loin de n'être qu'une question bilatérale, cette reconnaissance pèsera sans doute sur l'opinion publique française à l'occasion des prochaines élections européennes.

V.S.

FORUM Semaine du 31 mai 2004

# Professeur-étudiant en Irak

André Poupart, conseiller constitutionnel pour les Kurdes

**A**ndré Poupart, professeur honoraire à la Faculté de droit, a pris sa retraite en 1997. Cependant, loin de chômer, il a depuis embrassé une seconde carrière, celle d'étudiant en histoire du droit musulman et de conseiller constitutionnel en Irak.

La filière irakienne s'est véritablement ouverte pour M. Poupart en 2001, lorsque l'Institut kurde de Paris l'invite au Kurdistan afin qu'il y donne des conférences sur le fédéralisme, l'organisation professionnelle du barreau et la réforme du Code civil. A ce moment, non seulement le professeur de droit possède une solide connaissance du droit civil et du droit constitutionnel, mais ses études récentes en droit musulman lui ont apporté une perspective culturelle et historique de l'Irak qui s'avérera précieuse.

Lorsqu'il met les pieds au Kurdistan, il découvre un pays relativement moderne et une classe politique avide d'apprendre ce qui se fait ailleurs. Depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991, les Kurdes bénéficient d'une relative auto-



André Poupart



M. Poupart en compagnie de sa femme, Anne Legaré, reçus par Massoud Barzani, président du Kurdistan d'Irak.

mie qui leur a permis d'élire une assemblée nationale, de relancer leurs universités, de reloger les habitants des 4000 villages détruits pendant l'opération d'extermination Anfal à la fin des années 80 et de rétablir la sécurité sur leur territoire, dans le nord irakien.

« La société kurde est aujourd'hui une société moderne, qui a admirablement su tirer parti de l'autonomie acquise en 1991 », relate le professeur Poupard, qui se rappelle aussi les canons des chars d'assaut postés agressivement aux frontières du Kurdistan, comme si Saddam Hussein rappelait aux Kurdes la fragilité de leur statut.

En décembre 2003, M. Poupard est de nouveau invité au Kurdistan. Le contexte a changé : Saddam Hussein n'est plus au pouvoir et le projet d'une nouvelle constitution irakienne, qui reconnaîtrait la nation kurde, est désormais envisageable. L'expertise de M. Poupard est rapidement mise à profit : les dirigeants kurdes veulent avoir son avis sur l'Agreement on Political Process, un accord signé un mois plus tôt par le chef irakien du conseil provisoire et par l'administrateur américain Paul Bremer. Ce document est crucial, car il contient les principes devant guider les gestes qui, ultérieurement, établiront le cadre politique du futur gouvernement irakien. Les Américains, rappelons-le, sont censés remettre le pouvoir aux Irakiens le 30 juin, selon une formule de transition devant aboutir à la tenue d'élections générales en 2005.

Le document de novembre, adopté du bout des lèvres de part et d'autre, préconise une forme de fédéralisme, certes, mais un fédéralisme à l'américaine, centralisateur, et selon M. Poupard « malmenant la spécificité irakienne ».

Au Kurdistan, une lancinante question interpelle les experts : le projet officiel est-il ou non compatible avec les objectifs kurdes ? Le gouvernement kurde a salué

plusieurs volets du projet, dont celui qui accorde un droit d'« opting out » à son assemblée nationale. Mais d'autres revendications majeures sont restées inassouvies : la gestion des ressources naturelles, à commencer par le précieux pétrole et les revenus tirés de son exploitation, est placée entre les mains du pouvoir central. De plus, le statut de la ville de Kirkuk, qui fut victime sous Saddam Hussein d'un nettoyage ethnique, reste imprécis. Faisant la part des choses, les Kurdes ont tout de même apporté leur appui à l'entente.



Quatre femmes kurdes



Les camions-citernes remplis de pétrole brut attendent à la frontière turque. La Turquie ouvrant ses frontières de manière capricieuse, il n'est pas rare de voir les camions alignés sur plus de 25 km.

Cependant, on le sait, le soutien des Kurdes ne suffit pas. Les chiites ont d'abord réagi froidement à l'accord, car, formant de 60 à 65 % de la population irakienne, ils rêvent non de partager mais de prendre le pouvoir. Ils sont convaincus que des élections libres leur apporteront le pouvoir. Et il ne faut pas oublier que les chiites désirent que la charia soit l'unique source de droit.

Pour M. Poupard, il ne fait aucun doute que les insurrections des dernières semaines, au sein de factions chiites mais aussi dans le triangle sunnite, constituent autant d'efforts des uns et des autres afin d'être en position de force lors de la passation des pouvoirs. Mais même cette passation des pouvoirs est aujourd'hui fragilisée devant les tentatives de faire dérailler tout le processus, comme en témoigne l'assassinat, le 17 mai, du président alors en exercice du conseil de gouvernement transitoire, Ezzedine

Salim.

« Après toutes les bêtises et les erreurs commises par les Américains, il est difficile d'être optimiste, note M. Poupard. Les autorités américaines mentent effrontément pour justifier leur présence sur le sol irakien, les institutions sont bafouées, la présidence américaine est discréditée. » Les plus pessimistes, poursuit le professeur, croient que l'intervention américaine n'aura pour effet que de remplacer une dictature par une autre. Une chose est certaine, il n'est pas facile d'« imposer librement » un régime politique à un pays, qui plus est en un temps record et en faisant fi de sa culture.

Le professeur s'inquiète plus particulièrement pour la nation kurde, qu'il connaît mieux. « Il serait déplorable que l'expérience démocratique qu'ils ont mise en place au cours des 10 dernières années soit annihilée. » Mais quoi qu'il advienne, le professeur Poupard continuera, lui, de s'intéresser à l'Irak. Il n'est d'ailleurs pas le seul : son agenda prévoit plusieurs conférences sur l'Irak, certaines qu'il écouterait, d'autres qu'il donnerait. Tout en poursuivant ses études de maîtrise au Département d'histoire.

Paule des Rivières

# Consolider l'autonomie du Kurdistan irakien

**CONFLUENCES**  
Méditerranée

Revue trimestrielle  
N°49 Printemps 2004

Entretien avec M. Kendal Nezan,

*Président de l'Institut kurde de Paris, acteur et observateur de la question kurde, Kendal Nezan en est un des meilleurs connaisseurs. Dans cet entretien il souligne et explique l'importance de l'autonomie de la province kurde de l'Irak dans la perspective de la constitution des nouvelles institutions du pays.*

- *Confluences Méditerranée : Pourriez-vous d'abord rappeler ce que fut la situation du Kurdistan autonome d'Irak depuis la première guerre du Golfe ?*

- Kendal Nezan : Comme vous le savez la première guerre du Golfe a été menée au nom du droit international pour libérer le Koweït. Après, il y a eu un appel aux populations irakiennes pour se soulever contre Saddam Hussein et dans 14 des 18 provinces du pays la population s'est soulevée pour chasser le pouvoir baassiste ; mais après la libération du Koweït, les armées alliées ont refusé d'intervenir en faveur des insurgés et le régime a disposé de suffisamment de forces, notamment avec la Garde républicaine, pour réprimer dans le sang cette révolte. Cette répression a fait autour de 300 000 morts chiïtes et pour les Kurdes il y a eu l'exode du printemps 1991 qui a jeté sur les routes près de deux millions de personnes ; cela a tellement ému la conscience de l'opinion publique internationale qu'à l'initiative de la France, les Nations Unies ont adopté la résolution 688 consacrant un devoir d'ingérence qui a permis une action militaire pour assurer le retour des Kurdes dans leur région d'origine.

Sur un territoire aussi grand que la Suisse, grâce à cette action internationale, les Kurdes ont disposé d'une zone de protection dans laquelle, à partir de quasiment rien, ils ont commencé à développer une expérience démocratique. Quasiment rien cela veut dire qu'avant 1991, le régime avait détruit 4 500 des 5 000 villages kurdes, un million et demi de paysans avaient été internés dans les camps, le cheptel avait été abattu et les forêts en grande partie détruites ; lors de ma première visite dans la région, on avait souvent l'impression de voyager dans un paysage quasi lunaire ; tous les animaux familiers des Kurdes comme les chevaux et le bétail avaient disparu. Avec l'aide internationale et l'action des ONG, les Kurdes ont pu reconstruire leur pays, faire redémarrer leur économie et mettre en place, parfois dans des conditions chaotiques, une expérience démocratique avec des élections au Parlement en 1992. Ainsi le Kurdistan a-t-il pu gérer ses propres affaires en toute autonomie pendant plus de dix ans sans ingérence extérieure majeure. La vie dans cette région n'était pas facile en raison notamment des pressions de l'Iran et de la Turquie mais

malgré toutes les difficultés la société civile a su se développer même si chacun savait bien que cela ne pourrait pas durer indéfiniment.

Cette expérience d'autonomie a été partagée par une grande partie des Kurdes d'Irak puisque 3,8 millions se trouvent dans le Kurdistan autonome sur les 6,4 millions de Kurdes d'Irak ; l'autre partie de la population kurde vivait donc en dehors de cette zone notamment dans les régions riches en pétrole, comme celles de Kirkouk ou de Mossoul, soumises à la loi commune de la tyrannie et à une politique d'arabisation.

*- Je me souviens qu'il y avait beaucoup d'inquiétude quant à l'avenir de cette expérience puisqu'on pouvait craindre à tout moment que Saddam Hussein n'envoie ses troupes pour écraser une fois encore les espérances kurdes. C'est dans cette perspective que vous vous placiez quand vous vous déclariez en faveur d'une intervention militaire en Irak...*

Mon point de vue comme celui des Kurdes en général était le suivant : il y a des pays qui ont soutenu fortement par une aide multiforme le régime barbare de Saddam Hussein ; ils ont leurs responsabilités sans même parler des responsabilités historiques de ces grandes puissances qui dans les années 20 se sont partagé le Moyen-Orient sans se préoccuper des aspirations des peuples de la région. Je parle ici des responsabilités récentes de ces pays qui ont armé en connaissance de cause ce régime barbare ; par ordre d'importance : la France, la Russie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Il fallait que ces puissances assument leur responsabilité morale pour libérer la population irakienne de ce régime. On était pour une intervention internationale et multilatérale, sous l'égide des Nations Unies si cela était possible. Comme il y a eu les divisions que vous connaissez au sein du Conseil de sécurité non pour des raisons nobles liées, par exemple, au droit mais pour des questions d'intérêts politiques et économiques, notre choix est resté très limité : être contre l'intervention signifiait que les Etats-Unis allaient faire appel à la Turquie pour attaquer sur le front nord ce qui impliquait une invasion du Kurdistan ; et d'ailleurs comment pouvait-on désapprouver une intervention contre une dictature aussi honnie que celle de Saddam ? Les Kurdes se sont donc mobilisés aux côtés des Alliés pour participer activement à la libération de l'Irak, sans se faire d'illusions sur la politique américaine à moyen ou long terme. L'idée était qu'il y avait une dictature et que si on ne faisait rien ou si on suivait la politique prônée par la France et l'Allemagne, elle allait rester en place ; après Saddam il y aurait eu son fils puis son petit-fils et c'était reparti pour quarante ou cinquante ans...

Ou alors on s'engageait militairement pour débarrasser le pays de ce régime sachant bien qu'après ce serait un nouveau chapitre avec beaucoup de contradictions et de problèmes ; mais au moins il y avait là une ouverture qui permettait d'espérer quelque chose de différent.

*- Après de longs débats, une nouvelle constitution vient d'être signée par les différents segments de la société irakienne. Dans quelle mesure les Kurdes s'y retrouvent-ils ?*

La constitution intérimaire est un document important mais ce n'est qu'une étape d'un processus qui va être long et difficile d'autant que les Etats voisins pèsent de tout leur poids pour compliquer encore les

choses. Le point de vue kurde peut être résumé en quelques grands principes :

1) L'Irak doit être un Etat démocratique garantissant les libertés fondamentales, libertés de presse, d'opinion, de culte, etc.

2) L'Irak est une entité qui a été artificiellement créée et qui comprend donc des réalités historiques, linguistiques, culturelles dont il faut tenir compte ; pour qu'un tel ensemble soit viable, il faut que chaque composante puisse bénéficier d'une large autonomie et donc il faut un système fédéraliste.

3) L'égalité des sexes. On ne doit pas se contenter d'un rappel de la Déclaration universelle des droits de l'Homme ; dans la société kurde, les femmes ont acquis des positions importantes ; dans le reste de l'Irak les droits de la femme doivent être respectés.

4) La séparation de la religion et de l'Etat. Sur ce principe, il y a quelques mois, ce point de vue défendu par les Kurdes rassemblait une nette majorité au sein du gouvernement intérimaire ; mais entre-temps des Etats voisins, et en particulier l'Iran qui a des moyens d'influence sur les chiïtes, a exercé des pressions pour qu'on garde l'identité musulmane de l'Irak, pour que la loi de la majorité prime sur le reste de la population dans le cadre d'un système politique centralisé car l'Iran a peur d'un régime fédéral démocratique.

Un fédéralisme qui réussirait en Irak pourrait avoir un effet de contagion en Iran où tant de minorités sont dominées par la force. Dans une telle configuration, la Syrie et la Turquie seraient aussi en difficulté...

Finalement le document adopté est un bon compromis. En particulier, point capital, l'islam sera la religion officielle mais non la religion d'Etat ; dans ces conditions il ne sera qu'une source de droit parmi d'autres... Il y a aussi une Déclaration des droits (sur le modèle anglo-saxon des *Bill of Rights*) qui est incluse dans la constitution, ce qui est une première dans le monde arabe...

Le principe du fédéralisme y est consacré et comme on n'a pas eu le temps d'approfondir les différents aspects de la mise en place du système fédéral notamment sur le plan territorial ou sur celui du partage des compétences entre le pouvoir central et les Etats fédérés, les Kurdes ont inclus dans ce texte une clause prévoyant que la constitution définitive ne pourra être adoptée que si elle obtient la majorité des votes des Irakiens par référendum mais aussi la majorité dans les provinces du Kurdistan autonome de telle façon que les Kurdes ne risquent pas de se voir imposer une constitution avec laquelle ils seraient en désaccord. Cette disposition a été très difficile à faire accepter aux autres composantes ; mais il faut dire que, par exemple, les Arabes laïques et les femmes (non kurdes) l'ont soutenue ; c'est aussi pour eux une garantie d'éviter d'avoir une constitution non religieuse. En cela les Kurdes ont joué le rôle de fédérateur des différentes composantes laïques, démocratiques et libérales du conseil qui a rédigé cette constitution intérimaire.

*- Comment analysez-vous les récentes (février 2004) prises de positions du grand ayatollah Sistani, très influent dans la communauté chiïte, assez critiques à l'égard de ce document ?*

Pendant la dictature de Saddam Hussein, l'ayatollah Sistani était évidemment interdit de parole ; dans la période qui a suivi la chute de la dictature, comme la société chiïte avait perdu toute capacité à orga-

niser une opposition politique représentative, une partie de la population chiite s'est reconnue dans le clergé. C'est à mon avis un phénomène transitoire et passager, le temps que les autres forces politiques se reconstituent et se fassent entendre ; on verra bien ce qui va se passer à l'épreuve du temps. Mais, en tout cas, c'est vrai qu'actuellement ce dignitaire est devenu le porte-voix écouté d'une partie de la population chiite et s'est montré capable de mobiliser pas mal de gens ; probablement sous l'influence de l'Iran, il plaide pour un rôle accru de la religion dans la vie sociale et politique. Evidemment cela est inacceptable pour les Kurdes qui ont déclaré à plusieurs reprises que la volonté populaire ne saurait être soumise aux *fatwas* ou aux discours de dignitaires religieux chiïtes ou sunnites...

Il y a donc bien des difficultés mais le dialogue a permis d'en aplanir beaucoup et de trouver des compromis. Les chiïtes ont besoin de participer enfin à un pouvoir politique qui leur a toujours échappé mais ils savent que, s'ils vont trop loin dans leurs exigences, ils risquent des réactions assez virulentes. Dans leur for intérieur, ils bénissent les Américains de les avoir délivrés de cette dictature ; ils veulent aller vite pour faire des élections mais, si le processus est trop rapide, ils savent qu'ils ne seront pas prêts et surtout pas capables de garantir la sécurité... C'est une partie de bras de fer.

*- A la différence de ce qui se passe ailleurs au Moyen-Orient, on a le sentiment que la société kurde n'accepte pas l'immixtion de la religion dans les affaires de la Cité. Comment peut-on expliquer cette spécificité ?*

Historiquement la société kurde a toujours été une société multiculturelle et multiconfessionnelle qui n'était pas centralisée sur le plan de son organisation politique puisqu'il y avait des principautés kurdes autonomes sur le territoire du Kurdistan.

Grâce à leur culture de tolérance, ces sociétés ont permis que les communautés chrétienne, juive, yézidi, sabéenne... puissent cohabiter jusqu'au XXème siècle. Les Kurdes ont toujours voulu préserver cette spécificité et aujourd'hui ils y sont toujours très attachés ; cela implique le respect des droits et des coutumes des communautés minoritaires et la volonté de séparer la religion de l'Etat. Pendant ces années d'autonomie, ces principes ont été appliqués notamment avec des systèmes d'enseignement dans les langues des communautés minoritaires.

La traduction moderne de cet esprit de tolérance serait la laïcité ; ce mot n'existe pas en kurde mais on peut cependant dire que notre société est très fortement laïque. Les mouvements religieux kurdes qui ont bénéficié de soutiens massifs de certains pays comme l'Arabie saoudite ou l'Iran n'ont pas pu obtenir plus de 5% des suffrages aux élections organisées dans les provinces kurdes autonomes.

Chez les Kurdes, la religion n'est pas le marqueur identitaire fondamental. Ils ne se définissent pas par leur appartenance religieuse alors qu'une majorité est sunnite et une forte minorité (d'environ un million de personnes) chiïte. En Irak il y a donc bien trois pays, trois sociétés différentes : les sunnites, les chiïtes et les Kurdes.

Une anecdote récente illustre bien cet état d'esprit : après les attentats récents dont ont été victimes des Kurdes musulmans, des obsèques musulmanes ont été organisées. A un moment le mollah qui récitait les prières s'est trouvé fatigué et il a demandé à l'évêque qui était à côté de lui de continuer à sa place d'honorer la mémoire des

morts... Tout ceci explique que les Kurdes ne veulent pas que le jour où il y aura un pouvoir central irakien à Bagdad, on revienne sur ces acquis fondamentaux qu'il faut défendre à tout prix car ce sont des acquis civilisationnels.

*- La Constitution intérimaire a donc retenu le principe du fédéralisme. Sur ce point où en est-on exactement ? A-t-on déjà, par exemple, défini les contours territoriaux des régions fédérées ?*

Le principe d'un Kurdistan formant une entité géographique fédérée est admis par tout le monde y compris par les religieux chiites mais on a laissé à plus tard la question de l'assiette territoriale de l'autonomie. Comme on était pris par des considérations de calendrier, il a été admis qu'en ce qui concerne le territoire anciennement administré par Saddam Hussein où se trouvent des Kurdes, il y aurait un recensement des populations puis l'organisation d'un référendum pour savoir si ces populations souhaitent être rattachées au Kurdistan autonome. La décision est donc reportée à 2005. En attendant il y a le retour dans leurs foyers des centaines de milliers de Kurdes qui avaient été expulsés par Saddam Hussein. Rien que dans la province de Kirkouk, il y en a eu près de trois cents mille... Comme un tel processus va prendre du temps, dans les régions où se trouvent actuellement ces populations déracinées l'administration autonome kurde a mis en place des écoles en langue kurde pour pouvoir scolariser les enfants et un minimum d'infrastructures administratives kurdes. Il faut que tous ceux qui ont habité dans les régions où fut imposée une politique d'arabisation puissent se déterminer librement sur la question de leur rattachement au Kurdistan autonome.

Par ailleurs, et ceci est un élément très important, une pétition lancée par la société civile kurde demandant un référendum d'autodétermination a recueilli 1 700 000 signatures. Dans cette initiative, les femmes kurdes ont joué un rôle majeur car elles sont très inquiètes des positions prises par le clergé chiite qui veut appliquer la Charia ou une forme d'Etat religieux. Ce texte, remis à Paul Bremer, entend montrer clairement que, dans l'hypothèse où ces projets chiites se réaliseraient, les Kurdes sont bien décidés à exercer leur droit à l'autodétermination pour disposer d'un Etat où ils pourront vivre démocratiquement.

*- Dans une telle configuration, il est évident que la Turquie doit suivre ces événements avec beaucoup d'attention car cela va à l'encontre de sa politique qui a toujours consisté à refuser toute velléité d'indépendance aux Kurdes ? Etes-vous inquiet de ce que pourrait faire Ankara pour vous empêcher d'exercer cette autonomie et a fortiori cette éventuelle autodétermination ?*

On a eu de très vives inquiétudes avant, pendant et après la guerre et jusqu'à l'automne dernier (2003) lorsque les Américains ont voulu avoir une force de stabilisation en faisant appel à l'armée turque. Maintenant ce danger-là est écarté et le pouvoir de nuisance turc à l'intérieur même de l'Irak reste très limité parce que les leviers éventuels, comme par exemple certains éléments turkmènes sunnites, sont très peu nombreux. Par ailleurs, la Turquie veut faire partie de l'Europe et, en décembre 2004, l'Union européenne doit se prononcer sur sa candidature. A cette occasion, les revendications des Kurdes de Turquie vont être mises en avant ; nous allons dire aux Européens

qu'ils ne peuvent pratiquer une politique de deux poids deux mesures : s'ils acceptent un système confédéral pour les 120 000 Turcs chypriotes, ils doivent prendre en compte, dans un souci de cohérence, les droits des quinze millions de Kurdes vivant en Turquie. Il est donc certain que, dans les mois qui viennent, la question kurde en Turquie va être à nouveau posée. Dans un tel contexte, une intervention turque contre le Kurdistan autonome d'Irak risquerait de leur faire perdre le soutien des Européens et des Etats-Unis ; en bonne logique ils ne devraient donc pas intervenir. Mais on ne peut jamais exclure complètement la possibilité de politiques suicidaires ; la Turquie pourrait être tentée d'intervenir militairement dans l'hypothèse d'un retour à un pouvoir très centralisé en Irak ou d'un pouvoir chiite qui amènerait les Kurdes à proclamer leur indépendance ; on entrerait alors dans une guerre très destructrice mais, de toutes façons, les Turcs n'auraient pas les moyens d'occuper durablement le Kurdistan.

Le pire n'est pas sûr en Irak, bien au contraire, car l'esprit de compromis a fait quelques progrès. Il se peut qu'on arrive à faire émerger un vouloir-vivre en commun entre toutes ces communautés aux traditions si différentes. Etant donné l'importance stratégique de l'Irak, je ne pense pas que les Américains ni d'ailleurs certains pays occidentaux puissent se désintéresser du processus de stabilisation du pays. S'il y a un échec en Irak, ce sera un échec pour tous les pays occidentaux et pas seulement pour les Américains. Cela plongerait tout le Proche-Orient dans le chaos.

*- Quels sont, selon vous, les auteurs des attentats qui ravagent l'Irak depuis la fin de l'intervention américaine ?*

Dans un premier temps, les attentats dirigés contre les Américains semblent avoir été l'œuvre des anciens partisans de Saddam Hussein. C'est sans doute toute une partie de l'ancien appareil d'Etat qui est entré en insurrection. Ces gens connaissaient très bien les lieux, avaient des armes et suffisamment de moyens financiers et leurs cibles étaient des militaires américains. Depuis la capture de Saddam Hussein et aussi la découverte de beaucoup de documents, cette organisation a été quasiment démantelée et n'a plus qu'un rôle résiduel. Mais, à côté de ces groupes, il y a eu l'envoi dans la région de centaines de militants islamistes qui sont entrés dans le pays d'autant plus facilement que les frontières étaient devenues poreuses. Il y a donc de nombreux «djihadistes» dans le pays ; ce sont des Arabes ayant une certaine expérience de ce type d'attentats et qui désormais

considèrent l'Irak comme une terre de mission. Sont-ils liés à Al Qaïda ? Quels sont les liens logistiques entre les uns et les autres ? C'est difficile à élucider à l'heure actuelle. Outre l'appui des groupes baassistes qui sont encore présents, ces activistes bénéficient de certains soutiens dans l'Etat iranien et en Syrie – régimes qui ont tout intérêt à ce que l'Irak ne retrouve pas de stabilité. Encore une fois la perspective d'un Irak démocratique est terrible pour eux. Leur action est évidemment facilitée par la désorganisation de la société et par l'absence d'une véritable force de police ; ils peuvent donc avoir un certain pouvoir de nuisance d'autant qu'il leur est aisé de se procurer des armes dans un pays qui en regorge.

Partout, et notamment au Kurdistan, des mesures avaient été prises

pour tenter de prévenir ces attentats-suicides, mais on ne s'imaginait pas que, dans la foule venue présenter ses vœux à l'occasion de la fête du sacrifice, un individu se serait glissé avec une ceinture bourrée d'explosifs pour provoquer un massacre. De même, on ne pouvait pas penser qu'une telle tragédie survienne au sein de l'espace sacré d'une mosquée à Kerbala.

*- Selon votre interprétation, il s'agit donc plutôt de facteurs externes, ce qui écarterait l'hypothèse d'une guerre civile.*

La violence aveugle qui touche indistinctement les civils en pays chiite comme au Kurdistan a sans doute pour objectif de provoquer une guerre sectaire. Jusqu'à maintenant les dirigeants des différentes communautés ont réussi à contrôler les réactions des populations en les mettant en garde contre ce risque. Et, d'ailleurs, il y a un rejet unanime de ces violences que les gens sentent comme le fait d'éléments extérieurs au pays. Le risque que cela dégénère en un conflit entre sunnites et chiites et entre Arabes et Kurdes me paraît donc très réduit.

*- Les Kurdes ont souvent souffert de leurs divisions politiques ; c'est ainsi que le Kurdistan autonome s'est retrouvé partagé entre les deux grandes forces politiques kurdes : celle de M. Barzani (le parti démocratique du Kurdistan) et celle de M. Talabani (l'Union patriotique du Kurdistan). Aujourd'hui êtes-vous en mesure de les surmonter ?*

Effectivement jusqu'à maintenant quand on parle de gouvernement du Kurdistan autonome, cela signifie un Parlement unique, un appareil judiciaire unique et quelques ministères techniques communs mais deux administrations : l'une s'occupant du nord de la région et l'autre du sud. Pendant la période d'intenses négociations avec le pouvoir central, en particulier pour l'élaboration de la constitution intérimaire, les deux partis kurdes se sont mis d'accord pour un gouvernement régional unifié à partir des deux administrations existantes ; le processus est en cours et devrait s'achever prochainement. Les deux partis ont la même stratégie vis-à-vis des Américains et des autres forces politiques irakiennes, et ils parlent d'une voix. Il y a donc une union sur l'essentiel ; en dehors de cela, il y a bien un partage du pouvoir entre les deux forces politiques mais cela n'a aucun aspect conflictuel. On a besoin du temps pour surmonter les difficultés restantes. Peut-être qu'on aurait aussi besoin d'une assez large décentralisation à l'intérieur du futur Etat fédéré du Kurdistan de façon à assurer la participation du plus grand nombre au processus démocratique et à inscrire la démocratie dans tous les échelons de la société.

*Propos recueillis par Jean-Paul Chagnollaud*